



Supplément « Sans visa » Le Monde

15, rue Falguière, 75581 Paris Cedex 15

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14320 - 5 F

SAMEDI 9 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

Signé IRA

DEPUIS le début de la guerre du Golfe, les regards des services occidentaux de lutte contre le terrorisme, qui redoutent une vague d'attentats, étaient surtout fixés sur certaines fractions palestiniennes, divers groupes proche-orientaux et des organisations qui bénéficient de la protection de M. Saddam Hussein. Personne ne pensait plus à l'IRA, ou du moins l'avait-on quelque peu oublié. Or c'est bien l'Armée républicaine irlandaise qui a frappé, jeudi 7 février, au plein cœur de Londres.

La tentative d'attentat dont le premier ministre, M. John Major, et les membres de son cabinet de guerre étaient les cibles, porte la marque des terroristes irlandais. Le mortier, de fabrication assez artisanale, est une de leurs armes préférées. Quant à l'explosif utilisé - du Semtex, selon Scotland Yard - il a été longtemps fourni par l'ancien régime communiste tchécoslovaque, et il y a fort à parier que l'IRA en possède encore des stocks considérables. Peu après son entrée au pouvoir, M. Václav Havel avait décidé de mettre un terme à ces « exportations » douteuses, en précisant cependant que les quantités en circulation suffisaient pour de nombreuses années.

BEAUCOUP s'interrogent d'ailleurs sur le lien qui pourrait exister entre l'attentat de Londres, la guerre du Golfe et les menaces de terrorisme proférées par M. Saddam Hussein à l'encontre des pays de la coalition anti-irakienne. Les anciens contacts de l'IRA avec la Libye du colonel Kadhafi sont de nouveau évoqués, de même que de mystérieux stades d'entraînement conduits par le Stasi de l'ex-RDA, où des agents de Bagdad côtoyaient des Irlandais. On ne peut donc exclure de sombres alliances « sur le terrain », mais rien ne permet, pour l'instant, d'étayer cette thèse.

Il n'est pas dans les habitudes des militants de l'IRA de servir de mercenaires et de travailler « pour d'autres », et leur objectif unique est d'obtenir, par tous les moyens, le départ des troupes britanniques et la réunification de l'Irlande. De ce point de vue, le communiqué de revendication publié à Dublin est clair. Il s'agit d'un « avertissement » au successeur de M. Thatcher : « Tant que les nationalistes vivront sous la domination britannique en Irlande du Nord, le gouvernement de Londres devra se résoudre à des bûches... ».

L'IRA, qui, depuis plus de vingt ans, s'efforce de tenir à l'écart des intérêts militaires britanniques à l'étranger, mais agit essentiellement en Ulster, où l'on ne compte plus ses « tragiques erreurs » frappant des cibles civiles, vient de mener l'une de ses tentatives d'attentat les plus spectaculaires. C'est un miracle si l'on n'a à déplorer que quatre blessés légers.

Au mois de juillet de l'année dernière, un député conservateur proche de M. Margaret Thatcher, M. Ian Gow, connu pour sa farouche opposition aux républicains d'Irlande du Nord, avait été tué par l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture. Les obus de mortier qui sont tombés jeudi dans le jardin du 10, Downing Street et près du Foreign Office viennent rappeler que la Grande-Bretagne et les démocraties en général ne possèdent aucune recette magique pour se protéger contre le terrorisme.

Lire page 10 les articles de DOMINIQUE DHOMBRES

M0147 - 0208 0 - 5.00 F



Le prochain déclenchement de l'offensive terrestre dans le Golfe et la crainte du terrorisme

M. Mitterrand appelle les Français à la cohésion face aux « épreuves » et aux « sacrifices »

« Elle est inévitable. Elle sera dure. (...) Cette épreuve cruelle de vérité aura lieu. Il faut que les Français y préparent leur esprit. » C'est sur ce ton dramatique que M. François Mitterrand a, jeudi 7 février, appelé les Français à la cohésion face aux « sacrifices », en annonçant l'offensive terrestre au Koweït « pour les jours qui viennent, un peu plus peut-être ». « En tout cas dans le courant de ce mois », a-t-il prédit en se déclarant convaincu que la guerre ne durait pas « au-delà du printemps ». Il s'est d'autre part fermement prononcé contre toute utilisation d'armes chimiques, nucléaires ou bactériologiques - même si l'Irak fait usage d'armes non conventionnelles - soulignant que ce serait « un recul vers la barbarie ».

Evoquant l'après-guerre, le président a par ailleurs affirmé qu'il appartenait au seul Conseil de sécurité des Nations unies d'« organiser le retour à la paix » dans le Golfe, en précisant qu'« aucune autre autorité ne pouvait s'y substituer ». Les Israéliens se sont déclarés « très inquiets » après le discours du roi Hussein critiquant durement l'attitude des alliés et s'alignant plus que jamais sur les positions irakiennes. Un commando venant de Jordanie a attaqué, vendredi, un bus transportant des soldats israéliens ; trois d'entre eux ont été légèrement blessés, trois des agresseurs ont été tués.



Parés pour l'attaque

DAHHRAN

de notre envoyée spéciale

Après cinq jours de répit, les habitants de Ryad et de Dhahran ont à nouveau été réveillés en pleine nuit, très tôt vendredi 8 février, par les sirènes d'alarme annonçant l'arrivée de Scud irakiens, qui n'ont cette fois provoqué ni véritables dégâts ni victimes. A la terreur provoquée par les Scud a d'ailleurs bien vite succédé en Arabie saoudite la curiosité, et les alertes souvent en début de soirée n'incitent plus guère la population à se jeter dans les abris, mais plutôt sur les trottoirs dans l'espoir d'assister au spectacle très recherché de la collision Patriot-Scud qui provoque un feu d'artifice en plein ciel.

Même les travailleurs asiatiques, les plus paniqués car considérés de la précarité de leur situation, s'y sont habitués et s'interrogent plus avec anxiété sur les éventuels dangers à venir. Les masques à gaz à la ceinture, sans lesquels on attirait l'attention il y a encore deux semaines, se font aujourd'hui beaucoup plus rares et dans la plupart des magasins réouvert, l'intérêt pour le commerce a remplacé la crainte irraisonnée d'une attaque chimique.

Nul doute cependant qu'en lançant ces deux Scud sur Ryad à la veille de l'arrivée dans la capitale

sauoudienne du secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, et du chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, le président Saddam Hussein a voulu montrer qu'après plus de trois semaines d'une campagne aérienne sans précédent (37 000 sorties sur l'Irak et le Koweït) il avait encore la capacité d'utiliser ses rampes de lancement de Scud.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 3

Lire également

- Le film des événements : « Psychoses » par JACQUES DE BARRIN
- La situation militaire : Ryad s'efforce de minimiser le danger des Scud par BERTRAND LE GENDRE
- Les déclarations du président de la République par CLAUDE TRÉAN
- Arrêter les débris de l'utilisation des armes non conventionnelles : un message de M. Mitterrand aux Etats-Unis par JACQUES ISNARD
- Les réactions dans le monde et en France par ALAIN FRACHON
- Israël très inquiet de l'évolution de l'attitude jordanienne par ALAIN FRACHON
- Le voyage dans la tête de Saddam Hussein par un expert par ALAIN FRACHON
- Le journal d'un amateur : Union par PHILIPPE BOUCHER
- La paix, malgré tout par MICHEL NOIR
- Paysage d'après guerre par GÉRARD CHALIAND

page 2

Les armes de la guerre

par Jean-Marie Colombani

Imperturbablement, le président de la République déroule devant nous le fil tragique de l'histoire retrouvée. Tragique, parce que la France n'avait probablement pas, ou plus, le choix de sa politique. Elle se bat surtout pour garder son siège de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, c'est-à-dire pour « tenir son rang ».

de puissance à vocation mondiale, comme on dit dans la thématique gaulliste ; mais, ce faisant, elle contrarie ses intérêts propres de puissance régionale, en Maghreb notamment.

Tragique parce que « le seul objet de guerre » qu'elle poursuit - la libération du Koweït - apparaît, avant même qu'il ne soit atteint, comme largement fictif : les Etats-Unis ont annoncé qu'ils recherchaient la destruction du régime irakien et qu'ils ne « pleureraient pas » sur le sort de son chef.

Tragique, parce que le choix des armes de la guerre risque fort d'être posé dans des conditions qui n'ont rien à voir avec les principes dont la France se réclame, et résolu de la même façon : il ne suffit pas que la France dise non aux armes chimiques pour que celles-ci ne soient pas utilisées par le commandement américain. Car il ne fait pas de doute, pour les stratèges alliés, que leurs armées auront à faire face à une riposte chimique, en guise de réponse à l'offensive terrestre dont le président nous a dit qu'elle est « inévitable » et qu'elle serait « dure ». Saddam Hussein a en effet ceci de particulier qu'il fait ce qu'il dit qu'il fera. Il utilisera donc, selon toute vraisemblance, les armes de la barbarie, au premier rang desquelles figurent l'arme chimique et celle du terrorisme.

Lire la suite page 9

Un entretien avec le secrétaire général des Nations unies

Dans un entretien au Monde, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar observe que la guerre du Golfe « n'est pas une guerre des Nations unies » mais qu'elle est légale, puisque autorisée par le conseil de sécurité. M. Perez de Cuellar s'étonne des attaques dont il fait l'objet de la part de Bagdad, qui l'a accusé de « crimes » contre le peuple irakien. Il rappelle que la diffusion du contenu de son entretien du 13 janvier avec M. Saddam Hussein - qui réclame Bagdad - serait contraire aux pratiques de l'ONU. Le secrétaire général prédit que les Nations unies auront « un grand rôle à jouer », après la guerre, notamment en déployant dans la région des forces de maintien de la paix.

Lire page 8 l'entretien avec AFSANÉ BASSIR-POUR

Le Pentagone et l'URSS

M. Dick Cheney s'interroge sur l'« effondrement » de l'économie soviétique page 10

Le nouveau président d'Haïti

Le Père Aristide veut mettre de l'ordre dans la hiérarchie militaire page 12

8 000 fonctionnaires supplémentaires

Une progression de 0,3 % des effectifs en 1990 page 19

Quartiers défavorisés

300 millions de francs ont été remis aux prêts page 14

Girondins de Bordeaux

M. Jean-Pierre Doros, nouveau président du club de football page 14

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 24

Varsovie chante et danse

« Métro », première comédie musicale privée à l'Est ou le visage avenant de la nouvelle culture libérale

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Wiktór Kubiak sort de l'ombre. Ce citoyen suédois, juif polonais de quarante-cinq ans revenu d'exil il y a plus de cinq ans, salue la salle enthousiaste du Théâtre dramatique de Varsovie. Elle vient d'assister à la « première comédie musicale privée du bloc de l'Est ».

La nouvelle Varsovie libérale, bourgeoise, élégante, souriante - bientôt triomphante ? - celle des amis du premier ministre, Jan Krzysztof Bielecki présent dans la salle entouré des membres du gouvernement appar-

nant comme lui au Congrès libéral-démocrate, applaudit le 30 janvier dernier le producteur de « Métro », superproduction de 800 000 dollars servie par plus de soixante-dix artistes dont une cinquantaine sur la scène et dans la fosse d'orchestre. Vingt minutes de rappels dont plus de cinq debout pour une troupe superbe et son chef, leur ami, Wiktór Kubiak.

Président de la société Bazar dont le siège est à Nassau (Bahamas), Wiktór Kubiak est le grand argentier du parti du premier ministre.

OLIVIER SCHMITT
Lire la suite page 15

MICHEL SERRES
de l'Académie française

LE TIERS-INSTRUIT
Un traité d'éducation

B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 680 ml ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 32 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 P ; Irlande, 120 SH ; Italie, 3 000 L ; Luxembourg, 35 FR ; Norvège, 15 KRW ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 14 KRS ; Tchécoslovaquie, 170 Kč ; USA (NY), 2 \$; USA (Miami), 2,50 \$.

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements — Psychose

La guerre du Golfe risque-t-elle de dégénérer en guerre mondiale ? M. Mitterrand n'en croit rien. Le chef de l'Etat a, au contraire, dénoncé, jeudi 7 février, dans un entretien télévisé, la « mauvaise psychologie » d'entrepreneurs frileux qui ont cessé d'investir et de consommer, et qui stockent des vivres dans leurs fonds de placard.

Pour question de lever des impôts nouveaux, ni de creuser le déficit budgétaire. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a seulement annoncé que, dans l'immédiat, les dépenses de l'Etat seraient réduites de 12 milliards de francs. « La guerre coûte cher, mais nous sommes en mesure de l'assumer dans le cadre normal d'un budget sans que l'économie soit atteinte en profondeur », a assuré M. Mitterrand.

Comme d'autres dirigeants ont prédit avant lui, le chef de l'Etat a, cependant, confirmé que l'offensive terrestre, dont il attend la déclenchement « dans le courant de ce mois », sera une « épreuve de vérité ». A cet égard, il a écarté, en toute hypothèse, l'emploi par la France d'armes non conventionnelles, qui serait, à ses yeux, un « recul vers la barbarie ».

Le commandant du contingent

britannique a annoncé des bombardements « féroces » contre les troupes irakiennes avant le début de l'offensive terrestre. Un porte-parole israélien a affirmé que l'approvisionnement des forces ennemies avait été réduit de près de 80 %. Quant au cuirassé américain *Wiesconsin*, pour la première fois depuis la guerre de Corée, il a participé à une action militaire en bombardant une batterie d'artillerie du Koweït.

« Impatience » irakienne

A en croire des sources militaires américaines, l'Irak installe des batteries de batteries antiaériennes sur les toits des immeubles d'habitation. Toujours est-il que, d'après les témoignages de journalistes sur place, les récents bombardements ont causé la mort de dizaines, voire de centaines de civils. A cet égard, le général Norman Schwarzkopf, commandant des forces américaines dans le Golfe, certains pilotes irakiens, avant de se réfugier en Iran avec leur appareil, auraient tenté de bombarder le palais de Saddam Hussein.

L'Irak, qui, vendredi, a lancé sans succès, sur Ryad, un nouveau missile Scud intercepté par un missile antimissile Patriot, a

fait savoir, par la voix des ondes, qu'il attendait « impatientement » le déclenchement de l'offensive terrestre et avait que « cette grande bataille ne tolérerait pas la neutralité ». Le quotidien de l'armée a ténacité, jeudi, ne laissant planer aucun doute sur les intentions de Bagdad. L'Irak « ne fera pas marche arrière, préservera ses droits historiques » sur le Koweït et « enverra les armées ».

Après le discours violemment anti-américain du roi Hussein, la Jordanie risque de « payer » son alignement trop voyant sur les thèses irakiennes. Ainsi, le département d'Etat, a-t-il indiqué, jeudi, à Washington, que l'aide des Etats-Unis pour l'année budgétaire 1991 — 55 millions de dollars — pourrait être réduite à la baisse. Bagdad a, pour sa part, demandé en vain — car ce serait une « violation grave de la procédure diplomatique » — la publication des notes de la conversation qu'eût eue, le 13 janvier, le secrétaire général des Nations unies avec Saddam Hussein et qui prouverait à quel point l'ONU est dominée par les Etats-Unis.

C'est au conseil de sécurité qu'a étonné la guerre, d'organiser le retour à la paix, a souligné M. Mitterrand. Faisant jouer la « différence » française, le chef de l'Etat veut s'en tenir au res-

pect « scrupuleux » des résolutions de l'ONU, à savoir la libération du Koweït stricto sensu, ce qui exclut, à ses yeux, de poursuivre l'offensive terrestre en s'en prenant ultérieurement à l'Irak.

« Prisonnier de conscience »

Un « Yalta régional » aura lieu après la guerre du Golfe, et la France y fera entendre sa différence, notamment dans ses conceptions des rapports Nord-Sud, a affirmé, jeudi, M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui achevait, au Maroc, une tournée dans les trois pays du Maghreb. Ce voyage, comme celui du secrétaire général du Quai d'Orsay au Yémen et en Syrie, visait à dissiper les malentendus, voir à apaiser la colère qu'a fait naître, dans le monde arabo-musulman, la participation de Paris à la coalition anti-irakienne.

M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, a évoqué, jeudi, la création d'une Banque de reconstruction et de développement du Proche-Orient, qui serait alimentée principalement par des capitaux régionaux. Toutefois, a-t-il ajouté, si Saddam Hussein restait au pouvoir, la remise sur pied du pays ne pourrait pas se dérouler au même rythme que s'il

le quittait. Pour le moment, les représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont déjà eu plus d'un millier d'entretiens avec les quelque 850 prisonniers de guerre irakiens en Arabie saoudite.

En revanche, les huit délégués en poste à Bagdad qui s'emploient à visiter les victimes civiles dans les hôpitaux et à mettre en œuvre un plan d'assistance à la population, n'ont pas encore réussi à avoir le moindre contact avec les treize prisonniers de guerre alliés.

Quant à Amnesty internationale, elle vient de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme commis, depuis le 17 janvier, dans plusieurs pays impliqués dans la guerre, notamment en Arabie saoudite, en Egypte et en Irak. L'organisation humanitaire a, d'autre part, annoncé, jeudi, l'adoption, comme « prisonnier de conscience », du sergent George Morse.

Ce jeune militaire américain avait été condamné, en décembre, à cinq mois de prison ferme pour avoir refusé de charger du matériel militaire à destination du Proche-Orient alors qu'il exerçait « son droit le plus élémentaire à l'expression d'une opinion ».

JACQUES O'BARRIN

La situation militaire

L'Irak placerait ses batteries de DCA sur les toits de bâtiments civils

Les militaires américains dans le Golfe ont affirmé, jeudi 7 février, que les Irakiens installaient des batteries de DCA sur les toits de bâtiments civils dans les quartiers résidentiels.

En début de semaine, le commandant en chef des forces américaines dans la région, le général Norman Schwarzkopf, avait accusé les Irakiens de déplacer des postes de commandement et de communications dans des zones civiles. « Ils commencent à le faire de plus en plus », a souligné jeudi un officier américain. Le général Schwarzkopf avait précisé que les forces alliées n'attaqueraient pas, pour le

moment, ces installations afin de limiter les pertes civiles. Mais, de source militaire américaine, on n'exclut pas jeudi de revenir sur cette décision, étant donné le risque que représentent les batteries antiaériennes pour les avions alliés.

En outre, le pacifiste américain Ramsey Clark, ancien ministre de la Justice, a affirmé, jeudi à Bagdad, qu'à Bassorah au moins cent civils avaient été tués et des centaines d'autres blessés au cours des dix derniers jours. Interrogé par le correspondant de la chaîne de télévision CNN, alors qu'il arrivait de la ville portuaire, M. Clark a indiqué que « les destructions

[étaient] plus importantes à Bassorah qu'à Bagdad ; les bombardements se poursuivent souvent vingt-quatre heures d'affilée ; il y a beaucoup de victimes ; il n'y a pas de cibles visées par les bombardements irakiens ».

« J'ai personnellement visité quatre quartiers résidentiels où, durant les dix derniers jours, plus d'une centaine de personnes avaient été tuées et, dans l'un d'eux, on comptait quarante-six tués et plus de cent blessés », a-t-il dit. « Il n'y avait aucune raison de bombarder ces endroits-là », a ajouté l'ancien Attorney General de Lyndon Johnson.

Selon les journalistes étrangers amenés

par les autorités irakiennes sur les sites civils bombardés, de plus en plus de bombes touchent des objectifs civils. Les journaux irakiens sont remplis de photos de civils tués ou blessés, d'habitations, de mosquées ou d'églises atteintes par les bombardements.

A Londres, un groupe d'opposition irakien, le parti islamique Dawa, a annoncé jeudi que des représentants du gouvernement de Bagdad avaient proposé la formation d'un cabinet d'union nationale à des opposants irakiens en exil en Allemagne. La proposition a été faite par l'ambassade d'Irak en RFA, selon un porte-parole de ce

parti qui a rejeté toute idée de gouvernement de coalition.

Au Caire, l'ambassadeur d'Irak en Egypte, M. Nabil Nagim Al Takriti, a affirmé jeudi que « si les forces alliées arrêtaient leurs bombardements de civils, il pourrait y avoir un cessez-le-feu, et l'idée de parvenir à un règlement politique dans le Golfe pourrait être réalisée par le biais d'une conférence internationale ». Selon M. Al Takriti — un parent de M. Saddam Hussein —, dont les propos ont été rapportés par la BBC, « le Koweït pourrait alors redevenir un Etat indépendant ». (AFP, UPI, Reuters, AP.)

Parés pour l'attaque

Suite de la première page

La visite de ces deux hauts responsables américains dans la région, le général Norman Schwarzkopf, avait accusé les Irakiens de déplacer des postes de commandement et de communications dans des zones civiles. « Ils commencent à le faire de plus en plus », a souligné jeudi un officier américain. Le général Schwarzkopf avait précisé que les forces alliées n'attaqueraient pas, pour le

moment, ces installations afin de limiter les pertes civiles. Mais, de source militaire américaine, on n'exclut pas jeudi de revenir sur cette décision, étant donné le risque que représentent les batteries antiaériennes pour les avions alliés.

En outre, le pacifiste américain Ramsey Clark, ancien ministre de la Justice, a affirmé, jeudi à Bagdad, qu'à Bassorah au moins cent civils avaient été tués et des centaines d'autres blessés au cours des dix derniers jours. Interrogé par le correspondant de la chaîne de télévision CNN, alors qu'il arrivait de la ville portuaire, M. Clark a indiqué que « les destructions

[étaient] plus importantes à Bassorah qu'à Bagdad ; les bombardements se poursuivent souvent vingt-quatre heures d'affilée ; il y a beaucoup de victimes ; il n'y a pas de cibles visées par les bombardements irakiens ».

« J'ai personnellement visité quatre quartiers résidentiels où, durant les dix derniers jours, plus d'une centaine de personnes avaient été tuées et, dans l'un d'eux, on comptait quarante-six tués et plus de cent blessés », a-t-il dit. « Il n'y avait aucune raison de bombarder ces endroits-là », a ajouté l'ancien Attorney General de Lyndon Johnson.

Selon les journalistes étrangers amenés

par les autorités irakiennes sur les sites civils bombardés, de plus en plus de bombes touchent des objectifs civils. Les journaux irakiens sont remplis de photos de civils tués ou blessés, d'habitations, de mosquées ou d'églises atteintes par les bombardements.

A Londres, un groupe d'opposition irakien, le parti islamique Dawa, a annoncé jeudi que des représentants du gouvernement de Bagdad avaient proposé la formation d'un cabinet d'union nationale à des opposants irakiens en exil en Allemagne. La proposition a été faite par l'ambassade d'Irak en RFA, selon un porte-parole de ce

parti qui a rejeté toute idée de gouvernement de coalition.

Au Caire, l'ambassadeur d'Irak en Egypte, M. Nabil Nagim Al Takriti, a affirmé jeudi que « si les forces alliées arrêtaient leurs bombardements de civils, il pourrait y avoir un cessez-le-feu, et l'idée de parvenir à un règlement politique dans le Golfe pourrait être réalisée par le biais d'une conférence internationale ». Selon M. Al Takriti — un parent de M. Saddam Hussein —, dont les propos ont été rapportés par la BBC, « le Koweït pourrait alors redevenir un Etat indépendant ». (AFP, UPI, Reuters, AP.)

Enfin, le général Neal a confirmé la perte, jeudi matin en territoire saoudien, d'un hélicoptère américain, dont la chute a fait 1 mort et 4 blessés. Il a annoncé aussi qu'un FA-18 Hornet de l'US Navy avait été perdu dans le nord du Golfe, alors qu'il rentrait de mission. Son pilote est porté disparu.

Enfin, le général Neal a confirmé la perte, jeudi matin en territoire saoudien, d'un hélicoptère américain, dont la chute a fait 1 mort et 4 blessés. Il a annoncé aussi qu'un FA-18 Hornet de l'US Navy avait été perdu dans le nord du Golfe, alors qu'il rentrait de mission. Son pilote est porté disparu.

des bombardements sur la garde républicaine irakienne, le général Neal a simplement déclaré qu'elle demeure une force de combat, malgré la perte de quelques-uns de ses équipements ».

Le général de La Billière a aussi affirmé, lors de son briefing, que « la garde républicaine [restait] une force avec laquelle il fallait compter ». Confirmant, en outre, les déclarations unanimes des responsables américains, le commandant en chef britannique a déclaré que l'Irak abritait dorénavant des équipements militaires ou ses postes de commandement dans des zones d'habitation ou des écoles. L'Irak placerait notamment son artillerie antiaérienne sur le toit d'immeubles habités à Bagdad comme à Koweït (voir page 11). Entre la protection des civils irakiens ou koweïtiens et la vie de soldats américains, le choix risque d'être bien délicat.

FRANÇOISE CHIPAUX

Dans la banlieue d'Amman

33 000 dollars pour un débris d'avion américain

Un morceau d'aile d'un avion américain abattu par la défense irakienne, mis aux enchères par un club de jeunes dans la banlieue d'Amman, s'est arraché jeudi 7 février à 33 000 dollars dans une atmosphère de « happening » pro-irakien. C'est un commerçant, Wael Qasab, qui l'a emporté devant 4 000 personnes, les enchères ayant démarré quatre heures plus tôt à 1 000 dinars jordaniens (1 500 dollars environ).

L'objet — 1,5 m de long et 35 kg — qui provient selon les organisateurs d'un F-16 américain, portait une pancarte sur laquelle on pouvait lire : « Morceau d'aile d'un avion américain ennemi, fabriqué à New-York, financé par l'Arabie saoudite, abattu par les forces irakiennes héroïques à Traïbi et vendu dans le pays des Arabes véritables ».

Pendant que les collectionneurs rattachés à la foule, qui avaient des slogans anti-américains, n'avaient cessé d'effluer au club de jeunes du camp palestinien d'Al-Wahadate. Ce débris avait été offert par l'Irak à des membres du club qui, la semaine dernière, avaient acheminé du lait et des vivres à Bagdad.

Le produit de sa vente est d'ailleurs destiné à l'achat de lait pour les enfants irakiens, ont précisé les organisateurs. — (AFP.)

EUROPE 1 SUR TOUS LES FRONTS A PARIS 104.7 FM

AKEN-PROVENCE 104.8 FM	CLERMONT-FD 104.7 FM	MARSEILLE 104.8 FM	REIMS 104.7 FM
AMNENS 104.7 FM	COURCHEVEL 104.7 FM	MEZ 105.3 FM	RENNES 104.7 FM
ANGERS 104.7 FM	DIJON 104.7 FM	MONTPELLIER 88.8 FM	ST-BRIEUC 104.7 FM
ARCACHON 104.7 FM	GAP 102.5 FM	MORLAIX 104.7 FM	ST-ETIENNE 104.7 FM
AUBERRE 104.4 FM	GRENOBLE 104.8 FM	NANCY 105.5 FM	ST-MALO 104.7 FM
AVIGNON 94.9 FM	GUERET 88.7 FM	NANTES 104.7 FM	STNAZAIRE 104.7 FM
BOYONNE 105.1 FM	LA ROCHELLE 104.7 FM	NEVERS 104.6 FM	TOULON 104.7 FM
BEAUNOIS 104.9 FM	LAVAL 104.7 FM	NIMES 104.7 FM	TOULOUSE 96.1 FM
BEZERS 96 FM	LE HAVRE 104.7 FM	ORLÈANS 104.7 FM	TOURS 104.7 FM
BIARRITZ 105.1 FM	LE MANS 104.7 FM	PAU 104.7 FM	TROYES 104.7 FM
BORDEAUX 104.7 FM	LILLE 92 FM	PERPIGNAN 92.5 FM	VALANCE 105.9 FM
BREST 104.7 FM	LIMOGES 104.7 FM	POTIERS 104.7 FM	VANNES 104.7 FM
CHALON S/S 105.7 FM	LYON 104.6 FM	QUIMPER 104.7 FM	
CHAMBERY 97.6 FM			

et G.O. 183 KHZ

EUROPE 1
C'est la pêche.

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

Les autorités saoudiennes s'efforcent de minimiser le danger des Scud

Un missile Scud a encore été lancé contre la capitale saoudienne, vendredi 8 février, peu après 2 heures du matin. L'explosion provoquée par son interception a causé des dégâts sur le parking d'une école de Riyad. Selon les autorités saoudiennes, cette explosion n'a pas fait de blessés. Il n'empêche que les habitants de la capitale ont le sentiment d'être davantage visés que le reste du pays, qui est, dans son ensemble, sujet à ces attaques aussi souvent qu'Israël.

RIYAD

de notre envoyé spécial

C'est le quinzième Scud tiré sur Riyad depuis le début des hostilités. Vendredi 8 février, les autorités saoudiennes ont été lâchées sur le royaume jusqu'à présent et le même nombre contre l'Etat hébreu.

Même si ces attaques se sont espacées dans le temps - la dernière remonte au dimanche 3 février - les autorités saoudiennes ont pris la mesure de l'angoisse de la population et l'effort de la rassurer. Il ne se passe guère de jour sans que les journaux et la télévision insistent sur l'efficacité du bouclier anti-missiles qui protège l'Arabie saoudite, croquis et détails techniques à l'appui. Les Américains eux-mêmes concourent à cette dramatisation en organisant pour les journalistes des visites des batteries de Patriot

grâce auxquels les Saoudiens doivent pour certains d'être encore en vie.

Aucun habitant de Riyad n'est plus censé ignorer que c'est un système de protection électronique extrêmement sophistiqué qui lui a jusqu'ici évité le pire. La première phase de la mise hors d'état de nuire des missiles irakiens est celle de la détection. Dès que les satellites de surveillance américains repèrent qu'un lanceur de Scud s'apprête à faire feu du sud-est de l'Irak, l'alerte est donnée à une station au sol, en Australie, qui répercute aussitôt le message au centre de commandement américain à Riyad, le tout en quatre-vingt-dix secondes.

Une seconde alerte

Les sirènes retentissent alors dans la capitale tandis que le même cascadé déclenche une seconde alerte : les Irakiens viennent de tirer. Le Scud fonce sur son objectif tandis que les radars au sol entrent en action. Des appareils de contrôle électronique effectuent, à une vitesse éclair, les calculs permettant de déterminer sa vitesse et son point d'impact probable. A ce moment précis le missile irakien est à quarante secondes de sa cible. Les Saoudiens retiennent leur souffle.

C'est l'électronique qui détermine, une fois de plus, laquelle des batteries d'anti-missiles Patriot a le plus de chances de

« tuer » le Scud. Deux de ces Patriot sont tirés presque en même temps au cas où l'un d'entre eux manquerait le missile irakien. La vitesse de ces anti-missiles est de mach 2, deux fois la vitesse du son. L'interception se produit généralement au-dessus du sol de la capitale, à une altitude qui varie entre 10 000 et 30 000 mètres.

Des débris incandescents tombent au sol après que le Patriot a détruit la charge explosive du Scud irakien. Le fracas est énorme dans certains quartiers de Riyad, où les vitres tremblent à des kilomètres de la rocade. Et les dégâts sont parfois considérables. Un pan entier d'un immeuble de six étages s'est effondré il y a près de deux semaines après qu'un Scud eut été intercepté à trop basse altitude.

A chaque tir de missile irakien, le sort des habitants se joue en une fraction de seconde. Même si pour l'instant le bouclier anti-missiles n'a pas eu de défaillance, le nombre des victimes s'élève malgré tout à un mort et à une cinquantaine de blessés. On parle même dans la capitale d'un second décès, une Soudanaise qui aurait succombé à ses blessures après l'attaque du 26 janvier, la seule meurtrière jusqu'à présent. Mais les autorités saoudiennes pourtant ne disposaient d'aucune information à ce sujet.

Elles préfèrent insister, comme le fait l'état-major américain, sur l'efficacité des raids anti-Scud lancés par les bombardiers alliés,

chaque fois qu'ils en ont l'occasion, c'est-à-dire chaque fois qu'une rampe de lancement sort de sa cachette en Irak pour être braquée contre Israël ou l'Arabie saoudite. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des appareils américains survolent l'Irak en mission dite « CAP » (pour *Combat Air Patrol*). Ils sont chargés de mettre hors d'état de nuire les rampes de Scud lorsqu'elles peuvent être repérées et ont obtenu no certain nombre de succès. Suffisamment pour que les tirs de missiles sur l'Arabie saoudite se fassent moins fréquents, mais pas assez pour permettre aux Saoudiens de dormir enfin sur leurs deux oreilles.

BERTRAND LE GENDRE

■ **Bref accrochage entre Saoudiens et Irakiens.** - Un bref accrochage a opposé une patrouille saoudienne à un petit groupe de soldats irakiens sur la frontière koweït-saoudienne dans la nuit de mercredi 6 à jeudi 7 février, a annoncé un porte-parole saoudien à Riyad. Selon le colonel Ahmed Al Robayan, quatre soldats irakiens ont tenté de franchir la frontière en un point non précisé, mais ont été immédiatement repoussés. Aucun blessé n'est à signaler du côté saoudien et un soldat irakien a été capturé. Au cours d'un autre incident, ailleurs sur la frontière, sept soldats irakiens se sont rendus à un détachement égyptien. (AFP)

PHILIPPE BOUCHER

Des pilotes irakiens auraient tenté de bombarder le palais de M. Saddam Hussein avant de faire défection

affirme le général Schwarzkopf

Le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef des forces alliées dans le Golfe, a déclaré que des pilotes irakiens avaient tenté de bombarder le palais du président Saddam Hussein avant de faire défection en Irak.

Dans une interview réalisée jeudi 7 février, en Arabie saoudite et diffusée le même jour aux Etats-Unis par la chaîne de télévision américaine ABC, le général Schwarzkopf a précisé que selon des rapports qui lui ont été communiqués certains pilotes irakiens réfugiés en Irak avec leur avion ont voulu faire défection. « Il y a certaines informations indiquant

que quelques-uns des pilotes irakiens ont tenté de bombarder le palais (présidentiel) et Saddam Hussein avant de s'enfuir », a-t-il ajouté.

En réponse à une question sur une éventuelle offensive terrestre, le général a déclaré : « La plus grosse bêtise consisterait de jeter tout droit dans la gueule de l'ennemi et rentrer dans son jeu ». La télévision a montré des images du bureau et de la chambre du général, qui garde en permanence près de son lit un fusil à pompe destiné, selon ABC, à assurer sa protection dans le cas où un terroriste parviendrait à tromper la vigilance de ses gardes. (AFP)

La Croix-Rouge ne désespère pas de pouvoir visiter les prisonniers de guerre détenus en Irak

GENÈVE

de notre correspondant

Le 7 février au soir, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avaient eu au total 1 262 entretiens en Arabie saoudite avec des prisonniers de guerre irakiens aux mains des forces de la coalition alliée. Ces captifs ont pu ainsi bénéficier de l'assistance et de la protection que leur confèrent les conventions de Genève et transmettre des nouvelles à leurs familles.

En dépit des démarches incessamment entreprises auprès des autorités irakiennes, les délégués du CICR en poste à Bagdad, n'ont, en revanche, pas réussi à avoir le moindre contact avec des prisonniers de guerre capturés par l'Irak. Bien que la police de responsabilité - qui pourrait être assimilée à une forme de chantage - ne figure pas dans les conventions de Genève, et malgré les violations patentes par l'Irak de la troisième convention relative au traitement des prisonniers de guerre, le CICR se refuse à ralentir ses efforts. Le président du CICR, M. Cornelio Sommaruga a même déclaré qu'il était « optimiste ». Et attendant, les huit délégués sur place ont commencé à

mettre en œuvre leurs opérations d'assistance à la population civile irakienne et ont pu ainsi, dès l'arrivée à bon port de 19 tonnes de produits médicaux et sanitaires, évaluer, avec le concours du Croissant-Rouge irakien, les besoins immédiats afin de procéder aux distributions. Ils ont pu également effectuer des visites dans des hôpitaux.

Un autre convoi de même nature, dont le chargement est composé en partie de dons du Croissant-Rouge irakien, prendra la route à destination de Bagdad le 9 février. De même que pour le précédent, son itinéraire a été notifié à toutes les parties intéressées.

Le CICR espère pouvoir acheminer ainsi des convois réguliers d'assistance médicale et alimentaire. Pour l'instant, il est seul sur le terrain à pouvoir venir en aide aux victimes du conflit en Irak - il est toujours pas autorisé à pénétrer sur le territoire koweïtien - où il n'a pas d'autre partenaire que le Croissant-Rouge. Cependant, si son aide est sollicitée par d'autres organisations internationales, il ne manquera pas d'assumer son rôle d'intermédiaire.

ISABELLE VICHNIAC

■ **Des masques à gaz français pour les Palestiniens des territoires occupés.** - Le gouvernement français a envoyé, jeudi 7 février, 5 000 masques de protection contre les gaz chimiques aux Palestiniens des territoires occupés, a-t-on appris en outre de l'office des Nations unies chargé de l'aide aux réfugiés palestiniens, l'UNRWA.

Cet organisme a fourni ces dix derniers jours 10 000 masques dans les secteurs de Cisjordanie où sont tombés les Scud irakiens. 70 000 ont déjà été distribués par l'armée israélienne, mais la majorité de la population palestinienne vivant en Cisjordanie et à Gaza (au total, 1,7 million) en est dépourvue. (AFP)

JOURNAL D'UN AMATEUR

DERRIÈRE la querelle qui oppose (entre autres) la presse française à son gouvernement, les militaires se bornent à obéir à des consignes qui leur conviennent, heureux de servir ce qui ne puisse compromettre une possible victoire succédant à tant de défaites avérées, c'est l'idée d'union nationale, sa nature, ses droits, ses limites, qui sont en cause ; afin de savoir, s'il se peut, où glisser cette notion aussi noble qu'imprécise, aussi haute qu'ambigüe : entre l'intérêt national, la raison d'Etat, les intérêts supérieurs de la nation, etc. : pour essayer de trancher un débat, qui ne s'éteindra pas encore cette fois, entre l'Etat et les libertés.

Constatare, dès l'abord, qu'un tel principe ne vaut pratiquement que pour le temps de la guerre et qu'il ne peut être allégué, fût-ce pour la mener, qu'en démocratie ; ensuite qu'il est de nature politique et instinctive, puisque l'union nationale ne fait l'objet d'aucune mention dans la Constitution, ni ailleurs, et n'a donc pas d'existence légale.

Une confusion existe en France entre démocratie et république, parce que celle-ci a accompli celle-là ; qu'elles sont peu ou prou nées simultanément. Mais la monarchie britannique ou espagnole, les monarchies de l'Europe du Nord, sont là pour nous montrer, même si cela peut heurter un républicain, que la démocratie n'est pas exclusive de la monarchie. Mais en France, l'idée d'union nationale, avec ce qu'elle contient de contrainte et de concession, est forcément républicaine puisque la monarchie, qui ne suit jamais, dans ce pays, démocratique, était, par religion pour ainsi dire, une et unitaire autour de soi.

■ **Ul** di démocratie doit entendre division. Les partis qui, aux termes de la Constitution, « concourent à l'expression du suffrage », émettent fatalement des opinions divergentes et élargissent des politiques différentes. Sinon, ils ne s'appelleraient pas des partis... Soit dit sans rechercher le paradoxe, un pays unanime, sur tout et en tout temps, a bien peu de chances d'être démocratique. Or, même si l'on n'est pas (encore) cité, le cri lancé en septembre 1792 avant la bataille de Valmy, « la patrie est en danger », va de pair avec l'appel à l'union nationale. Le commandement de faire taire les querelles et de mettre fin aux dissensions ; de faire renaitre un consensus qu'on ne s'attendait pas à voir resurgir si vite et siors que les précédents récents n'incitent pas à se fier à lui.

Si une telle interruption de la démocratie peut se concevoir parmi les politiques (c'est leur affaire, à leurs risques et périls), jusqu'à quel point cette sorte de trêve doit-elle s'appliquer et s'imposer à la presse et, dès lors, restreindre encore le champ de la démocratie ? Sachant, d'autre part, et pour caricaturer quelque peu, que les missions respectives de la presse et du monde politique ont tendance à être contraires, les uns se reconnaissent le droit de taire et de cacher, ou à tout le moins

d'« habiller », les autres revendiquant le droit et l'obligation de dire et de révéler.

Pour appuyer cette exigence, l'excellent fait implicite valoir qu'il ne s'agit plus de la « France » et que, ainsi, tout le monde est réputé être « pour la France », personne n'imagine d'être contre elle. Séduisant, mais facile. Facile, mais compliqué. Dans quelles conditions la presse doit-elle apporter son concours ? A partir de quand passe-t-on de l'estimable « concours » à la plus contestable complicité ?

Union

A plus forte raison quand le Parlement ne siège pas et que le gouvernement est vicié ; que, bon gré mal gré, la presse se voit propulsée dans un rôle qui la dépasse, qu'elle n'a pas à remplir, mais qui est vacant bien qu'il ne saurait l'être durablement.

MEME en alignant des forces disproportionnées, même en accueillant incassablement que Paris agit de manière autonome, sur le terrain, les Etats-Unis et la France, c'est tout un. Comment pourrait-il en être autrement ? L'union nationale française englobe donc aussi les Etats-Unis, ses actions militaires et ses choix stratégiques, autrement dit l'entente la plus étroite. C'est beaucoup. Surtout si l'union nationale, dans les faits, cela revient à écrire, enregistrer et filmer sous la dictée une réalité pré-digérée, à être un porte-voix plutôt qu'un porte-plume ; bref, un porte-coton (chacun pourra vérifier dans son dictionnaire préféré que ce dernier terme n'est pas sinistre).

Les arguments en faveur de cet unanimisme sont clairs, s'ils ne sont pas irréfutables : ne pas risquer de fournir des informations à l'adversaire sur les positions des coalisés, ne pas donner, par le biais de commentaires dissidents, l'image d'un pays divisé, donc affaibli, éviter qu'il ne soit raconté des inepties. A quoi on rétorque que la censure n'a pas empêché ces dernières fois et là, et que, au chapitre des prophéties notamment, les journalistes n'ont pas vraiment été les seuls à se tromper... que, d'autre part, c'est peut-être faire bien de l'honneur à la presse d'imaginer que M. Saddam Hussein compte sur elle pour déterminer ses prochaines cibles, il les préfère manifestement civiles et, alors, il est difficile de garder secret l'emplacement de Riyad, de Dhahran ou de Tel-Aviv.

Il est beaucoup plus vraisemblable, en revanche, que ladite censure soit ordonnée à l'intention des opinions des pays belligérants, d'une part pour qu'elles demeurent favorables à l'action engagée, de l'autre pour qu'elles soient préparées aux sacrifices, financiers, fiscaux et de sang, qui pourraient leur être demandés, c'est-à-dire imposés.

S'agissant d'un conflit autour duquel se font de plus en plus nombreuses les questions et

les inquiétudes, sur ses buts et plus encore sur ses résultats, sur ses objectifs et sur ses conséquences, sans oublier ce qui touche à la qualité des sillons qu'il a provoqués, l'appel à l'union nationale, en France mais pas moins sous d'autres cieux, risque de porter un tout autre nom, beaucoup moins réjouissant.

P. S. - En refaisant (c'est l'époque qui veut ça).

1. (censure). M. Gorbatchev s'est beaucoup fait entendre dans la presse internationale pour avoir interdit de circulation les billets de 50 et de 100 roubles. Opportuns ou non, juste ou pas, la décision a en tout cas des précédents de ce côté-ci de l'ex-niveau de fer ; en Belgique, mais aussi en France, à l'issue de la deuxième guerre mondiale. Dès mai 1944, Pierre Mendès France, alors commissaire aux finances au sein du gouvernement provisoire établi à Alger, avait préconisé « la résorption de la pléthore monétaire », c'est-à-dire la lutte contre l'inflation, par échange des billets. Il renouvella sa proposition en novembre 1944 à Paris, puis en mars 1945, toujours en vain. Sa politique n'étant pas suivie, il se démit le 5 avril. Il aura cependant indirectement gagné de cause puisqu'en décembre 1947, le ministre qui préside Robert Schuman décide, parmi d'autres mesures, le retrait des billets de 5 000 francs (ces renseignements sont tirés de l'ouvrage de Jacques Favet la IV^e République, Librairie Arthème Fayard, 1959).

2. Pas moins censure cette précision que si l'armée française est surnommée la Grande Muette, ce n'est pas parce qu'elle refuse d'informer les journalistes, mais tout simplement parce que pendant très longtemps les militaires n'avaient pas le droit de voter.

3. (désagréable). Au « Journal » de 20 heures, dimanche 3 février, le présentateur déclara, réprobateur et la mine lourde de sous-entendus : « Le ministre irakien de l'Information choisit judicieusement les images. » Parce que, n'est-ce pas ? les Américains, les Britanniques, les Français, sans parler des israéliens, ne se laissent pas aller à de tels travers !

4. (anthouelleste). Il est apparu à la Comédie-Française, comme ça, sans crier gare, venu d'on ne sait où et d'ailleurs peu importe, un prodige de scène, un phénomène de théâtre, que les spécialistes sauront comparer à tel ou tel, en quoi ils le rabaisseront en croyant le heuser. Cascadeur, acrobate, contorsionniste, et cependant diseur, et cependant acteur, fascinant, drôle (capable pourtant, on en jurerait, de tenir la tragédie) ; sans outrepasser sa partie, attirant sur lui toute l'attention en dépit de la modestie de son rôle, travailleur évidemment sans qu'il y paraisse rien : un bonheur. Il se nomme Philippe Torreton. Il joue Thomas Diafoirus dans le *Malade imaginaire*. Il reprend aussi Figaro dans le *Barbier de Séville*, la titulaire étant empêchée. Il faut donc y retourner.

Le numéro 169 de

FRANCE PAYS ARABES

vient de paraître :

AVEC LES ARABES MALGRÉ LES ARABES

Rapports de la guerre Irak-Iran. Le Sommet des pays arabes du Golfe. Le message d'Hafiz al-Assad à Saddam Hussein. Le colloque « Islamo-Christien » de Strasbourg. Le dossier EURABIA sur « La survie d'Israël ». Les rubriques économique et culturelle. La chronologie, etc.

36 pages - 15 F. En vente dans les kiosques et librairies. Spécimen sur demande. FPA - 14, rue Augustin, 75007 Paris. Tél. : 45-55-27-52.

Info-Révolution

Usages et enjeux des technologies de l'information et de la communication.

Par Dominique Carré. 360 p. 149 F. En librairie.

autrement

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66 B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

LA GUERRE DU GOLFE

L'évolution du conflit

Israël se montre « très inquiet » de l'attitude jordanienne après le « discours le plus dur » du roi Hussein

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, s'est dit « très inquiet » de l'évolution de l'attitude jordanienne. Au lendemain du discours prononcé par le roi Hussein pour critiquer vivement les Etats-Unis et s'aligner totalement sur la position irakienne, M. Shamir a expliqué qu'il « surveillait de très près ce qui se passait dans le royaume hachémite », le pays arabe avec lequel Israël a la plus longue frontière, sur laquelle le dispositif de sécurité a été renforcé.

JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux

En une phrase, M. Shamir, se voulant le moins alarmiste possible, a résumé la politique de l'Etat bérou sur ce front-là : « Pourvu que la Jordanie puisse traverser cette guerre sans encombre... » Le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a rappelé qu'il souhaitait le maintien au pouvoir du souverain et que le roi Hussein connaissait bien les intentions d'Israël à son égard.

Ces déclarations courtoises, apaisantes, traduisent mal les réactions de « grande inquiétude » que l'Etat hébreu éprouve dans les couloirs officiels. On y relevait que le roi Hussein avait rejoint démentiellement sans aucune réserve le camp de M. Saddam Hussein ; « c'est une révolution », disait-on en soulignant « un ton nouveau, presque militant, particulièrement à l'encontre des Etats-Unis ». On affirmait qu'il s'agissait du « discours le plus dur » jamais prononcé par le roi depuis le début de la guerre.

Les experts soulignent que l'évolution de la situation en Jordanie ne pouvait qu'inciter les Etats-Unis à presser l'offensive terrestre pour mettre un terme à une des crises les plus déstabilisantes que le régime hachémite ait jamais eues à traverser. En suivant la « rue », en choisissant depuis plusieurs années déjà de se rapprocher de l'Irak, le descendant des chérifs de La Mecque aurait dangereusement altéré la politique de savant équilibre qu'il avait toujours appliquée jusqu'alors : jouer d'un protecteur sur l'autre, mettre plusieurs « parrains » en compétition, la Syrie, l'Irak, voire Israël... Cette fois, disent les experts israéliens, il n'y a plus un seul camp et il est aujourd'hui « prisonnier de son discours », « débordé par son choix » : s'il ne s'aligne pas totalement sur Bagdad, la rue le renversera.

Aligement du couvre-feu

Le professeur Baram, de l'université de Haïfa, estime que le dernier discours du souverain correspond parfaitement à la seule carte qui lui reste à jouer jusqu'au bout : « coller » à Saddam Hussein, pour ne pas risquer l'affrontement avec la rue. « Il peut très bien s'en sortir », a ajouté le professeur Baram, « mais qu'une fois Saddam Hussein défait, tout le monde, les Etats-Unis comme Israël, pardonnera à un souverain qui ne veut voir déstabilisé par crainte de l'alternative ».

Sur la rive ouest du Jourdain, les autorités israéliennes ont commencé à alléger le couvre-feu imposé aux Palestiniens depuis trois semaines. Dans la plupart des localités de Cisjordanie, celui-ci a

été levé pour une durée de quatre heures. Dans la bande de Gaza, cependant, seules les femmes ont été autorisées à sortir. Alors que l'économie des territoires occupés est dans un état un peu plus pitoyable encore qu'à l'habitude, les autorités envisagent, très sélectivement, de permettre à certains Palestiniens de venir de nouveau travailler en Israël. Il y va de l'intérêt de l'Etat hébreu, dont l'économie est aussi ébranlée, et tout particulièrement dans deux secteurs : la construction et l'agriculture.

C'est là que les pertes sont les plus fortes depuis le début de la guerre. Faute de travailleurs palestiniens, le bâtiment est arrêté, au moment où l'immigration des juifs soviétiques demanderait un effort particulier. Dans l'agriculture, on enregistre des pertes de plusieurs dizaines de millions de dollars, avec une partie des agrumes non récoltés à temps qui pourrissent sur place (en Israël comme dans les territoires).

D'une façon générale, la consommation aurait chuté de 25 à 30 % en Israël au cours des dernières semaines. L'industrie tourne au ralenti et a dû mettre des milliers de travailleurs en congé. Si l'on tient compte d'un surcroît de dépenses militaires, lié à une préparation intensive et à la mise en alerte permanente des forces aériennes, la guerre aurait déjà coûté plus de 3 milliards de dollars à Israël. Pour enrayer une évolution de plus en plus pénalisante, les autorités préconisent un retour à la normale. Elles ont suspendu le régime d'économie de guerre — où seuls fonctionnaient quelques services publics essentiels — décrété il y a trois semaines. Quitte à prendre des risques au moment précis où Saddam Hussein menace de frapper à nouveau Israël.

Raid terrestre au Liban

A l'approche de la deuxième phase de la guerre du Golfe — une offensive terrestre des forces alliées contre les troupes de Saddam Hussein, dont beaucoup disent ici qu'elle déclencherait des représailles irakiennes contre Israël — Tashal a entrepris de dégager son front nord à la suite de tirs répétés de roquettes par les Palestiniens à partir du sud du Liban.

Après avoir fait donner l'artillerie et l'aviation les jours précédents, les troupes de lancement de katouchas, l'armée israélienne a lancé, dans la nuit du mercredi 6 au jeudi 7 février, une opération de plus ample envergure contre les bases du Fath de Yasser Arafat, situées à une dizaine de kilomètres au nord-est de la zone de sécurité créée par l'Etat hébreu à sa frontière avec le Liban. Cette fois-ci, les blindés et l'infanterie — des éléments de l'unité d'élite des Golani — sont intervenus, appuyés par des hélicoptères d'assaut Cobra ainsi que par l'aviation. Selon des sources militaires israéliennes, l'objectif visé — et détruit — était une importante base du Fath servant à l'entraînement de commandos palestiniens et des centres de commandement pour des opérations contre Israël. Les Israéliens n'ont enregistré aucune perte dans leurs rangs, assurément ces mêmes sources, tandis que les Palestiniens n'ont eu que peu de victimes.

Si les autorités israéliennes se sont déclarées satisfaites du déploiement de l'armée libanaise dans le sud du Liban, elles n'en ont pas moins lancé une série de mises en garde, avertissant notamment que les forces régulières libanaises ne devaient pas servir de « parapluie » aux « terroristes » palestiniens pour leur permettre de poursuivre leurs opérations contre Israël. On souligne ici les obstacles rencontrés par l'armée libanaise face à six positions palestiniennes qui ont refusé de céder la place et l'on ne cache pas un certain scepticisme quant aux capacités des forces du président Elias Hraoui à contrôler efficacement la région et à y assurer la sécurité. Les responsables militaires israéliens ont en tout état de cause prévenu que tout tir de katoucha ou toute tentative d'infiltration ferait l'objet d'une réponse adéquate, que l'armée libanaise soit là ou pas.

ALAIN FRACHON et YVES HELLER

Le « voyage dans la tête de Saddam Hussein » d'un expert israélien

JÉRUSALEM

de notre correspondant

M. Amasa Baram est l'expert israélien des questions irakiennes le plus réputé. Enseignant à l'université de Haïfa, il dit de son travail qu'il consiste surtout à « voyager dans la tête de Saddam Hussein ». A ce moment de la guerre du Golfe, peut-être à quelques jours d'une offensive terrestre, le « voyage » inspire cette réflexion au professeur Baram : « Je n'imagine pas Saddam désespéré ni hystérique. C'est un optimiste. Il veut que la guerre dure. Elle dure. Le temps, c'est son atout pour tenter de redistribuer les cartes en sa faveur. Il peut compter que la campagne de bombardements sur l'Irak finira par déstabiliser suffisamment certains pays arabes, tels l'Egypte et la Maroc, pour que leurs dirigeants fassent pression sur George Bush en faveur d'un arrêt de la guerre. Il peut espérer que le vagues de terrorisme prénés de l'ampleur, en Europe ou dans le monde arabe, il peut tabler sur un revirement soviétique en faveur de l'Irak, qui correspond à ce que souhaite une bonne partie de l'élite-major de l'armée rouge ».

S'adressant à la presse, jeudi 7 février, à Jérusalem, le professeur Baram a expliqué que cette « stratégie à plusieurs faces » se heurtait, cependant, à la progression de la coalition sur le terrain. « Il fait face à des choix difficiles. Je l'imagine réfléchissant sur deux options, dit le professeur : il peut ordonner à ses troupes de tenir coûte que coûte, accompagnant que le nombre de tués irakiens sera vite insupportable, pour le gouvernement des Etats-Unis. Mais il devra alors autoriser ses commandants à utiliser l'arme chimique sur le front saoudien. Ce n'est pas une décision facile et automatique. Durant la guerre avec l'Irak, les irakiens ne l'ont utilisée que lorsqu'ils étaient en position défensive et uniquement sur le terrain ».



« On ne peut pas manger en paix ? » (« International Herald Tribune » du 6 février)

toire de l'Irak, sur le thème de la nécessité absolue de la défense de la patrie. Cette fois, il sait que la riposte de la coalition peut être foudroyante. Cela changera le cours de la guerre et sans doute les objectifs des alliés.

Mais toute la rhétorique du régime est de dire que la Koweït est la dix-neuvième province et qu'il doit donc être défendu comme partie intégrante du territoire national. C'est une argumentation qui, le président irakien aidant, va dans le sens de l'utilisation de l'arme chimique contre les alliés. Très vite il va devoir choisir parce que, très vite, ses commandants vont lui dire que les premières lignes commencent à craquer ».

Mais Saddam Hussein peut toujours décider en faveur du retrait de ses troupes du Koweït et espérer qu'un tel mouvement arrêtera la guerre, remarque le professeur Baram. Le président irakien, a-t-il dit en substance, n'ignore pas que M. Bush tient à agir dans le cadre d'une légitimité internationale, celui du mandat qui lui confèrent les

décisions du Conseil de sécurité de l'ONU : elles limitent l'usage de la force à la libération du Koweït — strictement. Un retrait irakien obligerait quasiment les pays arabes de la coalition — et sans doute aussi la France — à rappeler leurs forces. On serait alors, souligne cet expert, dans une toute autre dynamique politique et militaire : « Elle impose à Saddam de conserver l'essentiel de la fameuse Garde républicaine — 100 000 hommes au moins, près de 1 000 chars, un esprit de totale loyauté au président irakien — qui serait alors absolument nécessaire pour assurer la survie du régime dans un pays dévasté ».

« Saddam, conclut le professeur, pourrait raisonnablement présenter un tel mouvement comme une victoire », en se retirant avec une bonne partie de son armée, après plusieurs semaines de résistance contre une formidable coalition militaire.

ALAIN FRACHON

« Nous essayons de comprendre les pressions auxquelles est soumis le roi de Jordanie »

déclare le secrétaire d'Etat américain

Le secrétaire d'Etat James Baker a laissé entendre jeudi 7 février que l'aide des Etats-Unis à la Jordanie pourrait être réduite à la suite d'un discours anti-américain du roi Hussein (Le Monde du 6 février) mais a reconnu qu'il n'y avait pas de solution de rechange au souverain hachémite.

M. Baker avait déclaré mercredi que cette aide, de l'ordre de 30 à 55 millions de dollars, serait inchangée en 1992. Comme on lui demandait à la commission sénatoriale des affaires étrangères si le discours du roi Hussein à Amman changeait ses intentions, le secrétaire d'Etat a répondu : « J'ai dit hier qu'elle ne serait pas (réduite). Bien sûr, c'était avant le discours ». Cependant, a-t-il ajouté, « nous essayons de comprendre les pressions auxquelles le roi est soumis, et quand nous cherchons et considérons les alternatives, la perspective n'est vraiment pas brillante ». « Nous avons l'intention de maintenir les canaux de communication avec le roi », a-t-il précisé.

Le président George Bush avait vivement réagi au discours du souverain jordanien, affirmant qu'il n'était pas vrai que les Etats-Unis cherchent à détruire l'Irak ou aient outrepassé le mandat des résolutions des Nations

Unies. Mais il avait lui aussi ajouté qu'il fallait « maintenir les lignes de communication ouvertes » avec le roi et comprendre pourquoi ce genre de rhétorique était utilisé au Proche-Orient. Depuis le début de la crise du Golfe, les Etats-Unis ont essayé à plusieurs reprises de rappeler à l'ordre le roi Hussein, leur allié depuis son arrivée au pouvoir en 1952, parce qu'il se montrait trop conciliant avec Bagdad. Mais le président Bush a toujours manifesté de la compréhension pour sa position et exprimé l'espoir que les relations avec Amman pourraient s'améliorer.

A Amman une centaine de camions ont manifesté jeudi pour protester contre le bombardement par l'aviation alliée de convois pétroliers jordaniens sur la route Bagdad-Amman. Les manifestants ont scandé des slogans en faveur du désarmement de Jordanie et du président irakien Saddam Hussein en arborant leurs portraits et des pancartes sur lesquelles on pouvait notamment lire : « Notre sang n'est pas cher pour toi Jordanie ». Sept chauffeurs de camions-citernes jordaniens acheminant du pétrole d'Irak ont été tués et 11 blessés depuis le 29 janvier dans les bombardements de la route Bagdad-Amman par l'aviation alliée, selon des sources jordaniennes. (AFP)

Le retour de l'armée libanaise dans le Sud : un succès et un risque pour le gouvernement

BEYROUTH

de notre correspondant

Le retour de l'armée libanaise sur une portion du Liban sud s'est achevé, jeudi 7 février, sans drame et sous les applaudissements de la population, qui a lancé sur le passage des troupes des poignées de riz, selon la tradition orientale. Les deux milices chiites locales, Amal en premier et avec enthousiasme, puis le Hezbollah avec moins de satisfaction, se sont retirées devant elle.

L'attitude des Palestiniens est plus ambiguë : ils ont replié des combattants sur Saïda, mais était-ce tous leurs effectifs ? A ce stade, pour le gouvernement liba-

naï, il s'agit là d'un succès, dont le président de la République, M. Elias Hraoui, s'est félicité, congratulant les militaires. Mais en même temps la situation est périlleuse, l'armée se trouvant de nouveau tenue pour responsable par Israël des tirs contre le territoire de ce pays. Le ministre de la Défense, défaisant la tâche de l'armée, lui a assigné de contrôler l'action de toutes les parties, y compris celle des Palestiniens et du Hezbollah.

L'armée libanaise court le risque d'être prise entre le marteau et l'enclume d'un nouvel affrontement israélo-palestinien, risque accru après le raid terrestre de l'armée israélienne (voir ci-dessus).

LUCIEN GEORGE

日本

DE NOMBREUX VOYAGES AU JAPON A GAGNER AU GRAND CONCOURS STAR

"L'AVENIR, PASSION DU MONDE"

Pour vous faire découvrir le Japon, les imprimantes STAR lancent un grand concours : "L'AVENIR, PASSION DU MONDE". Vous êtes lycéen, vous êtes en second cycle, formez dès aujourd'hui votre équipe en réunissant 3 élèves et 1 adulte (parent ou professeur) et inscrivez-vous en ligne, sur votre minitel, le 3615 code L'ETUDIANT. Trois sujets de dissertation vous seront proposés et un jury d'exception sélectionnera les meilleures d'entre elles. 24 voyages au Japon sont à gagner, alors : tous à vos copies et que l'esprit des Samourais souffle sur vos imaginations débridées.

3615
L'ETUDIANT

star
votre imprimante

l'avenir
passion du monde

Demande d'inscription au grand concours Star, "L'avenir, passion du monde" à retourner à L'ETUDIANT, Service 3615 CONCOURS STAR, 27 rue du Chemin vert, 75743, PARIS cedex 11.

Je désire recevoir un dossier d'inscription au grand concours STAR*

Nom : _____ Prénom : _____ Date Naissance : _____

Adresse : _____ Code postal : _____ * Concours gratuit sans obligation d'achat

LA GUERRE DU GOLFE

Un entretien avec M. Perez de Cuellar

« Cette guerre n'est pas celle des Nations unies, mais elle est légale »

Le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, est la cible directe des attaques du gouvernement de Bagdad depuis le début de la guerre. Deux lettres officielles de M. Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères, l'ont accusé « personnellement » de « crimes » contre le peuple irakien. M. Perez de Cuellar a « rejeté » les allégués de la première lettre, laissant la deuxième sans réponse. Mais il semble que les Irakiens veulent à tout prix mettre M. Perez de Cuellar dans l'embarras. Il y a deux jours, l'ambassadeur irakien à l'ONU lui a présenté un document de trente-six pages qui est la transcription des conversations du secrétaire général avec le président Saddam Hussein le 13 janvier à Bagdad. M. Al Anbari demande au secrétaire général de diffuser ce texte en tant que document de l'ONU.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

En dépit des attaques multiples contre lui, le secrétaire général, qui a accordé un entretien au Monde, paraît calme et serein dans son bureau du trente-huitième étage du palais de verre. A propos des motifs

des critiques de Bagdad, M. Perez de Cuellar semblait sincèrement perplexe.

« Franchement, je m'interroge. Je suis une cible très facile pour Bagdad, mais ce n'est pas pour cela que je vais perdre ma sérénité et mon impartialité.

« On dit que, selon le document irakien, vous vous êtes plaint auprès de M. Saddam Hussein du rôle des Américains au Conseil de sécurité.

« Non. Ce n'est pas cela. Je ne me suis pas plaint du rôle des Etats-Unis au Conseil, mais j'ai dit à Saddam Hussein assez clairement que je n'étais pas d'accord avec l'interdiction américaine d'attirer de l'événement de M. Tarek Aziz à New-York (au début de la crise du Golfe). Moi aussi, j'ai mes notes. Si la transcription irakienne n'est pas honnête, on peut toujours vérifier. De toute façon, ce n'est ni dans la tradition ni dans les pratiques de l'ONU de permettre la diffusion des conversations qui ont eu lieu entre un chef d'Etat et le secrétaire général. S'ils veulent les distribuer, qu'ils le fassent, mais en tant que secrétaire général, si je distribue ce texte, je créerai un précédent très dangereux.

« Vous dites que vous travaillez « silencieusement ». On vous

reproche justement votre silence.

« Mes interlocuteurs ne sont pas toujours des diplomates très avisés. Ils se rendent pas compte que, parfois, l'action silencieuse est plus efficace que l'action ouverte, adressée à l'opinion publique. Je suis en contact permanent avec tous ceux qui sont intéressés par une solution pacifique. Je vois régulièrement l'ambassadeur irakien à l'ONU.

« L'Irak vous reproche votre silence sur les victimes civiles et dit que vous devriez encore et encore déplorer ces actes contre les civils.

« J'ai déjà condamné ces actes à plusieurs reprises. Il faut dire aussi que les autorités irakiennes, je ne sais pour quelles raisons, cachent le nombre des victimes. Elles parlent seulement de quelques centaines de morts. De toute façon, pour moi, un tir de roquette est un tir de trop. Selon la Charte, je suis le serviteur des Nations unies et je ne peux pas entraver les décisions du Conseil.

En même temps, j'ai un devoir moral. C'est pour cela que je suis allé à deux reprises dans la région sans mandat du Conseil de sécurité et d'un pays quelconque. A quoi servirait une déclaration publique sans suite ? Je travaille tranquillement et j'essaie de persuader les uns et les autres de faire un grand effort.

« Cette autorité morale, justement, ne vous permet-elle pas d'insister sur un cessez-le-feu ?

« Techniquement, je ne peux pas demander un cessez-le-feu. C'est au Conseil de sécurité de faire cela. Mais le Conseil, non plus, ne peut pas appeler à un cessez-le-feu si cela n'entraîne pas un retrait des troupes irakiennes, ce qui est une nécessité absolue.

« Cette guerre est-elle un échec pour les Nations unies et pour vous ?

« Pour moi, non. J'ai fait vraiment de mon mieux pour l'éviter. Quand j'ai vu que tous les efforts avaient échoué, je me suis dit : il faut que tuailles à Bagdad pour lui expliquer [à M. Saddam Hussein] tout ce qui se passe, comme message volontaire.

« Nous aurons un rôle essentiel après la guerre »

« C'est un échec pour les Nations unies, alors ?

« Nuance. Les hostilités ont été autorisées par le Conseil de sécurité. Ce n'est pas une guerre des Nations unies. Il n'y a pas de « casques bleus » ni le drapeau de l'ONU, et je suis sciemment informé du déroulement de la guerre par les rapports des alliés. On ne peut pas dire que les Nations unies soient responsables de cette guerre. Cela dit, c'est une guerre légale dans le sens où elle a été autorisée par le Conseil de sécurité. L'ampleur de cette guerre, c'est une autre affaire.

« C'est justement là-dessus qu'on vous demande de vous prononcer.

« La résolution 678, malheureusement, ou heureusement, cela dépend de quel côté on se place, est très vague. Le texte permet tous les moyens nécessaires. D'un point de vue humain, la perte d'une vie est toujours de trop. Mais je suis contraint par les règles.

« Seriez-vous perdus d'un débat public sur la guerre ?

« Je ne vois vraiment pas d'inconvénients à l'ouverture d'un débat sur une affaire aussi grave. Nous nous flatons d'être une organisation démocratique.

« Selon des responsables américains, l'ONU serait dans leur projet, absente dans l'après-guerre ?

« Pas du tout. S'ils veulent que nous soyons absents, c'est autre chose. Mais nous avons beaucoup à faire. Nous aurons un rôle essentiel, avec le déploiement des forces de maintien de la paix. Ensuite, il y a le problème des réfugiés et l'attribution des aides humanitaires, qui a déjà commencé. Il y a le problème de la sécurité dans la région et finalement le problème de la reconstruction. Pas seulement de l'Irak et du Koweït, mais aussi de l'Iran. L'ONU a un grand rôle à jouer, et nous ne nous laisserons pas exclure.

« Vous avez parlé de la redistribution des richesses de la région. Qu'entendez-vous par là ?

« Pour reconstruire ces pays, il faut créer des conditions favorables.

bles, il faut que tous les pays de la région, mais aussi les pays développés, y contribuent. Parce que la base des problèmes au Moyen-Orient est socio-économique.

« Vous pensiez à une sorte de Fonds monétaire ?

« Bien sûr, pour une région stable, il faut élever le niveau de vie des gens. Il faut que tout le monde contribue à cette amélioration.

« Depuis le début de la crise, qu'est-ce qui vous a gêné à l'ONU ?

« (Souriant.) Les journalistes. Il y a une sorte de tyrannie de la presse. Plus sérieusement, je ressens plutôt des frustrations. Par exemple, lors de mes deux voyages dans la région.

En rentrant de Bagdad, dans l'avion, nous nous regardions, mes conseillers et moi, avec des airs désolés. Parce que je rentrais les mains vides.

« Etes-vous candidat à un troisième mandat ?

« Je n'ai jamais été candidat, même pour mes deux mandats. On ne peut pas être candidat et rester indépendant.

Mais deux mandats, ça suffit. A mon âge, je mérite franchement de me reposer.

Propos recueillis par AFSANE BASSIR-POUR

Les Etats-Unis et « l'après-guerre »

M. James Baker suggère la création d'une banque de reconstruction au Proche-Orient

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a suggéré jeudi 7 février, la création d'une banque de reconstruction et de développement au Proche-Orient et a clairement indiqué que le maintien, ou non, de M. Saddam Hussein au pouvoir aurait une influence sur la politique américaine dans la région.

M. Baker, qui déposait devant la commission des affaires étrangères du Sénat, a estimé qu'une telle banque permettrait d'aider à la reconstruction de la région, y compris celle de l'Irak, une fois la paix et la sécurité rétablies. Il a laissé entendre qu'elle devrait être financée principalement par des capitaux régionaux.

En ce qui concerne l'Irak, le chef de la diplomatie américaine a précisé que, si la direction irakienne actuelle

restait au pouvoir, la reconstruction du pays ne pourrait se dérouler au même rythme que si elle le quittait, de même que d'autres options seraient à envisager pour assurer la sécurité de la région. Si les dirigeants irakiens « restaient au pouvoir, nous pourrions très bien adopter des mesures différentes concernant les armes de destruction de masse, un embargo international sur les armements et des mesures de ce genre », a-t-il précisé.

« Conclure la guerre aussi vite que possible »

M. Baker a cependant répété que l'offensive alliée pour contraindre l'Irak à se retirer du Koweït ne visait pas M. Saddam Hussein personnellement. « Nous ne sommes pas sur le point d'élargir nos objectifs de guerre », a-t-il répondu aux questions

des sénateurs. Comme il l'avait fait la veille à la Chambre des représentants, M. Baker a défini pour les sénateurs les cinq objectifs que devraient viser les efforts pour assurer une paix durable, y compris entre Israël et ses voisins, et permettre la reconstruction et le développement de la région.

Il a cependant réservé aux sénateurs sa suggestion d'une banque de reconstruction. Banque dont le modèle, a-t-il expliqué, serait calqué sur celui des banques internationales de développement existant déjà pour l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et, depuis l'année dernière, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

« Par nécessité, la plupart des ressources pour la reconstruction devront venir du Golfe », a déclaré le secrétaire d'Etat. « Il devrait être possible pour une coalition de pays utilisant des ressources à la fois locales et extérieures de transformer les perspectives de la région, en développant le libre-échange et les investissements pour aider au développement », a-t-il ajouté. Plusieurs sénateurs se sont déjà déclarés opposés au versement

de capitaux américains à la future banque.

De son côté, le secrétaire américain à la Défense, M. Dick Cheney, a indiqué jeudi que les Etats-Unis « espèrent conclure la guerre avec l'Irak aussi vite que possible, afin de minimiser les pertes en vies humaines des deux côtés ». M. Cheney a fait cette déclaration devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants, où il s'est rendu avec le chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, quelques heures avant le départ des deux hommes pour l'Arabie Saoudite.

Le chef du Pentagone a indiqué à la commission que le but du voyage en Arabie saoudite était « spécifiquement de passer un certain temps avec le général (Norman Schwarzkopf) commandant en chef américain dans le Golfe et son état-major, de faire le point sur la conduite générale de la campagne, d'examiner les prochaines étapes, et de revenir informer le président ». C'est à ce dernier que reviendra la décision de lancer les troupes américaines terrestres dans une bataille que nombre de spécialistes s'accordent à prévoir sanglante. — (AFP)

A la suite d'une mise en garde de Washington

Des agents travaillant pour Israël et infiltrés en Syrie auraient été tués l'automne dernier

Selon le New York Times, qui cite des sources gouvernementales américaines dans son édition du 7 février, deux ou trois agents secrets travaillant pour Israël et infiltrés dans des groupes terroristes installés en Syrie auraient été tués l'automne dernier, « après que Washington eut informé le gouvernement syrien sur les activités des terroristes dans son pays.

« Tragique et indéfendable »

Les agents — des Palestiniens, semble-t-il, travaillant pour Israël — avaient été introduits par le Mossad (service de renseignement israélien) ou un autre service secret occidental dans les réseaux terroristes. M. Baker avait rencontré l'autisme dernier à Damas le président syrien Hafez El Assad, à qui il avait remis un dossier à l'appui des accusations américaines selon lesquelles la Syrie abrite des activités terroristes sur son territoire.

Selon les sources citées par le New York Times, les terroristes auraient réussi à se procurer les renseignements fournis par Washington à Damas à leur sujet, ce qui devait les

conduire à démasquer les agents. Le président de la commission du renseignement du Sénat, le démocrate David Boren (Oklahoma), a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les informations du New York Times. Si celles-ci sont vraies, ce serait « tragique et indéfendable », a-t-il dit. « La suggestion que le secrétaire d'Etat (James Baker) aurait effectué une démarche ayant mené à la mort d'une personne est totalement dénuée de fondement », s'est empressé de déclarer le département d'Etat.

De son côté, la Maison Blanche s'est abstenue pour l'instant de tout commentaire. Selon certaines sources à Washington, il semblerait que le gouvernement américain ait approuvé la mort des agents infiltrés en Syrie dès novembre ou décembre dernier, mais n'en ait rien dit officiellement. Au moment où le gouvernement américain préparait son offensive sur l'Irak et avait besoin de ménager ses alliés — y compris Damas — Washington avait préféré taire l'information en raison des questions qui ne manqueraient pas de se poser sur le rôle de Damas dans cette affaire. — (AFP)

Le secrétaire général du Quai d'Orsay en visite à Damas

Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, est arrivé jeudi 7 février au soir à Damas, où il devait s'entretenir vendredi avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la tournée que M. Scheer effectue dans les pays concernés par la crise du Golfe pour y exposer les positions de la France.

C'est toutefois également le premier contact franco-syrien à haut niveau à Damas depuis qu'a co lieu l'intervention syrienne au Liban et que le général Aoun a trouvé refuge, le 13 octobre, à l'ambassade de France à Beyrouth.

M. François Scheer s'était auparavant rendu à Sanaa où il a remis jeudi un message de M. Mitterrand

au président yéménite Ali Abdallah Saleh. Le général Saleh a émis le souhait de voir le chef de l'Etat français « déployer des efforts pour mettre immédiatement fin à la guerre » et dénoncé « l'agression sauvage contre l'Irak, qui a tué des femmes, des enfants et des vieillards ».

Par ailleurs, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, s'est entretenu jeudi à Londres avec son homologue britannique, M. Douglas Hurd, du déroulement de la guerre et des perspectives de l'après-guerre.

Paris et Londres sont d'accord sur la nécessité « d'envisager les problèmes de sécurité dans la région du Golfe » après le conflit, a notamment déclaré M. Dumas. — (AFP, AP, Reuters)

Un sénateur américain suggère la pendaison pour les marchands d'armes chimiques

Quelles sanctions prendre, à la fin de la guerre, contre les chefs d'entreprise qui ont aidé l'Irak à produire des gaz de combats ? Le sénateur américain Jesse Helms, républicain musqué de Caroline-du-Nord, a rappelé lors d'une audition au Sénat qu'un tribunal britannique avait condamné à la pendaison les dirigeants d'une entreprise chimique allemande qui avait fourni du gaz pour l'Holocauste.

Et de laisser entendre que de telles sanctions pourraient être à nouveau appliquées... La secrétaire d'Etat américaine

James Baker n'a pas répondu directement à la suggestion du sénateur, connu pour ses positions conservatrices outrancières. « Je crois qu'il faudrait des sanctions très, très sévères, sans vouloir répondre par oui à votre question sur la pendaison », a répliqué M. Baker.

Le secrétaire d'Etat a insisté sur le fait que ces sanctions devraient être prises en accord avec les alliés, et non unilatéralement, en vertu d'une loi que M. Helms affecte sérieusement de vouloir faire passer au Congrès. — (AFP)

L'arrêt des exportations pétrolières

L'Irak et le Koweït perdent 3,1 milliards de dollars par mois

L'arrêt des exportations pétrolières de l'Irak et du Koweït depuis son dernier coupé, en moyenne, à ces deux pays 3,1 milliards de dollars par mois (environ 15 milliards de francs), soit au total près de 22 milliards de dollars depuis le début du conflit, affirme une étude de la Fédération des chambres de commerce des six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Le manque à gagner pour l'Irak, frappé par un embargo économique, est estimé à 2,1 milliards de dollars par mois, et celui du

Koweït à 1 milliard de dollars. Outre le Koweït, le CCG comprend l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Qatar, Oman et Bahreïn. L'étude de la fédération souligne que le conflit a « considérablement affecté » le secteur des investissements dans l'ensemble du Golfe. Les transactions effectuées par les Bourses opérant dans plusieurs pays du CCG ont baissé de plus de 30 %, tandis que les investissements et les échanges commerciaux entre tous les pays arabes diminuent. — (AFP)

Bibliographie

De Gaulle et les juifs

En ces temps de guerre du Golfe, le petit livre que vient d'écrire Daniel Amson, *De Gaulle et Israël*, prend une actualité particulière. Ce ne sont pas seulement les rapports du premier président de la Ve République avec l'Etat hébreu qu'analyse l'auteur, mais aussi les sentiments de De Gaulle envers les juifs. Or Daniel Amson établit, de façon tout à fait claire, la distinction qu'il convient de faire entre les comportements du Général. C'est en effet la confusion — volontaire ou non — entre ceux-ci qui a pu parfois entraîner équivoques et malentendus. De Gaulle n'a jamais fait, dans sa vie publique comme dans ses relations privées ou dans le choix de ses proches, la moindre différence entre les hommes selon leurs convictions religieuses. Dès 1932, c'est le colonel Mayer qui lui inspire ses études stratégiques et corrige ses ouvrages. A Londres, c'est parmi les « quelques juifs lucides », selon sa propre expression, qui l'ont rejoint qu'il choisit d'émigrants collaborateurs comme René Cassin. Ainsi qu'il devait le dire dans sa conférence de presse du 27 novembre 1967, il n'y avait, aux yeux de De Gaulle, « que des Français », et, selon Léo Hamon, il n'y avait pas en France de problème juif particulier pour lui.

C'est en vertu d'un principe comparable, selon Daniel Amson, que De Gaulle ne réserve pas de

sort à part à l'Etat d'Israël, considéré comme une nation souveraine et indépendante au même titre que les autres. C'est pour cela qu'après son retour au pouvoir en 1958, et surtout à partir de 1962, il desserre les liens jugés trop étroits avec Israël noués par le gouvernement Guy Mollet, notamment en matière nucléaire. En revanche, l'auteur assure que jamais De Gaulle n'a favorisé « un grand dessein arabe » hostile à Israël. D'ailleurs, des relations d'estime se sont nouées peu à peu avec Ben Gourion et avec le général Dayan.

En novembre 1967, pourtant, la fameuse phrase sur le « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominant » provoque un tsunami qui n'est toujours pas apaisé. Israël et en France, ainsi que Maurice Szafran l'a analysé dans son livre récent *Les Juifs dans la politique française* (Le Monde du 26 octobre 1990). Pour Daniel Amson, les propos de 1967 ne se voulaient pas « offensants ». Ils constituaient, selon lui, un appel à la modération lancé à un Etat qui de Gaulle ne remettait pas en cause la légitimité.

ANDRÉ PASSERON

► « De Gaulle et Israël », de Daniel Amson, Presses universitaires de France, 140 p., 95 F.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions du conflit

Quelques heures à peine après l'assassinat, jeudi 7 février, d'un civil américain à Adana, en Turquie, une bombe a explosé devant les bâtiments du commandement de la sixième force aérienne tactique alliée (SIXATAF) de l'OTAN, situés dans la banlieue d'Izmir. Composée d'officiers turcs, italiens, américains et britanniques, la SIXATAF commande les quatre-vingt-deux avions de la force d'intervention rapide stationnée non loin de la frontière avec l'Irak pour des missions de « dissuasion ». L'engin explosif, déposé dans le jardin du bâtiment, a causé des

dégâts mineurs mais il n'a pas fait de victime. Ces deux attentats ont été revendiqués dans la soirée par l'organisation d'extrême gauche Dev-Sol, qui a affirmé que ces actes se poursuivaient « jusqu'à la fin de l'invasion du Moyen-Orient par les forces impérialistes ».

A Athènes (Grèce), la police a désamorcé jeudi 7 février, une bombe de fabrication artisanale placée sous la voiture d'un secrétaire du service culturel de l'ambassade de France. Cette tentative d'attentat n'avait pas été revendiquée vendredi 8 février, au fin de matinée, mais la police grecque

soupçonna une organisation d'extrême gauche, le Groupe du 17 novembre : depuis le début de la guerre du Golfe, ce mouvement a revendiqué six attentats contre les intérêts français, britanniques et américains.

Une première manifestation contre la guerre du Golfe a eu lieu, jeudi 7 février en Egypte, pays qui a envoyé 35 000 soldats en Arabie saoudite depuis le début de la crise. La police du Caire a dispersé un rassemblement organisé par les Frères musulmans, le Parti du travail (islamique), le Parti libéral et le Rassemblement patriotique pro-

grassiste (gauche nassérienne). Une cinquantaine de personnes réunies au siège du Parti du travail souhaitaient se rendre au palais présidentiel afin d'y déposer une lettre demandant « l'arrêt immédiat de la guerre ». Plusieurs manifestants ont été blessés par la police, qui a encerclé le siège du PST et chargé les protestataires d'ascendant « A bas les Etats-Unis ».

Enfin, les appels à la paix lancés par les Eglises se sont multipliés, jeudi 7 février : l'un des responsables du conseil oecuménique des Eglises a appelé à un cessez-le-feu lors de l'assemblée de ce conseil,

réunie à Canberra, en Australie. « Personne dans cette assemblée ne doute que l'Irak doit se retirer du Koweït, mais il y a un doute réel sur les moyens employés pour obliger l'Irak à la faire. Nous voulons voir la guerre cesser, et voir tous les territoires occupés être libérés », a-t-il conclu en faisant référence à la Cisjordanie et à la bande de Gaza.

Au même moment, le Vatican demandait à tous les catholiques de contribuer généreusement au financement des organisations caritatives chargées d'aider les victimes de la guerre du Golfe.

En Turquie, le mouvement Dev-Sol revendique l'assassinat d'un ancien militaire américain

ISTANBUL
de notre correspondant

Un ancien caporal américain, M. Bobbie Mozel, âgé de quarante-quatre ans, a été abattu, jeudi 7 février, par un homme armé, devant son domicile à Adana, alors qu'il se rendait à son travail à la base aérienne d'Incirlik utilisée depuis le début de la guerre du Golfe pour des bombardements contre l'Irak. Il est la première victime américaine d'une vague de terrorisme qui s'est répandue dans le monde entier depuis le début des hostilités. Près de quinze des soixante-dix attentats qui ont eu lieu récemment ont été commis en Turquie, mais ils n'avaient jusqu'ici fait que des dégâts matériels et trois blessés légers. L'attentat a été revendiqué par le groupe marxiste révolutionnaire Dev-Sol qui a déclaré par téléphone avoir « puni un agent de la CIA à Adana... Les bases ne peuvent pas être utilisées

pour les projets sanguinaires de l'impérialisme américain ».

Dev-Sol avait vu le jour dans les années 70, à une époque chaotique où les assassinats et attentats à la bombe étaient monnaie courante en Turquie. Rendu illégal après le coup d'Etat de 1980, Dev-Sol avait fait peu parler de lui pendant plusieurs années au cours desquelles de nombreux anciens membres avaient été emprisonnés et torturés. En 1990, Dev-Sol avait déjà revendiqué plusieurs assassinats de militaires et policiers qui avaient pris part au coup d'Etat de 1980 ; mais, depuis le début de 1991, le groupe semble avoir intensifié et étendu son rayon d'activité. En plus des attentats à la bombe contre des intérêts étrangers, un général, un colonel et un policier, tous trois à la retraite et figurant sur la liste des cibles du mouvement, ont été abattus en janvier.

NICOLE POPE

En Espagne, M. Felipe Gonzalez s'efforce de justifier sa position

De plus en plus accusé de chercher à dissimuler à l'opinion publique la véritable implication de son pays dans le conflit du Golfe, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez est passé à la contre-offensive. Interrogé par un journaliste, il est apparu pendant près d'une heure, jeudi 7 février dans la soirée, sur la première chaîne de la télévision publique pour justifier sa position.

MADRID

de notre correspondant

M. Gonzalez a, en particulier, tenté de répondre à cette question que se posent à l'Assemblée des organes de presse nationaux : pourquoi le gouvernement espagnol n'a-t-il pas informé le pays de l'utilisation, par les

B-52 américains, de la base de Moron, près de Séville ? Cette attitude contraste singulièrement avec celle des gouvernements français, britannique et allemand qui ont publiquement informé des mouvements des « superforteresses » américaines sur leur territoire.

La tâche de M. Gonzalez était difficile dans la mesure où il s'agissait, selon l'expression d'un éditorial d'un quotidien madrilène, de « lancer une campagne explicative pour expliquer qu'il n'y a rien à expliquer ». M. Gonzalez s'y est employé. Il a réussi à ne donner aucune information réelle sur ce qu'il a publiquement appelé « l'appui logistique » aux forces multinationales dans le Golfe. « Le gouvernement a décidé de ne pas impliquer les forces armées espagnoles dans des actions militaires directes, et a préféré, avec l'appui du Parlement, apporter un appui logistique », a expliqué M. Gonzalez. Et si nous décidons d'aider les pays qui mettent en jeu des dizaines de milliers de vies humaines

pour faire respecter la légalité internationale, la moindre des choses est de leur donner tout l'appui que nous pouvons. C'est à eux, et non à nous, de déterminer la nature de cette aide. La seule limite imaginable à notre appui est celle de nos possibilités, et du respect de notre légalité ».

Le chef du gouvernement a rappelé à cet égard que la législation de l'Espagne interdit l'introduction d'armement nucléaire sur son territoire. Mais pourquoi ne pas avoir informé les Espagnols de la véritable nature de cet « appui logistique » ? M. Gonzalez s'est contenté d'assurer que « la sécurité et l'intérêt national de l'Espagne commandent de ne pas donner d'information » à ce sujet, information qui, a-t-il ajouté, « intéresse davantage Saddam Hussein que les citoyens espagnols ».

Mais pourquoi donc les gouvernements étrangers en ont-ils décidé autrement, a insisté le journaliste. « Chaque gouvernement donne l'information dont il croit qu'elle lui

convient. Certains ont pensé que c'était la meilleure manière d'inclure l'opinion publique à appuyer l'action de ses forces armées », a ajouté M. Gonzalez, reconnaissant ainsi implicitement que l'opinion publique espagnole risquait d'être en la matière beaucoup moins enthousiaste.

Cette affaire des B-52 est, en tout cas, en train de rompre le consensus de l'ensemble des forces politiques espagnoles - à l'exception des communistes - qui s'était dégagé à propos de la politique à suivre dans le Golfe. La principale formation d'opposition, le Parti populaire, qui appuie, sur le fond, la position du gouvernement, ne l'en a pas moins accusé d'avoir occulté l'implication espagnole, non pour des raisons de sécurité, mais bien en fonction de simples « intérêts électoraux », la collaboration militaire avec Washington étant de toute évidence très mal vue de l'opinion publique.

THIERRY MALINIAC

Le gouvernement australien accuse une chaîne de télévision de partialité

Alors que le débat sur le rôle des médias dans la guerre du Golfe est déjà bien entamé ailleurs, une polémique acerbe vient d'éclater en Australie à propos du compte-rendu des hostilités par la chaîne de télévision ABC.

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

La première salve de critiques a été tirée, fin janvier, par le premier ministre Bob Hawke lui-même qui a qualifié la couverture de la chaîne publique de « partielle et honteuse ». Le ministre de la défense, le sénateur Robert Ray, a été un peu plus explicite en indiquant que « si les médias aux Etats-Unis étaient pro-américains, on pourrait difficilement faire le même procès à notre chaîne nationale en Australie ». Et le ministre de menacer à mots couverts de reconsidérer le financement public de cette chaîne, célèbre pour son

anticonformisme. Cette mauvaise humeur a pour origine une série d'incidents. Il y eut d'abord le refus de Radio-Australie, service dépendant d'ABC, d'acquiescer à la requête du ministre de la défense cherchant à diffuser des messages privés destinés aux marins des deux flottes lance-missiles en mission dans le Golfe. Dès les premières heures de la controverse, ABC a toutefois fait machine arrière et l'armée a obtenu gain de cause.

Un comportement agressif

Puis ce fut l'exaspération du gouvernement devant le défilé sur le plateau d'ABC d'universitaires spécialistes du Moyen-Orient - « soi-disant experts », selon la formule de M. Hawke - jugés par trop hostiles aux troupes alliées. Un magazine d'information « 7:30 Report » est lui aussi mis à l'index au motif que ses présentateurs se comporteraient d'une manière agressive. Tout en tenant tête à ses

détecteurs, la direction d'ABC a ordonné une enquête interne afin d'établir si oui ou non il y a un relâchement des règles professionnelles.

Un tel tohu-bohu est en revanche impensable en Nouvelle-Zélande, le pays n'étant pas engagé militairement dans le Golfe. Sans soulever de tollé, la direction de la radio d'Etat Radio New Zealand a donné à ses journalistes pour « conseil » - et non pour « instruction » - d'éviter d'utiliser des termes tels que « ennemis ». En clair, il n'est pas recommandé de parler de « l'ennemi » irakien ou de la « libération » du Koweït. « Nous voulons rester neutres et n'exprimer de parti pris pour aucun des deux camps », a expliqué la direction de la radio. La Nouvelle-Zélande a beau être dirigée depuis trois mois par un gouvernement conservateur, la tendance isolationniste demeure.

FREDERIC BOBIN

En Inde, M. Rajiv Gandhi critique la politique trop « pro-américaine » du gouvernement

Se prononçant pour un arrêt immédiat des bombardements des forces alliées en Irak et au Koweït et une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies, l'ancien premier ministre, M. Rajiv Gandhi, s'est livré, jeudi 7 février, à un plaidoyer qui apparaît comme un soutien indirect au régime irakien.

NEW DELHI

de notre correspondant

Estimant que la guerre devient « hors de contrôle », et que les solutions militaires démontrent leur inefficacité, le chef du parti du Congrès demande qu'une « autre chance » soit donnée à la paix. L'Irak, assure-t-il dans une longue déclaration, « est utilisé comme un terrain d'essai pour une nouvelle technologie d'armements » et les « souffrances humaines sont oubliées. Le bombardement de l'Irak a provo-

qué la mort d'un grand nombre de personnes innocentes. De nombreux enfants irakiens ont été psychologiquement traumatisés par les bombardements implacables et permanents ».

L'ancien premier ministre rappelle, d'autre part, que son plan de paix prévoit les mesures suivantes : cessation immédiate des hostilités, remplacement de la force multinationale par des forces des Nations unies (casques bleus), retrait des troupes irakiennes du Koweït, et, enfin, « un règlement juste et définitif de la question palestinienne ».

Cette prise de position de M. Gandhi intervient au moment où le gouvernement minoritaire de M. Chandrasekhar (dont la longévité politique ne tient qu'au soutien « extérieur » du parti du Congrès) est soumis à de multiples critiques à propos de l'autorisation accordée aux avions militaires américains de se ravitailler en carburant en Inde.

Pour l'opposition, mais aussi pour le parti de M. Gandhi, New-Delhi a ainsi pris clairement position en faveur des forces alliées, rompant avec une attitude de neutralité dans la guerre du Golfe qui fait l'objet d'un large consensus dans la classe politique. M. Chandrasekhar a assuré que les avions américains ne transportaient pas d'armement, mais cette mise au point n'a pas mis fin à la polémique ni aux accusations selon lesquelles le gouvernement adopte une politique étrangère « pro-américaine ».

Officiellement, l'Inde soutient l'action des forces alliées, mandatées par les Nations unies, comme le premier ministre l'a rappelé récemment. En se faisant l'avocat des souffrances de la population irakienne M. Gandhi se démarque en outre un peu plus du gouvernement de M. Chandrasekhar. Il ne se passe plus de jour sans que celui-ci soit victime de violentes critiques de la part de responsables du Congrès. Ce climat d'instabilité politique accroit d'autant la perspective, devenue l'objet central du débat national, de nouvelles élections générales.

LAURENT ZECCHINI

Selon la Commission nationale consultative des droits de l'homme

Les violences racistes n'ont pas augmenté en France depuis le début de la guerre

Les violences racistes n'ont pas augmenté depuis le début de la guerre du Golfe en France mais l'un note « une banalisation » du racisme dans les mentalités, a déclaré à Genève M. Paul Bouchet, représentant français à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, lors d'un débat sur la discrimination raciale et l'apartheid. M. Bouchet présentait les conclusions du rapport sur le racisme que la Commission nationale consultative des droits de l'homme remettra le 21 mars à M. Michel Rocard.

La commission note que si « les derniers mois de l'année 1990, marqués par la crise du Golfe, ont pu faire craindre le développement de tensions et d'oppositions intercommunautaires », on relève « comme un élément positif le sens des responsabilités dont ont fait preuve les principaux responsables des diverses communautés concernées, ainsi que le souci très majoritaire de leurs membres de ne pas

troubler la paix civile ». M. Bouchet a précisé que, dans les quinze premiers jours de la guerre, en janvier, on avait relevé en France une trentaine d'incidents divers contre des Arabes et une quarantaine à caractère antisémite, dont des incendies de mosquées et de synagogues, mais très peu d'altercations et peu de blessés. Il a estimé que les nombreux appels au calme lancés en commun par des religieux catholiques, musulmans et juifs étaient un signe encourageant. Pour M. Bouchet, la liberté d'expression, contre « soupape » et un discours responsable des leaders des communautés ont jusqu'à présent réussi à contenir les tensions.

Jugeant la situation plus préoccupante dans les écoles, il s'est félicité que les enseignants parlent désormais de la guerre du Golfe, « en l'accompagnant par une réflexion sur le besoin de vivre ensemble ». La Commission a établi un « double constat » concer-

nant ces derniers mois. « D'une part les violences racistes de toute nature (attaques, agressions physiques, incendies criminels, dégradations, coups de feu) n'ont pas sensiblement augmenté en nombre », en particulier du fait de la répression policière et judiciaire. D'autre part, en revanche, « les menaces et manifestations injurieuses (graffitis, tracts, lettres et appels téléphoniques anonymes) ont continué à progresser en 1990, confirmant « la banalisation d'un certain racisme » et « dénotant une levée progressive des interdits » dans toutes les couches sociales.

« Les victimes de violences xénophobes sont en majorité des personnes originaires du Maghreb, qu'elles soient ou non de nationalité française. Cependant l'antisémitisme, marqué en 1990 par des profanations de cimetières et deux fois plus de menaces, a pris de nouvelles formes symboliques et plus sournoises ».

Le débat au PS

Les jeunes popperénistes confirment leur hostilité au conflit

La contestation des choix faits par la France dans la crise du Golfe ne se limite pas, au sein du Parti socialiste, au seul courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, ni à la Nouvelle Ecole socialiste de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon. Au sein du Mouvement des jeunes socialistes, l'appel des « Trente », lancé au début de décembre 1990, pour le retrait des troupes françaises du Golfe, avait reçu un appui plus large, notamment parmi les militants du courant de M. Jean Poperen.

Le week-end dernier, une cinquantaine de jeunes socialistes, venus de vingt fédérations, se sont réunis à Chénôve, dans la Côte d'Or, ville dont le maire est M. Roland Carraz, membre de Socialisme et République, qui avait voté, le 16 janvier, à l'Assemblée nationale, contre l'engagement de la France dans la guerre. La réunion de Chénôve a abouti à la

création d'un Collectif national des jeunes socialistes contre la guerre, qui rejette les sanctions prises contre les onze parlementaires n'ayant pas respecté la discipline de vote, réclame un débat au sein du PS et demande aux socialistes « de s'opposer à cette guerre, de s'impliquer dans toutes les différentes actions réclamant un cessez-le-feu immédiat dans la région ».

La participation des jeunes popperénistes à cette réunion leur a valu une sévère réprimande de la part du ministre des relations avec le Parlement, qui, dans l'Express (daté 7-13 février), condamne l'« anti-américanisme » de principe de certains socialistes. D'autre part, deux responsables popperénistes des fédérations des Landes et du Rhône (celle de M. Poperen) ont été suspendus de leurs fonctions, à l'initiative de leur courant, pour avoir manifesté leur opposition à la guerre. Synthèse-Flash, le bulletin du courant, conteste, dans

son numéro du 4 février, que celui-ci suit « à l'aveugle » le « Parti socialiste et République » et reproche, pour le démentir, un texte approuvant la politique du chef de l'Etat, signé par tous les parlementaires popperénistes à l'exception de M. Maryse Bergé-Lavigne, sénateur de la Haute-Garonne, et par les représentants du courant au comité directeur (le Monde du 26 janvier).

Cependant, quelque deux cents cadres locaux et militants de ce courant ont signé un appel réclamant la reconnaissance du « pluralisme des expressions », un débat interne et une démarche des popperénistes, auprès de la direction du parti, pour l'organisation d'une convention nationale du PS « sur les problèmes internationaux ». Cette dernière question est réglée, puisque la convention du PS doit se réunir en avril.

P. J.

LA GUERRE DU GOLFE

L'entretien télévisé

« Cette épreuve cruelle de vérité aura lieu. Il faut

M. Mitterrand a répondu, jeudi 7 février, aux questions de quatre journalistes lors d'un entretien télévisé.

« Alors que la guerre du Golfe entre dans quatrièmes semaines, on entend parler de plus en plus fréquemment de l'imminence d'une offensive terrestre, alors qu'une information contradictoire, du reste, circule sur l'état des forces irakiennes. Est-ce que vous pouvez nous dire, ce soir, si cette guerre terrestre est inévitable et si elle s'annonce particulièrement meurtrière ?

— Elle est inévitable. Elle sera dure. Nous entrons dans la phase difficile de la guerre. La bataille terrestre, que je ne saurais fixer, s'annonce pour les jours qui viennent, un peu plus peut-être, en tout cas dans le courant de ce mois. Cette épreuve cruelle de vérité aura lieu. Il faut que les Français y préparent leur esprit.

— Si, au cours de cette offensive terrestre, les Irakiens venaient à utiliser l'arme chimique, quelle devrait être, selon vous, la nature de la riposte des alliés ?

« Nous ne devons pas nous servir de l'arme chimique »

— Vous savez peut-être que c'est la France qui est dépositaire de la convention de 1925, garante de l'interdiction de l'arme chimique.

Nous avons organisé en France, à Paris, au début de 1989, une conférence internationale pour l'interdiction des armes chimiques. Nombreux ont été les pays, quelque cent cinquante, cent quarante exactement, qui ont signé le document final, et parmi eux l'Irak et la France. Ce que fera l'Irak ? Je ne le sais. Les signes annonciateurs sont ceux que vous savez.

— M. Saddam Hussein n'a pas caché son intention. Cela ne modifie pas mon opinion. Nous ne devons pas nous servir de l'arme chimique. Nous disposons de moyens classiques qui nous permettent de défendre et de faire triompher le droit dans ce conflit, mais nous ne devons pas succomber à cette volonté de riposte sur ce même terrain. On voudrait nous y conduire. Il faut s'y refuser.

— Le but de guerre de la France tient en trois mots : « évacuation du Koweït ». Et les buts de paix, peuvent-ils se définir aussi simplement ? Faut-il tout arrêter une fois que le dernier soldat irakien se sera retiré du Koweït ou faut-il poursuivre plus loin pour casser la machine de guerre et lui éviter de recommencer ?

— Ce sont encore les buts de guerre, mais c'est vrai qu'on peut résumer le but de guerre, puisque ce n'est pas nécessaire, c'est le vrai, en respectant scrupuleusement la décision du Conseil de sécurité des Nations unies. Elles ont dit : Libé-

rer le Koweït avec tous les moyens que vous désirez, vous pourrez recourir à tous les moyens qui iront dans ce sens. D'où la guerre, puisque cela a été malheureusement, en dépit des efforts de la France, le seul moyen. Donc, en effet, le Koweït libéré, nous aurons obtenu l'essentiel de ce pourquoi nous sommes engagés. Comment le définir exactement ? C'est difficile.

« Organiser le retour à la paix »

— Il y a le territoire du Koweït qui doit être entièrement libéré de toute emprise militaire irakienne. Il faut aussi se préparer contre tout retour en force de ces mêmes armées. Il faut donc garantir les alentours du Koweït. Mais ce que je dis ne doit pas être objet de confusion. C'est le seul objet de guerre, et je ne pense pas, je ne souhaite pas — je dirai même, je ne veux pas — en nom de la France, que cela se transforme en guerre sur le territoire de l'Irak tout entier avec tout ce que cela comporte d'occupation des villes, de résistances, de lentes quotidiennes par d'autres moyens. Non, on libère le Koweït. On veille à ce que l'opération militaire s'achève par la victoire des vingt-neuf alliés coalisés et puis on commence à parler sérieusement — on peut le

faire dès ce soir — des buts de paix, ce que vous venez de faire.

— C'est le Conseil de sécurité des Nations unies qui a autorisé la guerre, l'emploi des moyens, n'importe quels moyens possibles. C'est le Conseil de sécurité des Nations unies qui doit organiser le retour à la paix. Il ne faut pas s'y tromper. Aucune autre autorité ne peut s'y substituer. Puis, ce ne serait pas logique. Comment ! L'institution internationale qui dit le droit, qui définit les moyens s'arrêterait soudain parce qu'on parlerait de paix ! Je rappellerai à cet égard ce que j'ai moi-même dit — pardonnez-moi de me citer, mais je m'exprime au nom de notre pays — le 24 septembre, devant les Nations unies.

— L'indiquais-je déjà des buts de paix ; d'ailleurs, je pensais, j'espère, que la paix pourrait encore être sauvée. Il faut une garantie internationale, il faut que chacun de ces pays, et d'abord, naturellement, l'Irak et le Koweït, et tous les autres, voient reconnaître le respect de leurs frontières actuelles, telles qu'elles sont reconnues par l'ensemble des nations, le respect de leur souveraineté, le respect de l'équilibre général du Proche et du Moyen-Orient. Voilà le premier point.

— Le deuxième point : il faut organiser la sécurité. Et la sécurité, cela veut dire organiser avec l'ac-

cord de ces pays le contrôle des armements. Il faudra contrôler — et je dis tout de suite que je suis d'accord — les ventes d'armes. Il faudra que tous ces pays puissent participer entre eux et avec d'autres à une conférence qui organise la paix dans la sécurité mutuelle. Il faudra penser au développement économique. Pour cela, il faudra que l'on conçoive autrement la distribution des profits du pétrole. Il ne faudra pas supporter qu'il y ait ces pays les plus riches à côté des pays les plus pauvres et que cela continue.

— Mais enfin, c'est encore aux pays producteurs qu'il convient assurément, d'abord, de prévoir les moyens d'y parvenir. Mais cela nous regarde, et cela regarde aussi le Conseil de sécurité. Pardonnez-moi si je suis long, mais la question est vaste, de l'organiser, la banque qui sera nécessaire à cela, de rechercher les fonds qui seront indispensables pour le développement de chacun. Enfin, je n'ai pas plus loin, il faudra une ou plusieurs conférences internationales, selon l'objet de nos conférences, notamment celle qui doit viser le conflit Israël-Arabie ; le cas échéant, celle qui mettra le Liban à l'abri de l'occupation des armées étrangères.

— Il faudra que ces conférences internationales parachèvent l'œuvre si difficile que nous entreprenons aujourd'hui, mais qui doit bien servir quelque chose : c'est à dire installer durablement la paix

dans la justice. Il n'est pas possible de régler ce problème sans tenir compte de la sécurité d'Israël, mais aussi des justes aspirations des Palestiniens et du droit des Libanais, sans oublier, bien entendu, les vies humaines aujourd'hui au conflit du Golfe.

« Les décisions étaient justes »

— Aujourd'hui, la majorité des Français redoutent une guerre mondiale. A votre avis, cette crainte est-elle fondée ou non ?

— Elle n'est pas fondée. Il y a aujourd'hui, vous le savez, on l'a redit, mais c'est important d'insister, dans sa tête, vingt-sept pays associés, coalisés ; ceux qui n'y sont pas participent aujourd'hui à ce grand débat qui doit conduire finalement à la paix. Voyez la position de l'Irak, voyez la position de toute une série de pays qui, tout en exprimant leur opinion, pour, contre ou neutre, n'entendent pas s'engager dans le conflit. Donc, je ne crois pas à un conflit international. J'ai dit simplement que c'est presque une chance historique, stupéfiante, que la fin du conflit Est-Ouest ait eu lieu, il y a si peu de temps, c'était en 1990, l'an dernier 1989 déjà l'annonçait. On en a fini avec ce lourd problème qui a pesé sur l'après-deuxième guerre mondiale.

Les réactions politiques

□ M. Jean-Jack Queyenne, porte-parole du PS : « Le Parti socialiste se félicite que la victoire s'obtienne sous la bannière de la communauté internationale et dans le strict respect des conventions interdisant l'utilisation des armes chimiques, bactériologiques et nucléaires. Dans l'épreuve qui s'annonce, la solidarité de la nation est indispensable. La France tiendra son rang dans cette guerre et après pour gagner une paix juste et durable. Les Français auront apprécié un président qui assume le présent et pense à l'avenir tout en ne cachant rien de la rudesse des temps. »

□ M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale : « Le président de la République s'obstine dans cette voie erronée qui consiste à engager toujours plus le pays dans une aventure guerrière dont les autorités américaines viennent de proclamer que ses objectifs correspondent exclusivement à leurs intérêts de superpuissance mondiale. Malgré l'enthousiasme dont a fait preuve le président de la République dans l'engagement guerrier, il n'est jamais trop tard pour se ressaisir et pour changer d'attitude. »

□ M. Emile Zuccarelli, président du Mouvement des radicaux de gauche : « Plus que jamais il faut se rassembler autour du président de la République dans un élan indispensable de solidarité et de cohésion nationale. C'est avec lucidité, gravité et détermination que le président de la République a rappelé aux Français la réalité des épreuves qui les attendent. J'approuve, aujourd'hui, son refus de céder à la sinistrose générale. Les Français et leur économie ne doivent pas être les otages de la terreur psychologique de Saddam Hussein. »

□ M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « L'allocution de M. François Mitterrand constitue surtout l'aveu que cette guerre est une guerre préventive, ce qui contredit totalement l'affirmation que la France n'avait pour objectif que de faire évacuer le Koweït. Cet aveu est très important, car il révèle l'hypocrisie des coalisés qui tendent à faire croire qu'il s'agit d'évacuer le Koweït alors que, comme on pouvait s'en douter depuis longtemps, il s'agit en fait d'éliminer l'Irak. »

□ M. Denis Langlois, porte-parole de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggravation d'une guerre ? Comment peut-on l'entendre affirmer qu'une telle manifestation est inévitable ? Les Français ne peuvent pas se sortir de telles déclarations et doivent tout faire pour arrêter ce massacre. Les guerres n'ont fait qu'aggraver l'injustice et la misère. Elles ont toujours semé la haine sans profit pour personne. Il n'est pas trop tard pour empêcher l'apocalypse. »

□ M. Jacques Roseau, porte-parole

de l'Appel des 75 : « Comment ne pas se sentir trahi et indigné lorsque d'une voix scandalusement serene un président annonce l'aggrav

LA GUERRE DU GOLFE

du président de la République

que les Français y préparent leur esprit »

« Si cela n'avait pas été fait, aujourd'hui, vous auriez peut-être raison, je veux dire, ceux que vous évoquez auraient peut-être raison. Oui, il y aurait un grand risque de guerre mondiale, mais tel n'est pas le cas. Je ne crois pas, du tout, pas un instant que cela puisse dégénérer, en une guerre mondiale. J'ajoute aussi que ce qui se passe aujourd'hui, le formidable arsenal militaire déployé par l'Irak, la manière dont tout cela se passe, montre que si l'on n'avait pas agi maintenant, nous nous serions trouvés dans deux, ou trois, ou quatre ans dans des conditions de conflits qui, eux, auraient pu provoquer cette guerre.

« Je pense que les décisions très dures que nous avons dû prendre, et la France en particulier, étaient justes, au moment voulu, pour défendre aux mieux les chances de la paix. On me dira : par une guerre ? Oui, par une guerre, rendue nécessaire par la tyrannie, le refus, les exigences, l'intransigeance d'un seul pays.

« Vous ne croyez pas du tout au risque nucléaire ? Certains responsables américains et non des moindres, il s'agit du vice-président Dan Quayle, ont refusé d'évacuer catégoriquement l'utilisation, en réplique aux armes chimiques, de l'arme nucléaire ou de l'arme à neutrons.

« Moi, je l'écarte. Ni arme chimique, ni arme bactériologique, ni arme nucléaire.

« Vous êtes sûr que les Américains ne le feront pas, eux ?

« Je parle pour la France. Mais nous avons des relations suffisamment proches et une confiance mutuelle (...) Je ne dis pas que les dirigeants américains veulent passer à ce type d'armement mais, en même temps, je crois que l'on aura toujours la possibilité de s'expliquer et de s'entendre, mais moi, je vous dis non. Nous ne sommes pas engagés dans une guerre pour la défense du droit, du droit des gens, et dévier de la sorte dans des guerres où, précisément, depuis combien de temps, en tout cas depuis le début du siècle et même auparavant, on a essayé de créer une sorte de droit des gens dans la guerre. Cela peut paraître paradoxal, mais c'est quand même nécessaire, les conventions de Genève pour les prisonniers en particulier, je crois qu'il faut continuer d'aller dans ce sens, et engager des armes du type que vous me dites, ce serait un recul vers la barbarie auquel je me refuse.

« Dans la contexte actuel, pour vous, il était tout à fait normal de laisser les B-52 survoler le territoire français et permettre leur ravitaillement à partir de bases françaises ?

« Absolument, puisque nous l'avons accepté. Non seulement

nous avions un devoir de solidarité à l'égard des soldats des autres pays engagés dans ce conflit, mais nous avions un devoir de fraternité, de soutien, de présence à l'égard de nos propres soldats. Les B-52 vont contribuer à la défense des objectifs généraux qui ont été fixés et aussi de nos soldats. Donc, la question ne se posait pas de refuser cette proposition.

« Je sais qu'il y a eu un débat sur condition ou pas condition. Ce que je ne peux vous dire, c'est que, préalablement, les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni se sont entendus pour que la base de départ des B-52 fût fixée en Angleterre, moyennant - cela c'est l'entente entre les Anglais et les Américains - un certain nombre de réserves ou de précisions qui ont été apportées, que nous n'avons eu nous qu'à reprendre puisque les avions ne sont pas basés chez nous, ils passent dans notre ciel. Et des avions ravitailleurs stationnent sur deux de nos aéroports pour contribuer à ce que ces B-52 puissent faire l'aller et le retour de ce long voyage sans dommage.

« Quelles sont les réserves ?

« On les a déjà dites : de ne pas bombarder les lieux saints, des églises en particulier, de ne pas transporter d'autres armes que conventionnelles et éviter de bombarder les grandes agglomérations urbaines. Tout cela était, il faut le

dire à la demande des Britanniques, entendu avec les Américains : nous, nous l'avons fait de grand cœur, et nous n'avons eu qu'à reprendre ces dispositions.

« Depuis le début de cette guerre, l'économie française est en recul et les investissements diminuent. Est-ce que l'économie française peut supporter longtemps ce conflit ?

« Oui, je ne pense pas que le conflit dure longtemps, si longtemps qu'il mette en péril l'économie des pays occidentaux, et particulièrement notre économie française, et ce n'est qu'un peu de cette espèce de paralysie qui s'empare soudain - c'est une psychose, et une mauvaise psychose - de beaucoup d'entrepreneurs qui n'investissent plus, qui arrêtent de recruter, alors qu'il n'y a pas de raison. Notre économie n'a pas été atteinte en quoi que ce soit, c'est comme ces nombreux compatriotes qui ont cru nécessaire d'acheter pour en avoir des réserves un certain nombre de produits dont aucun ne dépend des productions du Moyen-Orient.

« Tout cela, ce sont des psychoses qui passent, qui traversent l'opinion ; mon devoir est de mettre en garde nos compatriotes, les Français, contre toute une série de vagues d'opinion qui sont finalement dangereuses pour nous. Notre économie tient le coup, elle

n'est pas menacée. La guerre coûte cher, mais nous sommes en mesure de l'assumer dans le cadre normal d'un budget, sans que l'économie soit atteinte en profondeur.

« Les Français continuent de vous suivre, tous les sondages le montrent : les hommes politiques dans leur majorité, à droite comme à gauche, continuent de vous approuver, mais votre ex-ministre de la défense, M. Chevènement, a démissionné. Regrettez-vous son départ ?

« Sur le plan humain, de nos très anciennes relations amicales, certainement, il a agi par conviction. Il a été remplacé, je n'ai rien d'autre à dire.

« Vous avez exclu l'embrasement, vous avez dit sur la risque de guerre mondiale, est-ce qu'il n'y a pas un autre risque : l'enlèvement ?

« Il y a un autre risque dont nous n'avons pas parlé : c'est le terrorisme. La continuation de la guerre va nous conduire à l'affrontement terrestre, qui sera dur, difficile à supporter, il faudra demander aux Français, aux familles, beaucoup de courage moral, auquel il faudra répondre par un grand élan de solidarité. Il faudra en même temps définir des buts très clairs ; ce que fait la France doit être compris par les Français. Nous

n'aimons pas la guerre et nous ne la voulons pas ! Mais la guerre comporte des sacrifices, on y arrive. Il y a aussi les conséquences de la guerre, chez nous, et dans l'ensemble des pays qui sont mêlés à ce conflit, c'est-à-dire le développement du terrorisme. Nous prenons vraiment toutes les précautions possibles imaginables pour prévenir le terrorisme. L'Etat, croyez-moi, ne sera pas défaillant.

« Alors, vous m'avez dit l'enlèvement. Je ne suis pas prophète, je ne prétends pas me substituer à tous les stratèges mêlés à ce conflit. Ce serait vraiment un enlèvement, au-delà de ce que j'avais moi-même prévu, si cette guerre durait au-delà du printemps. Mais je suis convaincu que tel ne sera pas le cas. Je me hasarde peut-être en vous disant cela : il n'y aura pas d'enlèvement. De toute manière, chaque jour est un jour, et nos compatriotes ont déjà un sentiment d'enlèvement, parce que l'on attend pour ce soir, on attend pour demain, on attend et on espère la paix, on aime la paix. Je suis comme eux, et nous ne devons rien négliger pour que les objectifs fixés soient atteints. Il faut malheureusement passer par le conflit, afin d'exécuter le mandat que nous avons reçu, afin d'établir désormais une paix durable et juste, partout dans le Proche et le Moyen-Orient.

Les armes de la guerre

Suite de la première page.

M. Mitterrand, continuant à préparer l'opinion à cette possibilité, a clairement fait le lien entre l'offensive terrestre des coalisés, et la vague de terrorisme qui devrait frapper la France, comme d'autres pays de la coalition. Les experts militaires s'attendent, en effet, à une réponse chimique rapide, suivie quelques jours plus tard, pour tenter de faire reculer le conflit, par des campagnes de terreur dans nos cités.

Cette sinistre perspective pose au pays deux problèmes : celui du choix des armes, celui de sa propre cohésion dans l'épreuve.

Le « non » présidentiel à l'usage des armes chimiques, bactériologiques et nucléaires avait, bien sûr, valeur de message, voire de garde à vue, mais l'adresse des Etats-Unis (lire page 8, l'article de Jacques Jaurès). Mais rien ne garantissait qu'il sera entendu : le général en chef n'est pas M. Mitterrand, mais M. Bush. En elle-même, cette seule question en a remis beaucoup une autre sur le devant de la scène : quelle est la part que M. Mitterrand (donc la France) prend à la maîtrise du processus engagé dans le Golfe ? Quelle serait, surtout, l'attitude de la France si l'Amérique passait outre le refus français et faisait usage, à son tour, de ces armes chimiques en réplique à l'Irak ?

Une double contrainte

Or les Etats-Unis ne sont pas dans la même logique que la France. Sur celle-ci pèse une double contrainte : d'une part, la France fait la guerre (c'est le message présidentiel, qui emploie le mot « guerre » en lui donnant sa charge la plus dramatique) ; d'autre part la France « n'est pas en guerre » (c'est le discours du nouveau ministre de la défense). Pris à la lettre, le propos de M. Joxe est surréaliste. En fait, il est le complément de la pédagogie présidentielle : il signifie que si nous sommes engagés dans la bataille nous ne devons pas pour autant transposer la logique de guerre dans nos rites, ni laisser le racisme - qui commence à se croire tout permis au bistro du coin - démontrer « les Arabes » ou « les Maghrébins » et entraîner ainsi des communautés françaises les unes contre les autres. Mais ce conflit n'est, jusqu'à présent, pour enjeu officiel la défense du droit. Il en est un autre, auquel les Etats-Unis devront bien répondre, et que s'apprête à imposer indirectement M. Saddam Hussein : il est d'ordre moral.

On connaît par avance les objections que le refus français d'utiliser les armes de la barbarie ne manquera pas de susciter : non seulement M. Mitterrand a tort de se lier les mains, sur un plan strictement militaire, en s'imposant une riposte équivalente, mais en outre il est bien connu que la morale ne saurait tenir lieu de politique, ou fortiori quand cette politique consiste à faire la guerre.

Vieille querelle, que la France a bien connu au moment de la guerre

d'Algérie : oui, la torture permettait d'obtenir des renseignements ; non, elle n'était pas digne des valeurs des démocraties. « Eviter l'impensable », comme l'écrivait Edgar Morin dans nos colonnes, c'est aujourd'hui refuser les armes chimiques et bactériologiques. Le refus français est donc non seulement la seule attitude possible, mais aussi la seule qui soit digne, sans violer de son contenu le combat qu'impose le respect du droit.

« Eviter l'impensable »

Les « faiblesses » que le dictateur irakien nous prête, à savoir, entre autres, le refus d'user de telles armes, sont au contraire nos forces.

On voit mal que le pays puisse préserver sa cohésion autrement qu'en tenant ferme sur ses principes. D'autant que celle-ci peut être mise à rude épreuve par le choc qu'a laissé prévoir le chef de l'Etat, et que ne manquera pas de produire le passage de la guerre abstraite et aveugle (technologique et censurée) à la guerre tout court, où les notions militaires dans le Golfe, peut-être civils sur le territoire national - comptent parmi les victimes.

Pour le moment, personne ne peut mesurer le degré d'engagement véritable des Français aux côtés de leurs dirigeants : il y a, certes, une forte approbation de principe ; mais cette guerre n'est pas en France, ni même en Europe, cette extrémité se trouvant accrue par l'usage quasi exclusif de l'aviation, sans perte jusqu'à présent pour la France. La bataille terrestre et le terrorisme produiront au

contraire un effet de rapprochement brutal. C'est à ce moment-là qu'il faudra tout faire pour sonder le pays dans l'épreuve.

S'y préparer suppose de continuer à penser, à penser la guerre et l'après-guerre, les armes de la guerre et les buts de paix. Qu'on la juge inévitable ou précipitée, nécessaire ou bâtie, cette guerre ne saurait avoir d'autre avenir que la paix. Et cet avenir se prépare dès maintenant dans le choix de ses armes. L'interdit moral sur l'emploi des armes chimiques, bactériologiques et nucléaires est l'une des contraintes que la coalition doit s'imposer si elle veut éviter une dérive dont les conséquences seraient imprévisibles.

S'il n'y a ni guerre juste ni guerre propre, tout au moins le langage des armes doit être celui de la réflexion morale. Celle qui symbolise, dans le paysage politique français du demi-siècle écoulé, un homme comme Pierre Mendès France, le premier à avoir soutenu, dans les années cinquante, Israël pour sa sécurité, l'un des rares, sinon le seul, à avoir critiqué sévèrement l'aventure de Suez en 1956, mais le premier aussi à avoir, au soir de sa vie, déployé de pathétiques efforts pour une paix durable dans cette région du monde. Mondes France qui, au printemps 1976, de retour d'un séjour en Israël, déclara : « Nous devons penser les problèmes du Proche-Orient en termes de paix (...). Cela devrait aller de soi. Et, cependant, il y a trop de gens qui ne raisonnent qu'en termes de passion, de violence, de guerre. Je suis indigné de voir sur les murs "Israël vainqueur" ou "Israël vaincu". L'essentiel n'est pas la victoire ou la défaite. L'essentiel, c'est la vie, la vie dans la liberté et la dignité ».

Réflexion à combien actuelle ! JEAN-MARIE COLOMBANI.

Arrêter les dérives

par Claire Tréan

Il fallait stopper les dérives qu'engendrent dans les têtes les images, même apaisées et censurées, de la guerre. C'est ce qu'a fait le chef de l'Etat français, jeudi 7 février, lors de son onzième entretien avec la presse depuis le début du conflit.

Stopper les dérives, c'est d'abord le partage entre les inquiétudes fondées et celles qui ne le sont pas. La phase terrestre des combats sera une épreuve cruelle pour les soldats, pour leurs familles, pour l'opinion. M. Mitterrand ne l'a pas caché. Redoutant sans doute les effets que produit l'attente au jour le jour de cette échéance incertaine, il s'est même montré un peu plus bavard que nécessaire en en fixant presque le date : dans les jours qui viennent, ou au tout début hypothétique avant le fin du mois.

Il a écarté, en revanche, un certain nombre d'autres inquiétudes plus ou moins irrationnelles. Cette guerre, qui a pour objet de défendre « le droit des gens », ne sera pas « un recul vers la barbarie », a-t-il dit. En premier lieu, il s'interdit le recours aux armes non conventionnelles, y compris comme riposte à ces armes dont la menace est brandie par Saddam Hussein. « Je vous le dis », proclame M. Mitterrand. Il ne parle que pour la France, mais en même temps il est suffisamment sûr de ses relations de « confiance mutuelle » avec les dirigeants américains pour laisser entendre que les

Etats-Unis non plus n'en viendront pas là. Autolimitée dans ses moyens, la guerre que mène la France l'est aussi dans ses objectifs : il s'agit de libérer militairement la Koweït et non de s'enliser dans une guerre d'occupation de tout le territoire irakien. Le président rassure : il est exclu que cette guerre dégénère en un conflit mondial ; l'affrontement Est-Ouest a pris fin récemment et, avec lui, le risque d'un embrasement généralisé de la planète. Il en appelle enfin au bon sens : les effets économiques réels de la guerre sont sans commune mesure avec les comportements qu'elle engendre en France. Seule « la psychose » est à l'origine de ces comportements d'assidues et du ralentissement que connaît actuellement l'activité économique.

L'ONU doit organiser la paix

Stopper les dérives c'est aussi rappeler le sens de cette guerre, sa nécessité - prévenir un conflit qui, dans trois ou quatre ans, vu les moyens chimiques et nucléaires dont était en passe de se doter l'Irak, aurait pu, lui, dégénérer de façon catastrophique, - son utilité aussi, c'est-à-dire les buts de la paix. C'est la Conseil de sécurité des Nations unies qui a autorisé la recours à la guerre et c'est lui, affirme le chef de l'Etat, qui doit « organiser le retour à la paix ».

s'agit en premier lieu de régler le conflit koweït-irakien et de garantir dans la région la respect des frontières et des souverainetés. « Aucune autorité ne peut se substituer au Conseil de sécurité », insiste M. Mitterrand, comme s'il redoutait, par exemple, un arrangement régional sous tutelle américaine qui n'aurait pas la légitimité requise et qui laisserait la France à l'écart ou réduirait son rôle à moins que ce qui lui vaudrait sa qualité de membre permanent du Conseil. M. Mitterrand va encore plus loin puisqu'il attribue même au Conseil de sécurité une compétence dans l'établissement de plus justes équilibres économiques dans la région par une redistribution des profits du pétrole.

La deuxième objectif de la paix, c'est d'assurer la sécurité dans la région. M. Mitterrand s'engage pour la France à contrôler les ventes d'armes et préconise une conférence rassemblant les pays de la région et d'autres pour « organiser la sécurité mutuelle ». Sur ce projet, tout le monde paraît d'accord : MM. Duménil et Hurd ont présenté comme prioritaire lors de leur rencontre jeudi à Londres, les Etats-Unis et Israël s'abandonnant pas à rejeter la principe.

Ca consensus est peut-être la raison pour laquelle le président a évoqué jeudi avant un autre projet, contesté celui-là, mais qui lui tient au moins autant à cœur : le règlement, dans une ou plusieurs conférences internationales, du conflit israélo-arabe et de l'occupation du Liban par des armées étrangères.

« L'œuvre est difficile » dans laquelle la France a aujourd'hui engagée aux côtés des alliés - la guerre - ne serait pas « parachevée » aux yeux de M. Mitterrand si, ayant rempli son but immédiat : la rétablissement du droit dans la région du Golfe, et son but second : la prévention de nouvelles crises par le contrôle des armements et la redistribution des richesses, elle négligeait trois éléments selon lui essentiels pour garantir en dernier ressort la paix : « la sécurité d'Israël, les justes aspirations des Palestiniens, le droit des Libanais ».

« Uac » Tribune de France Culture sur la guerre du Golfe. - France Culture lance à partir du dimanche 10 février une tribune de discussions, destinée à être provisoire, sur les enjeux et les conséquences de la guerre du Golfe. Les débats, animés par Jean Labrun et Michel Field, réuniront, 11 heures midi, chaque dimanche, plusieurs personnalités, dont Cornelius Castoriadis, Sami Nair, Jean-Claude Casanova, Edgar Morin et Alain Finkielkraut.

Après le conflit, la France veut avoir sa place dans le « Yalta régional »

déclare M. Vauzelle à Rabat

Un « Yalta régional » aura lieu après la guerre du Golfe et la France y aura une place à part, a affirmé jeudi 7 février à Rabat M. Michel Vauzelle, président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. M. Vauzelle, considéré comme proche du président Mitterrand, s'exprimait devant la presse dans la capitale marocaine, où il se trouve depuis mercredi soir, dans le cadre d'une tournée dans les pays du Maghreb qui l'a déjà mené à Tunis et à Alger.

M. Vauzelle a déclaré qu'il y aura après la guerre du Golfe un « Yalta régional » et qu'il sera « utile » pour les Arabes et les Maghrébins que la France y participe. « Une France qui aurait négligé de tenir sa place » dans la coalition internationale « se serait disqualifiée pour s'asseoir à la table de conférence pour faire entendre sa différence », a-t-il ajouté.

« L'image de la France n'est pas celle des Etats-Unis ou de l'Angleterre », a-t-il dit, en soulignant

qu'elle était « le porte-parole d'une sensibilité », notamment dans ses conceptions des rapports Nord-Sud. Le parlementaire français a assuré qu'il avait trouvé auprès de ses interlocuteurs maghrébins une « volonté de comprendre » la position de la France, même s'ils sont « déçus, choqués et préoccupés » de sa présence dans la coalition.

Au cours de son séjour à Rabat, M. Vauzelle a rencontré le ministre

marocain des Affaires étrangères, M. Abdelatif Filali, le président du Parlement, M. Ahmed Osman, et le président de la commission des Affaires étrangères, M. Ahmed Laski. M. Michel Vauzelle a constaté, jeudi à Rabat, le « sentiment de déception » des Marocains à l'égard de la France, a-t-on indiqué de source officielle marocaine à l'issue de l'entretien qu'a eu le président de la Commission des

Affaires étrangères avec son homologue, M. Ahmed Laski. Le parlementaire français a rappelé à son interlocuteur, a-t-on précisé de même source, que Paris « n'a pas engagé aucun effort diplomatique pour déamorcer la crise » et que « comme l'avait affirmé le président François Mitterrand, la France n'est pas le soldat de deuxième classe des Américains ». M. Vauzelle a reconnu, a-t-on ajouté, que « ce qui inquiète Paris, ce sont les effets de la crise du Golfe sur le Maghreb » et qu'« il n'y aura pas de développement, de sécurité et d'épanouissement de l'Europe sans une coopération avec le Maghreb ».

Pour sa part, a-t-on déclaré, toujours de même source, M. Laski s'est félicité « du sang-froid dont ont fait preuve les ressortissants de français qui séjournent au Maroc », soulignant que, sur 15 000 familles, seules 100 sont rentrées en France depuis le début de la guerre du Golfe.

« Le RPR et le CDS au Maghreb. - Après la visite de M. Jacques Chirac au roi du Maroc, mardi 5 février, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, doit se rendre samedi 9 et dimanche 10 à Alger. M. Philippe Séguin ira mardi 12 à Tunis ; son entourage précise que, la veille de ce déplacement, il sera reçu par M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères. Ces responsables RPR auront été précédés par des dirigeants du

CDS. M. Pierre Méhaignerie, président de cette formation, s'est rendu jeudi 7 en Tunisie ; M. Pierre Bernard-Remy, député européen et ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères dans l'un des gouvernements de M. Raymond Barre, devait séjourner vendredi au Maroc ; M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, en Algérie, le même jour, et M. Jacques Barrot, secrétaire général du parti, en Egypte.

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : quatre blessés légers dans l'attentat du 10 Downing Street

Le terrorisme « ne peut pas intimider la démocratie »

déclare le premier ministre britannique, M. John Major

Le pire cauchemar de la brigade antiterroriste a failli se réaliser, jeudi matin 7 février, au cœur de Londres. L'Armée républicaine irlandaise (IRA), l'organisation clandestine qui combat la présence britannique en Irlande du Nord, a tiré trois obus de mortier, à moins de 200 mètres de distance, contre l'immeuble du 10, Downing Street, qui abrite la fois les bureaux du premier ministre et ses appartements privés. L'attentat a eu lieu au moment où le cabinet de guerre, qui comprend les principaux ministres et quelques conseillers, était réuni autour de M. John Major.

LONDRES

de notre correspondant

Un obus a explosé dans le jardin qui se trouve derrière le 10 Downing Street, sous les fenêtres du salon où se tiennent les réunions du cabinet. Plusieurs ministres se sont réfugiés sous la table des délibérations. Il y a eu un fracas énorme et beaucoup de fumée. La façade a été écorchée mais les vitres, spécialement conçues pour résister au souffle, n'ont pas cédé et aucun éclat de verre n'a pénétré à l'intérieur. Fort de son expérience d'ancien ministre de l'Irlande du Nord, M. Tom King, ministre de la défense, a demandé à ses collègues de ne pas s'approcher de la fenêtre au cas où il y aurait une nouvelle explosion. M. Major a calmement déclaré qu'il valait mieux continuer la réunion dans une autre salle.

Deux autres obus ont été tirés contre l'immeuble du 10, Downing

Street, mais sont passés au-dessus de leur cible et sont allés atterrir plus loin, à proximité du Foreign Office, sur une pelouse. L'un d'eux a explosé, l'autre non. Trois agents des services de sécurité ont été légèrement blessés par des éclats de verre. Deux obus ont été trop longs, et un trop court. Il s'en est donc fallu de peu que le cabinet de guerre au complet ne soit anéanti. Selon M. Major, l'heure choisie pour cette attaque prouve que tel était l'objectif recherché. L'IRA a revendiqué l'attentat jeudi soir en indiquant que celui-ci était en préparation bien avant l'arrivée de M. Major au pouvoir en novembre dernier.

Ces obus ont été tirés à partir de trois tubes placés à l'arrière d'une camionnette blanche qui s'est arrêtée un moment sur Whitehall, la grande avenue bordée de bâtiments officiels et de ministères qui va du Parlement à Trafalgar Square. La circulation est considérablement perturbée, mais la police ne laisse aucun véhicule stationner, précisément pour des raisons de sécurité. Les responsables de Scotland Yard avaient du mal à expliquer comment cette camionnette avait pu rester à l'arrêt pendant environ huit minutes. Elle était garée quasiment devant le ministère de la défense.

Aussitôt après que les trois obus eurent été lancés, la camionnette a explosé et a été la proie des flammes. Deux hommes avaient été vus en sortir auparavant et prendre la fuite à moto. Le déclenchement des mortiers a donc été provoqué soit par une minuterie soit par un système de commande à distance. Les experts de la brigade antiterroriste qui ont examiné les débris du véhicule affirment que l'attentat porte la marque de l'IRA. Cette organisation a eu très

souvent recours ces dernières années à des attaques avec de tels mortiers rudimentaires contre des casernes ou des commissariats en Irlande du Nord. C'est la première fois que cette méthode est utilisée en Angleterre.

« Très bien préparé mais mal exécuté »

Le toit de la camionnette avait été découpé pour permettre le lancement des projectiles et les tubes étaient fixés sur un châssis comparable à celui utilisé par l'IRA en d'autres occasions. Le fait d'incendier le véhicule pour effacer les empreintes digitales est également typique de l'IRA, selon la police. L'attentat a été « très bien préparé mais mal exécuté », a déclaré M. Churchill Coleman, le chef de la brigade antiterroriste, qui a laissé entendre que la neige, qui n'a cessé de tomber pendant la nuit, avait peut-être dérangé les plans du commando.

Le ministre de l'Intérieur, M. Kenneth Baker, a déclaré jeudi après-midi devant les Communes que l'ensemble du dispositif de sécurité autour du Parlement et du quartier des ministères allait être réexaminé mais qu'il y avait une limite aux mesures défensives qui pouvaient être prises. « Dans une démocratie, les gens veulent être libres de voter à leurs affaires. Bouleverser leurs vies serait faire une concession aux terroristes », a-t-il affirmé. Il n'est pas question, par exemple, de fermer le quartier de Whitehall à la circulation automobile. « Le fonctionnement de la machine gouvernementale et notre système démocratique n'ont pas été, et ne seront pas, perturbés par ces attaques terroristes », a conclu M. Baker.

Le premier ministre, M. Major,

ne s'est exprimé que brièvement, voulant donner l'impression qu'il s'agissait d'une journée comme les autres. « L'IRA a accumulé les échecs dans tous les domaines. Ce qui s'est passé aujourd'hui est un échec supplémentaire. Il serait temps qu'ils comprennent que l'on ne peut pas intimider la démocratie à coups d'attentats terroristes, et que nous traitons ceux-ci par le mépris », a-t-il affirmé.

L'opposition a manifesté sa solidarité avec le gouvernement comme il est de tradition en ce genre de circonstances. M. Neil Kinnock, le leader travailliste, a affirmé que cette attaque était « perverse et futile » et exprimé son soulagement qu'il n'y ait pas eu de victime. La reine Elizabeth a estimé qu'il s'agissait de tentatives pour ébranler la démocratie mais que celles-ci étaient vouées à l'échec. M^{me} Thatcher, qui se trouvait aux États-Unis où elle rendait visite à l'ancien président Reagan, a également condamné cet attentat « calculé et commis de sang-froid ». M. Roland Dumas, qui était venu déjeuner avec son homologue britannique, M. Douglas Hurd, lui a exprimé la « sympathie » du gouvernement français. Son interlocuteur lui a décrit « avec un flagrant britannique » la « forte secousse » qu'il avait ressentie lors de l'explosion.

Les membres du cabinet de guerre ont eu beaucoup de chance. M^{me} Thatcher en avait eu plus encore en octobre 1984 lorsqu'elle était sortie indemne de l'attentat de l'IRA contre le Grand Hôtel de Brighton qui avait fait quatre morts et de nombreux blessés.

DOMINIQUE DHOMBRES

POLOGNE

Prochaine reprise des négociations sur le départ des troupes soviétiques

La quatrième session des négociations soviéto-polonaises sur le rapatriement des unités soviétiques stationnées en Pologne depuis la fin de la deuxième guerre mondiale - cinquante mille soldats, quarante-cinq mille personnes avec les familles et les autres civils - aura lieu lundi 11 et mardi 12 février à Varsovie. Ces pourparlers sont dans une impasse, les deux parties n'ayant pu se mettre d'accord sur un calendrier de rapatriement des unités de l'armée soviétique.

Les dirigeants polonais veulent que ces troupes soient rapatriées d'ici la fin de 1991 alors que le Kremlin rejette catégoriquement ce délai. Moscou laisse ouvertement entendre que les troupes soviétiques ne quitteront la Pologne qu'une fois terminé le rapatriement des 370 000 soldats cantonnés dans l'ex-RDA (un million de personnes avec les familles et les auxiliaires), soit en 1994.

Face à l'intransigeance du Kremlin, les dirigeants de Varsovie ont

fait savoir qu'ils s'opposeraient donc au transit, via leur pays, des troupes soviétiques se trouvant en Allemagne, en appliquant des mesures administratives. Ils veulent ainsi que ce transit fasse l'objet d'un accord soviéto-polonais en bonne et due forme, alors que Moscou n'a conclu un accord qu'avec la seule Allemagne. Signe de détente : le convoi militaire soviétique transportant une aide allemande à l'Église orthodoxe de Moscou, bloqué par les Polonais depuis trois semaines à la frontière germano-polonaise, a été autorisé à transiter par le territoire polonais.

Les deux cents camions, manés de plaques minéralogiques banalisées et dont les chauffeurs seront en civil et sans armes, selon les vœux des dirigeants polonais, commenceront à franchir la frontière dès vendredi matin. - (AFP)

Le climat social s'alourdit

Le climat social s'alourdit en Pologne, où des grèves ont éclaté dans plusieurs entreprises alors que des débrayages sont annoncés dans de nombreuses firmes de divers secteurs où les travailleurs réclament notamment des augmentations de salaires. Dans la région de Slupsk (Nord), plus de mille ouvriers de onze fermes d'État sont en grève depuis jeudi 7 février. Ils réclament que les terres soient privatisées selon des critères « transparents » et demandent l'arrêt du gel des salaires. En signe de solidarité, plusieurs dizaines d'ouvriers d'une ganterie se sont mis en grève jeudi.

A Varsovie, un millier de travailleurs d'un atelier de l'usine de tracteurs Ursus ont arrêté le travail, jeudi, pendant deux heures pour réclamer des augmentations. L'atmosphère dans l'usine est tendue, d'autant que les deux mille ouvriers d'une filiale d'Ursus à Gorzow-Wielkopolski, dans l'ouest

du pays, sont en grève depuis mercredi. A Konin, dans le centre, une partie des dix mille mineurs des mines de lignite bloquent les départs des trains vers les centrales électriques de la région, qui ne disposent plus de réserves de combustibles que pour deux jours. L'arrêt de l'activité dans ces installations priverait la Pologne de quelque 10 % de sa production totale d'énergie électrique. - (AFP)

□ M. Lech Walesa aux États-Unis le 20 mars. - Le président polonais, M. Lech Walesa, doit faire une visite officielle de plusieurs jours aux États-Unis à partir du 20 mars. Au cours de ce voyage, le Prix Nobel de la paix doit avoir des conversations au « plus haut niveau » à Washington. Il se rendra également en Californie pour y rencontrer l'ex-président Ronald Reagan. - (AFP)

TURQUIE

Fin de la grève des mineurs

Les 48 000 mineurs de Zonguldak, ville située sur la mer Noire, en grève depuis soixante-sept jours, ont repris le travail, jeudi 7 février, après la signature de la convention collective qui a été accueillie avec réticence. Les mineurs avaient commencé leur mouvement de grève le 30 novembre dernier pour protester contre la proposition initiale d'augmentation salariale. A l'issue de la signature de la convention, mercredi, le président du syndicat des mineurs, M. Semsi Denizler, avait déclaré qu'« ils avaient été obligés de fuir des concessions en raison de la situation de l'économie turque influencée par la guerre du Golfe ». Les mineurs avaient tenté d'organiser une marche sur Ankara. Celle-ci avait duré cinq jours avant d'être arrêtée, le 8 janvier, par les forces de l'ordre. - (AFP)

HONGRIE

Le premier ministre exprime « ses regrets » à propos des ventes d'armes à la Croatie

Le premier ministre hongrois, M. József Antall, a exprimé, jeudi 7 février, « ses regrets » à son homologue yougoslave, M. Ante Markovic, à la suite de l'affaire des ventes d'armes hongroises en Yougoslavie. Au cours d'un entretien téléphonique, M. Antall a informé M. Markovic des conclusions des commissions des affaires étrangères et de la défense du Parlement hongrois. Budapest avait reconnu samedi dernier qu'une société hongroise avait livré, légalement, des pistolets mitrailleurs en Yougoslavie sur commande d'un pays tiers,

dont le nom n'a pas été révélé. Les autorités fédérales yougoslaves avaient accusé la Hongrie d'ingérence dans les affaires intérieures de la Yougoslavie, affirmant détenir des preuves « irréfutables » que des instances de l'État hongrois étaient mêlées à des livraisons d'armes aux forces paramilitaires croates. M. Antall a déclaré que son gouvernement avait pris « des mesures sévères pour empêcher la répétition de situations du même genre ». - (AFP)

EN BREF

□ ROUMANIE : visite de M^{me} Catherine Lalumière. - La Roumanie doit faire « d'autres progrès pour devenir membre à part entière du Conseil de l'Europe », a déclaré, jeudi 7 février, à Bucarest, M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire général du Conseil de l'Europe. Le 1^{er} février, la Roumanie avait obtenu le statut d'invité spécial, après un premier refus au mois d'octobre 1990. Au cours d'une conférence de presse, M^{me} Catherine Lalumière a estimé que « depuis le mois de juin, la Roumanie n'a fait beaucoup de progrès et que le processus de démocratisation a repris. Beaucoup de choses se sont éclaircies mais,

pour devenir membre à part entière, la Roumanie devra organiser des élections locales, législatives et élaborer une Constitution ». - (AFP)

□ ALBANIE : grève des étudiants de Tirana. - Les dix mille étudiants du campus universitaire de Tirana, en grève depuis mercredi 6 février, ont demandé la démission du gouvernement, estimant que les promesses faites par les autorités concernant l'amélioration de leurs conditions de vie n'ont pas été suivies d'effet. Ils devraient cesser leur mouvement lundi pour respecter les limites imposées par la nouvelle législation sur le droit de grève. - (AFP)

Londres semble exclure que l'Irak soit impliqué

LONDRES

de notre correspondant

Un parlementaire conservateur a posé aux Communes une question qui est présente à tous les esprits : l'Irak a-t-il commandité cet attentat à l'IRA ? Depuis plusieurs jours, et mercredi encore, le service des écoutes internationales de la BBC avait intercepté des messages mystérieux de Radio-Bagdad qui pouvaient être interprétés comme des appels à des ennemis terroristes « dormants » de passer à l'action. M. Kenneth Baker, ministre de l'Intérieur, a semblé rejeter cette hypothèse. L'organisation clandestine irlandaise a en effet reçu, selon lui, une aide de la Libye, mais il n'a jamais été question jusqu'ici de liens quelconques

avec l'Irak. Le colonel Kadhaifi a fourni de l'argent, des armes et plusieurs tonnes d'explosifs à l'IRA. L'Eksund, un bateau chargé de Semtex, un explosif fabriqué en Tchétchélovaquie, a été errant en novembre 1987 par la mer Méditerranée au large de Brest. Son équipage était irlandais et la cargaison embarquée à Tripoli était destinée à l'IRA. Trois autres traversées avaient déjà eu lieu.

Les autorités britanniques sont, en outre, persuadées qu'un prêtre irlandais défrôqué, Patrick Ryan, a longtemps servi d'intermédiaire entre l'IRA et le colonel Kadhaifi. Il avait, selon le Times, ouvert des comptes bancaires au Luxembourg et en Suisse et se serait rendu à plusieurs reprises à Tripoli pour y rencontrer le diri-

geant libyen dont il aurait reçu 1 million de livres (10 millions de francs). Les Britanniques avaient été furieux lorsque les Belges, après avoir arrêté le « Père » Ryan et découvert dans son appartement des systèmes de télécommande pouvant servir à des attentats, l'avaient expulsé en novembre 1988 en République d'Irlande, où il e de nouveau disparu.

Le seul indice d'un lien entre l'Irak et l'IRA a été fourni le 30 janvier dans un documentaire diffusé sur la chaîne de télévision Channel 4. Un ancien membre de la Fraction armée rouge, y raconte que des militants de l'IRA se trouvaient, en même temps que lui et des agents irakiens, près de Berlin, dans un centre de formation de la Stasi,

l'ancienne police secrète est-allemande, avant la chute du régime communiste. Ces militants de l'IRA étaient formés par des officiers de la Stasi au maniement des lance-roquettes.

La fait décisif, aux yeux des spécialistes, est le caractère rudimentaire et artisanal des mortiers, de simples tubes métalliques, utilisés par le commando. Cela cadre mal avec l'idée de terroristes bénéficiant du soutien d'un État. On est donc plutôt enclin, ici, à croire le communiqué de l'IRA selon lequel cet attentat était en préparation depuis plusieurs mois et qu'il était seulement destiné à lutter contre l'« occupation » de l'Irlande du Nord par les Britanniques.

D. Dh.

URSS

La guérilla Gorbatchev-Eltsine

Des « plombiers » du KGB chez le président de Russie

Des appareils électroniques d'écoute appartenant au KGB ont été découverts dans deux pièces situées au-dessus du bureau de M. Boris Eltsine au Parlement de Russie, a révélé jeudi 7 février Radio-Moscou. Ces deux pièces fermées à clef ont été visitées mercredi par un groupe de députés accompagnés de membres du service de sécurité du Parlement, qui y ont découvert « des appareils électroniques et des fils dans le plancher », selon le député Boris Nientsov, qui faisait partie de ce groupe. « Le KGB nous a ensuite indiqué que ces appareils servaient à écouter les conversations et appartenaient à son huitième département, mais on nous a déclaré ne pas savoir pourquoi ils se trouvaient là », a-t-il ajouté. Le Parlement russe a aussitôt voté la création d'une commission d'enquête.

Ce Parlement subit cependant de plus en plus le poids des élus anti-eltsinistes, c'est-à-dire des communistes russes, plus disciplinés que le camp libéral. Il a accepté comme prévu, par un vote largement majoritaire, le

tenue en Russie du référendum du 17 mars voulu par M. Gorbatchev sur la maintien de l'Union (le Monde du 8 février). Mais il n'a pu définir les questions que les députés ont décidé d'ajouter à celle soumise par M. Gorbatchev aux électeurs et qui doivent concerner exclusivement la Fédération de Russie. Deux pétitions circulent : l'une, signée par 457 élus, envisage de demander si la Fédération de Russie doit être « un État fédéral multi-ethnique dans le cadre d'une Union renouvelée » ; l'autre, signée par 450 élus pro-eltsinistes, demande de se prononcer sur l'élection de Boris Eltsine à la présidence russe au suffrage universel, un poste auquel il n'a encore été élu que par le Congrès des députés de Russie.

En attendant, le dirigeant russe est parti jeudi à Kaliningrad, port de la Fédération de Russie enclavée entre la Pologne et la Lituanie. C'est dans cette dernière république qu'un « aondega » général sur l'indépendance avait organisé samedi par les autorités lituanaises, malgré l'opposition du Kremlin. - (AFP)

Le Pentagone s'inquiète des « énormes incertitudes » de la situation intérieure du pays

M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense a émis des doutes, jeudi 7 février, sur les perspectives de désarmement entre les États-Unis et l'Union soviétique, évoquant les « énormes incertitudes » découlant de l'évolution intérieure de l'URSS.

« Il ne fait aucun doute que l'économie soviétique s'effondre. La seule question est à présent : à quelle vitesse ? », a déclaré M. Cheney en présentant un plan de budget militaire sur six ans devant une commission de la Chambre des représentants. Cette situation intérieure, génératrice « d'énormes incertitudes », signifie « un accroissement de l'instabilité et même la possibilité (...) d'une guerre civile » dans ce pays, a poursuivi M. Cheney.

Il a estimé toutefois que le retrait des troupes soviétiques d'Europe devrait se poursuivre, ce qui constituerait « le changement le plus significatif » pour la stratégie américaine, avec la « mort » du pacte de Varsovie. « Pour les voisins de l'URSS, la plus grave menace » viendrait donc « de l'incapacité des Soviétiques à contrôler les événements à l'intérieur du pays ».

Mais cela n'empêche pas l'URSS

de « conserver une capacité stratégique significative », a-t-il ajouté. Les perspectives de contrôle des armements sont en doute en raison de l'attitude actuelle de Moscou. « Nous n'avons pas pu conclure en ce qui concerne les accords START [sur les armes stratégiques] et l'interprétation soviétique des accords CFE [sur les armes conventionnelles] nous fait douter » de la bonne foi de l'URSS, a-t-il poursuivi.

□ SOS Baltes demande la reconnaissance immédiate de l'indépendance des pays baltes. - L'association SOS Baltes (1) - composée notamment de MM. Fernando Arrabal, Pascal Bruckner, André Glucksmann, Marek Halter, Leonid Plouckitch et Vladimir Maximov - a lancé, mardi 5 février, un appel à l'opinion française pour exprimer sa solidarité avec les pays Baltes. Elle demande notamment « la reconnaissance immédiate de l'indépendance des pays baltes et des gouvernements légitimes qui s'y sont constitués » ainsi que la suspension par l'Europe de l'aide économique et technique à Moscou « afin de la redistribuer intégralement aux gouvernements démocratiques des Républiques de l'URSS ».

(1) SOS Baltes 35, rue Marc-Dormoy, 75019 Paris. Tél. : 43-34-97-36.

من ألاف

AFRIQUE

Djibouti : les rancœurs de la communauté afar

La « tentative de coup d'Etat » du 8 janvier traduit la profonde division entre ethnies. Et la succession du président Gouled est ouverte...

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

« Nous avons su éviter un piège » : dans les cercles officiels, plus préoccupés par la situation intérieure que par la guerre du Golfe, l'autosatisfaction est générale. Et la classe politique se félicite de la façon dont le gouvernement a su désamorcer la « tentative de coup d'Etat » fomentée, assure-t-on, par M. Ali Aref Bourhan, qui présidait le conseil de gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas jusqu'à la veille de l'indépendance, en 1977.

« Si, dans la nuit du 8 au 9 janvier, la police n'avait pas arrêté les comploteurs avant qu'ils ne reçoivent des armes, il y aurait eu un bain de sang », dit un jeune fonctionnaire. « La cassure entre communautés afar et issa aurait été irréparable », ajoute-t-il. Au moment des arrestations de « comploteurs », au cimetière d'Ambouli, d'autres insurgés s'étaient, dans le nord du pays, à la caserne de Tadjourah et tentaient, en vain, de dévaliser l'armurerie, avant de s'enfuir vers les monts Gouda.

Quelques jours plus tard, on apprenait officiellement l'arrestation de M. Ali Aref. La veille, à Ojibouti-ville, une manifestation dans le quartier afar de Arbiha avait été réprimée à coups de gaz lacrymogènes par la police et deux cents personnes avaient été arrêtées. Une semaine après, nouvel incident : une patrouille de l'armée tombait dans une embuscade au-dessus de Tadjourah. Bilan : un soldat tué, neuf rebelles capturés.

Officiellement, la majorité des personnes arrêtées ont été libérées, sauf une soixantaine. Une instruction a été ouverte et la justice suit son cours. Amnesty International, qui s'était inquiétée un moment de rumeurs de tortures, n'a pas jugé bon d'envoyer une commission d'enquête (le Monde daté 27-28 janvier). « On ne peut pas parler d'un complot afar », explique le ministre de l'Intérieur, M. Kaïreh Allaleh Hared, car M. Ali Aref, isolé au sein de sa propre communauté, n'a pas entraîné tous les Afars dans cette aventure, au demeurant suicidaire. Pour certains observateurs, la seule explication possible est que l'ancien président du conseil, tout en sachant qu'il ne pouvait réussir, aurait cherché à provoquer une répression sanglante qu'il aurait ensuite

exploitée en exhortant les Afars à se soulever contre le pouvoir, largement dominé par le clan issa.

Dans les jours qui ont suivi les troubles, le gouvernement a dépêché quelques dignitaires dans le nord du pays, pour une tournée d'explications. Le ministre de l'Agriculture, M. Mohamed Moussa Chehem, a sillonné la région dont il est originaire, rappelant dans chaque village la position officielle et recueillant l'avis des anciens sur les « événements ».

Marginalisation politique

A Tadjourah, l'ambiance est insaisissable. « Nous aussi nous avons notre guerre du Golfe », jette en riant un jeune chômeur. « Mon père est gendarme et il a été arrêté », affirme-t-il. « J'ai entendu dire qu'on torturait les détenus mais ma mère est allée à la prison. Mon père est en bonne santé ». A Djibouti, tout ne va pas aussi bien que les autorités voudraient le faire croire. Dans le quartier de Arbiha, la colère gronde. L'été dernier, une mystérieuse « Alliance des forces pour une alternance responsable afar » a fait circuler un tract où était dénoncé un « pacte militaire secret » signé entre Ojibouti et Bagdad, et où l'on réclamait une réforme du régime « tribaliste » du président Gouled et le multipartisme.

Quelques « porteurs de tracts » étaient arrêtés et incarcérés pendant quelques jours. Parmi eux, M. Ali Mohamed « Couba », qui, dès sa sortie de prison, s'est réfugié en France où il aurait demandé l'asile politique. Les services subis en prison l'empêcheraient encore de marcher normalement. « Nous aurions été pris à suivre Ali Aref », explique un sympathisant du mouvement afar. Car, même en sachant qu'il ne pense qu'à son intérêt personnel, il a osé s'opposer à notre marginalisation politique. Le mouvement afar aurait déjà pris contact avec des opposants issus, révoltés eux aussi par le pouvoir en place, qualifié de « régime dictatorial des Mamassanes » - du nom du clan dont est issu le chef de l'Etat.

La dernière réunion du comité exécutif du parti unique, le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP), que les mauvaises langues ont rebaptisé « Rien pour le peuple », dont la principale résolution avait été la création d'un comité de soutien à l'Initiade, avait beaucoup déçu les Ojiboutiens. Ces derniers auraient, semble-t-il, préféré qu'on y évoque l'avenir de la démocratie et l'ouverture du pays au multipartisme.

La parution, en août, dans la presse française, d'un publiportage consacré à Djibouti, avait achevé d'exaspérer les intellectuels afars. L'article affirmait, notamment, que les Afars ne représentent que 20 % de la population djiboutienne et seraient, aujourd'hui, en voie de disparition pour cause de consanguinité.

Selon M. Hamed Oini, politicien afar qui avait brièvement occupé le poste de premier ministre avant de passer dans l'opposition, il y a une « volonté politique délibérée » de la part du gouvernement de marginaliser la communauté afar. Cette dernière, à en croire M. Oini, serait même « majoritaire... » si l'on excluait les immigrés issas, arrivés en masse après l'indépendance. La « discrimination » subie par les Afars serait encore aggravée, renchérit un instituteur du district de Dikhil, par la distribution des nouvelles cartes d'identité. Les Issas fraîchement arrivés d'Éthiopie ou de Somalie n'auraient aucun mal à les obtenir, alors que, dans le Nord, l'administration se montre réticente à renouveler les pièces d'identité. Les autorités rejettent ces accusations avec d'autant plus de force que celles-ci sont difficilement vérifiables.

Le malaise de la communauté afar est pourtant bien réel. Alors que la succession du président Gouled - qui doit achever son second et dernier mandat en 1992 - est ouverte, aucune personnalité capable de rassembler les deux communautés et de libérer le système actuel n'émerge de l'instabilité qui règne chez ses voisins éthiopiens et somaliens, ne résistera peut-être pas à cette menace intérieure.

JEAN HÉLÈNE

AVEC GILLES PERRAULT

Dans l'écho assourdissant des missiles et des bombes déversées par centaines de milliers de tonnes, la voix de Gilles Perrault a tenté de se faire entendre. Pour nous réveiller de ce cauchemar et dire l'intolérable.

L'état-major, prétendant dicter sa loi militaire à la société, a le premier sonné l'hallali et exigé des sanctions. Il a été bientôt relayé par tous ceux que gêne une parole libre et qui sont prêts à ériger celui qui la profère en bouc-émissaire des malheurs aujourd'hui déchainés.

Nous dénonçons cette entreprise misérable, véritable déni de démocratie.

A Gilles Perrault, dont ils veulent faire l'ennemi public de ce temps, nous disons notre solidarité. Qu'on sache que nous n'acceptons aucune poursuite contre lui.

ABOUPHELE Marie-Christine, sociologue ; AGRET Roland, écrivain ; ALLEG Henri, journaliste ; ANDRIEU René, journaliste ; AULAS Marie-Christine, député européen, les Verts ; BALIBAR Etienne, universitaire ; BARBE, dessinateur ; BEAUVILLARD Michèle, avocate ; BERGER Denis, universitaire ; BLANCO Jean-François, avocat ; BOUILLOT Françoise, écrivain ; BRISLANCE Madeleine, militante pacifiste ; BROUE Pierre, historien ; BUTEL Michel, journaliste ; CABU, dessinateur ; CARDONNEL Jean, dominicain ; CATALA Aude, avocate ; CHAS Claude, avocat ; CLANCY Geneviève, universitaire ; CLERC Thérèse, formatrice ; COCHET Yves, député européen, les Verts ; COLLARD Gilbert, avocat ; COMTE Antoine, avocat ; CONAN René, co-député européen, les Verts ; CONSTANT Raphaël, avocat ; COTTA Françoise, avocate ; CRUZE René, pasteur ; O'EAUBONNE Françoise, écrivain ; OENINCKX Didier, écrivain ; DAURE-SERFATY Christine ; DAYAS Michèle, médecin ; DAWAD Ahmed, poète irakien ; De BONIS Jacques, journaliste ; DE FOUCHIER Michèle, universitaire ; DE LA PRADELLE Gérard, universitaire ; DELÉUSE Robert, écrivain ; DELLA SUOIA François, enseignant ; DELORME Christian, prêtre ; DELTEIL Gérard, écrivain ; DRACHLINE Pierre, éditeur ; OREYFUS Sylvain, avocat ; DUMONT René, écologiste ; ELKIND Charline, avocate ; ELUARD Dominique ; ETIENNE Bruno, universitaire ; FAJARDIE Roger, écrivain ; FERNANDEZ RECATALA Denis, écrivain ; FOLLEROUX Jean-Yves, cardiologue ; FONTENIS Georges, UTCL ; FREMION Yves ; GAILLOT Jacques, évêque d'Evreux ; GARAUDY Roger, écrivain ; GATIGNON Claude, AFASPA ; GAUTHIER Florence, universitaire ; GEBE, dessinateur ; GIBAUD Yves, cinéaste et écrivain ; GILLEMANN Christine, avocate ; GONIN Michèle, féministe ; GUATTARI Félix, psychanalyste ; GUERIN Alain, journaliste ; HURST-MAURIENNE Jean-Louis ; INDOCHINE, groupe musical ; JACQUARD Albert, généticien ; JAFFE Hélène, médecin ; JONQUET Thierry, écrivain ; JOUFFROY Alain ; KAHN Marcel-François, médecin ; KARLIN Daniel, cinéaste et écrivain ; KRIVINE Alain, LCR ; LABICA Georges, universitaire ; LAGUILLE Arlette, LO ; LAINE Tany, psychiatre ; LANGLOIS Bernard, journaliste ; LE BRIQUET Danielle, fondatrice de RIFG ; LE SCORNET Jean-Claude, AREV ; LE TREHONAT, RITA ; LIMONOV Edward, écrivain ; MAGNY Colette, artiste ; MANVILLE Marcel, avocat ; MARICOURT Thierry, écrivain ; MARQUIS Nicole, féministe ; MARTINEZ Francesca, Union pacifiste ; MASPERO François, écrivain ; MASSIAH Gustave, CEDETIM ; MATHEU Alain, LCR ; MELHAA Khalel, Club Emergence ; MENGUY Bruno, FA ; MIALLET Betty, editrice ; MICHEL André, sociologue ; MILHAUD Nicole, avocat ; MONTAGNIER Jeanine, Agir pour la Paix ; MORDILLAT Gérard, cinéaste ; MURATET Georges, cheminot ; NAOEAU Maurice, écrivain ; NOEL Bernard, écrivain ; PAOLI Claude, avocate ; PIROT Marie-Françoise, AREV ; PRENANT André, universitaire ; PUJAOE-RENAUD Claude, écrivain ; QUESADA-ROUSSILLAT Françoise, avocate ; RAJSFUS Maurice, écrivain ; RENAUD, chanteur ; RIVA Danièle, féministe ; SAZZETI Marco, UTCL ; SILBERSTEIN Patrick, RITA ; SINE, dessinateur ; SIRKIS Jean-Jacques, auteur-réalisateur ; SKANORANI Ginette, militante des Verts ; SOLLEVILLE Francesca, artiste ; STRELKOFF Sacha, dessinateur ; SZABO Fabrice, CUL ; TEYSSERRE Bernard, universitaire ; TIGNOUS, dessinateur ; TISSIT-ANTOINETTE Monique, avocate ; TRISTAN Anne, journaliste ; TRUMEL Nelly, artiste-peintre ; UGHETTO, Jean-Jacques, RITA ; VILAR Jean-François, écrivain ; VOGUET Daniel, avocat à la Cour ; WOLINSKI, dessinateur ; ZIEGLER Jean, député socialiste suisse ; ZIMMERMANN Daniel, écrivain

ENVOYEZ VOS SIGNATURES A : CEDETIM, 14, RUE DE NANTEUIL, 75015 PARIS.

MIEUX QUE DES SOLDES

del SUPER-ESCOMPTES

del FOURRURES GEORGE V

Une seule adresse

22, 24 Avenue Hoche. Paris 8°

... aperçu de quelques prix parmi des centaines de manteaux et vestes en Vison, Castor, Marmotte, Renard, Chinchilla, Zibeline...

MANTEAUX VISON Dark	17500 F	-40%	10500 F
MANTEAUX VISON Lunalaire	27500 F	-50%	13750 F
MANTEAUX MARMOTTE du Canada	13500 F	-50%	6750 F
BLOUSONS VISON et CUIR	10000 F	-50%	5000 F
VESTES RENARD bleu, noir, marron	7500 F	-40%	4500 F
VESTES VISON Dark	12000 F	-40%	7200 F
VESTES MARMOTTE du Canada	8500 F	-40%	5100 F
3/4 MOUTON retourné double face	6500 F	-40%	3900 F
PELISSES col et intérieur OPOSSUM	4500 F	-30%	3150 F
PELISSES col VISON intérieur LAPIN	3000 F	-40%	1800 F

du vendredi 8 février
au 28 février
de 10 h. à 19 h.

FOURRURES GEORGE V

Une seule adresse

22, 24, Avenue Hoche. PARIS 8°

RER Etoile. Métro Etoile. Terres. BUS 31. Parking Hoche

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lassalle, gérant
directeur de la publication
Bruno Fressat
directeur de la rédaction
Jacques Gode
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(répondent au directeur
de la rédaction)

Thomas Ferenzi
Philippe Haranman
Jacques Treppe
Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1959)
Jacques Fauriol (1959-1969)
André Laurens (1969-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-45-25-26
Télécopieur : 40-45-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-ROBERT-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : 40-55-30-10

CEMARI NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

L'ANGLAIS A OXFORD



Stages linguistiques en Angleterre et
Allemagne pour adultes - étudiants -
lycéens - collégiens - enfants
■ Une pédagogie adaptée à chacun
■ Des professeurs britanniques
■ Un enseignement dans nos propres écoles
■ Des stages à toute époque de l'année et
pour tous niveaux
■ Hébergement en familles sélectionnées
■ Voyages accompagnés

O I S E

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

Le Monde L'ÉDUCATION

FÉVRIER
1991

Numéro spécial - 22 f
exclusif : BAC 90

LES RÉSULTATS LYCÉE PAR LYCÉE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AFRIQUE

KENYA

Nairobi dénonce un « plan diabolique » de l'Ouganda

« L'Ouganda se prépare à envahir le Kenya », titrait sur toute sa « une », jeudi 7 février, le quotidien pro-gouvernemental *Kenya Times*, allant jusqu'à prédire que l'attaque aurait lieu avant la fin de mars. Dans la soirée, le téléjournal national diffusait une déclaration du secrétaire général de la KANU (parti unique), M. Joseph Kamotho, avertissant le président ougandais, M. Yoweri Museveni, que le Kenya saurait combattre ce « plan diabolique » en luttant « jusqu'au dernier homme ».

NAIROBI

de notre correspondant

Curieusement, le reste de la presse locale n'a soufflé mot de cette affaire. Il semble que le rédacteur en chef du *Kenya Times* ait été informé, en exclusivité, par une « source » infiltrée dans les services de sécurité du chef de l'Etat ougandais. « Toute cette histoire n'est qu'une fiction », a aussitôt rétorqué Kampala.

L'hostilité de Nairobi pour son voisin ne date pas d'hier, et les allusions à ces « jeunes Kenyans, envoyés en Libye par les bons soins de l'Ouganda », afin de s'y entraîner à la guérilla pour revenir ensuite semer le trouble au Kenya, ont souvent été agitées ici. L'article du *Kenya Times* reprend tous ces arguments, dénonçant notamment l'« ambition de M. Museveni d'annexer les Etats voisins » — du Zaïre au Kenya, en passant par le Rwanda et le sud du Soudan — et l'accusant de soutenir, dans ce but, toutes les guérillas locales, la dernière en date étant, bien sûr, celle des exilés rwandais.

Face à un Kenya pro-américain — mais aujourd'hui critiqué pour son refus de dialoguer avec l'opposition — qui entretient d'excellentes relations avec Israël, l'Ouganda a toujours fait figure de faux frère en puis-

sance. Kampala, qui n'a jamais fait mystère de ses liens avec Tripoli, n'a réussi à attirer, dans le même temps, les bonnes grâces des donateurs occidentaux, Etats-Unis en tête, en affichant sa volonté de redresser l'économie selon les recettes du FMI.

Dans le passé, Nairobi et Kampala se sont souvent accusés d'entretenir les mouvements de guérilla adverses. Mais, tout aussi régulièrement, une rencontre entre les deux présidents est bien vite venue calmer les choses, laissant croire à une normalisation des relations.

On ne saurait pas encore très bien les mobiles de ce nouveau « coup de sang » du régime de Daniel arap Moi. Il présente l'avantage évident de permettre d'accuser les opposants kenyans d'être à la solde de l'étranger et de resserrer les rangs des citoyens, démobilisés par les difficultés économiques, face à une possible agression extérieure. L'heure est grave, en effet, si l'on en croit le *Kenya Times*. L'Ouganda n'est-il pas, selon le journal, en possession de lanceurs de missiles Scud irakiens, « fournis par la Libye » ?

JEAN HELENE

□ TCHAD : une « nouvelle coopération » avec la Libye. — « Une nouvelle coopération s'engage entre Tripoli et N'Djamena », a affirmé, mercredi 6 février, le commissaire d'Etat tchadien chargé du plan et de la coopération. Un accord réhabilitant la coopération entre les compagnies aériennes des deux pays a été signé. Aucun vol régulier entre les deux capitales n'est encore prévu, mais la Libye a déjà offert au Tchad trois avions de transport, dont un destiné au chef de l'Etat. Un don libyen de 750 millions de FCFA et la livraison de vingt voitures Mercedes sont aussi annoncées. — (AFP)

AMÉRIQUES

HAÏTI : l'entrée en fonction du nouveau président

Le Père Aristide promet que « la démocratie ne restera pas un vain mot »

En prenant ses fonctions jeudi 7 février, le nouveau président haïtien, qui a appelé à la concertation dans un pays trop longtemps déchiré par la terreur politique, a aussi pris un pari risqué sur l'avenir en annonçant son intention de faire place nette dans une hiérarchie militaire bien souvent corrompue et « turbulente ».

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Le Père Jean-Bertrand Aristide, le premier président élu démocratiquement en Haïti, a prêté serment jeudi 7 février, au milieu d'un débordement de liesse populaire. Cinq ans jour pour jour après la fuite du dictateur Jean-Claude Duvalier, la population a transformé cette journée qualifiée par le Père Aristide de « deuxième indépendance d'Haïti » en un gigantesque carnaval. Les habitants de Port-au-Prince se sont bousculés aux portes de la cathédrale où un Te Deum a été chanté en l'honneur du jeune prêtre élu triomphalement en décembre dernier.

Le mariage du peuple et de l'armée

La foule était encore plus impressionnée par l'immense esplanade du Champ-de-Mars, face au Palais National. Entouré de délégations étrangères, des nombreux invités haïtiens et des enfants abandonnés recueillis par son association « La famille c'est la vie », le président Aristide a prononcé son premier discours à la nation. Un discours ponctué d'échanges avec les dizaines de milliers de personnes massées devant le Palais. Avec le président, la foule a crié : « La démocratie n'a la mort » et a promis de rester unie « pour que les choses changent enfin en Haïti ». Passant du français au créole, le Père Aristide s'est engagé à respecter tous

les cultes — catholique, protestant et vaudou — et a affirmé que le jour viendrait où « tous pourrions s'asseoir autour de la table ». Se tournant vers la délégation américaine, il a ajouté en anglais que « la démocratie n'allait pas rester un vain mot en Haïti. Elle signifiera justice et bien-être pour tous, et la Constitution servira de guide à notre deuxième indépendance ». A l'adresse des délégations latino-américaines, le président Aristide a revendiqué, en espagnol cette fois, l'apport de la théologie de la libération à la lutte pour la justice et la dignité des pauvres.

La surprise est venue lorsque le jeune président — il n'a que trente-sept ans — s'est tourné vers le général Hérard Abraham, le commandant en chef de l'armée haïtienne, qu'il a solennellement confirmé dans ses fonctions. « Cette journée a-t-il dit — marque le mariage du peuple et de l'armée. A partir d'aujourd'hui, plus une goutte de sang ne doit couler. » « Afin de satisfaire le peuple haïtien, je vous demande d'engager l'armée dans la voie des réformes », a-t-il poursuivi en s'adressant au général Abraham.

Réformes dont il a immédiatement tracé les premières lignes en réclamant la mise à la retraite « bien méritée » de six généraux (sur les huit que compte l'armée haïtienne) et du colonel Christophe Dardimprey, connus pour leurs liens avec l'ancien régime duvaliériste. Le président Aristide a suggéré les nominations du général André Jean-Pierre au poste de commandant en chef adjoint, et du colonel Raoul Cedras comme chef d'état-major.

« Pour une première décision, c'est un fameux coup de balai au sommet de l'institution militaire qui ne pourra que surprendre ceux qui considéraient le Père Aristide comme un mystique incapable de gouverner », commentait un ambassadeur à la fin de la cérémonie d'investiture. « Le président écarte les vieux généraux compromis et assure la promotion des jeunes colonels qui veulent engager

l'armée haïtienne sur la voie de la professionnalisation », ajoutait de son côté un expert occidental.

Autre décision attendue avec impatience, le choix du premier ministre faisait encore l'objet de consultations lundi soir entre le Père Aristide et les présidents du Sénat et de la Chambre des députés, tous deux membres du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD, gauche) qui avait soutenu la candidature d'Aristide à l'élection présidentielle de décembre dernier. Le nom de M. René Préval, un agronome de formation, proche du nouveau président, était le plus souvent cité.

Relancer l'économie

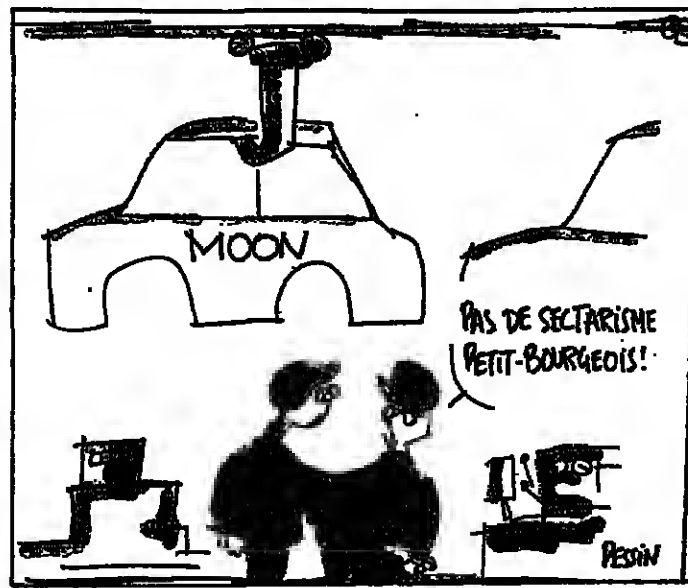
Lundi dernier, le président Aristide avait annoncé que l'opération Lavalas, le vaste rassemblement qui l'avait porté à la présidence, allait devenir l'organisation Lavalas pour soutenir l'action du président en faveur du changement. En créant cette organisation, en marge des partis politiques, le Père Aristide a, selon plusieurs observateurs, tempéré les ambitions du FNCD. Il lui reste à constituer un gouvernement compétent, capable de relancer l'économie d'Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère américain. Plusieurs pays dont la France, l'Allemagne, le Venezuela et Taïwan, se sont déjà engagés à accroître leur aide. Parmi les dossiers prioritaires figure celui de l'énergie, alors que les coupures de courant sont de plus en plus longues et fréquentes dans l'ensemble du pays. « Nous allons désormais pouvoir travailler sérieusement, à partir des demandes formulées par les Haïtiens eux-mêmes, et nous sommes prêts à aider à la reconstruction de l'appareil d'Etat », nous a déclaré M. Edwige Avicé, le ministre français délégué aux affaires étrangères.

JEAN-MICHEL CAROIT

ASIE

CHINE : le pragmatisme économique

La très anticommuniste secte Moon finance la construction d'une usine automobile



Le journal télévisé de Pékin s'est ouvert, le 3 février, sur une scène familière pour les Chinois : le chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, se promenant, portant casquette et chemise ouverte, dans une usine en construction. Rien d'anormal, l'actualité intérieure l'emportant dans les médias officiels sur la guerre du Golfe, si ce n'est l'origine des fonds ayant permis l'édification de cette usine. La Panda Motors Company, qui doit produire au milieu de la décennie trois cent mille véhicules par an, d'un modèle à définir, n'est autre qu'une émanation prétendument « américaine » de l'empire du pasteur Moon Sun Myung, chef de l'Eglise de l'unification, dite secte Moon, le magnat farouchement anticommuniste de Corée du Sud.

PÉKIN

de notre correspondant

Quatre décennies seulement après une guerre de Corée qui fit près d'un million de morts chinois et autres que, sur le papier, Pékin n'a renoncé à aucun des dogmes « internationalistes » de l'époque, l'investissement est paradoxal. Le public chinois n'est pas censé savoir qui est le propriétaire réel de la Panda Motors Company, la première firme automobile à capital entièrement étranger à s'implanter en pays communiste. Mieux encore, le président Yang, végétarien de la Longue Marche, déjà influent au moment de la guerre de Corée, a profité de sa visite au chantier, près de Hsinchu, à une centaine de kilomètres de Hongkong, pour insister sur la

morale à tirer des progrès de la construction : les craintes occidentales de voir la Chine se refermer après Tiananmen étaient sans fondement.

Pékin présente le projet comme purement « américain ». Le groupe Moon en revendique pourtant la propriété. Selon l'infatigable *Far Eastern Economic Review*, publiée à Hongkong, le pasteur y a déjà mis 250 millions de dollars. Et les autorités locales rêvent déjà de voir s'élever alentour une ville centrée sur l'automobile un complexe à la japonaise. Contrairement aux autres constructeurs qui produisent déjà en Chine, la totalité des véhicules sortant des chaînes « moonistes » seront exportés.

Les plans grandioses du pasteur sud-coréen en Chine communiste ne s'arrêtent pas là. Il a déjà ouvert un collège d'enseignement en ingénierie dans le Nord-Est voisin de la Corée. Il envisage d'implanter d'autres réalisations industrielles sur la côte orientale.

La Chine feint d'ignorer la stratégie qui sous-tend ces projets : le croisement de l'anticommunisme ne cache pas qu'il mise sur l'effacement du régime de Pyongyang à la mort de Kim Il-sung. Il s'est rendu l'an dernier à Moscou pour rencontrer M. Gorbatchev, déjà fâché avec le Grand Leader nord-coréen. En Chine, des missionnaires de l'Eglise de l'unification auraient « converti » à la secte un millier de fidèles, surtout chez les Chinois de souche coréenne qui vivent dans le nord du pays.

Réalisme à Pyongyang

Cela n'est pas fait pour réjouir Pékin, même si l'anticommunisme mooniste est avant tout dirigé contre Pyongyang. Les autorités chinoises multiplient les réunions à haut niveau destinées à raffermir leur contrôle des milieux religieux susceptibles, selon les propos du secrétaire général du Parti communiste, M. Jiang Zemin, de prêter l'oreille aux « forces hostiles de l'étranger qui cherchent à exploiter les activités religieuses » aux fins de subversion. Mais, pour les affaires coréennes comme pour les siennes propres, la Chine est prisonnière du dilemme de l'ouverture : les avantages de l'argent fourni par la secte Moon dépassent les inconvénients de la propagande qu'elle dif-

nisme homologue sud-coréen à Pékin. Le régime nationaliste de Taïwan, qui maintient des relations diplomatiques pleines et entières avec la Corée du Sud, n'a exprimé en public sa « profonde inquiétude » envers Séoul.

Mais on sait de bonne source que le dégel entre la Chine et la moitié capitaliste de la Corée avait été facilité par des intermédiaires de Taïwan, et des hommes d'affaires de Taïpei peuvent désormais se rendre à Pyongyang.

Les Chinois du continent, dans l'affaire coréenne, sont soucieux avant tout de ne pas assister à l'écroulement de l'économie de Pyongyang. Accessoirement, ils ne sont pas mécontents de se trouver en position d'intermédiaires commerciaux entre deux régimes coréens qui ne peuvent encore traiter directement entre eux. Le commerce frontalier entre la Chine et la Corée du Nord semble prospérer.

Revenue elle-même de ses tentations isolationnistes, la Chine presse donc son allié de Pyongyang de s'ouvrir au « capitalisme rouge » dont elle a l'expérience. Le premier ministre nord-coréen, M. Yon Hyong-muk, a été convoqué en novembre à examiner de visu les zones économiques spéciales de Chine. M. Jiang Zemin l'a reçu dans la plus grande d'entre elles, Shenzhen, près de Hongkong. Dans le jargon sino-marxiste de rigueur entre frères d'armes asiatiques, il lui a expliqué qu'il existe une « relation dialectique » entre l'ouverture au capital étranger et la survie d'un pouvoir et d'une idéologie ayant pour but sa destruction. Outre la leçon, le Nord-Coréen a en droit à un fromage : il est reparti avec un nouvel accord d'assistance économique chinoise, pour un montant inconnu.

FRANCIS DERON

CORÉE DU NORD

Un complot déjoué grâce à la sagacité du prétendant...

TOKYO

de notre correspondant

Grâce, une nouvelle fois, à la sagacité de M. Kim Jong-il, fils et successeur désigné du président Kim Il-sung, un complot a été déjoué au sein du parti du travail qui visait à perturber le processus de « succession par le sang » du Grand Leader, a annoncé, jeudi 7 février, Radio Pyongyang. Dans son commentaire, la radio précise que tous les éléments séditionnaires, coupables de « tendances déviatoires », ont été purgés par les soins M. Kim Jong-il-même et assure la Nation que la « pureté de la lignée est assurée ».

A Séoul, où l'on suit avec la plus grande attention la situation dans la partie nord de la péninsule, les experts de la République populaire démocratique de Corée minimisent cependant le portée politique de ce complot déjoué. Bien que la succession de M. Kim Il-sung

per son fils ait suscité de sérieuses résistances au sein du Parti du travail et de l'armée et que ce népotisme ne soit vraisemblablement toujours pas aussi unanimement accepté que l'affirme le régime (selon des organisations américaines de défense des droits de l'homme, des vagues d'internement d'opposants auraient déjà eu lieu en 1982), l'événement est plutôt interprété à Séoul comme l'un de ces actes mémorables, dont la liste est déjà longue et qui visent à démontrer l'habileté du prétendant.

Commence en effet le rituel annuel de son anniversaire, journée de fête nationale comme l'est bien entendu celui du père (le 15 avril). Plusieurs jours auparavant, au cours de manifestations de liesse officielle sont louées les qualités à nulla autre pareille de M. Kim Jong-il, qui aura bientôt quarante-neuf ans.

Ph. P.

DIPLOMATIE

Nomination d'ambassadeurs

M. Bertrand Dufourcq à Moscou

M. Bertrand Dufourcq a été nommé ambassadeur de France à Moscou, en remplacement de M. Jean-Marie Ménilon.

[M. Bertrand Dufourcq était, depuis août 1988, directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères. Né en 1933, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Dufourcq a, notamment, été en poste à Tokyo (1964-1967) et à Moscou (1969-1972). Sous-directeur d'Europe à l'administration centrale (1972-1976), il a été ensuite ambassadeur à Brazzaville, puis chargé des Nations unies et des organisations internationales au ministère. Directeur d'Europe (1979-1984), puis directeur du cabinet du ministre (1984), M. Dufourcq a représenté la

France auprès du Saint-Siège de 1985 à 1988.]

□ M. Olivier Gausson aux Philippines. — M. Olivier Gausson a été nommé ambassadeur de France à Manille, en remplacement de M. Jacques Le Blanc.

[Né en 1949, M. Olivier Gausson, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, a été en poste à Tokyo, Bonn et Alger, et a occupé diverses fonctions à l'administration centrale. De 1984 à 1986, il a fait partie du cabinet du ministre des affaires étrangères. Il était directeur de cabinet du secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales, M. Thierry de Beaucourt, depuis juillet 1988.]

□ M. Samuel Le Caruyer de Beauvais à Malte. — M. Samuel Le Caruyer de Beauvais a été nommé ambassadeur à Malte, en remplacement de M. Jacques de Beauvais.

[Né en 1937, M. Le Caruyer de Beau-

vais, diplômé de l'Ecole des langues orientales, a été en poste en Asie — à Tokyo, Rangoun, Pékin et New-Delhi — à Londres et à l'administration centrale. De 1982 à 1985, il a été ambassadeur au Bangladesh. Depuis 1987, il était directeur général adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques.]

□ M. Jean-Didier Roisin au Mali. — M. Jean-Didier Roisin a été nommé ambassadeur au Mali en remplacement de M. Michel Perrin.

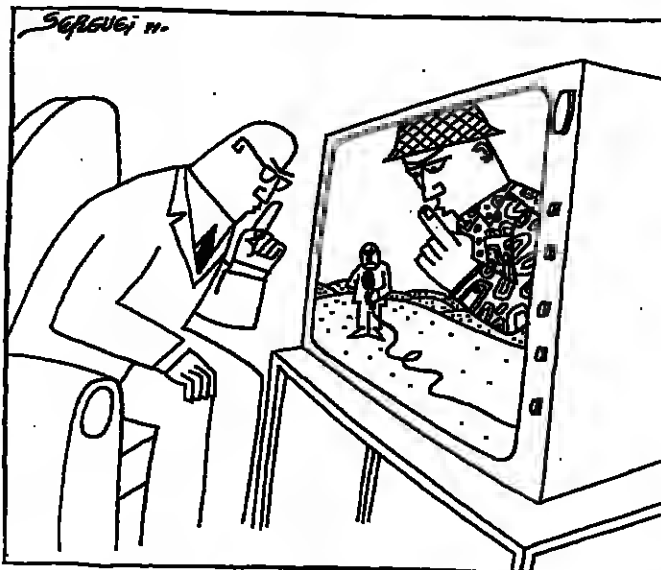
[Né en 1946, diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Jean-Didier Roisin a été en poste à Djakarta (1973-1975), à Rome (1975-1978), puis conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat (1978-1981) et à l'administration centrale (1981-1986). Il était adjoint au chef du protocole depuis mai 1986.]

POLITIQUE

Le Monde • Samedi 9 février 1991 13

Les travaux de l'« observatoire » des médias

Les parlementaires s'inquiètent des dérives de la télévision



« un quartier de députés ne reculant pas devant le ridicule... »

« Le plus grave n'est pas arrivé »

« Je ne me sens aucune légitimité pour établir des règles de déontologie pour les journalistes, mais je souhaite me faire, avec d'autres, le porte-parole d'une opinion publique supposée de voir ce qu'elle a vu à la télévision », affirme M. Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres), qui estime qu'il y a « urgence » pour les journalistes, à s'organiser pour faire face à leur « perte de crédibilité » dans l'opinion publique. « Il n'y a pas de temps à perdre, dit-elle, car le plus grave n'est pas arrivé. La guerre traumatisante n'a pas encore commencé. »

« Un zapping effréné a aggraver, les premiers jours, l'impression d'incohérence », observe M. André Santini (UDF, Hauts-de-Seine), ancien ministre de la communication, qui estime que les Français ont été « choqués ». Il s'agit, en outre, de certaines « erreurs » de montage, comme celle qui a consisté à « coller, à la fin d'un reportage sur des manifestations pacifiques à Alger, des images de mollahs en armes... » « Je ne suis pas sûr non plus que le cor-

moran enghé dans le mazon que l'on nous a montré n'avait pas déjà « joué » dans l'Amoco-Adiz... », ironise-t-il.

Défense d'une profession

M. François d'Aubert affirme également vouloir « défendre la profession des journalistes ». « Après la Roumanie et l'affaire de Carpentras, les premières informations sur le Golfe ont provoqué un trouble profond dans l'opinion publique. Le passage de l'optimisme béat au pessimisme a désorienté les Français. Les gens en parlent dans nos circonscriptions. Ils ne comprennent pas non plus, par exemple, que l'on montre dix fois dans une journée à la télévision les pilotes alliés prisonniers en Irak. Les montrer une fois, c'est de l'information, dix fois, c'est une mise en scène sensationnaliste. Ce sont des êtres humains que l'on exhibe. »

M. d'Aubert insiste pour que les journalistes veillent à ne pas aggraver, par certaines images, les tensions qui existent déjà entre les différentes communautés présentes en France. Mais il reconnaît que, sur ce point, « on est à la limite » qui sépare la recommandation de la censure. Quant à M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire), il demande que des « précautions » soient prises pour ne pas perturber « l'imaginaire des enfants ». Mais il souhaite que l'observatoire « traite d'union entre les Français et les télévisions », puisse également sensibiliser l'opinion publique aux dérives inhérentes à sa propre soit, « parfois abusive », d'informations et d'images immédiates.

Plus généralement, et toujours en défendant l'idée de médias « plus professionnels, plus spécialisés », M. Delalande et ses collègues posent la question de la formation des journalistes. « Il y a un problème évident de formation aux questions de défense, et souvent de grosses carences historiques », affirme M. Ségolène Royal. « Les journalistes, qui sont le plus souvent des généralistes, font appel à des « spé-

cialistes » pour les couvrir », souligne M. d'Aubert, qui met en cause la qualité de ces « experts autopromus » : « On fait venir Un Tel parce que l'on a dit avec lui trois jours auparavant... »

L'initiative prise par M. Delalande n'emporte toutefois pas l'adhésion de tous les députés. Son collègue du RPR, M. Philippe Séguin (Vosges), s'interroge sur la légitimité des parlementaires « à critiquer la façon dont les autres font leur métier ». Le président du groupe PS, M. Jean Auroux, reste également prudent dans son appréciation. S'il est favorable à un travail de réflexion avec les professionnels, il est « réservé » sur son « institutionnalisation ». « Mais je revendique la même liberté que la vôtre : celle de pouvoir commenter vos commentaires », prévient-il, tandis que M. François Loncle, député PS de l'Eure, ancien journaliste, se montre pour sa part « tout à fait hostile à cette instance. Les parlementaires n'ont pas à s'ériger en observatoire, car l'observation on passe facilement au contrôle, et du contrôle à la censure. »

« Pas de comité de surveillance. C'est aux journalistes de faire leur police », estime également M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), président de la commission des lois, rejoint par son homologue de la commission de la défense, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine) qui d'est « pas débordant d'enthousiasme » : « Je suis plutôt partisan d'une réunion entre le gouvernement et les patrons des médias pour attirer leur attention sur certaines informations sensibles. Il est choquant d'entendre, par exemple, les médias diffuser abondamment les messages de Radio Bagdad à l'intention de groupes terroristes internationaux. La communication est une arme de guerre. C'est peut-être la dernière dont dispose Saddam Hussein... »

PIERRE SERVENT

(1) Dix-neuf députés y ont adhéré. Pour le RPR, MM. Delalande, Baume, de Boissac, Perben, Périard, Robert-André Vivien ; pour le PS, MM. Belorgey, François, M. Bédin, MM. Mandot, Quémener, M. Royal et M. Schreiner ; pour l'UDF, MM. d'Aubert et Santini. Pour l'UDC, MM. Barrot et Kart. Pour le PCF, MM. Hinge et Lefort.

M. Cabana (RPR) devrait remporter l'élection sénatoriale partielle de Paris

M. Camille Cabana devrait être élu sénateur de Paris, dimanche 10 février, en remplacement de Raymond Bongiane, décédé le 30 novembre dernier. Candidat du RPR et de l'UDF, cet ancien ministre RPR du gouvernement Chirac de cohabitation devrait bénéficier, probablement dès le premier tour, de la toute-puissance chiraquienne sur Paris.

Les conditions d'organisation de cette élection partielle sont un premier témoignage de cette hégémonie. En septembre 1986, la liste commune de l'UDF et du RPR avait remporté onze sièges sur douze. Depuis le remplacement de Dominique Padoa-Schioppa, en mai 1989, par M. Bernard Guyomard, il ne restait plus de suivant de liste (1) au RPR et à l'UDF, d'où la nécessité d'organiser une élection partielle au scrutin majoritaire à deux tours. Les autres candidats, M. Jean-Baptiste Biaggi pour le Front national, M. Bernard Lepidi pour le CNL, M. Didier Motchane pour le Parti socialiste, et M. Roland Perle pour le Parti communiste, ne connaissent aucune illusion sur l'issue du scrutin de dimanche.

M. Motchane, l'un des principaux animateurs du courant de M. Jean-Pierre Chevènement, était en deuxième position sur la liste socialiste de 1986 qui n'avait eu qu'un seul élu, M. Claude Estier. La désignation de M. Motchane, compte tenu des profondes divergences qui existent actuellement sur la crise du Golfe entre le courant de l'ancien ministre de la défense et la majorité du parti, est bien la preuve de la faible importance que le PS accorde à cette élection (le Monde du 2 février).

Les Verts de Paris-Ecologie ont refusé de participer à cette consultation « anti-démocratique » qui serait « une façon pour les partis politiques de casser leurs politiques en fin de carrière, ou de les remettre en leur assurant une retraite dorée ». Cette « retraite dorée » selon la terminologie des écologistes, a réveillé les appétits au sein du RPR. Le maire du 6^e arrondissement, M. François Collet, sénateur de 1980 à 1986 - il s'était alors effacé au profit de M. Philippe de Gaulle - espérait retrouver à cette occasion les ors du palais du Luxembourg. Mais M. Chirac a tranché en faveur de M. Cabana, actuellement adjoint à l'urbanisme de la mairie de Paris.

G. P.

(1) Les élections sénatoriales à Paris ayant lieu à la proportionnelle, les listes comportent autant de candidats que de sièges à pourvoir. Le collège sénatorial de Paris se compose de 2 343 électeurs : 21 députés (13 RPR, 2 RI, 1 cent., 5 soc.), 42 conseillers régionaux élus dans le département (17 RPR, 5 UDF, 15 soc., 5 FN), 162 membres du Conseil de Paris dont 37 remplaçants, et 2 118 députés supplémentaires du Conseil de Paris élus à raison d'un député pour 1 000 habitants au-dessus de 30 000.

Vient de paraître



FRANÇOIS DE BACQUE
RENÉ COTY,
tel qu'en
fut-il
Préface de Maurice SCHAMMAN,
de l'Académie française.
STH

ESPRIT

février 1991

La France des banlieues

Le numéro : 70,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 490 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 46 04 08 33

Le non-dit du FN

Le Front national n'a lancé, mardi 5 février, une campagne d'affichage commercial (le Monde du 8 février), sur le thème « Le Pen vit », « Vite » est écrit en arabe, en hébreu, en russe et en chinois. Le Front national a fait parvenir à la presse, jeudi, un court dossier explicatif de cette campagne. Cette campagne publicitaire a constitué, le même jour, la seule information enregistrée du bulletin téléphonique du Front national. Le « présentateur », M. Martial Bild, membre du bureau politique et directeur du Front national de la jeunesse, y donnait connaissance du dossier de presse, en reprochant aux médias de « n'en point avoir parlé plus tôt. Il a, scrupuleusement, ce dossier à l'exception d'un membre de phrase. La campagne est censée présenter M. Le Pen, selon le document officiel, comme « l'avocat de son peuple contre les menées des lobbies cosmopolites ». M. Bild n'a pas jugé utile de prononcer ces derniers mots.

John Crowley
Philippe Gosselin
Michel Kocornet
Daniel Mothé
Olivier Roy
Jean Zolotarev
Hervé Vieillard-Baron

ANDES OCCASIONS

REPRISE 5000 F

Quel que soit l'état de votre véhicule, et pour tout achat d'un véhicule d'occasion d'au moins 30000F (marqué d'un point rouge), Citroën vous le reprend 5000F TTC minimum ou plus si son état le justifie. Chez Citroën Eurocasion, rien n'est plus simple que de choisir une occasion. Et du 1^{er} au 11 février, il y a encore plein d'autres choses à découvrir.

DU 1^{er} AU 11 FÉVRIER 1991

CITROËN EUROCASION

La crise financière du club de football bordelais

M. Jean-Pierre Derosé remplace M. Alain Afflelou à la présidence des Girondins

BORDEAUX
de notre correspondant

Lors d'une assemblée générale convoquée à la hâte dans la nuit du mercredi 6 au jeudi 7 février, la présidence des Girondins de Bordeaux FC a été enregistrée et M. Jean-Pierre Derosé a été désigné pour le remplacer. L'audience du tribunal de grande instance de Bordeaux, dans la journée de vendredi, pouvait éviter l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre du club bordelais et déboucher sur la désignation d'un juge enquêteur chargé d'examiner en

détail le nouveau plan Derosé. « Nous présenterons ce qu'il faut au tribunal pour éviter le dépôt de bilan. Nous avons un plan ficelé. Le club est sauvé », a déclaré jeudi M. Derosé. Il n'a pratiquement rien dévoilé de son plan, mais simplement confirmé qu'il paierait la dette fiscale de 43 millions de francs et annoncé qu'il procéderait à un plan de restructuration, donc à des licenciements parmi les 110 salariés, dont le coût est évalué à 56 millions de francs.

M. Derosé disposerait de deux sources financières principales. Tandis que les frères Guy et Pierre El Melek, qui possèdent le groupe

familial de meubles La Maison de la literie et ses filiales, apporteraient 100 millions de francs, le nouveau président disposerait d'une lettre de crédit de 40 millions de dollars émanant de la Chemical Bank, dont le siège français est à Neuilly, grâce à l'appui d'un groupe italien.

M. Derosé n'a pas indiqué s'il demanderait le concours financier de la Ville de Bordeaux. « J'ai téléphoné à Chaban dans la nuit de mercredi à jeudi, vers minuit, a-t-il raconté. J'ai dit : « Je prends ». Il m'a dit : « Ça va être dur mais vas-y. Je suis ton grand frère ».

GINETTE DE MATHA

L'ascension du petit télégraphiste

« Jean-Pierre Derosé est incontournable », a déclaré Jacques Chénouard, président de la Fédération des télégraphistes de France. En septembre 1990, il aura donc fallu un délai de cinq mois et un passage par le tribunal de commerce pour en venir à la solution qui avait semblé évidente à tous pour régler la crise ouverte aux Girondins de Bordeaux par la découverte d'un déficit supérieur à 240 millions de francs.

Incontournable et obstiné, Jean-Pierre Derosé est issu d'un milieu modeste. Ses parents, originaires de Bretagne, se sont installés au Havre quand il avait quelques mois. Enfant, il a joué dans les rues du Havre qui est devenu, après la rénovation entreprise par le club de Claude 92, un des points noirs de la controverse sur les activités de l'ancien président des Girondins.

Ecclésiaste peu brillant, il entra dans la vie active très jeune, passant, après des débuts comme télégraphiste, par toutes sortes de petits métiers avant de trouver sa voie : le commerce. Il avait la bosse des affaires : la maison de mûres de construction qui l'employait en fit son directeur commercial adjoint, puis il occupa cette responsabilité à part entière dans une autre société du même secteur.

Lancé par le tennis

A cette époque, il a déjà été contaminé par le virus du tennis. Il jouait beaucoup, désespéré de n'avoir qu'un talent très moyen, il compensait son manque de résultat sportif par une éclatante réussite commerciale. En 1976, il eut l'idée d'ouvrir le premier magasin (Poesing-Shor) entièrement consacré au tennis. Alors qu'on lui prêtait un échec, il vendit six mille cadres de requetta le premier point de vente en France l'année suivante. Il avait en tête le « boom » des années Borg. Désormais, le tennis allait l'occuper à plein temps : obéissant les matériels de construction, il ouvrit une autre boutique en franchise (Lacoste) qui eut aussi l'une des premières de France.

Pour assurer le développement de son entreprise, Jean-Pierre Derosé estime que l'organisation d'un tournoi professionnel assurait une meilleure promotion que la publicité traditionnelle. L'idée était bonne mais ne semblait pas réalisable.

ALAIN GIRAUDO

Des débris de la station orbitale Saliout-7 sont tombés sur l'Argentine

Comme le laboratoire spatial américain Skylab en juillet 1979, la station orbitale soviétique Saliout-7 et ses 40 tonnes de ferraille, se désintégrant au contact des couches denses de l'atmosphère, ont donné lieu à une importante pluie de débris incandescentes, dont certains sont parvenus jusqu'au sol.

L'essentiel s'est perdu en mer, mais quelques morceaux surchauffés sont tombés dans la région de Puerto-Medry, dans le sud de l'Argentine, où ils auraient mis le feu à un dépôt d'ordures. Un autre, de la taille d'une machine à laver, se serait écrasé, sans dommages, dans la cour d'une ferme, à quelque 300 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires, illustration de l'incapacité des agences spatiales à contrôler la chute de leurs engins.

La Terre étant pour l'essentiel recouverte par des océans et les zones très urbanisées à l'occupent de faibles superficies, le risque d'un drame est limité. Mais avec la multiplication et l'augmentation de la masse des débris spatiaux, il faudra, un jour peut-être, jouer les éboueurs de l'espace ou propulser sur des orbites très élevées — où ils ne seront plus dangereux — les satellites et les stations arrivés en fin de vie. C'est déjà le cas avec certains satellites dotés d'un réacteur nucléaire.

Mexico manque d'oxygène

Le président d'une association écologiste mexicaine, M. Alfonso Ciprés Villareal, a annoncé que son organisation allait installer dix distributeurs automatiques d'oxygène dans la ville de Mexico, pour aider les personnes incommodées par la pollution atmosphérique. 8 en octobre près de 10 francs la bouffée de trente secondes. Du fait de phénomènes d'inversion thermique dus à l'hiver, qui bloquent la pollution au niveau du sol, la ville de Mexico souffre encore plus que d'habitude de son air vicié. Pourtant, selon les autorités mexicaines, les émissions de soufre ont beaucoup diminué ces dernières années, passant de 4,4 millions de tonnes en 1989 à 3,9 millions de tonnes en 1990. (Reuters, AP)

ÉDUCATION

M. Yannick Simbron réélu à la tête de la FEN

M. Yannick Simbron a été réélu, jeudi 7 février au congrès de Clarmont-Ferrand, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), poste qu'il occupe depuis 1987. Le maintien de M. Simbron à la tête de la fédération enseignante ne pourra masquer, cependant, le sérieux revers subi par la majorité fédérale lors du vote d'orientation. Ce scrutin, qui détermine la composition des instances fédérales, a eu effet été marqué par un recul sensible de la majorité par rapport au précédent congrès de La Rochelle, il y a trois ans. La tendance Unité, indépendance et démocratie (UID), animée par les

socialistes, obtient 54,02 % des voix, contre 60,65 % en 1988, soit une perte de 6,63 % des voix.

La principale tendance d'opposition, Unité et action (UA), éolée principalement par des communistes, reste stable avec 32,55 % des voix (contre 32,29 % en 1988), de même que la tendance École émancipée, trotskiste et anarcho-syndicaliste (4,45 % contre 5,04 % il y a trois ans). Enfin, la nouvelle tendance d'opposition, Autrement, créée il y a un mois à l'initiative du SNETAA (enseignement technique), recueille 6,76 % des suffrages, soit presque exactement le pourcentage de baisse de la majorité.

M. Gérard Fontaine président de l'université Lyon-I

M. Gérard Fontaine, professeur de physique, a été élu président de l'université Claude-Bernard (Lyon I), le 4 février. Il succède à M. Paul Zech dont le mandat arrivait à échéance.

[Né à Paris le 18 décembre 1938, M. Gérard Fontaine a été nommé maître de conférences à l'université Claude-Bernard (Lyon-I) en 1969. Professeur de physique en 1972, il dirige depuis 1986 l'Institut des sciences de l'ingénierie et du développement technologique. M. Fontaine est également directeur du département de physique des matériaux.]

Devant les assises de Meurthe-et-Moselle

La curiosité redoutable des voisins de M^{me} Weber

Si la commémoration est une constante dans le procès de Simone Weber, c'est la curiosité parfois obstinée des voisins qui a permis, jeudi 7 février, d'essayer à des débats accablants pour l'accusée, soupçonnée d'avoir tué M. Bernard Hettier est d'avoir découpé ses membres à la meuleuse à béton.

NANCY

de notre envoyé spécial

M^{me} Marie Haag a soixante-dix-huit ans. Elle réside au-dessous de l'appartement de Madeleine Weber que sa sœur Simone utilise de temps à autre. Elle est un peu dure d'oreille mais son appareil d'amplification auditive lui donne toute satisfaction. En outre, elle dispose d'une excellente mémoire. M^{me} Haag raconte donc à la cour d'assises, dans les moindres détails, ce qu'elle a vu et entendu le soir même de la disparition de Bernard Hettier.

Vers 19 heures, son mari, alors âgé de quatre-vingt-trois ans, a vu arriver Simone Weber en compagnie d'un homme aux cheveux grisonnants. Elle est sûre de l'heure, car c'était pendant l'émission « Des chiffres et des lettres ». Plus tard deux jeunes gens ont sonné. C'étaient le fils d'une maîtresse de Bernard Hettier et l'un de ses amis qui étaient à la recherche du disparu. Ils ont vu la voiture de M. Hettier devant la porte mais personne ne répondait au domicile des sœurs Weber. Ils demandèrent donc à M^{me} Haag de leur téléphoner si elle voyait M. Hettier. « Ils m'ont dit de bien regarder, car il y avait des choses bizarres », a-t-elle dit. « Je n'ai jamais vu le monsieur redescendre. » Et M^{me} Haag a bien monté la garde : l'imposante de sa porte lui permet de voir si l'on déclenche la minuterie et son judas optique lui donne une vision complète du couloir et de l'escalier.

Le lendemain, dans l'après-midi, les époux Haag regardèrent « L'école des fans », lorsque M^{me} Weber est venue demander qu'on lui explique le fonctionnement d'un couteau électrique. Le

soir, ils entendent « un gros bruit » et M^{me} Haag déclare : « J'ai pensé : elle est tombée ! ». Puis c'est un bruit de moteur « comme une tronçonneuse. Ça résonnait sur le plancher ». La lumière a vacillé « comme quand on branche quelque chose de trop fort ». Vers minuit, M^{me} Haag entend le bruit d'un sac qui tombe. « Je vais voir à l'escalier », dit-elle. « Je vois M^{me} Weber qui descend avec un gros sac-poubelle noir et un sac à la main. Vers 5 heures du matin, la voisine voit M^{me} Weber descendre avec des sacs-poubelles. Elle est descendue six fois avec deux sacs et une fois avec un. » Derrière ses volets, M^{me} Haag a observé Simone Weber lorsqu'elle chargeait ses sacs dans la voiture avant de partir « vers la ville ».

Mais M^{me} Haag se souvient d'autre chose. Quatre jours plus tard, M^{me} Weber a déposé près de sa porte un sac-poubelle bleu. « Il n'était pas noué, j'ai ouvert, j'ai regardé, il y avait du sang et des chiffons qui sentaient le sang humain. » La défense s'insurge. Ce renseignement ne figure pas dans le procès-verbal d'audition fait par les enquêteurs, le 10 juillet 1990. « Je l'ai dit ! », proteste M^{me} Haag, qui a prêté serment devant la cour en ajoutant d'elle-même la formule : « Je le jure devant Dieu et devant les hommes ».

« Le roman de la mégère »

Entendu à son tour, l'inspecteur principal de police, Charles Dery, est très embarrassé. Pour lui, « il n'est pas exclu » que la septuagénnaire ait péri de ce sanglant. « Mais il fallait être concis. Nous avions une masse de renseignements. Il est possible que des éléments nous aient échappés... » Les avocats de la défense ne sont pas convaincus et laissent éclater leur surprise. « Mais c'était un élément capital ! Et vous n'en avez pas fait état ? » M^{me} Henri-René Garaud tonne : « C'est une faute professionnelle ! »

Quant à M^{me} Weber, elle affirme que « cette mégère » a fait

un roman ». Elle ne conteste pas avoir descendu des sacs-poubelles. « Je ne dormais pas. Bernard n'était pas là. Ça me tracassait. Pour m'occuper, j'ai mis des conserves anciennes dans des sacs et j'ai trié dans le placard ». L'idée du crime la révolte. « Si j'avais tué, je l'aurais fait ailleurs que dans un endroit où je sais que les gens guettent toutes les allées et venues. Et si j'avais tué un homme, je ne mettrais pas des débris à la porte de ma voisine. » Pour la première fois, M^{me} Weber adopte une défense logique, mais elle aura suscitée : « Quand je suis de cette prison, je prends l'avion pour n'importe où, pour sortir de ce pays pourri. »

Ce n'est pas M. Eugène Hel, soixante-cinq ans, le voisin de M. Hettier, qui va lui ôter ce sentiment. Le matin du jour de la disparition, il a vu M^{me} Weber attendre devant la porte de M. Hettier. « Elle a laissé un mot sur le pare-brise de sa voiture. Il était marqué : si tu ne me vois pas, tu sauras où me trouver. » Puis, M^{me} Weber est revenue vers midi : « Avec ma femme on rigolait de la voir faire la pied de grue dehors. » Quand M. Hettier est arrivé, il a parlé avec M^{me} Hel : « Il nous a dit : « Ça va être ma fête ». On rigolait. Je me suis dit : ça va chauffer chez le voisin ; je vais écouter. »

Si le président Nicolas Picaud est outré par « les drôles de manières » de ceux qui écoutent aux portes, M. Hel trouve ça tout naturel et, très satisfait, il rapporte ce qu'il a entendu : « Hettier a dit : « Je ne veux plus te voir ». Et elle, elle a dit : « Toi, je te tuerai, je te tuerai. » Après, ils ont fermé la porte... »

Tout comme M^{me} Haag, M. Hel n'a fait le rapprochement avec certains détails qu'après avoir lu les journaux ou l'en parler de la disparition de M. Hettier et de l'hypothèse d'un crime. Il ne s'est confié à la police que trois ans et demi après les faits, et, au magistrat qui s'en étonne, il répond seulement : « On ne m'avait rien demandé. »

MAURICE PEYROT

Remis aux préfets

Trois cents millions de francs pour les quartiers défavorisés

Réunis autour de M. Michel Rocard et de M. Michel Delebarre, ministre de la ville, une dizaine de membres du gouvernement ont participé, jeudi 7 février, à un comité interministériel destiné à relancer la politique en faveur des banlieues défavorisées, décidée par le chef de l'Etat et concrétisée par le train de mesures adopté le 7 décembre 1990 par un séminaire gouvernemental.

L'uc des mesures — essentiellement puisqu'il s'agit de finances — est déjà en application. Les subventions jusqu'ici accordées au coup par coup et prélevées sur dix-sept lignes budgétaires différentes ont été rassemblées d'un seul bloc, dès la fin du mois de janvier, aux préfets dont le département compte l'un ou l'autre des quatre cents quartiers à problèmes. Elles représentaient une somme totale d'environ 300 millions de francs.

« Unités judiciaires » dans les banlieues

Les représentants de l'Etat sont chargés de les distribuer en veillant à ce que les différentes actions que ces crédits soutiennent soient bien coordonnées. Attribuer les aides plus rapidement — on a gagné cinq mois sur les délais habituels — et d'une manière globale correspondent à la volonté de produire un effet de choc. On attend de cette mesure coaccrète qu'elle redonne du tonus à tous ceux qui, sur le terrain, affrontent les problèmes quotidiens des grands ensembles.

D'autre part, M. Michel Delebarre a rendu compte des séances de travail qu'il a tenues avec neuf des ministres dont il attend aide et assistance puisque, rappelons-le, lui-même n'a pas d'administration propre. Avec M. Henri Nallet, le garde des sceaux, il a été décidé

par exemple de nommer dans les départements les plus sensibles — Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Rhône, Bouches-du-Rhône, Moselle et Haute-Garonne — un interlocuteur unique pour toutes les affaires concernant la justice.

Par ailleurs, les magistrats les plus motivés sont instamment priés de participer aux travaux des 670 conseils de prévention fonctionnant déjà dans les communes. Enfin, des « unités judiciaires » seront installées dans les banlieues et les élèves de l'Ecole de la magistrature iront y effectuer des stages.

Avec M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, il a été convenu de réexaminer les conditions de fonctionnement des zones d'éducation prioritaires (ZEP), d'abord pour couvrir tous les quartiers en difficulté, ensuite pour confier à ces zones le maximum d'efficacité. Du ministre de l'Intérieur, M. Delebarre a obtenu le recrutement de treize sous-préfets — tous volontaires et ayant déjà travaillé avec des collectivités locales — qui seront ses correspondants dans les départements sensibles. A Paris même, le ministre compte regrouper la mission Banlieues 89 animée par l'architecte Roland Castro et la délégation interministérielle à la ville, dirigée par M. Yves Douge, comme cela était prévu depuis des années. Dans l'esprit de cette remise en ordre, M. Delebarre espère pouvoir leur adjoindre les nombreuses délégations s'occupant de tel ou tel problème des quartiers difficiles et grouper le tout en un même lieu.

Eofin M. Delebarre a demandé au premier ministre d'inscrire le débat sur le projet de loi réformant les finances locales à la session extraordinaire qui devrait tenir le Parlement ce mois-ci. L'examen de la loi d'orientation pour la ville était toujours programmé pour la session de printemps.

MARC AMBROISE-RENDU

هذا من الأصل

CULTURE

THÉÂTRE

Tendre détresse

« En attendant Godot », par Joël Jouanneau : Beckett redécouvert

Il fait nuit et les deux hommes sont arrivés dans une sorte de hangar, immense, dont les parois ondulent pendouillant. Splendide décor de Jacques Gabel. Par-delà les verrières, on devine des feuillages. Le fond est fermé d'une palissade, couverte de graffiti, on le verra plus tard. Pour le moment, le brouillard du dehors et l'éclairage pauvre fabriquent un noir translucide, dans lequel flottent des traînées de poussière, immobiles comme l'éternité.

Le plus âgé des hommes reste assis pratiquement sans bouger dans une guérite déglutinée où traînent des fils électriques. Un arbre y a poussé - l'arbre. Une branche maigrelette a percé le toit. L'autre, d'abord on ne le voit pas, on l'entend taper du pied dans une boîte en fer, qui roule. Il apparaît, il est jeune avec un joli sourire et le crâne rasé, comme un soldat de fortune, un soldat perdu. Il est Estragon, donc l'autre est Vladimir, les deux clochards de Beckett qui attendent Godot depuis près de quarante ans maintenant, et cela continuera dans les siècles à venir.

En attendant Godot est exactement un « classique ». La pièce est intemporelle par son sujet même, cet arrêt sur image, ce temps suspendu. Les personnages sont devenus des modèles, des archétypes assez puissants pour que des comédiens les habitent et les transforment. Ici, nous n'avons plus affaire aux fameux « clowns métaphysiques », selon la formule d'Ionesco, mais à des types pas vraiment rassurants, qui ont lu quelque chose et se retrouvent là, au bout de leur route, à attendre quelqu'un qui leur a promis de venir les chercher.

Is savent que c'est en vain, mais ne peuvent plus aller ailleurs. On pense forcément à ces réfugiés de partout, qui abandonnent quelque part où ils n'ont pas leur place. Il n'y a plus de pays d'accueil. Les dialogues évoquent des boots de phrases entrecoupées, machinales, que l'on entend dans les conversations entre clochards sur un banc de



MAURICE BÉJART

métro. Ils ne sont pas abrutis, leurs sens sont en éveil. Un rien suffirait pour qu'ils repartent, mais rien ne change. Leurs visiteurs, Pozzo, Lucky, surtout l'enfant qui vient dire que Godot sera là demain, paraissent des fantômes de leur mémoire, des images hallucinées.

Car Lucky, c'est Claude Melki, l'acrobate de Jean-Daniel Pollet, le même, malgré son visage creusé, sa tignasse rousse, sa voix de camelot. La corde de pendu qui le relie à Pozzo semble passer à travers son buste. Il tient à la main un ballon sur lequel la Terre est dessinée, et quand, sur l'ordre de son maître, il émerge de son immobilité pour danser, ou pour croquer, digne et bouleversant, ses lambeaux de phrases, un cercle de lumière croc l'aveugle et l'emprisonne. Pozzo - Christian Rüch - élégant aristocrate de la mode, portant sur son

visage des traces de maquillage blanc, les vêtements enroulés de couleurs, évoque un mime qui aurait trop longtemps fait la manche et n'aurait plus le courage de se lever.

Un acteur magique

Enfin, il y a Estragon-Philippe Demard, et Vladimir-David Warlow. On les a vus ensemble dans les *Enfants Tanner*, spectacle de Joël Jouanneau comme celui-ci (*Le Monde* du 26 septembre). Souple, émanant, fuselément doux, Philippe Demard dérange, séduit. Quant à David Warlow, à lui seul il porte toutes les ambiguïtés, les complexités de la « nature humaine ».

C'est un acteur magique, en particulier dès qu'il aborde Beckett. L'étrange complicité qui les tient l'un à l'autre pourrait venir d'un

DANSE

Maurice et Jean-Luc

Le dernier spectacle de Maurice Béjart est un hommage au cinéma à travers Jean-Luc Godard

« Je fais des ballets pour que les gens se racontent des histoires, mais leurs propres histoires ; les miennes, ils m'ont rien à foutre », déclare Béjart à haute voix dans son spectacle. Est-ce si sûr ? Les gens ne vont-ils pas au théâtre pour qu'on leur raconte des histoires plus intéressantes que les leurs ? Plus que jamais, dans la *Mort subite*, Béjart raconte Béjart et vide sur scène son cœur et ses tristes, ses folies, ses contradictions, ses obsessions, ses angoisses. Et c'est par là qu'il nous captive, au-delà de sa virtuosité à construire de surprenantes images - toutes fondées ici sur l'éclatement, la métamorphose et la rupture.

La *Mort subite* (I) est le son d'un acte de Bruxelles qui servit de cantine au Ballet du XX^e siècle, où Béjart vit pour la dernière fois son père. Titre ainsi son nouveau ballet, n'est-ce pas déjà un geste de coquetterie contradictoire ? Béjart qui se veut « voyageur sans bagages » mais cessions de chercher partout du sens, manie qui aurait été de quel rendre fou - nous comme sont déjà les danseurs, semble-t-il, puisque Gianni Versace les a vêtus (vêtement) de camisolles de force. Et c'est d'ailleurs déconseillé par une citation de Jean-Luc Godard, principale référence du spectacle : « Il y a des gens qui disent qu'ils ne comprennent pas tout dans mes films. Mais il n'y a rien à comprendre, il n'y a qu'à entendre et prendre ».

Il y a énormément à entendre et à prendre - un peu à laisser aussi. Il y a une bande-son envoiante, à laquelle ont collaboré Wagner, Mozart, Mahler, Berg, et d'autres. Il y a des bribes de textes : Goethe, Oscar Wilde, Wedekind, Kleist, Euclide, Godard, les *Cahiers du Cinéma*, Béjart, et aussi François Regnaud, encyclopédie vivante, retors et subtil dramaturge de ce spectacle comme il l'a été souvent aux côtés de Patrice Chéreau. Il y a l'histoire d'un chorégraphe qui essaie de mettre en scène *Paradis* et n'y parvient pas. Béjart, assis dans la salle à la table de régie, apostrophe ses danseurs : « Stop ! On est hors du sujet ». Devant son impuissance, les danseurs reprennent des ballets anciens, et c'est un autre thème de la *Mort subite* : le congé que voudrait donner Béjart à ses souvenirs passés pour s'en délivrer. On reconnaît un passage (mais pas toujours sur leur propre musique) *Bohème*, le *Sacre*, la *Neuvième Sym-*

Poitrinaire vu de face

Un texte de Thomas Bernhard comme s'il le disait lui-même : « le Neveu de Wittgenstein »

« Les malades ne comprennent pas les bien-portants, tout comme les bien-portants ne comprennent pas les malades. Le malade a besoin de l'aide le moins visible, celle que les bien-portants ne sont justement pas capables d'apporter. » Et Thomas Bernhard, qui a été malade dès sa première jeunesse, ajoute : « Le malade est toujours seul. »

Tout un chacun, devant le malade, éprouve, c'est vrai, une gêne, car la différence qu'implique la maladie est inconsciente. Le visiteur ressent une maladresse, une hypocrisie. A plus forte raison si malade et bien-portant sont deux amis, jusque-là habitués à s'entendre sans mots. « Rien n'est plus difficile que la vraie amitié », dit Thomas Bernhard dans son livre *le Neveu de Wittgenstein*.

Mais, avant même la première page, il a trouvé (cru trouver) la parade : lui et son ami sont malades tous les deux. Allongés dans deux pavillons, quand même distincts, d'un hôpital, Thomas Bernhard en pneumologue, son ami Paul en psychiatre.

Le livre, dès lors, devient une tentative d'explorer ce qu'est l'amitié, et ce qu'est la maladie, l'une éclairant l'autre, d'un jour pas trop sûr. Thomas et son ami Paul (le neveu) étaient liés, allaient de l'avant bras dessus bras dessous, jusqu'au jour où, devant ce que leur réserve la vie, ils « cessent de se dominer », dit Thomas Bernhard. « Comme lui je me suis dressé contre tout. Seulement lui est devenu fou pour la même raison que moi j'ai été atteint au poumon. »

Après avoir ainsi maîtrisé sa solitude, son in-sécurité, en se trouant les poumons, Thomas Bernhard maîtrise ses cavernes en

faisant d'elles « une source de vie ». Prétend-il. Parallèlement, ne pas franchir un seul jour sans se reposer sur des images de son suicide, ce n'est pas une découverte, une prérogative de Thomas Bernhard, mais la parenthèse-douceur du vulgum pecus.

C'est ce qui rend Thomas, et Paul, furieux de vivre. Télescopage de revirements qui à quelque chose de risible. Plus Thomas Bernhard remonte le cordon Bieckhard de la tragédie, plus il sait être drôle. Ses poumons ne l'empêchent pas de rire. Mais il n'ait que son ami Paul, lorsqu'il a coups d'électrochocs et de neuroleptiques les médecins de l'hôpital l'ont « démolis », ne rait que d'un rire forcé.

« J'avais peur de la perdre, et ce, de deux manières : par ma mort, ou bien par la sienne. » C'est avec, pourtant simple, c'est en peu de mots toute la vix de Thomas Bernhard : s'il meurt, ce n'est pas la perte de sa vie qu'il imagine, c'est la perte de l'homme auquel il tient.

C'est plus serré que Montaigne - l'un des seuls écrivains bien-portants dont la lecture aide Thomas Bernhard à vivre ses malades (en toute franchise, il n'ait qu'il était fou lui aussi, comme Paul).

Rengaine optique

Le metteur en scène, Patrick Guinand, était allé voir Thomas Bernhard dans sa maison de campagne, en Haute-Autriche, et il a fait réaliser par Jean Bauer un décor qui est une réplique de cette maison, avec les épaisses murs passés à la chaux, le peu de vieux meubles sombres, et les flots obliques du soleil qui font froid dans le dos des choses. Acteur précis et sobre, Jean-Marc Bory ne trahit pas les textes. Il les soigne. Les pages de Thomas Bernhard, choisies et données à haute voix sur un théâtre, perdent un petit peu leur perspective exacte : elles paraissent agrandies, et insulsières, comme des sketches successifs, alors que le livre file ses propos, ses colères, ses gags, d'un seul courant silencieux.

Et puis Thomas Bernhard est si écorché, si vrai, il reçoit les visiteurs avec une si belle courtoisie, qu'à le lire nous voyons apparaître et entendons des mondes, alors que sur le théâtre nous n'avons devant nous que le spectacle d'une personne vue de face qui parle, comme cela arrive si souvent sur l'écran de télévision au point que c'est devenu une « rengaine optique » (tandis que le plan très long d'une fermière en blouse blanche qu'Eisenstein filma immobile face à l'objectif dans la *Ligne générale* fut, la première fois, presque un coup de Trafalgar).

Ce *Neveu de Wittgenstein*, c'est tout de même très beau. Thomas Bernhard était pour ses lecteurs un ami irremplaçable, et lui, c'est bête par sa mort, non par la nôtre, que nous l'avons perdu.

MICHEL CURNOUT

Créteil, maison des arts, petite salle, 20 h 30. Dimanche 15 h 30. Relâche lundi. Tel. : 49-80-18-88.

Varsovie chante et danse

Suite de la première page

Les membres éminents du Congrès libéral-démocrate se réunissent régulièrement dans ses bureaux confortables de la tour de l'hôtel Marriott, en plein centre-ville et... refait la Pologne. Wiktor Kubiak dit quitter son pays : fin des années 60, chassé puis déchu de sa nationalité polonaise par le gouvernement communiste au moment de son virage ouvertement antisémite. Fils de juifs polonais « des deux côtés », il finit ses études d'économie à l'université de Liège, en Belgique, sans avoir fréquenté deux années la Sorbonne.

En 1983, il fonde Batex, « société spécialisée dans l'ingénierie financière et les garanties de crédit, expliquant qu'il a « des millions de dollars ». Wiktor Kubiak est aujourd'hui membre du présidium du Congrès libéral-démocrate - parti naissant qui rassemble deux mille personnes dans tout le pays - et conseiller du ministre des privatisations. Cela lui vaut d'être le président de Cahil Factory, la première société privée de par l'Etat en Pologne, il y a trois semaines.

« Batex a de nombreux projets d'intervention en Pologne, dit Wiktor Kubiak. Elle s'intéresse aux investissements bancaires, au logement et à la presse. D'ici à deux ans, j'espère lancer le premier quotidien national libéral à Varsovie et dans tout le pays ». Son projet le plus brillant est aujourd'hui de racheter le Théâtre dramatique de Varsovie, ce que l'Etat et « les vieux communistes » refusent. Ce ne serait pas le moindre des symboles quand on sait que cette salle est l'un des éléments du vaste Palais de la jeunesse et de la culture, le plus important et le plus laid des legs de l'ère stalinienne. « Ce théâtre devrait être transféré ces jours-ci de l'Etat à la ville de Varsovie. Les édiles municipaux, qui sont tous de mes amis politiques, sont d'accord pour me le vendre. Je disposerais ainsi d'un outil superbe pour la diffusion de spectacles musicaux comme Metro ».

Afin de donner un visage avenant à la nouvelle culture libérale, l'homme politique, le président de société financière et désormais producteur n'a pas lésiné. Jamais autant d'argent n'avait été investi dans une production à l'Est qui ras-

semble, sur fond de lasers venus de Los Angeles - une première en Pologne - tout ce que Varsovie compte de talents. Un jeune metteur en scène de vingt-neuf ans, chorégraphe et acteur parmi les plus en vue, Janusz Jankiewicz, un excellent compositeur et pianiste, jeune lui-même, Janusz Stoklosa, deux sœurs, Agata et Maryna Miklaszewska, qui ont écrit le livret ; les décors sont signés de Janusz Sosnowski qui a travaillé sur plus de quarante plateaux de cinéma dont ceux d'Andrzej Wajda.

Les conditions de Metro ont commencé en décembre 1989. Les promoteurs du spectacle ont joué la carte des talents nouveaux. Pas un professionnel de la scène n'a été retenu, car ils n'étaient pas en phase avec le scénario : refusés à l'issue d'une notation pour un spectacle musical, quarante jeunes acteurs, chanteurs, danseurs, chanteurs décident de monter leur propre comédie musicale dans le métro. La scène peut se passer à Paris, Londres ou New-York, l'histoire, une sorte de contre-Chorus Line, ne le dit pas.

On retrouve ainsi sur la scène du Théâtre dramatique de Varsovie, pour ne parler que des rôles principaux : une jolice bruce de dix-huit ans, Edyta Gorniak, à la voix de soprano sans faille, qui, l'an passé, était élève à l'école technique d'horticulture, une très bonne actrice

de dix-huit ans, elle aussi, Katarzyna Groniec, qui, jusque-là, prenait des cours de mandoline, pianoforte et flûte ; un chanteur et acteur bors-pair de vingt-neuf ans, Robert Janowski, qui étudiait la musique dans une école de province et achevait une formation de vétérinaire...

Tous donnent un spectacle à la couleur, l'énergie, l'engagement exceptionnels. Dans une seconde partie délicate, qui enchaine funk, rap, mambo, rock jusqu'à un ballet plus pop dit « Des canettes de Coca » - ce jeu fait fureur depuis plusieurs mois sur les trottoirs et dans les bords de Pologne : collez à la pointe de vos chaussures des canettes de Coca-Cola après les avoir remplies de petite monnaie puis dansez - la troupe donne un spectacle bien au-dessus de ceux montés ces dernières années à Paris et pas si loin des canons sacro-saints du West End et de Broadway.

« Au point que tous les protagonistes de Metro rêvent aujourd'hui de tournée mondiale, tandis que Wiktor Kubiak veut croire en une adaptation américaine, pour Broadway, justement. Le livret polonais vient d'être traduit par le librettiste Michael Russell et des compositors ont déjà été pris avec des producteurs Outre-atlantique dont Leonard Soloway (Jerome Robbins Broadway Show) et Donald C. Farber. « Pour l'Amérique, il faudra revoir un peu le livret, nettoyer la chorégraphie et donner plus de rapidité au scénario », explique Wiktor Kubiak. Aujourd'hui, Metro est au niveau d'une bonne production de Philadelphie. Et modeste, avec ça. »

OLIVIER SCHMITT

LA RESSESSER Le Seuil du Roi de W.B. YEATS
Traduction Yves de BAYSER
COMPAGNIE JEAN BOLLERY
LOCATION 45 89 38 69

DERNIERE LE 9
THEATRE OUVERT
JARDIN D'HIVER 42 62 59 49
ENCRE
Les NAMIAND - WENZEL
AVEC FRANCOISE BETTE, MARIEF GUITTIER
ET THOMAS AUFORT

GIDON KREMER
violin
ET SES AMIS DE MOSCOU
Tatiana Grindenko violon
Vladimir Mendelssohn alto
Oleg Malenkov piano
Mitscha Malsky violoncelle
Leonid Tchilnik piano jazz
Serguei Yousski comédien
Académie de Musique
Ancienne de Moscou
5 PROGRAMMES
PRIX 65 F sauf SAM. 75 F
LOC. 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET PARIS 4^e

CULTURE

MUSIQUES

Faust approximatif

La Damnation de Faust de Berlioz n'aura pas été dirigée à trois reprises cette semaine par Semyon Bychkov, comme cela était prévu au programme de l'Orchestre de Paris. Le directeur musical de la formation parisienne souffre en effet d'une vertèbre : interdiction d'événement, il est donc resté à New-York tandis que son remplaçant, Jeneq Kakhidze, chef géorgien que Paris avait découvert cet automne (le Monde du 7-8 octobre 1990), débarquait dans la capitale pour assurer les répétitions.

Les abonnés de la Salle Pleyel ont encore fait fête à l'émouvante et colosse aux cheveux de neige, tout prêts à pardonner l'impression désinvolte de sa direction pour n'en retenir que le fougue, communicatif et vrai. Mais, en fin de compte, dans l'épisode hongrois, tant de laisser-aller dans le double écho spacieux des solistes et des étudiants, des effusions dans les arrières comme s'il en pleuvait, des contrebasses et des violoncelles inévidents que Berlioz leur a confié la description d'une nature « impénétrable et fière », son esthétique des ruines...

Le rôle de Marguerite est un combat douloureux pour Weidauer Meier : on le sait depuis que la mezzo allemande l'a chanté à la rentrée au Châtelet (le Monde

du 22 septembre 1990), elle qui est de taille à affronter des emplois plus lourds et autrement athlétiques. David Rendall, lui, ne peut plus chanter Faust, pas plus qu'il n'a pu chanter l'Idoménée l'en dernier à l'Opéra-Comique. Pourquoi le réengager ? José Van Dam, enfin, incarne Méphistophélès avec le sérieux qu'on lui connaît, un sérieux qui pourrait presque être ennuyeux.

Bon. Cette Damnation de Faust demeure une assez bonne soirée. Sauf qu'on en sort une fois encore avec le sentiment que Berlioz n'est pas traité tout à fait comme il le mériterait. Alors qu'au Châtelet un John Eliot Gardiner à la tête du Philharmonia anglais lui rend avec amour toute sa subtilité et sa finesse, alors qu'à Londres un Norrington se donne la peine de diriger les Nuits d'été dans l'orchestration originale, et trouve une chanteuse anglaise capable d'articuler un français parfait. Il n'est pas sûr, en résumé, que les musiciens français soient les meilleurs défenseurs de la musique française.

ANNE REY

► Prochain concert : Samedi 9 février, 16 h 30, Salle Pleyel. Tél. : 45-63-07-98. Minitel : 3615 COM 21 Code OR.

EN BREF

Les Trophées Jean-Gabin et Romy-Schneider à Fabrice Luchini et Anne Brochet. - Attribué chaque année par un jury de journalistes à deux jeunes comédiens français, les Trophées Jean-Gabin et Romy-Schneider ont été remis le 7 février à Fabrice Luchini, pour son rôle dans la Disgrâce, de Christian Vincent, et à Anne Brochet, pour son interprétation de Roxane dans Cyrano de Bergerac, de Jean-Paul Rappeneau.

Roman Polanski président du jury du prochain Festival de Cannes. - Contrairement à certaines rumeurs liées à la guerre du Golfe, le Festival de Cannes se tiendra bien, cette année, aux dates annoncées, du 9 au 20 mai, « sauf événement imprévu », ont annoncé ses organisateurs. Roman Polanski, le réalisateur de Cul de sac, de Tess et de Chinatown, présidera le jury. En revanche, le Festival du film policier de Cognac, qui honore traditionnellement, en leur présence, des stars américaines, est annulé.

Par ailleurs, c'est Sophie Loren qui présidera la seizième Nuit des Césars, le 9 mars prochain.

Films chinois censurés. - Le Grand Moulin, sélectionné en compétition officielle au prochain Festival de Berlin qui se déroulera du 15 au 26 février, a été interdit de présentation par les autorités de Pékin. Réalisé en juillet 1989, au lendemain de l'écrasement du mouvement de la place Tian Anmen, le film raconte la vengeance d'un soldat de l'Armée de libération après l'assassinat de ses compagnons par des paysans, dans les années 30. Il a été financé par un studio de Chine continentale par une société de Hong Kong. Son réalisateur, Wu Ziniu, était déjà l'auteur de la Cloche du soir (Ours d'argent à Berlin en 1989), et l'Arbre au pigeon, censuré depuis dix ans. D'autre part, Ju Dou, présenté au dernier Festival de Cannes et récemment sorti en France, également censuré en Chine, a été interdit de participation par Pékin aux Oscars américains, auxquels il était candidat.

VISAGES DE KUROSAWA

LES SEPT SAMOURAIS

Reflet Médias

Elysée Lincoln

L'ANGE IVRE

« VOUS AIMEZ LA POÉSIE
LA POÉSIE VOUS AIME »

Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter
Si vous partagez la même passion
Venez nous rejoindre, nous vous attendons

CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE/MARNE-LA-VALLÉE
7, rue Weczerka, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

COMMUNICATION

La crise financière de l'audiovisuel public

M^{me} Tasca estime
qu'il faut 2 milliards de francs
pour relancer A 2 et FR 3

Le grave problème financier qui pèse sur les télévisions publiques alimente à nouveau le débat politique sur l'audiovisuel. Après quelques semaines de silence, M. Hervé Bourges a décidé d'alerter les pouvoirs publics sur le sort d'Antenne 2 et FR 3. En effet, jeudi 7 février, la commission des affaires culturelles du Sénat, le président commun des chaînes publiques a dressé un bilan pessimiste de leur situation : Antenne 2 a des stocks de programmes très faibles, un déficit supérieur à 500 millions de francs pour 1990 et qui atteindra 1 milliard à la fin de l'année. FR 3 ne peut éviter un déficit très lourd si elle ne réduit pas drastiquement sa production.

« Les moyens du secteur public sont nettement insuffisants et le déficit d'Antenne 2 et FR 3 est insupportable », conclut M. Bourges, qui juge indispensable un effort de la part de l'Etat actionnaire. On ne peut détruire l'antenne en passant des produits encore plus médiocres. Le président commun, qui souhaite voir une prise sur le fonctionnement réel des deux chaînes, a déjà décidé de réduire les équipes journalistiques qui couvrent le conflit du Golfe et d'harmoniser les rôles des deux rédactions pour réduire les frais. Le surcoût entraîné par la couverture de la guerre dans le budget des deux chaînes a été évalué la semaine dernière à 240 millions de francs dans l'hypothèse de plusieurs mois de conflit.

De son côté, le ministre de la communication tente aussi d'obtenir des moyens supplémentaires et de contourner le refus du ministre du budget en sensibilisant les parlementaires socialistes. M^{me} Tasca a été reçue le 6 janvier par le groupe des experts socialistes, et quelques jours avant par le petit groupe de députés qui travaillent sur l'audiovisuel (M^{me} Bredin, MM. Schreiner, Queyranne, François, etc.) auquel s'était joint M. Jean Auroux.

Le ministre s'est montré encore plus affirmatif que M. Bourges. Selon elle, le déficit des deux chaînes s'élève déjà à 1 milliard de francs. Ce qui signifie que, malgré une apparence d'équilibre comptable, FR 3 connaît un trou de 300 à 350 millions. M^{me} Tasca estime nécessaire un effacement de la dette cumulée qui

pèse depuis cinq ans sur Antenne 2 et FR 3. Elle affirme que le redressement des deux télévisions est impossible sans le déblocage de 2 milliards de francs supplémentaires lors du prochain budget. Un effort qui devrait être maintenu et actualisé dans les années à venir.

De nombreux parlementaires socialistes semblent aujourd'hui persuadés, comme M^{me} Tasca, que l'audiovisuel public devrait être considéré comme une priorité nationale et la santé. Ils estiment qu'Antenne 2 et FR 3 ont aujourd'hui des responsables compétents, que les programmes des deux chaînes sont déjà en voie d'amélioration et que l'Etat se doit de voter au secours de M. Bourges. Plusieurs d'entre eux redoutent surtout qu'un nouvel échec économique d'Antenne 2 et FR 3 ne rende indispensable une privatisation.

JEAN-FRANÇOIS LAGAN

OPA sur la plus importante télévision
indépendante britanniquePlusieurs groupes européens
intéressés par Thames TV

La plus importante des quinze télévisions régionales indépendantes de Grande-Bretagne, la londonienne Thames TV, a indiqué le 7 février qu'elle était « en négociations avancées » avec des partenaires susceptibles de lancer une offre publique d'achat (OPA). Cette OPA porterait sur les parts de capital (28 % chacun) que deux actionnaires de Thames TV, le groupe d'édition musicale Thorn-EMI et le groupe industriel BET, ont mis en vente il y a dix mois.

Les spéculations sur l'identité de ses auteurs vont bon train, la direction de Thames TV se refusant à révéler leurs noms. Thorn-EMI fait partie des groupes médias, ainsi que la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), le groupe Berlusconi, Canal Plus ou l'allemand Bertelsmann. Une société bri-

M. Maxwell entame la procédure de vente de ses actions

Remous autour du capital de TF 1

Par une lettre aux autres actionnaires de TF 1 membres, comme lui, du groupe de repreneurs, M. Robert Maxwell a engagé la procédure de vente des 12 % de la Une qu'il avait acquis en 1987 pour 750 millions de francs. Les membres du groupe de repreneurs ont trois mois pour exercer leur droit de préemption.

Ce geste de M. Maxwell n'est pas une surprise. Ses rapports avec le groupe Bouygues s'étaient rapidement détériorés après la privatisation, et dès l'automne dernier M. Maxwell avait annoncé son désengagement à grand son de trompe (le Monde du 9 octobre 1990). Le magnat britannique de la presse rappelait alors ses griefs contre l'audiovisuel tricolore en général (« la France a fait toutes les erreurs possibles ») et contre la direction couleur Minorange de TF 1 en particulier (« TF 1 n'a ni les ambitions, ni les moyens, ni les capacités de jouer le moindre rôle en Europe »).

En mettant sa menace à exécution, M. Maxwell non seulement se libère d'un investissement dont il a toujours

dénoncé la faible rentabilité, mais remet en cause les équilibres de la Une. Le groupe Bouygues ne peut en effet ramasser ce paquet d'actions, puisque la loi le limite à sa part actuelle de 25 % et que tous ses efforts pour faire assumer cette règle actionnaire du noyau de repreneurs sont-ils de taille à chasser les bêtes de M. Maxwell ? La GMP, troisième actionnaire de la chaîne, essaie elle-même de vendre les 5,9 % qu'elle détient encore après avoir coté quelques actions à la Société générale et au Crédit lyonnais. Ceux-ci ont renforcé leur position dans TF 1, mais n'en détiennent que 3,6 % et 1,8 % respectivement. Parmi les autres repreneurs, le groupe Worms est récemment redescendu en dessous de 5 %, et les Editions mondiales, Bernard Tapie, Indosuez, détiennent chacune moins de 2 % de TF 1.

Hors du groupe des repreneurs, deux groupes italiens et un américain sont entrés au capital de la Une. Les premiers sont Rizzoli, avec 2 %, et surtout la Fininvest de M. Silvio Berlusconi. Même si M. Berlusconi a annoncé vouloir s'en séparer, ses lieutenants n'omettent jamais de rappeler que ses 4,2 % dans TF 1 et ses 2,5 % dans Bouygues ont plus de valeur que les 25 % encore détenus dans la Cinq version Hachette. Le second est le Fidelity Funds, une société de gestion de fonds américaine, qui a acheté 4 % de TF 1 en janvier. Cette participation, comme celles de Rizzoli ou de M. Berlusconi, a été acquise au sein du paquet d'actions (36,5 %) réservées au public.

Bouygues trouvera-t-il des soutiens fidèles pour continuer sa politique ? Ou devra-t-il composer avec un nouvel actionnaire puissant, allié par l'occasion ? Cela, d'autant plus que la montée éventuelle des coûts pourrait amener certains petits actionnaires à quitter le navire. Pour M. Le Lay, le PDG de TF 1, voir son capital ainsi évoluer par pans entiers représente un double risque. Car le CSA, officiellement informé par M. Maxwell dans la soirée du jeudi 7 février de son souhait de vendre sa participation dans TF 1, qui représente selon le magnat britannique « un engagement de 1 milliard de francs sans contrepartie », peut tirer argument d'un « changement significatif » dans le capital, sinon pour remettre en cause l'autorisation, du moins pour faire pression sur la Une.

M. C. I.

Albin Michel
prend le contrôle
du Grand Livre du mois

L'éditeur indépendant Albin Michel va prendre le contrôle du second club de vente de livres par correspondance, le Grand Livre du mois (GLM). La cotation des titres de GLM avait été suspendue jeudi 7 février par la Société des Bourses françaises, dans l'attente d'une opération financière sur le capital de la société (nos premières éditions du samedi 9 février). Albin Michel, déjà détenteur à 23 % du GLM aux côtés des éditions Robert Laffont (33 %) et du Club français du livre, a échangé les actions de Laffont dans le GLM avec ses propres parts dans le distributeur de livres Interforum. Les deux maisons d'éditions en étaient les deux actionnaires.

Les éditions Robert Laffont étaient quasiment obligées de se désengager du GLM depuis leur entrée en juillet 90 dans le Groupe de la Cité. Ce dernier étant déjà propriétaire de la moitié du capital du premier club de vente de livres par correspondance, France-Livres, le rapprochement avec Laffont lui octroyait un quasi-monopole dans le secteur. Le Conseil de la concurrence s'était intéressé à cette alliance.

Grâce à l'opération intervenue le 8 février, qualifiée de « très saine et sans ambiguïté pour le groupe » par les dirigeants de Laffont, le GLM passe sous contrôle d'Albin Michel, ce qui évite au Groupe de la Cité les foudres du Conseil de la concurrence, tandis que Laffont possède désormais la totalité d'Interforum.

MM. André Ferras et Christophe Veyrin-Forrier quittent la direction générale de Parisien. M. André Ferras, directeur général du Parisien, va quitter ses fonctions le 1^{er} mars, pour devenir directeur général du groupe Jeanneaux (bateaux de plaisance). M. Ferras avait été nommé directeur général du quotidien du groupe Amaury il y a deux ans, lorsque le Parisien a décidé son changement de format et son impression en couleurs (le Monde du 7 juillet 1989). Un autre membre de l'équipe de direction du groupe Amaury, M. Christophe Veyrin-Forrier, a quitté récemment son poste de directeur général adjoint du Parisien pour prendre la présidence de Modes et travaux.

PHILATÉLIE

« La Balançoire » de Renoir

La Poste mettra en vente générale, le lundi 25 février, un timbre-poste de la série artistique, d'une valeur de 5 F, la Balançoire de Renoir.



En France, Pierre-Auguste Renoir (1841-1919) a fait l'objet d'un timbre à son effigie, en 1955, dessiné et gravé par Henry Cheffer, un de ses petits-cousins. Puis un Portrait de modèle est émis en 1968.

A l'étranger, Renoir est champion parmi les impressionnistes représentés sur timbre-poste : plus de cent quarante timbres et cinquante-quatre blocs-feuilles, émis par le Bénin, le Cameroun, la Mongolie, l'Australie, le Paraguay, etc. Loin devant Degas et Gauguin.

La Balançoire (conservée au musée d'Orsay) est déjà apparue sur des timbres de la République du Congo (1974) et de l'Union Al Qiwain (détail, 1967).

En filigrane

« Echecs au Cambodge. - Le Cambodge vient d'émettre une série de sept timbres et un bloc-feuille consacrés au jeu d'échecs. Cette série s'intitule bizarrement « Paris 90 », en référence au championnat du monde qui a opposé récemment Karpov à Kasparov en



France... à Lyon ! Les timbres représentent des pièces sur un échiquier avec, en arrière-plan, des monuments français : le Sacré-Cœur, le Dresseur de chevaux, le château d'Azay-le-Rideau, le Dôme de l'Opéra, orthographié sur le tim-

bre « La Danse », la tour Eiffel (libellé « le » Tour Eiffel), l'Arc de Triomphe, la Victoire de Samothrace (orthographiée « D'samothrace ») et Notre-Dame d'Amiens.

« Ventes. - Ventes sur offres de cartes postales proposées par Alain Haon (route de la Serre, 03800 Bâguet), date de clôture des offres samedi 23 février. Au catalogue, plus de cinq cents lots classés par départements. En couverture, la petite Perrine-la-marchande de coccinelles (départ 1 600 F). Seconde partie de catalogue consacrée à une vente à prix fixe, cinq cents références (des Mûches, de 1 000 F à 1 800 F).

Les négociants de l'ouest de la France se réunissent à Rennes les 10 et 11 février, salle Martenot, place des Lices, pour le premier salon philatélique du Grand-Ouest, avec bureau de poste temporaire et souvenirs philatéliques (entrée : 10 F, gratuit pour les enfants). Renseignements : 89-38-72-73.

« Les guichets de l'enfance. - Une immense poupée gonflable - un facteur rural des temps anciens - suspendue à sa façade signale que le Musée de la poste de Paris

accueille, jusqu'au 25 mai, une exposition consacrée aux jouets postaux du monde entier : près de cinq cents illustrent plus de cent ans de création, dans une mise en scène spectaculaire. Le parcours de l'exposition s'ouvre ainsi sur les trains postaux d'Europe (présentement « sur » jusqu'à un train électrique miniature, encastré dans le sol, protégé par un plexiglas, circule sous les pas des visiteurs !), se poursuit par la maison des timbres de Walt Disney, des petites voitures, des diligences, des avions, la maison des petites postales (guichets minuscules avec timbres, formulaires, cachets, enveloppes...). Le tout dans un décor en pin des Landes qui évoque maison de poupées ou coffre à jouets (« Les guichets de l'enfance », au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, Paris-XV^e, tél. : (1) 42-79-24-01. Boutique où sont présentés dix jouets contemporains à des prix variés. Les éditions Meegit, à l'occasion de cette exposition, présentent un livre, Les Jouets postaux, qui fait office de catalogue, 280 F.

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 8 février

TF 1

21.00 Variétés : Tous à la Une.
23.00 ► Magazine : Grands reportages. Ou vivent, que font les souverains en exil ?
0.00 Sport : 80x6. Championnat d'Europe super-plumes, à Beauséjour.

A 2

20.45 Divertissement : Profession comique.
22.00 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Pay-show, invités : Dominique et Gérard Miller (Psychanalyse, six heures et quart), Judith Rappoport (Le garçon qui n'arrivait pas de se lever), Jean-Philippe Domecq (Anti-chambre), François Roustan (Influence), Jean-Luc Peyen (Un moment d'absence).
23.20 Journal et Météo.
23.40 Cinéma : Les feux de la rampe. ■■ Film américain de Charles Chaplin (1952).

FR 3

20.40 Magazine : Thalassa. OPA sur le madrague.
21.35 Série : Napoléon et l'Europe, 5, Moscou, de Jean Gruault.
22.30 Journal et Météo.

22.50 Traverses. Ukraine. 2. La refuge.
23.40 Magazine : Mille Bravo.
0.35 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.05 Sport : Football. Championnat de France : Toulon-Montpellier, en direct.
22.40 Flash d'informations.
22.45 Magazine : Exploite 2.
23.00 Cinéma : Un poisson nommé Wanda. ■ Film britannique de Charles Crichton (1988).
0.45 Cinéma : Cordes et discordes. ■ Film américain de Jerry Belson (1987) (v.o.).

LA 5

20.45 Téléfilm : Hellinger mène l'enquête.
22.25 Spécial Golfe.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Les incorrigibles (rediff.).

M 6

20.35 Téléfilm : Les vampires n'existent pas.
22.20 Série : Equalizer.
23.15 Magazine : La 6 dimension.
23.45 Capital.

23.50 Six minutes d'informations.
23.55 Concert : Franchement zoulou. Chico.

LA SEPT

20.40 Cinéma d'animation : Floriturs.
21.00 Téléfilm : Le chemin de Damas.
22.40 Documentaire : Enfance.
23.05 Documentaire : Les enfants de la danse.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio Archives. Cinquante ans de music-hall.
21.30 Musique : Black end blues. Feu le feu.
22.40 Les nuits magnétiques. Les jeux d'argent et les immigrés.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur op. 83, de Brahms ; Symphonie n° 6 en fa majeur op. 68, de Beethoven, par l'Orchestre national de France.
23.07 Poussières d'étoiles.

Samedi 9 février

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Un sexe pour un autre, de J. Lagier et F.-Y. Marescot.
13.50 La Une est à vous. (et à 14.30, 15.25, 17.05).
13.55 Feuilleton : Salut les homards !
15.15 Tiercé à Vincennes.
16.00 Série : Talkie-walkie.
17.25 Divertissement : Mondo dinga.
17.55 Magazine : Trente millions d'omis.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.50 Marc et Sophie.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
22.05 Variétés : Sébastien, c'est fou !
22.55 Magazine : Ushuaïa.
23.55 Magazine : Formule sport.
0.50 Journal et Météo.
1.25 Au trot.
1.30 Variétés : Samedi après minuit.

A 2

13.20 ► Magazine : Résistances. Tibet, l'armée des ombres, de Marie Louville.
14.10 Magazine : Animalia.
15.00 Magazine : Sport passion. Basket-ball ; Judo ; Ski alpin. Club sandwich.
17.00 Série : Qui c'est ce garçon ? INC.
18.05 Série : Les deux font la paire.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Mémoire d'amour. Un garni sauvé des eaux.
22.10 Magazine : Bouillon de culture.
23.40 Journal et Météo.
0.00 Série : Médecins de nuit.

FR 3

13.00 Télévision régionale.
14.00 Magazine : Rencontres. La santé.
— De 15.00 à 19.00 la SEPT —
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.00 la SEPT —
0.00 Série rose : Loto ou le passé humilié.
0.30 Magazine : L'heure du golf.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Meurtre en vidéo.
15.20 Série : Nick Mancuso.

les dossiers secrets du FBI.
16.05 Série : Les inventions de la vie.
16.35 Jeu : V.O.
17.05 Les superstars du catch.
— En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Décodé pas Bunny.
19.05 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : L'ambassade en folie. Affaires de cœur et affaires d'Etat.
22.00 Les Nuls... l'émission.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Incident de parcours. ■■ Film américain de Georges A. Romero (1988). Avec Jason Segho, John Pankow, Kate McNeil.

0.50 Cinéma : Faux semblants. ■■■ Film canadien de David Cronenberg (1988). Avec Jeremy Irons, Genevieve Bujold, Barbara Gordon (v.o.).
2.40 Cinéma : Possessions I. Film français, classé X.

LA 5

13.35 Série : L'homme de l'Atlantide.
14.30 Série : Simon et Simon.
15.30 Série : Galactica.
16.30 Série : Superd.
17.00 Série : TV 101.
18.00 Magazine : Intégral. (et à 0.10).
18.30 Série : Happy days.
19.00 Journal.
20.00 Drôles d'histoires.
20.45 Téléfilm : Duo de choc, duo de charmes. Un mannequin témoin d'un meurtre et une femme policier, traquées.
22.25 Série : Kojak.
0.00 Journal de minuit.

M 6

13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : L'homme invisible.
14.45 Série : L'armie.
15.35 Série : Les espions.
16.20 Magazine : Adventure.
18.35 Série : Le saint.
17.40 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Les têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Partie gagnante. Joueur de billard pour rembourser ses dettes.
22.15 Téléfilm : Prison de femmes.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musique : Rapline.

0.55 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

12.25 Documentaire : Priez, vous guérez. De Dirk Dumon.
13.25 Téléfilm : Carl Lange.
14.40 Court métrage : La mort d'une vache.
15.00 Magazine : Dynamo.
15.30 Documentaire : La naissance du cerveau.
16.20 Cinéma d'animation : Floriturs.
17.00 Magazine : Anticorches.
18.00 Magazine : Mégamix.
19.00 Jazz français à New-York.
20.00 Le dessous des cartes.
20.05 Histoire parallèle.
21.00 Théâtre : Lorenzaccio. D'Alfred de Musset, mise en scène de Georges Lavaudant.
22.15 Soir 3.
22.35 Lorenzaccio (suite).
23.30 Portrait de Miles Davis.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Catherine Thieck, directrice de la Galerie de France.
20.45 Dramatiques. Une femme seule, de Denis Rudier ; Trafic, de Louis Calaferte.
22.35 Musique : Opus. Gloro et la musique.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné ce jour à Berlin) : Lieutenant Kijé, suite symphonique op. 80, Concerto pour piano si mineur op. 10, de Prokofiev ; Symphonie n° 4 en fa mineur op. 38, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado ; sol. : Andrei Gervilow.
23.05 Poussières d'étoiles. (donné le 30 avril 1988 à la radio hollandaise) : Rhapsodie pour contrebasse, chœur d'hommes et orchestre op. 53, de Brahms ; Kolinda pour récitant, chœur et orchestre, oratorio pour soliste, chœur et orchestre, de Schoenberg, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de la radio hollandaise, dir. Hans Vonk ; sol. : Jeroen van Nis, Patricia Sheridan, Elena Virk, Hein Meens, Alexander Stevenson, Liene Visser, John Broocher, Tom Fox.

Dimanche 10 février

TF 1

10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.17 La minute du trotteur.
11.20 Magazine : Auto-moto.
11.50 Jeu : Tournez... manège.
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Tiercé à Vincennes.
15.25 Série : Agence tous risques.
18.15 Divertissement : Vidéo gag.
18.50 Disney parade.
18.10 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
Invité : Pierre Joxe, ministre de la défense.
19.50 Loto sportif.
20.00 Journal, Météo.
21.00 Cinéma : Attention, une femme peut en cacher une autre. ■ Film français de Georges Lautner (1983). Avec Miquel, Roger Hanin, Charlotte de Turckheim.
22.50 Magazine : Ciné dimanche.
22.55 Cinéma : Psychose 2. ■ Film américain de Richard Franklin (1982). Avec Anthony Perkins, Vera Miles, Meg Tally.
0.55 Journal et Météo.
1.30 Au trot.
1.35 Danse : Barbe Bleue. Ballet de Pina Bausch.

A 2

11.00 Messe. Célébrée en l'église Notre-Dame des Minimes, à Lyon.
12.05 Dimanche Martin (et à 13.20, 15.45).
13.00 Journal et Météo.
14.55 Série : Mac Giver.
16.35 Série : Eurofiles.
17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Pluie, pluie pluie.
18.25 Magazine : Stade 2. Basket-ball ; Cyclisme ; Football ; Rugby ; Ski alpin ; Judo ; Hand-ball ; Omnisports : Les résultats de la semaine ; Sid nordique.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Frontières du crime. Un ancien professeur reconstruit dans la Mafia.
22.15 Magazine : Plastic.
Jean Vézina ; Claude Bethuel ; Gérard Garouste.
23.15 Journal et Météo.
23.35 Le Saint.

FR 3

10.30 Magazine : Mascarnes.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Automobile ; Judo ; Sid ; Sid nordique.
17.30 Magazine : Magazine. La course aux jeux : la fin des sorcières, de Dominique Sanfourche et Jean-Michel Ogier.
18.00 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information. Invité : Danielle Mitterrand. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Série : Benny Hill.
20.40 Divertissement : Le carnaval de la classe.
22.00 ► Magazine : La diva. Invité : Benjamin Stora, historien, sociologue.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Cinéma : Les trois lumières. ■■■ Film allemand de Fritz Lang

(1921). Avec Bernhard Goetzke, Li Dagover (mué).
0.00 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

10.45 Cinéma : Un poisson nommé Wanda. ■ Film britannique de Charles Crichton (1988). Avec John Cleeve, Jamie Lee Curtis, Kevin Kline.
— En clair jusqu'à 14.00 —
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Julio Iglesias.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : Vengeance sur mesure.
15.25 Imagine 91 : Thérèse après. Dessin animé : Les Simpson.
17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.00 Cinéma : Romantic comedy. ■ Film américain d'Arthur Hiller (1983). Avec Dudley Moore, Mary Steenburgen, Frances Sternhagen.
— En clair jusqu'à 20.40 —
19.35 Flash d'informations.
19.45 Dessins animés : Les Simpson.
20.30 Dis-Jérôme «... ? ».
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.
20.40 Cinéma : Chacun sa chance. ■■ Film américain de Karel Reisz (1988). Avec Debra Winger, Nick Nolte, Will Patton.
22.10 Flash d'informations.
22.20 L'équipe du dimanche. Football : L'événement ; Basket-ball américain.
1.00 Salade composites. Compilation des grands prix de la vidéo de création 1990.

LA 5

11.00 Série : Bonanza.
11.55 Série : Wonder woman.
12.45 Journal.
13.20 Série : Deux flics à Miami.
14.15 Série : Simon et Simon.
15.05 Série : Saracen.
16.00 Série : Lou Grant.
17.00 Série : Bergerac.
18.00 Série : La loi de Los Angeles.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.45 Cinéma : Flics de choc. ■ Film français de Jean-Pierre Desnais (1983). Avec Pierre Massimi, Chantal Nobel, Jean-Luc Moreau.
22.25 Ciné Cinq.
22.35 Cinéma : Blanc de Chine. ■ Film français de Denys Granier-Deferre (1988). Avec Robin Renoud, Marguerite Tren, Michel Piccoli.
0.10 Le journal de minuit.

M 6

10.50 ► Magazine : E = M 6.
11.20 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
11.50 Magazine : Sport 8 première. Infoconsommation.
12.00 Informations : M8 express.
12.05 Série : Murphy Brown.
12.30 Série : Me sorcière bien-aimée.
12.55 Série : Aline et Cathy.
13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.50 Série : La famille Ramdam.
14.20 Téléfilm : A la recherche de l'oncle Jack.
15.55 Série : L'ami des bêtes.
16.45 Série : Roseanne.
17.10 Vic Daniels,

flic à Los Angeles (rediff.).
17.35 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Les routes du paradis.
19.25 Magazine : Culture pub.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Les disparus du lac. Les cadavres s'accumulent.
22.20 M6 express.
22.25 Capital.
22.35 Cinéma : Le diable au corps. ■■ Film franco-italien de Marco Bellocchio (1985). Avec Mariuska Dalmers, Federico Pizzali.
0.25 Six minutes d'informations.
0.30 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

12.30 L'âge d'or du cinéma (6).
13.00 Ici bat la vie.
13.30 Histoire parallèle.
14.30 Téléfilm : Le chemin de Damas.
16.00 Documentaire : Le grimoire magnétique.
16.30 Documentaire : La malédiction des plumes.
17.00 Les enfants de la danse.
18.00 Documentaire : Le dossier.
19.00 Cinéma d'animation : Images.
20.00 Magazine : La SEPT-le Monde.
20.30 Cinéma : De Witte Van Sichen (le petit garçon aux cheveux blancs). ■■ Film belge de Robbe De Hert (1979).
22.30 Cinéma : Les vacances de monsieur Hulot. ■■ Film français de Jacques Tati (1953).
0.00 Documentaire : Sur les pas de monsieur Hulot.
0.55 Court métrage : Appelez le 17.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Musique avec des éditeurs.
22.35 Musique : Le concert. Musique traditionnelle du Japon.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Opéra (donné le 16 octobre 1988 à la radio d'Hilversum) : Les pêcheurs de perles, opéra en trois actes, de Bizet, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la radio hollandaise, dir. Henry Lewis ; sol. : Faye Robinson, soprano, Richard Stilwell, baryton, Nicolai Gedds, ténor, Henk Smit, basse.
23.05 Poussières d'étoiles. Souvenirs de Henri Busse. Souvenirs d'Henri Busse. Mélodies. Le rossignol égaré. Concerto pour piano, Mozart, de Hahn ; La radio, de Ponge. A 1.00, Cycle acoustique : The archaic symphony, de Weisvitz.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOVAN avec ABRIEL COJEAN et la collaboration de « Le Monde ».

Audience TV du 7 février 1991

Le Monde / SOFRES/NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	59,5	Roue fortune	Mac Giver	19-20	Nulle part	K2000	Petite main
		15,2	12,0	22,7	2,5	3,9	3,4
19 h 45	64,5	Roue fortune	Mac Giver	19-20	Nulle part	Journal	Petite main
		25,8	13,7	13,3	3,8	3,5	4,3
20 h 16	76,9	Journal	Journal	Mitterrand	Nulle part	Mitterrand	Mitterrand
		31,1	19,3	10,4	4,8	5,2	5,9
20 h 55	79,9	Navarro	Envoyé spéc.	Homme Ours	Blind Side	Confessions...	Le train
		30,2	22,1	10,6	3,0	10,1	4,6
22 h 8	66,9	Navarro	Envoyé spéc.	Homme Ours	Flash	Confessions...	Le train
		25,2	14,7	17,5	1,8	5,2	3,9
22 h 44	39,3	Ex-Libris	Sans images	Dem. séance	Basket	Reporters	Déjeuné
		7,6	9,9	13,8	1,4	4,0	2,4

هذا من الأصل

BILLET

M. Mitterrand, la guerre et l'économie

Il est très exagéré de dire, comme l'a fait M. François Mitterrand le jeudi 7 février, que les chefs d'entreprise n'investissent plus. Que des grands patrons retardent certains projets en attendant d'y voir plus clair dans la guerre du Golfe, cela est vrai aussi. Mais l'économie française continue d'investir, et même beaucoup.

Après plusieurs années d'un repli (1980-1984) qui a expliqué par une grande pauvreté financière et un énorme endettement, les firmes françaises, requinquées par la modération des coûts salariaux et des mesures fiscales favorables, ont recommencé à se moderniser. Ce renversement s'est produit à partir de 1985. Il est spectaculaire, puisqu'en cinq ans les investissements industriels ont augmenté de 68 % en volume. Guerre du Golfe ou non, une certaine pause se serait de toute façon produite. Partout dans le monde, les pays industrialisés ont dépensé des sommes considérables pour renouveler leurs équipements et ce boom touchait à sa fin. Si les investissements industriels ne progressaient pas du tout en France cette année, c'est-à-dire restaient au même niveau qu'en 1990, c'est tout de même 250 milliards de francs qui seraient dépensés par nos firmes pour leurs équipements.

La guerre du Golfe et l'attentisme, qui se développe dans les entreprises, risquent d'aggraver un phénomène déjà en cours. Le tout est de savoir si l'on se trouve devant une « psychose » qui passera — pour reprendre l'idée de M. Mitterrand — ou devant un phénomène plus profond, plus durable et donc plus grave. Certains chefs d'entreprise admettent qu'ils ont seulement différé des dépenses, reportant sur le second semestre celles qu'ils avaient envisagé de faire d'ici l'été. Si tel était le comportement général, l'économie française pourrait connaître une vraie reprise cet été, dans l'hypothèse avancée par le président de la République d'une guerre se terminant rapidement.

Mais d'autres patrons — et non des moindres — n'ont plus les mêmes visions optimistes qu'il y a un an. Pour eux, l'Europe qui a montré son manque d'unité et d'efficacité va sortir très affaiblie de la guerre du Golfe. S'ajoutant aux inquiétudes venues d'URSS et au fait que la Turquie soit directement impliquée dans le conflit, ce sont beaucoup de promesses de prospérité qui s'évanouissent. La crise du Golfe va-t-elle bouleverser le monde, à défaut d'y répandre partout la guerre ?

AJ. V.

PÉTROLE =

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	7 fé.	Variation par rapport à la semaine
WTI (West Texas Intermediate) à New York	21,22	- 0,27
Brent à Londres	20,20	+ 0,02

(Source : Arbitrages pétroliers France)

Le marché du pétrole brut restait stagnait vendredi à Londres, après s'être réorienté à la baisse la veille à New-York. La plupart des opérateurs se préparaient à liquider leurs positions avant la clôture de l'échange de février, qui doit avoir lieu au début de la semaine prochaine.

Une étude du groupe immobilier Auguste-Thouard

Les appartements neufs se vendent plus difficilement en Ile-de-France

Selon une étude réalisée par le groupe Auguste-Thouard (agences immobilières) sur « le marché du logement en Ile-de-France », il est certain que le stock des appartements terminés invendus va réapparaitre sur les programmes les moins compétitifs, accru par une partie des opérations dont les permis de construire ont été obtenus. Les particuliers devenant plus exigeants et s'engageant moins rapidement, les prix ne peuvent que rester stables. Seule l'annonce de la fin de la guerre du Golfe serait susceptible de relancer les ventes.

Après cinq ans de très fortes hausses des appartements neufs à Paris, à la cadence de 18,3 % par an, le logement est devenu un produit spéculatif à court terme, mais cette flamme a trouvé son point d'arrêt : les particuliers désirant se loger n'en ont plus les moyens, et les spéculateurs et marchands de biens, qui travaillent à court terme et en fonds

Les prix devraient rester stables

Il faut dire que le terrain est rare à Paris et dans la proche banlieue, alors que le redémarrage de l'immobilier a suscité de nombreuses vocations (103 nouveaux promoteurs en 1988 et 224 en 1989) et que cette demande forte a favorisé la flambée des prix du foncier (+ 120 %). On a observé égale-

ment un effet de contagion entre les bureaux et les logements, ceux-ci rapportant un revenu locatif beaucoup plus bas que ceux-là. Les spécialistes d'Auguste-Thouard donnent comme exemple le 8^e arrondissement, où le mètre carré de logement rapporte 1 800 francs par an, tandis que le mètre carré de bureau rapporte 4 900 francs.

Les prix devraient donc stagner dans les mois qui viennent, mais ne devraient pas baisser, car à Paris — contrairement à ce qui se passe à Londres, New-York ou Tokyo — les prix de l'immobilier ne baissent pas, même en période de crise. Le volume d'affaires escompté est évalué à 5 milliards de francs, représentant la vente de 3 000 logements environ.

Le marché de l'ancien devrait, de son côté, représenter 42 milliards de francs et 40 000 logements, à un prix moyen de 20 600 francs le mètre carré.

JOSÉE DOVERÈ

Les banlieues s'étendent

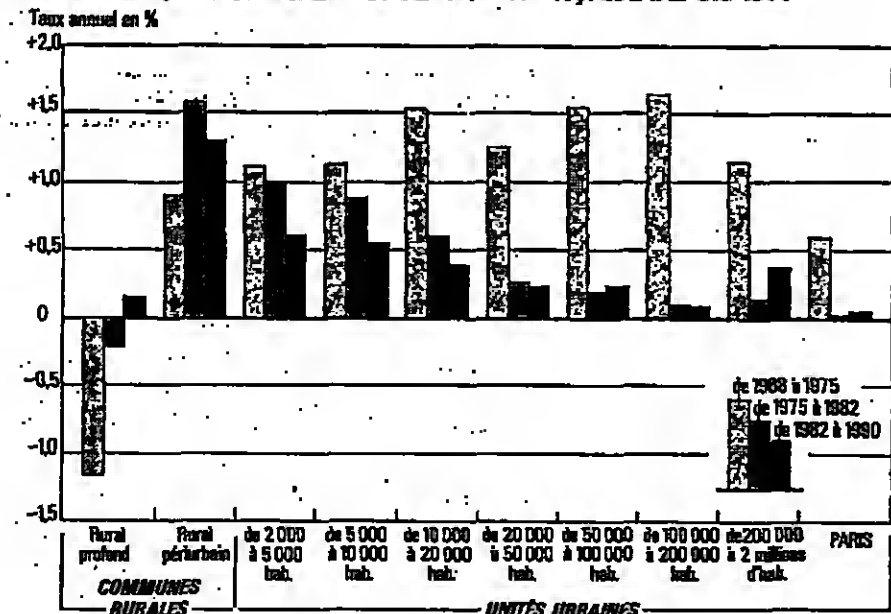
Les banlieues des grandes villes continuent de s'étendre en France et voient s'accroître le nombre de leurs habitants : les analyses publiées dans l'INSEE Première de janvier 1991 confirment les premiers résultats du recensement. Globalement, la densité de la population métropolitaine, quoique en accroissement, reste faible par rapport aux autres grands pays européens : 104 habitants au kilomètre carré contre 235 en Grande-Bretagne, 247 en Allemagne de l'Ouest (ex-RFA). La croissance de la population des communes « périurbaines » (1,3 % par an entre 1982 et 1990) dépasse largement celle des banlieues proches (0,8 %) et celle des villes (0,4 %).

Au cours des quinze dernières années, les banlieues ont gagné 4 millions d'habitants, alors que la

population des campagnes et des villes restait stable : les banlieues proches sont passées de 15,5 à 17,6 millions d'habitants (+ 13,5 %) et les banlieues lointaines de 7,8 à 9,7 millions (+ 24,3 %). Cette progression est due pour plus de 80 % à des migrations : les villes-centres, qui conservent un fort excédent « naturel » des naissances sur les décès, se vident au profit des banlieues. Elle est particulièrement rapide pour les communes périurbaines proches de grandes villes (plus de 200 000 habitants), quelle que soit leur propre taille : elle est de 1,6 % à 1,9 % par an autour de Lille, Bordeaux ou Nantes, de 2,7 % autour de Toulouse, 2,8 % autour de Lyon ou Paris, 3,4 % autour de Nice, 4,4 % autour de Marseille...

G. H.

ÉVOLUTION DE LA POPULATION FRANÇAISE DEPUIS 1968



Source : Recensement de la population, INSEE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIONNAIRES DE SUEZ, n'oubliez pas votre rendez-vous d'information télévisée :

SUEZ MAGAZINE,

le samedi 9 février sur FR3 à 10h30
le dimanche 10 février sur M6 à 8h45

Au sommaire :

Le groupe d'assurances Victoire : ses différents métiers et sa stratégie de développement européen.
Et les rubriques habituelles : la vie des filiales et la communication.

Une émission de la Direction de la Communication

Pour toute information, Suez Actionnaires,
1 rue d'Astorg 75008 Paris. Tél. 40.06.64.00.



Le projet de rapport annuel sur la fonction publique

Huit mille postes de fonctionnaires ont été créés en 1990

Environ huit mille emplois supplémentaires de fonctionnaires ont été créés en 1990, soit une progression des effectifs de 0,3 %, indique le projet de rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Ce même document confirme en outre que la rémunération brute moyenne des agents de l'Etat a progressé l'an passé de 5,9 %.

Le solde net de créations d'emplois observé dans la fonction publique en 1990 s'explique uniquement par la priorité donnée au recrutement de fonctionnaires de l'éducation nationale et de la justice. Le rapport annuel souligne qu'en dehors de ces deux ministères, la diminution des emplois budgétaires est de 0,53 %.

En 1990, les effectifs budgétaires — la différence avec les effectifs réels (1) résulte de la comptabilisation des agents travaillant à temps partiel — s'établissent à 2 514 568. Le nombre d'emplois budgétaires (tenant compte des emplois vacants et des emplois hors effectifs budgétaires) est de 2 569 818.

En un an, on relève globalement 9 800 créations nettes d'emplois budgétaires après un solde positif de 3 500 en 1989, mais des soldes négatifs les années précédentes (- 6 400 en 1988 et - 14 500 en 1987). L'année écoulée, 13 400 emplois supplémentaires sont apparus dans l'éducation nationale et 2 000 à la justice. En revanche, une diminution de 900 emplois budgétaires intervient dans le secteur de l'équipement et des transports et de 600 dans les services de l'économie et du budget.

Le salaire moyen mensuel octroyé était de 9 160 francs en 1989 dans la fonction publique (au lieu de 725 francs dans le secteur privé)

alors que le salaire médian s'établissait à 8 440 francs (contre 7 075 francs dans le privé). Quant au salaire brut minimum mensuel, il atteignait, en décembre 1990, 5 408,33 francs pour moins de 25 000 fonctionnaires concernés, contre 5 397,86 francs dans le secteur privé, où il constitue la rémunération de 1,7 million de salariés.

Le rapport rappelle enfin que la rémunération brute moyenne des agents de l'Etat (masse salariale rapportée aux effectifs) s'est accrue de 5,9 % l'an dernier. Dans cet ensemble, les mesures catégorielles (2,1 %) ont pesé plus lourd que les avancements et promotions individuels (1,8 %).

J.-M. M.

(1) Au 31 décembre 1989, dernière donnée disponible, l'effectif réel de la fonction publique était de 2 623 787 agents.

Dix services administratifs passent une convention avec l'Etat. — M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a signé, le jeudi 7 février, une nouvelle série de conventions par lesquelles dix services de l'Etat appartenant à six ministères différents s'engagent à se transformer en « centres de responsabilité ». Ces conventions qui s'inscrivent dans le cadre de la modernisation du service public, permettent à des services déterminés de l'Etat de réaliser des objectifs précis en étant responsables des moyens à mettre en œuvre. Leurs autorités hiérarchiques s'engagent, parallèlement, à évaluer qu'a posteriori si ces objectifs ont été atteints. Des services administratifs bénéficient aujourd'hui de ce statut.

Touché par la mauvaise conjoncture automobile

Valeo annonce la suppression de 2 500 emplois

Les équipementiers paient à leur tour la note du retournement de la conjoncture automobile. Le français Valeo, numéro deux européen derrière l'allemand Bosch, s'apprête à supprimer 2 500 emplois, dont 1 200 en France, « pour s'adapter à la dégradation du marché automobile », précise un communiqué du groupe publié jeudi 7 février. A ces réductions d'effectifs, qui prendront notamment la forme de départs co-prétraités et d'aides au reclassement, devraient s'ajouter « des mesures complémentaires, telles que des prises de congé et du chômage partiel ».

Valeo, comme les autres fournisseurs automobiles, devrait en effet connaître un premier semestre 1991 difficile, après avoir enregistré lors du dernier trimestre de 1990 une diminution de 8 % de son chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'année précédente. Renault comme PSA ont décidé de réduire leurs plans de production sur février et mars pour se mettre en phase avec une demande déclinante. Leurs commandes sont, en ce début d'année, considérablement épuisées.

En fonctionnant en zéro stock, les constructeurs automobiles font désormais intégralement supporter à leurs équipementiers le prix des retournements de conjoncture. Tous les intervenants de la filière automobile se préparent ainsi à adopter des mesures de chômage partiel. Mais les difficultés

actuelles de la filière automobile permettent également à Valeo d'accentuer une politique de réduction d'effectifs, constante depuis plusieurs années. Depuis 1986, date de l'arrivée de M. Carlo De Benedetti comme principal actionnaire, suivie de la nomination de M. Noël Godard à la tête du groupe, l'équipementier français, dont les pôles d'activité étaient complètement éclatés, s'efforce de retrouver une cohérence et surtout d'audaciser une productivité jugée défectueuse par rapport aux grands noms du secteur (le japonais Nipponenso, situé dans le giron de Toyota, ou Bosch, son grand rival sur le continent européen).

« Restructuration permanente »

Depuis 1986, le groupe Valeo vit donc en état de « restructuration permanente ». Les importantes acquisitions réalisées par Valeo tout au long de l'année 1989 (rachat, entre autres du britannique Blackstone) ont à nouveau détérioré la structure financière du groupe et l'ont contraint à céder en 1990 ses activités des freins stratégiques (garriture de freins, systèmes d'allumage, klaxons et investissements immobiliers), tout en fermant une douzaine de sites industriels. Les effectifs mondiaux du groupe sont ainsi passés de 34 200 salariés à un peu plus de 29 000 au début de 1991. Valeo s'apprête donc à donner un nouveau tour de vis.

Ford investit dans les Ardennes. — Ford va investir 340 millions de francs d'ici à 1993 pour construire une nouvelle unité de production sur son site de Charleville-Mézières, dans les Ardennes. Cette usine, qui permettra de créer 375 emplois fabriquant des composants en plastique antipollution aux nouvelles normes européennes. L'actuelle usine, qui emploie 420 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 700 millions de francs en 1990 produit des composants plastiques et de climatisation. Outre le caractère local des produits qui seront fabriqués à Charleville (il s'agit de composants aux normes européennes), les perspectives offertes par l'ouverture de marchés en Europe de l'Est et la bonne tenue des ventes de Ford en France sont peut-être aussi intervenues dans cette décision.

La CEE pourrait vendre 200 000 tonnes de beurre à l'URSS. — La CEE pourrait prochainement vendre 200 000 tonnes de beurre à l'URSS à prix réduit afin de vider ses stocks et déstabiliser les prix de son propre marché, a-t-on appris de bonne source le 7 février à Bruxelles. Le prix consenti à l'URSS sera voisin d'un dollar le kilo, soit quatre fois moins que le cours moyen dans la CEE. Quelque 150 000 tonnes de beurre seraient posées dans les stocks publics du Marché commun, qui s'élevaient aujourd'hui à 208 000 tonnes, et vendues à l'URSS par l'intermédiaire de la firme Interagra dirigée par M. Michel Doumeog. Les 50 000 tonnes restantes seraient fournies en faisant appel au marché libre européen.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Un premier bilan dressé par M. André Laignel

Depuis dix-huit mois 180 000 jeunes ont bénéficié du crédit-formation individualisé

Au moment où se développe la campagne de lancement pour le crédit-formation individualisé (CFI), étendu aux adultes salariés ou demandeurs d'emploi, M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, est en mesure de faire un premier bilan de la mesure, appliquée aux seuls jeunes de moins de vingt-cinq ans depuis dix-huit mois (le Monde daté 3-4 février). Mais, avec le recul, il peut aussi s'inquiéter de la tournure, prise sur le terrain, de dispositions arrêtées en faveur « de la deuxième chance », selon la formule du président de la République. C'est ce qu'il a fait le 17 janvier dernier, en évoquant ses craintes lors d'une rencontre nationale avec les coordinateurs de zone.

Entré en application en septembre 1989, le CFI (crédit-formation individualisé) livre en effet des résultats encourageants mais pas encore probants. Si les entrées de stagiaires sont en nombre aux objectifs — 180 000 jeunes, au 31 décembre —, le processus de formation, nécessairement très long, n'a toujours pas débouché, et pour cause, sur l'obtention d'un emploi qualifiant pour les signataires des conventions.

Chez les premiers sortants, par exemple, bénéficiaires d'un CFI avant le 30 juin 1990, 26 600 avaient été orientés vers des modules de préqua-

lification et 15 300 vers des stages de qualification. Actuellement, 18 990 d'entre eux, qui ont obtenu une ou plusieurs unités capitalisables du CAP ou un certificat de formation générale, doivent poursuivre leur formation, et 5 500 ont décroché un CAP ou un brevet professionnel. Quant aux autres, ils ont abandonné au moins temporairement le cursus, le plus souvent parce qu'ils avaient trouvé un emploi.

Même si le public visé a bien été touché — 60 % ont un niveau inférieur à l'ancien certificat d'études, 20 % sont illettrés, 65 % sont des femmes, 83 % sont âgés de plus de vingt ans et 50 % ont quitté l'école depuis plus de trois ans —, il est donc encore trop tôt pour savoir si le CFI sera effectivement capable, comme le souhaite M. Laignel, de porter 80 % de la population active d'ici à l'an 2000 au niveau du CAP. Alors que le droit au bilan et à l'évaluation, préalable à l'action, a été reconnu pour tous, on ne sait pas, en revanche, combien ont réellement été soumis à cette formalité. Le secrétaire d'Etat les évalue à 200 000, environ, sur les 460 000 jeunes qui ont été « accueillis », autrement dit qui se sont, à un moment ou à un autre, déclarés intéressés par le CFI.

De toute manière, les centres de bilan, implantés dans soixante départements et appelés à se développer, posent de sérieux problèmes de gestion et, comme le souligne M. Laignel, « de moralisation ». Il faudra les « labelliser », s'assurer de la confidentialité de leurs interventions, éviter

qu'ils ne pratiquent l'évaluation en groupe et, enfin, prendre des garanties sur la transparence financière.

Au-delà — et c'est le point qui commande à préoccuper M. Laignel car il conditionnera à terme la réussite de l'opération —, les choix de formation effectués par les stagiaires eux-mêmes au sein du CFI s'offrent tous l'assurance d'un débouché en terme d'emplois. A 70 %, en effet, ils ont opté pour les filières du tertiaire et, compte tenu de la majorité féminine des bénéficiaires, pour les CAP de coiffure, d'esthétique, de secrétariat ou de vente. Or ces métiers ne se retrouvent pas en aussi grand nombre dans les localités dont sont originaires les CFI et les déconvenues risquent d'être grandes. Ainsi que le notait un responsable, « la deuxième chance peut devenir celle de retourner à l'ANPE, avec un diplôme, cette fois ».

Réussir l'insertion

Prendant conscience de l'écueil, qui peut nuire à la crédibilité d'un édifice coûteux, le secrétaire d'Etat avance maintenant les préceptes qu'il avait édictés. Certes, il parle toujours « du droit individuel à la formation », de la « logique de la demande de formation », préférée à la « logique de l'offre », qui serait imposée par les capacités des organismes de formation, mais il demande aux coordinateurs de zone, réunis le 17 janvier, « de travailler sur la base des données réelles de l'emploi ». Partant d'un « lieu de régulation de la demande » d'emploi,

il souhaite désormais que l'on tienne compte des marchés locaux du travail, des besoins identifiés et que l'on écoute « les suggestions » et les « préoccupations » des employeurs comme des élus locaux.

« On mettra deux ou trois ans, mais on va corriger et réguler notre système », promet-il. Car il sait aussi que l'avenir du CFI, à moyen terme, ne se jouera pas tant sur sa faculté à accueillir des personnes en formation, puis à leur permettre d'acquiescer une qualification, mais davantage sur sa capacité à faciliter l'insertion professionnelle, de façon durable, et dans les fonctions préparées à l'avance.

ALAIN LEBEAUCHE

TRANSPORTS

Après 1,95 milliard de francs de pertes

La compagnie aérienne KLM accélère sa réorganisation

Après quatorze années d'activité bénéficiaire, la compagnie aérienne néerlandaise KLM s'attend à clore l'exercice en cours, la 31 mars prochain, sur une perte de 650 millions de florins, soit 1,95 milliard de francs. Ce montant se décompose en deux parts presque égales : un déficit d'exploitation (1,05 milliard de francs, équivalent au bénéfice au 31 mars 1990) et des provisions pour restructuration (900 millions de francs).

AMSTERDAM

de notre correspondant

La KLM avait présenté, le 12 octobre dernier, la trame d'un plan de réduction de ses coûts (le Monde du 16 octobre). Elle en a précisé le contenu jeudi 7 février, mais elle parle désormais de « mesures de réorganisation ». Ce changement de ton traduit bien la dégradation de la situation de la société : elle a perdu, au cours du dernier trimestre 1990, près de 650 millions de francs, et la guerre du Golfe lui coûte actuellement entre 6 et 9 millions de francs par jour.

3 100 salariés vont devoir quitter la KLM d'ici à 1992, soit 2 600 suppressions d'emplois supplémentaires par rapport à ce qui avait été annoncé en octobre 1990. L'essentiel de cette compression de personnel (2 000 emplois) sera le

résultat du sous-traitement de certaines activités annexes (restaurants, transport, services incendie, pompier...) et de la mise en joint-venture de plusieurs autres secteurs (exploitation informatique, commissariat aérien, entretien des Boeing 737...). La KLM deviendrait dans ce cas un actionnaire minoritaire.

La demande ayant régressé et son réajustement ne s'annonçant pas rapide, la KLM a également décidé de restreindre ses capacités de transport. Un Boeing 747 et son Airbus seront maintenus au sol pendant les trois prochaines années, la location d'appareils sera réduite et la livraison de cinq des dix MD-11 commandés pourrait être reportée. Ces mesures entraîneront la suppression de 600 emplois dans les services administratifs et logistiques.

Enfin, les personnels navigants et de cabine ne seront pas épargnés : ils voleront plus souvent et leurs tâches seront accrues. La compagnie entend ainsi économiser 1,5 milliard de francs d'ici à 1994. A cette échéance, la KLM espère enregistrer à nouveau des bénéfices et décaler une rentabilité de 5 %. Mais elle table à cette fin sur une progression annuelle du trafic de 6 à 7 %. Si cette prévision ne se réalisait pas, d'autres mesures de réorganisation pourraient être prises.

CHRISTIAN CHARTIER

ÉTRANGER

Comme les dirigeants de grandes entreprises

Le nouveau ministre allemand de l'économie veut accélérer les négociations du GATT

Quatre-vingt-un dirigeants de grandes entreprises internationales, dont MM. Jérôme Minod, président de la Lyonnaise des eaux-Dumez et Ernest-Antoine Scaillet, président de la CGIP, ont lancé, jeudi 7 février, un appel aux pays participants de l'Uruguay Round

pour qu'ils « reprennent de toute urgence les négociations et qu'ils les mènent promptement à une conclusion positive ». Cet appel a été envoyé aux négociateurs par l'intermédiaire de la Chambre de commerce internationale (CCI). De son côté, dans son premier discours devant le patronat allemand,

le nouveau ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, s'est prononcé en faveur d'une réforme de la politique agricole commune (PAC) afin de débloquer les négociations avec les États-Unis et d'éviter un échec définitif des pourparlers de l'Uruguay Round.

Déficit aggravé pour le premier budget fédéral de l'Allemagne unifiée

Le premier budget fédéral 1991 de l'Allemagne après la réunification sera bouclé vendredi 15 février, selon une source proche du gouvernement à Bonn. Il n'augmentera que très faiblement, passant de 396 milliards de marks en 1990 (en regroupant les budgets de la RFA et de la RDA) à 400 milliards de marks cette année.

Contrairement aux affirmations du ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, le déficit prévu d'environ 70 milliards de marks ne pourra pas être tenu, a-t-on ajouté de

même source. Il sera aggravé par les dépenses supplémentaires dues à l'unification et à la guerre du Golfe.

En revanche, le déficit du budget 1990 est plus faible que prévu. Le besoin de financement, évalué en novembre par le gouvernement d'outre-Rhin à 66,8 milliards de marks, s'est établi finalement au-dessous de 50 milliards de marks, surtout grâce à la possibilité d'engager des crédits non utilisés dans l'ERDA et l'existence de revenus plus élevés.

« Il ne faut pas que le commerce agricole représente un danger sérieux et permanent pour le commerce mondial », a-t-il déclaré le mercredi 6 janvier, à l'occasion de la réception annuelle du Deutscher Industrie und Handelsstag (DIHT), l'association des chambres de commerce et d'industrie d'outre-Rhin.

« Nous devons transformer les mécanismes de protection décalés en des solutions conformes aux conditions du marché », a ajouté M. Möllemann en évoquant notamment des aides directes à la production. Il a donc l'intention de « lutter de toutes ses forces » pour que les négociations du GATT soient conclues bientôt.

ÉNERGIE

Deuxième exportateur mondial de gaz naturel

Les Pays-Bas proposent à GdF d'accroître leur fourniture

AMSTERDAM de notre correspondant

Gaz de France et son fournisseur néerlandais, Gasunie, devraient prochainement négocier la prorogation du contrat qui les liait en principe jusqu'en 2010, a-t-on appris mercredi 6 février au siège de la société de Groningue, dans le nord des Pays-Bas.

Gaz de France a importé ces dernières années des volumes croissants de gaz naturel néerlandais : 3,3 milliards de mètres cubes en 1988, 4 milliards en 1989, et 4,5 milliards en 1990.

La France est le troisième client de Gasunie, derrière l'Allemagne et le duo Italie-Suisse, ces deux pays s'approvisionnant en commun.

Ayant le monopole de la distribution et de la commercialisation du gaz naturel des Pays-Bas (75 milliards de mètres cubes écoulés l'an dernier dont 35 milliards à l'exportation), Gasunie avait coté-pris au cours du second semestre 1990 de mesurer l'intérêt de ses clients étrangers pour une augmentation et une prolongation de ses livraisons.

Elle avait constaté que « tous étaient intéressés ». Il ne lui restait plus qu'à obtenir le feu vert du gouvernement de La Haye. Le ministre des affaires économiques le lui a donné mardi 5 février, autorisant la vente de 200 milliards de mètres

cubes supplémentaires dans les vingt prochaines années. Sur la base des prix actuels, les 200 milliards de mètres cubes de gaz libérés ont une contre-valeur comprise entre 90 et 120 milliards de francs.

C. Ch.

Six pays participent à un projet de gazoduc « Maghreb-Europe »

Près de 3 milliards de dollars, soit plus de 15 milliards de francs d'investissements, six pays impliqués des deux côtés de la Méditerranée, le projet de gazoduc « Maghreb-Europe », qui doit à terme acheminer une partie du gaz algérien vers le Vieux Continent, via le Maroc, le détroit de Gibraltar et l'Espagne, progresse.

Après plusieurs années de discussions, une société nommée Omegaz-Études a été créée à Rabat pour conduire l'ensemble des études techniques et économiques nécessaires au lancement de la partie la plus critique du projet : le tronçon traversant le Maroc et le détroit de Gibraltar, a annoncé Gaz de France

dans son bulletin mensuel d'information de février. Les cinq principaux partenaires du projet, SONATRACH pour l'Algérie, la Société nationale des produits pétroliers pour le Maroc, Enagas pour l'Espagne, Ruhrgas pour l'Allemagne et Gaz de France, déclinent chacun 19 % du capital de cette société, le solde, soit 5 %, étant possédé par Gas de Portugal.

Ce nouveau gazoduc devrait transporter 16 milliards de mètres cubes par an, soit 5 milliards de plus que les quantités actuellement livrées par l'Algérie, sous forme de gaz liquéfié, à la France et à la Belgique — l'Allemagne et le Portugal n'étant pas jusqu'ici clients.

REPRODUCTION INTERDITE

ASSOCIATIONS

Appel

POÉSIE EN LIBERTÉ
Tél. : (01) 45-50-32-33
Minitel 3615 CLP

Sessions et stages

COURS D'ARABE
EXTENSIF : MATINEE ET SOIR
DU 4 MARS AU 28 JUIN
AFAC 42-72-20-98

ABC des LANGUES : cours de langues sur mesure pour particuliers et entreprises ; cours privés, petits groupes, téléphone, séjours d'été gratuits. Tél. : 42-20-98-93.

• Prix de la ligne 49 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
• Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
• Chèque libéré à l'ordre du Monde Publicité, adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour pendre du vendredi, dans le samedi du Monde Publicité, 6, rue de Montesson, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agende, dans les pages annonces classées.

automobiles automobiles

moins de 5 CV

A VENDRE

AUDI 80

TURBO DIESEL CONFORT
nov. 88, mod. 85, Bleu lagon
métal. Alerte, form. électr.,
légende 1er prix.
119 000 km. 71 000 F.
88-80-06-19 après 19 h.

A SAISIR ! PARTICULIER VENDS
cote double, empl. Volvo 340
Gén. 1990, 17 000 km. part. mét.
Ver. cert., dern. part. du bou.
sur. Sous gar. Contre reuve 1
90 000 F. T. : 48-55-79-34.

de 8 à 11 CV

Vends cause double emploi

GOLF GTI 16 S

Modèle 89, couleur gris
enrichie, toit ouvrant,
alarme Starn, 73 000 km.
9 CV. Garant. 12 ms. VAG.
Paris. Tél.
Tél. : 43-76-31-00
M. Régis OULUNEAU

A vendre, URGENT
BMW 318 i, janvier 1989
18 000 km, Delphiens métall.
isé, toit ouvrant électr.,
rétrov. électr., téleg. 3000.
Sur. : 64-58-46-22
Dom. : 30-21-89-51.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

ODEON Imm. XVII^e
Beau pied-à-terre, 75 m²,
Séjour 45 m²,
avec cheminée, cuisine,
Prix : 2 950 000 F.
Possibilité 140 m².
Tél. : 47-66-23-79

8^e arrdt

260 m² - BALCON
IMMEUBLE 1900
ÉTAT PARFAIT
AMÉNAGEMENT IMMÉDIAT
Samedi de 14 h à 17 h
17, rue du Général Fay
Peyre : 43-87-01-81

Propriétaire vend studio
27 m² dans immeuble
classé, rue la Botz (9^e).
Possibilité 140 m².
Tél. : 43-89-63-01.

15^e arrdt
M^{me} MICHEL-ANGE-AUTEUIL
Bon immeuble tout confort, 9^e arr.
et 15^e, 4.5 m², 10 m², 10 m²,
34, rue d'Alsace
Samedi, dimanche 14 h à 17 h

16^e arrdt
F0504 M^{me} RAMELASH
Imm. réc. amén. part. 10,
dble, 1 chre, 2 b., 88 m² +
balc., loggia sur jardin.
Samedi et dimanche 14 h à 17 h.

appartements achats

VOUS DESIREZ VENDRE

un immeuble, un appartement
ou une boutique.
Adressez-vous à un spécialiste
3600 M^{me} BOUTIER
42-82-01-82

terrains

TRES URGENT

STÉ CLAMATONNEUR recherche terrain
à louer ou à acheter avec ou sans
construction pour expansion
bâtiment 7 000 à 10 000 m².
Tél. : 48-44-16-50
Fax : 48-48-72-12.

domaines

A VENDRE

PROXIMITÉ DILON
Superbe étang 80 ha
+ maison et bois.
Pêche, chasse.
BRISAC A DILON
Tél. : 90-90-21-82

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

COMMUNICATIONS

Constitution de sociétés
et tous services. 43-55-17-50.

BUREAUX ÉQUIPÉS

Salles de réunions, très
débordantes, domiciliaires,
siège social, déjeuners,
formalités et ordonnances
des taxes entreprises/serv.
personnalisées :
courtesy/16000. X.

GROUPE ASPAC

1^{er} réseau national
de centres d'affaires
ÉTOILE 19 : 42-22-81-58
GIBELIE 19 : 42-22-81-91
ST-JAZARE 9 : 42-22-81-94
LA FAYETTE 9 : 42-22-81-81
BOULOGNE 92 : 48-20-22-25
VERSAILLES 78 : 30-21-49-49
+ 20 centres en France.

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

LE MONDE INITIATIVES INFORMATIQUES

confirmés ou jeunes diplômés
Découvrez les meilleures opportunités
de carrières informatiques dans

Les Métiers
de l'Informatique

12 daté 13
FÉVRIER

هذا من الامام

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

S A N S V I S A

Venise



De toute l'Europe sont arrivées des « masques » qui avaient préparé leurs costumes avec patience de longs mois durant.

Du haut du Campanile, le dimanche 3 février, une colombe mécanique descendait de son fil en éparpillant dans sa course des badges frappés du slogan « Venise pour la paix ». Le carnaval se mettait en place avec pour consigne de nourrir la fête de la juste exubérance que réclamait le moment. Bizarre, mais par temps de honte, de crainte et d'incertitude, la Sérénissime vant aussi le voyage.

C'ÉTAIT elle, la Faucheuse, qu'on avait voulu éviter ? Elle s'exhibait, place Saint-Marc, empiétrée dans ses voiles sombres, son arme sur l'épaule. Elle pavait pour les photos, mains gantées de blanc posées sur les épaules d'enfants aux parents inconscients de la force du symbole. Puis, elle glissait plus loin, vers la Piazzetta ou la Calle Grande, silencieuse et lente. Personne ne s'écarterait sur son passage. Personne n'agressait le Français qui se cachait sous le lourd costume. Lui-même n'avait pas le sentiment de se moquer de la guerre.

C'étaient eux qu'on avait voulu interdire ? Ces dizaines de masques, aussi inquiétants que celui de la Mort, ces formes enturbannées, ces faces cachées qui déambulaient dans une ville sans musi-

Saint-Marc, ce théâtre d'ombres somnolentes soupçonnaient, à leur manière si courtoise, l'Occident de confusion générale. Mieux, de lâcheté. Et les heures passant, il se trouvait assez de monde pour un événement, suffisamment d'attente, dans les rues et sur la place, pour déclencher d'autres hostilités, ludiques, par soutien à l'espérance. La mairie dut le sentir. Venise lâchait un peu de lest. On dansait bien sous le petit chapiteau du Campi Sant'Angelo. Peut-être avec moins d'exubérance. Par précaution, tous les gains, indiquaient les affiches, seraient versés à une fondation de secours aux enfants victimes de la guerre.

Ce carnaval sous nom s'acheverait bien, comme le veut la coutume, par un défilé nautique sur le Grand Canal. Mais les feux d'artifice, les illuminations des palais - Venise avait trouvé un sponsor spécialisé dans l'électricité - seraient remplacés par une solennelle retraite aux flambeaux, dans l'obscurité de la nuit de l'hiver mondial. En signe de fraternité. Étrange décision, initiative risquée, car cette retraite pouvait bien passer pour une procession d'obstacles.

La fête débiterait bien, le dimanche, à midi, par la traditionnelle cérémonie de la *colombina*, l'oiseau blanc qui descend lentement du sommet du Campanile jusqu'au sol, le long d'un câble. Simplement, cette année, cette colombe serait signe de paix. On lui collerait un rameau dans le bec, se félicitant que la ville n'ait pas retenu, dans son folklore, un corbeau ou un aigle. A mi-chemin de son vol, cet oiseau ouvre son ventre, et s'en

la peur sous le masque

que ? Ceux qui s'étaient déguisés, présents au rendez-vous annuel du carnaval de Venise, n'avaient pas le sentiment d'enfreindre un tabou. Ils savaient bien qu'à Jérusalem et à Ryad des gens vivaient, la nuit, le visage protégé, mais, franchement, ils ne voyaient, dans leurs errances maniérées, au voisinage de la lagune, aucune matière à compassion. Rien qui puisse froisser

Jérusalem et Ryad, trop occupés.

Le 16 janvier, les autorités vénitiennes avaient eu une sorte de réflexe humanitaire. L'aveu d'une gêne, qui se répand sur l'Europe tout entière. Pouvait-on continuer à respirer, alors que les boys, là-bas, s'attendaient à survivre dans un oxygène saturé de chimie ? Elles avaient répondu « non », un plintôt « non, mais ». La plupart des manifestations prévues avaient été annulées, à la veille du premier raid sur Bagdad. Les « traditionnelles » machines à feu, cracheuses de pétards, qui risquaient d'évoquer le bruit du canon. Les illuminations des palais, le long du Grand Canal. Les bals publics. Le carnaval, en cette funeste année, n'aurait pas lieu.

Mais Venise ne l'avait pas dit assez tôt, ou l'avait dit trop bas, et dès le jour officiel de l'ouverture, le 2 février, les masques étaient dans la ville, et avec eux, leurs spectateurs, Vénitiens et Français, surtout, descendus dans la rue malgré le froid. Moins nombreux qu'un Mardi-Gras sans annexion du Koweït, 50 % de la fréquentation normale des hôtels et des pensions, des tours d'îles en bateau et des visites au cimetière Saint-Michel. Présents tout de même, parce que, de tous les rendez-vous, Venise devait être le moins agréable. Trop de fiançailles, de voyages de noces, d'anniversaires de mariage avaient dû être programmés, cet hiver-là,

pour être tous remis à plus tard. Se priver de tout, plutôt que de point des Soupirs en gondole. Il y avait même des Américains, qu'un regardait comme un observateur, médusé, des funambules au-dessus du vide. Savaient-ils qu'au-delà commençaient l'Orient et, juste après, le Golfe ? Savaient-ils que Venise était déjà d'Orient, que la ville avait connu sa fortune à commercer avec l'Arabe ? Qu'il en restait mille traces, dans les arabesques du Palais ducal, sur les façades, dans les plus des statues ? Ces Américains-là avaient dû s'égarer, ou alors, la municipalité avait montré trop de peur.

De toute façon, il y avait méprise. Les dnges avaient redouté de passer pour des indifférents aux malheurs du monde. Les services de sécurité avaient mis en avant la difficulté de la surveillance, avec tous ces visages dissimulés. Des Irakiens, des terroristes palestiniens pouvaient avoir l'idée de s'habiller en marquis ou en courtisanes, afin de faciliter leurs sales besognes. Les visages seraient donc nus. Le Campanile, interdit d'accès, pour éviter les ténors d'élite.

Le lendemain de ces décisions hâtives, les hôteliers avaient rappelé que Venise ne vivait que du tourisme et que, depuis 1980, année de sa renaissance, le carnaval n'avait cessé d'assurer le succès hivernal de la cité. L'an dernier, la ronde molle des

masques - qui à Venise englobent le costume tout entier - avait rapporté près de 100 milliard de lires.

L'argument était de poids. La mairie fléchissait. On verrait bien. A la limite, on s'en lavait les mains, fidèle à des problématiques locales entre socialistes et démocrates-chrétiens, qu'un hôtelier qualifié de « *dynamiques* ». De toute façon, l'œuvre de Goldoni restait au programme des théâtres. Les boutiquiers avaient le droit d'exposer leurs loupes, les *bautta*, pour les hommes, les *muretta*, pour les femmes. Le bateau prévu pour les bals flottants, autour du Lido, avait été réservé. On en paierait la location. Surtout, on laissait aux autres, aux invités, le choix de décider de l'existence de ce carnaval du temps des armes.

Samedi 1^{er} février, un premier masque, un Turinois, s'était rendu, tout habillé, au commissariat, où l'on avait admiré ses hermines, son lourd manteau et sa cagoule pourpre. On n'avait plus d'ordres pour lui demander de dissimuler son visage. Le masque était allé porter la bonne nouvelle, et des ruelles, étaient apparus ses compagnons de catambres. Ensemble, ils s'étaient rendus là où le carnaval tient habituellement réunion : dans les salons précieux du plus vieux café d'Europe, le Florian. On y avait fait asseoir les Pompadours ampoulées et les *mignons*, tous

les *domini*, masques génériques aux formes amples, empestés, qui recouvrent les corps de la tête aux pieds.

Venise sans carnaval allait connaître son carnaval. De toute l'Europe, arrivaient les « petites mains » qui avaient préparé leur costumes avec patience, de longs mois durant. Les homosexuels, gros bataillons de cette fête, avaient tenu bon, face à la morosité ambiante. Des conturbules maniérées, des théâtres refusant l'hypocrite abstinence. Ils rajustaient leurs étoffes, alignaient leurs faces exsangues de papier mâché, muets, hiératiques, avançant en processions solitaires, nu par deux, ou par grappes. Ils ne parlaient pas, mais répondaient volontiers aux questions.

Le Turinois du commissariat se disait pacifiste. Mais ça ne changeait rien à l'affaire. « *Tous les ans, je viens ici, et je me déguise, expliquait-il. Et tous les ans, il y a la guerre quelque part.* » A ses côtés, une matrone aux hanches arrondies de cerceaux, approuvait de son visage de cire. Il y avait même un Russe, en tricolore, qui rêvait, depuis dix ans, de son premier Mardi-Gras vénitien : « *Pendant la guerre d'Afghanistan, les Occidentaux n'ont pas annulé leurs carnivals par solidarité ou embarras.* »

C'était dit, et sans détour. Ces formes de soie qui traversaient

échappent serpentins et pétards. On les remplacera par un lâché de badges à l'effigie de la colombe, avec ces mots : « Venise pour la paix ». Cela ne vaudrait rien dire. Cela pouvait faire croire à un réflexe pacifiste des édiles.

Et le dimanche, devant quelques milliers de touristes et tout ce que la ville comptait de masques, la *colombina* lançait ses messages équivoques. Le speaker, au micro, levait l'interdiction de la montée au Campanile. Les enfants des écoles chantaient des hymnes à l'amour entre les hommes, derrière une banderole de l'UNICEF. Des milliers de ballons s'élevaient dans le ciel, comme pour séparer les Scud des Patriot. Et comme ce carnaval 1991 n'avait plus de thème, comme on avait trop bésité, les vrais pacifistes lui imposaient leurs déguisements. Greenpeace tirait ses banderoles. Un artiste avait dressé sur la Piazzetta une sculpture de fil de fer barbelé, de casques lourds et de roquettes. La Fanchense y posait, pour les photos. Tous les masques s'y attardaient.

Venise comprenait mieux son erreur, les heures passant. Elle prêtait bien ses quais à un congrès de symboles. Mais, ceux-ci perdaient leur sens, ou plutôt en prenaient un plus terrible. Plus inquiétant.

Philippe Boggio
Lire la suite page 26

AU SOMMAIRE



Rise-sur-Bition ou la savoureuse histoire de l'histoire reine p. 27

Vichy, le thermalisme en eaux naives p. 28

Arménie, une exposition de photos à Falmouth p. 32

Jour (p. 30) • Table (p. 31)

ISRAËL

Trois membres
d'un commando infiltré
depuis la Jordanie
ont été tués

Trois membres d'un commando qui avaient réussi à s'infiltrer en territoire israélien, à partir de la Jordanie, ont été tués vendredi 8 février, au cours de l'attaque d'un bus transportant des soldats israéliens, au sud de la mer Morte, ont indiqué des sources militaires à Jérusalem.

Les assaillants ont d'abord lancé une grenade, qui n'a pas explosé, sur l'autobus qui circulait à trois kilomètres de la frontière jordanienne, près de Beer-Menushah. Le commando a ensuite ouvert le feu. L'armée, rapidement intervenue, a tué les trois arabes après les avoir pris en chasse. Trois soldats israéliens, passagers du bus, ont été légèrement blessés.

Il s'agit de la deuxième infiltration en Israël à partir de la Jordanie depuis le début de la guerre du Golfe, et de la troisième cette année. (AFP, Reuters)

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

Débats

Le conflit du Golfe : « La paix, malgré tout », par Michel Noir ; « Paysage d'après-guerre », par Gérard Chailand ; « Américains, mais noirs », par Julia Wright ; Lituanie : « La France à Vilnius », par Pierre Lequiller... 2

La guerre du Golfe... 3 à 9

Journal d'un amateur

« Union », par Philippe Bouchar... 4

Union soviétique

Les inquiétudes du Pentagone... 10

Corée du Nord

Un « complot » déjoué grâce au fils du président... 12

POLITIQUE

Les dérives de la télévision

Les premières auditions de l'Observatoire des médias... 13

SOCIÉTÉ

Girondins de Bordeaux

M. Jean-Pierre Darosa nouveau président du club... 14

CULTURE

« La Mort subite »

de Maurice Béjart

Un nouveau ballet qui rend hommage à tous les arts... 15

La crise

des télévisions publiques

2 milliards de francs pour relancer A 2 et FR 3 ?... 16

ÉCONOMIE

8 000 fonctionnaires

supplémentaires

Une progression des effectifs de 0,3 % en un an... 19

Immobilier

en Ile-de-France

Les appartements neufs se vendent moins bien... 19

SANS VISA

« Vanise » Riec-sur-Bélon ou la savoureuse histoire de l'huître

reine « Viehy », le thermalisme en eaux neuves « Arménie », une exposition de photographies à Falguiera... 25 à 32

Services

Abonnements... 2

Annuaire classés... 20

Camet... 21

Jeux... 30

Loto... 21

Marchés financiers... 22-23

Météorologie... 21

Philatélie... 16

Radio-Télévision... 18

Spectacles... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 8 février 1991

n° 578 165 exemplaires.

Un an avant l'ouverture des épreuves olympiques

Le budget des Jeux d'Albertville pourrait être compromis par la guerre du Golfe

Le président du Comité international olympique (CIO), M. Juan Antonio Samaranch, devait, selon la tradition olympique, lancer, vendredi 8 février, un appel aux athlètes du monde entier pour participer aux 16^{es} Jeux olympiques d'hiver, qui se dérouleront à Albertville (Savoie), du 8 au 23 février 1992. Le budget des Jeux pourrait cependant être compromis par la guerre du Golfe et les fluctuations du dollar.

GRENoble

de notre correspondant

Un an avant les compétitions, « le théâtre des jeux est construit », affirme, serein et satisfait, Jean-Claude Killy, président du Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville (COJO). Lancé au cours de l'automne 1988, la construction des équipements sportifs est désormais achevée. Seules restent les finitions de ces ouvrages, dont le coût s'élève à 893 millions de francs. La patinoire d'Albertville, en forme de gigantesque araignée dont les pattes s'accrochent au sol, a été inaugurée en décembre.

Quant aux deux équipements qui posaient le plus de problèmes géologiques et techniques au cours de leur construction, en raison des terrains instables et humides sur lesquels ils ont été installés, les deux tremplins de saut de Courchevel et la piste de bobsleigh et de luge de La Plagne, ils sont opérationnels depuis quelques jours. Leurs prix se sont envolés pendant leur réalisation, passant pour les premiers de 72 millions de francs à 100 millions de francs et, pour la piste de bobs, de 129 millions à plus de 200 millions de francs. Cette dernière n'a finalement reçu son autorisation de mise en service que pour une période d'essai de compétition.

La dispersion des sites

Toutefois, les épreuves se dérouleront sans public, en raison des dangers que feraient courir aux spectateurs les 80 kilomètres de canalisations dans lesquels coulent 45 tonnes d'ammoniaque. L'instabilité du sol pourrait en effet provoquer des ruptures de la tuyauterie et exposer les spectateurs à des projections de produits dangereux. Le COJO et la commune de Macé La Plagne, propriétaires de l'équipement, ne désespèrent pas de convaincre le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, d'autoriser le fonctionnement de la piste en présence des spectateurs... protégés.

Le COJO, qui organise depuis le début de cet hiver des épreuves-tests - ce week-end aura lieu la descente et le super-giant hommes sur la nouvelle piste de Bellevue, à Val-d'Isère - dispose, dans quelques semaines, de l'ensemble des données nécessaires à la bonne mise en place des cent trente-trois matchs et rencontres prévus sur les dix sites de compétition.

L'éclatement géographique des sites sportifs - certains sont distants de 120 kilomètres, qui devront être parcourus en terrain montagneux - constitue l'un des handicaps majeurs de la candidature d'Albertville. Il a été surmonté au prix d'un effort de

« rationalisation du territoire olympique, mais aussi d'un coût élevé », selon M. Michel Barnier, député RPR de la Savoie, et coprésident avec Jean-Claude Killy du COJO. « Ces Jeux resteront peut-être les plus complexes jamais organisés en hiver. »

A la différence d'autres JO, les athlètes auront l'occasion, un an avant les compétitions, de tester l'ensemble des équipements. Une exigence que les fédérations sportives avaient mise en avant au moment de la désignation d'Albertville, il y a cinq ans et que la Savoie olympique a respectée. Pour le COJO, cette répétition était tout aussi indispensable pour déceler les drapages et éliminer les ultimes faiblesses du système mis en place.

Un événement exceptionnel comme la guerre du Golfe peut-il remettre en cause la préparation des Jeux ? Jean-Claude Killy mise naturellement sur une issue prochaine du conflit, mais il fixe au mois de septembre ou octobre prochain la date butoir de son programme chronométré. « Si la guerre continue, alors nous devons retravailler notre organisation », a déclaré Jean-Claude Killy, qui n'a pas voulu expliquer le « scénario de crise » qui devrait être mis en place.

En effet, le COJO sera notamment confronté aux obligations qui le lient à la chaîne américaine de télévision CBS. Le contrat d'un montant de

243 millions de dollars qui lui assure l'exclusivité, sur le territoire des États-Unis, prévoit une forte réduction des paiements au COJO en cas de défection des équipes de ce pays. Une autre ombre pèse sur le budget des Jeux d'Albertville, la parité du dollar. L'ensemble des droits de télévision ont en effet été acquis sur la base d'un billet vert à 10 F. Le COJO a cependant protégé les deux tiers de ses recettes par des couvertures à terme en prix de 6,23 F. Toutefois, 70 millions de dollars restent aujourd'hui dépendants de fluctuations de la monnaie américaine installée depuis de nombreux mois autour de 5 F.

En octobre 1986, lors de la désignation d'Albertville par le comité international olympique, puis au cours des deux années qui suivirent cette première « victoire », M. Michel Barnier répétait inlassablement que « les Jeux paieront les Jeux » ; puis, il affirma sa pensée en déclarant que les recettes commerciales, les droits de télévision ainsi que les aides publiques couvriraient les dépenses engagées par l'organisation des seize jours de la manifestation. Aujourd'hui, les deux coprésidents affirment que l'équilibre budgétaire réalisé sur cette base sera « extrêmement difficile à tenir » en raison de la très grande dispersion des sites qui a accru les coûts, mais aussi des aléas de la monnaie américaine.

CLAUDE FRANÇILLON

La vague d'intempéries

L'Europe grelotte sous la neige

Presque toute l'Europe, à l'exception du Portugal et de l'Espagne, subit une vague de froid qui fait alterner gel, verglas, congères, glissements de terrain et, dans de nombreux accidents de circulation. La neige est tombée toute la journée de jeudi 7 février sur Londres et le sud-est de l'Angleterre, où l'on a enregistré - 12 °C le matin à l'aéroport de Gatwick. Dans le Keol, la couche de neige a atteint 35 cm d'épaisseur. En Allemagne, la plus basse température a été enregistrée en Forêt-Noire (- 13,3 °C), et on a atteint - 34 °C dans les Grisons, en Suisse, marquant le record de froid en Europe.

A Vienne, en Autriche, où le thermomètre indiquait - 16 °C, les rues disparaissent sous 20 cm de neige. En Roumanie, la pénurie d'électricité et de carburant a contraint les autorités à fermer des usines pour permettre le chauffage des logements. Pour les deux cent quarante-sept mille ouvriers qui ont ainsi été mis au chômage technique pour deux mois. Les liaisons aériennes intérieures sont suspendues, et beaucoup de routes et voies ferrées coupées par la neige.

Mais c'est dans le sud de l'Europe que l'hiver s'est montré le plus sévère. En Grèce, où de nombreux villages de montagne sont isolés, des bâtiments agricoles se sont effondrés sous le poids de la neige. Dans l'île d'Eubée, au nord d'Athènes, des milliers de poulets sont morts de froid dans un élevage industriel. En Turquie, la neige est tombée pour la première fois depuis cinquante-six ans sur le littoral méditerranéen. Au moins cinq personnes ont été tuées de froid, et les accidents de la route mortels se sont multipliés.

En Yougoslavie, d'abondantes chutes de neige et des vents soufflant à 120 km/h ont sérieusement perturbé la circulation dans tout le pays. Les aéroports de Zagreb, Sarajevo et Titograd ont été fermés. En Italie, il a fait - 10 °C à Venise, où certains canaux ont été pris par les glaces. L'autoroute de l'Adriatique a été coupée à la hauteur de Pesero et l'aéroport d'Ancone fermé. Il a neigé à Rome pour la première fois depuis cinq ans.

En France, tout le pays a subi l'offensive de l'hiver, considérée comme « normale » en cette période de l'année. Le record de froid a été atteint à Lille, jeudi,

avec une température de - 12,6 °C. Mais la moitié sud a connu aussi d'abondantes chutes de neige, notamment sur la Côte d'Azur.

Accident de car dans les Pyrénées

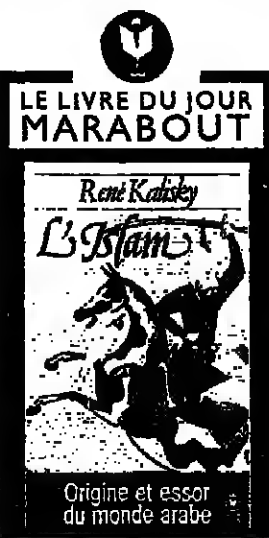
Dans le Sud-Ouest, le froid, la neige et le verglas ont provoqué de nombreux accidents de circulation, notamment en Dordogne (quatre morts) et dans les Hautes-Pyrénées, où un car transportant des élèves du lycée français de Madrid est tombé dans un ravin, provoquant la mort de quatre fillettes (trois Espagnoles et une Suissesse).

Cette vague de froid oblige Électricité de France à faire tourner à plein ses centrales nucléaires, ainsi que certaines unités d'appoint comme les barrages, à nouveau remplis, et les centrales thermiques au gaz ou au fioul. Le record de consommation a été battu jeudi matin avec 67 500 MW distribués aux consommateurs. Le standard téléphonique de la Lyonnaise des eaux a été saturé d'appels pour des canalisations gelées.

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans le jour-nuit ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (101) - M^o Gare-du-Nord. Tél. 48-87-18-18.



SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Dehors !

ELLE a la chair de poule, la France. La guerre, la froid... La trouille, quoi ! S'agirait pas de choper une grippe ou d'attraper le rhume. Pas question de traîner dehors par des temps pareils. Alors, sortis des ateliers et des bureaux, elle rentre se tasser chez elle, bien au chaud, bien au sec. Elle se pelotonne, elle coconne, monte un peu le chauffage, tu veux, un poil sur le feu, on dirait qu'il va neiger, un autre sur l'écran !

Non, mais regarda ses bagnoles abandonnées, diesel gelé, si c'est pas malheureux quand même ! T'es pas à faire livrer des pizzas pour dîner ? Ils ont dit à la radio que les fécules, les sucres lents, ça permet à l'organisme de se défendre par moins 15 degrés.

Et cette galère, le matin, pour arracher à sa couette et s'aventurer sur des trottoirs verglacés ! Moi, aujourd'hui, je prends l'ascenseur, bien ammitoufflé, bottes fourrées, écharpe et bonnet. Et sur quoi je trébuche dans le hall de l'immeuble ? Sur un tas de couvertures et de vieux journaux qui s'agitent, qui geignent et s'arrachent au sommeil !

Je vous demande pardon, la porta d'entrée était pas bien

refermée, alors eomma j'ai pas où crêcher...

Non, mais ça c'est ! Si tous les cloches du quartier...

Déjà, je suis pas un pro

Un simple amateur, pas tellement amateur d'ailleurs, de la dèche et de la débâcle. Un SDF, ça s'appelle.

Un quoi ?

Un sans domicile fixe. Ja vous aiglaie qu'on est près de six mille à Paris et plus de trente mille en Ile-de-France, alors las foyers, bonsoir !

Je regrette, je m'appelle pas l'abbé Piarra, moi. Allaz, dégage ! T'es qu'à l'installer sur une banquette du RER, il y a n qui m'n'ra n'ant

vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ou dans une attente de métro. Maintenant qu'ils ont supprimé les poubelles rapport aux attentats, tu feras moins tache qu'il.

Ils ont fermé celles qui restaient ouvertes la nuit.

Et las bouhas, c'est fait pour qui ? Pour les chiens ?

Non, pensez, las toutsous, eux, ils ont droit à un bon coussin près du radiateur. Si ja suis un humain et pas un caniche minin, c'est vraiment la foute à pas de chance !

M. Jacques Chirac invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jacques Chirac, président du RPR, maire de Paris, sera l'invité de l'émission hebdomadaire, « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 10 février, de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien premier ministre répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Pierre Longueville, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et d'Isabelle Deth, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

SRI LANKA : huit soldats tués par des guérilleros. - Huit soldats ont été tués, jeudi 7 février, lors d'une attaque des guérilleros du mouvement des Tigres de Libération de l'Éclat Tamoul (LTTE) sur le poste de Gajapura dans le nord-est du pays, a-t-on annoncé de source officielle à Colombo. Ils s'ajoutent au millier de militaires victimes de la guérilla depuis le 11 juin. Le ministre de la défense, M. Ranjan Wijeratne a affirmé, vendredi 8 février, que les opérations militaires se poursuivaient dans le nord et l'est de l'île contre les bases des LTTE. - (AFP)

L'affaire de Port-Fréjus

M. Espanol est à nouveau placé sous mandat de dépôt

NICE

de notre correspondant régional :

M. René Espanol, le promoteur immobilier qui s'oppose depuis plusieurs années au maire (PR) de Fréjus, M. François Léotard, dans l'affaire de Port-Fréjus, a été interpellé par des policiers du commissariat de Fréjus, vendredi 8 février, au début de la matinée, à Saint-Raphaël, en vertu d'un mandat d'amener délivré par M. Philippe Guemas, juge d'instruction à Draguignan. Ce magistrat l'avait inculpé, le 30 octobre 1990, de dégradation volontaire de biens immobiliers et placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de se rendre sur le chantier de Port-Fréjus.

Fort d'un arrêt de la Cour de cassation du 27 novembre 1990 qui annulait cinq ordonnances d'expropriation relatives au projet d'aménagement, M. Espanol avait violé cette mesure en réoccupant « son » terrain, à deux reprises. Une première fois, le 2 décembre, il avait été emprisonné pendant vingt-quatre heures à Draguignan. Le promoteur avait récidivé le 14 janvier dernier (le Monde du 17 janvier) mais s'était opposé aux policiers venus l'arrêter en menant de « se faire sauter » avec une grenade défensive qu'il avait dégainée. Le juge Guemas avait alors été contraint de suspendre son mandat d'amener.

Le même scénario s'est reproduit vendredi mais les policiers ont pu, néanmoins, désarmer le promoteur qui a été ensuite présenté au magistrat instructeur et placé sous mandat de dépôt.

G. P.

UNE FEMME :

« CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU ! »

SON AMIE :

« FORCÉMENT ILS JETTENT LEURS TISSUS PAR LES FENÊTRES... »

COUPONS-SOLDES (MODE ET DÉCORATION)

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

هنا من الأصل

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

Bons baisers de nulle part

TOUT le monde, un jour ou l'autre, a reçu ou soi-même envoyé ironiquement l'une de ces cartes postales kitsch qu'on ne trouve plus que chez les buralistes de lointaines provinces ou dans certains pays du tiers-monde, où, sous des ciels d'azur au bleu soutenu, s'étalent des paysages « enebanteurs » aux couleurs gonflées, parfois même repeintes, avec des poses outragées et des légendes conventionnelles enfermées dans des cartouches baroques aux arabesques en relief : « Bons baisers de X », « Souvenirs de Y » (vue générale du château), « La côte de Z », « Joyou de la Méditerranée », etc. Ces cartes postales, en dépit ou plutôt en raison de leur fausseté évidente, nous ravissent, parce qu'elles nous renvoient à une espèce de préhistoire du voyage, qui se confond avec nos lectures d'enfance. Ici, c'est encore le monde de Jules Verne qui règne, ou celui d'un des ces innombrables récits d'aventures illustrés de Paul d'Ivoi.

La carte postale n'a plus — du moins en Occident — depuis deux décennies, sauf marginalement, de ces naïvetés. Elle se veut « artiste » parfois, soignée de toute façon, et, dans tous les cas, avant tout « réaliste », voire naturaliste. Les ciels qu'elle montre ressemblent en tous points, par leur texture et leur couleur, à ceux que nous pouvons voir quotidiennement : transparents, presque inexistantes. Les cadrages y sont sans doute souvent aussi académiques qu'auparavant, mais le mouvement, comme dans toute la photographie, y a fait une entrée en

force, et les poses se veulent plus « décontractées » et naturelles. Bref, alors que la carte postale de jadis traduisait, dressait même l'état d'un imaginaire enveloppant le pays ou la région concernée, celle d'aujourd'hui entend se poser comme un pur reflet « vrai » de la « réalité ».

Certes, on y note bien toujours la permanence de certains effets. Dans les vues de Paris que l'on peut aujourd'hui acheter, figurent ainsi nombre de visions totalement ou partiellement imaginaires. Vue de la Défense ou du quartier de Beaugrenelle, la Ville Inmière apparaît, sur certaines cartes postales, comme une espèce de Manhattan bis surgi d'une série « B » américaine. Ailleurs, saisi dans la lumière beige un peu rosée d'un matin d'été, Montmartre arbore des tonalités presque « toscanes », qui évoquent Florence.

UNE tour Eiffel adossée sur un étrange ciel marron orangé — photographiée sans doute par une aube de brume — semble émerger d'un désert quasi oriental. Et, bien sûr, l'imaginaire se nourrit du découpage de la réalité et de son enfermement sur quelques centimètres carrés qui sont à la base de l'« art » de la carte postale : isoler une part de la réalité confère forcément à ce qu'il en reste un



aspect fantomatique, véhicule idéal pour le rêve.

S toute photographie, en matérialisant un regard, donc un choix, délivre bien une interprétation du réel et non le réel lui-même, il n'en reste pas moins que cette interprétation se veut aujourd'hui des plus discrètes : mis à part quelques cas, où le kitsch est revendiqué comme tel, érigé comme un genre, la carte postale actuelle se vent avant

tout informative, à l'instar de ces photos de dépliant de voyage qui entendent procéder à une description pure, sans interprétation, des pays proposés.

Nul doute que ce réalisme soit une conséquence de la fantastique démocratisation du voyage qui a eu lieu en Occident depuis les deux dernières décennies. Quand tout le monde ou presque s'est, au moins une fois dans sa vie, rendu qui à New-York, qui

en Afrique ou encore en Asie ; quand le cinéma, délaissant les charmes trompeurs du grand spectacle en CinémaScope, en revient lui aussi à une description du quotidien, l'on conviendra qu'on ne peut plus manier avec autant d'ingénuité qu'autrefois l'exotisme.

Un grand vent de naturalisme a soufflé sur le voyage et son idéologie. Les Bonvard et Pécuchet d'aujourd'hui ont dans leur bagage intellectuel ce qui, jadis, était réservé à l'élite : la « reconnaissance de l'Autre ». Et sans doute peut-on s'en féliciter : comme le disaient les cénobites des années 70, l'exotisme de jadis n'était pas exempt d'un certain « ethnocentrisme », qui n'était jamais que le revers de l'idéologie colonialiste. Ce qui se trouvait hors de notre champ de vision et d'expérience quotidienne ne pouvait être apprécié qu'au travers du prisme déformant du Bizarre. Bref, outre une meilleure qualité technique de la photographie et de l'impression, l'actuel réalisme de la carte postale traduit bien une acception plus raisonnée de l'Autre, du Différent, que l'on peut légitimement considérer comme un « progrès » intellectuel.

Est-il bien certain, cependant, que l'on ait réellement et totalement gagné au change ? Si le

« vrai » a progressé, et, avec lui, la connaissance et la tolérance, peut-être a-t-on, dans le même temps, perdu de ce qui faisait jadis l'ivresse du voyage. Tout se ressemble. Ailleurs est toujours pareil : c'est ce message de blâmes du voyage que semblent aujourd'hui nous transmettre les cartes postales. Nul besoin, à la limite, de se déplacer pour voir de visu ce dont la carte postale nous offre un échantillon véridique. Au vu des cartes postales actuelles, un style international semble partout régner, qui ne fait plus l'objet de quelques transpositions locales.

SCAR WILDE, maître des paradoxes, affirmait dans le *Déclin du mensonge* que ce qu'il est convenu d'appeler « le Japon » n'existait pas en réalité, mais se trouvait seulement à l'intérieur des peintures de Hokusai ou de Hiroshige. « Si vous souhaitez admirer un effet japonais », écrivait l'auteur de *Dorian Gray*, *gardez-vous de partir pour Tokyo, comme un simple touriste ; restez ici, absorbez-vous dans l'étude de certains artistes nippons, puis (...) allez un après-midi faire un tour dans Piccadilly ; si vous n'y découvrez pas un effet parfaitement japonais, vous n'en trouverez nulle part ailleurs ».*

Dans leur fausseté, c'est cette sagesse que les cartes postales kitsch et irréelles de jadis renfermaient : elles savaient, sans avoir eu à l'apprendre, que les vrais voyages sont des aventures avant tout intérieures, qui se déroulent dans les micro-climats de notre sensibilité et pour lesquelles la réalité constitue parfois une gêne...

Patrice Bollon

Venise la peur sous le masque

Suite de la page 25

La ville avait failli fermer ses portes à des milliers de touristes, alors qu'elle apprenait que l'Europe se figeait sur ses peurs, que les Folies-Bergère, à Paris, mettaient la clé sous la porte. Que le monde s'arrêtait de voyager, de vivre. Les Français s'immobilisaient, dans des phantasmes de temps de marché noir ? Quelques-uns avaient eu l'interdiction de venir sur la lagune, avec des Allemands, même des touristes des anciens pays de l'Est. Et le lieu magique des amours, celui dont on aurait pu, hier, garantir l'esprit de résistance, faiblissait !

Si Venise s'enfonçait dans les eaux troubles du repli général, le monde était plus malade qu'il n'y paraissait. Les masques, ce style boursoufflé du carnaval, ce rituel ralenti étaient, au contraire, justes comme jamais, et on avait failli les empêcher. Ils représentaient l'Europe, l'Occident. Tels quels. Les « déguisés », ces dernières années, avaient progressivement renoncé aux déguisements gais, aux personnages espiègles de la Commedia dell'arte, à Arlecquin, à Colombine et à Brighella, aux vêtements baroques, prêts de corps. Aux signes du sexe, et de la différence entre les sexes. Venise n'était pas Rio, n'était même plus Venise du Moyen Âge ou de Goldoni. Aucune insolence n'était plus sensible dans ces morces rondes.

Exact carnaval de cette fin de siècle. A moins que les costumes sensuels et caubérants soient restés dans leurs malles, les masques 1991 se

resemblaient presque tous. Plus de tuloupas, de diables bondissants, de femmes déshabillées. Mais des défilés de ronds de poils, corps enfouis, nés sous les chasubles. Collage d'inquisiteurs en noir. Visages immobilisés sur les plis de la tristesse. Faces de craie ou de suie. Fantômes dans une ville-cimetière.

La municipalité craignait un trop-plein de joie ? Sa fête, par le vœu même de ses acteurs, était volontairement lugubre. Les masques ne bougeaient plus, comme le monde. Ils s'appuyaient contre les colonnes, sous les porches, déjà hors du siècle. Leurs gestes étaient d'automates, maladroitement chez Florian, aux chaises trop étroites pour leur masse. Ce carnaval-miroir des psychoses ne praisait plus que la dernière partie de son histoire. Plus le temps des révoltes, des pieds-de-nez au prince, du trouble des sens. Mais celui du dix-huitième siècle dans Venise. Le temps déprimé du Settecento, lorsque la cité des marchands entrepreneurs, infatigables découvreurs des terres d'Orient dut admettre que l'avenir était à l'Ouest, et que son déclin était déjà écrit.

Ce fut l'ère des fêtes moribondes, des marquis indifférents et de leurs sigabées, ces chevaliers servants sans orgueil ni machisme. Celui des petits messieurs poudrés, dansant le menuet avec retenue. Celui des raffinements de vieillards frileux et égocentriques. Les masques du Mardi-Gras adoptèrent tous plus ou moins les vastes manteaux du « médecin de la peste », docteur caparotonné, de peur de prendre le mal qui ravageait Venise, et dont le



PHOTO CHRISTOPHE FENYVILL

La « Sérénissime » à vol d'oiseau

VENISE rue par rue, maison par maison, canal par canal, *campiello* par *campiello*, arbre par arbre, presque pigeon par pigeon... Une vision prodigieuse de la cité parfaite édifiée au milieu de l'eau, le tissu urbain le plus pictural du monde depuis des siècles par des marchands, des courtisans, des masques de carnaval, des festivaliers, des gondoliers, des touristes. Une Venise sans façades. Une Venise rouge, puisée vue nu-dessus des toits qui lui font comme une carapace, et comme enserrée dans le jade de l'eau. Le photographe-aviateur nous offre de la ville une vision tout à fait inédite. Il nous donne un regard d'oiseau, pour voir Venise autrement, pour voir ce qui est caché : les jardins secrets, les mystères (?) de l'Arse, les terrains vides de la Biennale, les cloîtres de San-Giorgio Maggiore, les cinq coupoles blanches de Saint-Marc, la gare et l'écheveau des rails comme des joujoux, le béton et le ciment

tristes du parking géant, passage obligé de tous les automobilistes. Des champs cultivés près de San Francesco della Vigna, presque en face du cimetière San-Michele...

A noter que l'espace tout entier du cimetière n'a pas été reproduit, comme pour ne pas dévoiler les secrets de la ville des morts. Cet atlas aérien de Venise, qui nous donne à une échelle de 1:1 000 la forme d'une ville vivante façonnée par dix siècles d'histoire, n'est ni une carte ni un album de photos d'art. Mais un important travail cartographique réalisé par la municipalité de Venise pour donner toutes les informations sur l'immobilier, les espaces découverts clos, le réseau de voirie de terre, la réseau de voirie aquatique. Une sorte de puzzle géographique, une mosaïque faite de cartes, réplique scientifique au merveilleux pavement de l'église Saint-Marc. Cent quatre-vingt-six carrés exactement qui, selon un nouveau système cartographique utilisant les

techniques les plus élaborées de relevé et de représentation, partagent la ville en unités territoriales, pour un système expérimental de gestion et de traitement des données concernant la ville. Sur chaque double page, le photoplan en couleurs et, face à face, sa restitution cartographique.

Venise en deux dimensions. Un ouvrage capital pour se diriger dans Venise en la survolant comme un oiseau. Mais nous ne pouvons y entrer ou, comme Asmodée, soulever le toit des maisons. Il nous manque aussi les perspectives, les façades, l'air et les bruits, et l'envie nous prend, le livre fermé, de voir Venise au ras de la terre, au ras de l'eau. Nous ne sommes pas des oiseaux.

N. Z.

► Venise, portrait d'une ville. Atlas aérien sous la direction d'Edoardo Salzano. Traduction française de Jean-Marc Lachavanne. Album relié, toile 29 x 29 cm, Gallimard, 420 p., couleurs, 820 F.

loup était pourvu d'une interminable excoissance, sorte de bec horizontal, muni de niches à parfums, pour éloigner la peste.

Cet appendice nasal mis à part, le carnaval moderne avait tout pris, tout retenu de cet arsenal folklorique d'un siècle finissant, d'une gloire déjà posthume. 1991, cette semaine, était inscrite dans ce Settecento des dépressions. Qui aurait pu croire que ce serait Rio, ou même Nice, et ses grosses têtes ? Venise, par ses mirages embrumés, montrait assez ce qu'elle attendait la ville, le continent ou la planète, et ces masques avaient déjà revêtu leurs atours de chanoines, dans l'attente d'un autre déclin.

Les Folies-Bergère avaient eu raison de tinter leurs grilles. Il devait y avoir, là-bas, trop de folie encore, pour une époque qui ne s'en abreuvait plus. Venise, seule, exprimait la pantomime de la fixité. De l'impuissance revendiquée. Sida, pollution, retour des effrois, de la foudre divine... C'était comme si, les cérémonies des funérailles s'étaient donné un ultime rendez-vous, place Saint-Marc, avant de rejoindre leurs cimetières respectifs. Les masques ne paraissent pas. Il n'y avait plus rien à dire. Ils cueillaient en silence leurs brassées de mauvais songes, dans une ville-décor. Ils étaient venus faire leurs emplettes au salon des illusions. Cette fin de siècle allait être longue. Ces prêtres le savaient.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

ISLANDE geysers et volcans

avec votre voiture
à bord du

car-ferry "Norröna"
de la Smyril Line

Votre agent de voyages
ou agent général
Voyages AGHEPA
42, rue Sheraton-Mercat
75002 Paris Tel. 45 35 51 51

IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324

هنا من الأصل

La béton

du Bélon

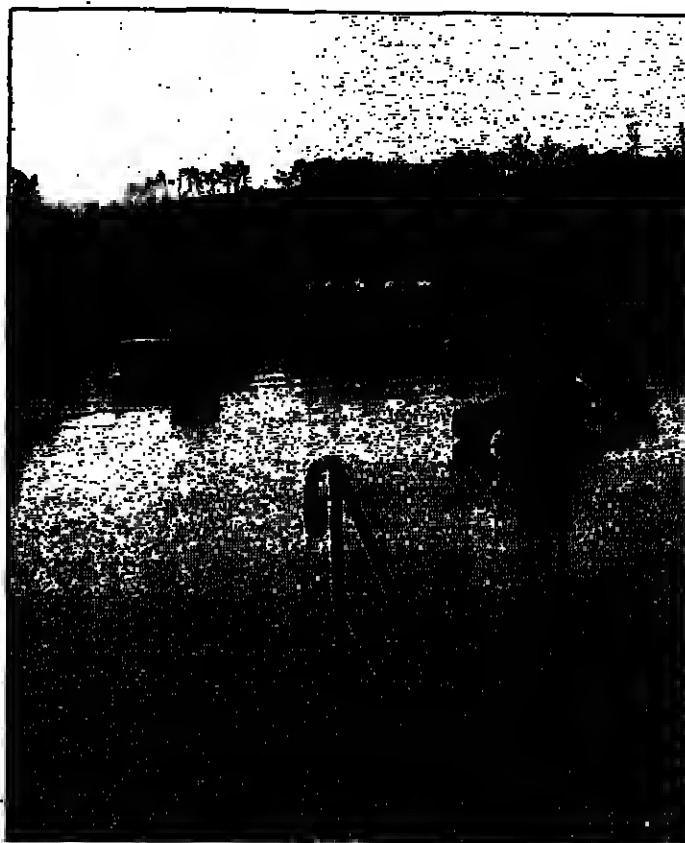
Qui dit mois en R dit huître. Qui dit huître, dit béton. Qui dit béton dit mystère. Enquête au bord de sa rivière natale, le Bélon, sur la destinée d'un animal difficilement domestiqué depuis plus d'un siècle, et qui peut, à juste titre, être considéré comme l'un des plus savoureux que l'on puisse trouver sur la table du gastronome.

«... La loi sera vivement intériorisée et paraîtra accrédi- tée l'idée d'une impureté estivale de l'animal, laquelle n'effleurera jamais en revanche les authentiques amateurs. Mais la sauvegarde du Bélon est décidément trop appétissante pour rester longtemps confinée au pays. Une branche d'une famille de gentilshommes périgourdiens s'installe-t-elle à Rieuc qu'elle y vint sa chance. Elle y parvient. Ainsi, en 1820, raconte Marie-Françoise Bosser (1), «le colonel Etienne de Solminihac se faisait-il expédier à Bordeaux des huîtres mûres une à une avec du fil de fer, comme des bouchons de champagne, afin qu'elles gardent leur eau au cours du voyage en diligence».

C'est un petit-neveu du colonel, Auguste Constant de Solminihac qui offrira à la béton l'honorabilité et l'entrée dans le monde. Dans la famille notamment du naturaliste Victor Costes, qui était parvenu en 1858 à créer des basins artificiels en baie de Saint-Brieuc, le jeune Solminihac, après avoir fait son droit à Paris, rentre à Bélon en 1864, à l'âge de vingt ans, pour créer avec son beau-frère Hippolyte de Mau- duit les premiers parcs.

L'huître est à la mode, de fort bon rapport, et offre une image si neuve qu'elle appelle des mots nouveaux. Robert note l'apparition du terme ostréiculture en 1868. Sa pratique, elle, devra attendre 1875 pour balayer le fruste huîtreur au profit du savant ostréiculteur, l'adjectif ostréicole s'étant manifesté dès 1872. Armé du suffixe culture, l'animal pouvait faire son entrée dans la civilisation et être accueilli sur les meilleures tables. L'huître était apprivoisée, mais, n'obéissant pas tout au désir des hommes et saurait à l'occasion échapper à leur contrôle.

En 1876, l'exploitation de M. de Solminihac fait l'admiration de M. Bouchon-Brandely, secrétaire du Collège de France, qui adresse le rapport suivant au ministre de la marine : «J'ai vu rarement des huîtres élevées artificiellement ou même des huîtres pêchées sur les bancs aussi belles de forme, et d'un goût aussi exquis. La coquille fine, mince, transparente, dure et bien nacrée à l'intérieur, affecte à l'extérieur des dentelures saillantes mais délicates, indice caractéristique d'une pousse vigoureuse et de la parfaite santé de l'animal qu'elle renferme. Bien des raisons concourent pour assurer à l'établissement de Bélon la valeur hors ligne de ses produits. Elles tiennent, à la fois, à la nature du sol, à l'influence des courants, à la composition des eaux et



aux soins particuliers et intelligents dont on ne cesse d'entourer les élevés.

Des «élèves» dont la Belgique semble la plus grande consommatrice jusqu'à un jour où un Riccois, M. Gestalin, qui a ouvert un parc en amont de celui des Solminihac, découvre fortuitement qu'elles sont réexpédiées ensuite à Paris, sous l'appellation «Ostende». Sont-ce celles que Maupassant décrit dans *Bel ami* comme «fondant entre le palais et la langue ninsi que des bombons sués»? Qu'importe, M. Gestalin organise un circuit court avec le restaurant Prunier et le nom des bétons s'impose rapidement comme le premier sur les cartes de qualité. Une affaire qui fait celle du bourg de Rieuc, d'ant Anatole de Brémond d'Arç, conseiller général du canton, a obtenu opportunément en 1939 qu'il devienne Rieuc-sur-Bélon, au prétexte d'éviter une confusion avec Brie (de l'Ode).

Ainsi, au début du siècle, sont bétons les huîtres plates élevées, engraisées et affinées dans la rivière de Bélon. Déjà, elles ont commencé à voir du pays. Car l'ostréiculteur les fait naître ailleurs, dans des eaux moins agitées comme à Auray, dans le Morbihan, pour les Solminihac. Le temps de la cueillette est révolu et les frileuses «élèves» réclament une cour de plus en plus complexe, assortie de promenades, avant d'accepter de se donner, comme si, tantôt masculines et tantôt féminines, elles cumulaient les attentions requises par l'un et l'autre sexe.

Hermaphrodite et vivipare (à la différence de l'huître creuse, vivipare), l'huître plate est en effet d'abord femelle et pond ses œufs dans une chambre interne, que sa propre semence mâle viendra féconder ensuite. Au bout d'une dizaine de jours, elle expulse dans l'eau de minuscules larves qui doivent être «captées» sur des collecteurs. Elles prennent alors le nom de naissain. Huit à neuf mois après, elles sont «détroquées» (détachées) de leur support et mises dans leur lieu d'élevage, jusqu'à deux ans au moins. Elles termineront leur carrière marine en un lieu d'engraissement et d'affinage où elles prendront du poids et du goût.

Le règne de la béton aurait pu continuer de s'étendre si l'animal n'avait été de constitution aussi fragile que sa chair est subtile. En 1922, un mal mystérieux détruit 90 % des parcs, conduisant certains à céder leurs concessions. En 1968, et en 1979, ce sont des parasites qui s'attaquent à elle (ils n'ont pas totalement disparu). Aujourd'hui, la douzaine d'exploitations encore en activité dans les années 70 est réduite de moitié. Ceux qui restent sont dans le métier depuis trois, quatre ou cinq générations, et bien souvent leurs ancêtres (comme les Boule et les Cadoret) ont travaillé sur les premiers parcs des Solminihac et des Gestalin. Tous s'essient à l'huître creuse, par sécurité. Mais que resterait-il du Bélon sans la plate?

Au fil des attaques, la rivière s'est spécialisée chaque fois un peu plus. Si la production de naissain n'a jamais donné lieu qu'à des tentatives, l'élevage, autrefois intense, a disparu dans les années 60. Reste l'engraissement et surtout l'affinage, qui a transformé le Bélon, selon Jacques Cadoret, en «un vaste bassin».



sance de la plate, étaient proscrits, mais chaque rîa, chaque embouchure, chaque baie de Bretagne, était devenue un vaste Bélon potentiel. Paradoxalement, comme devait l'apprendre un des ostréiculteurs de Rieuc, l'importation de robustes et sauvages plates irlandaises ou britanniques ensuite engraisées et affinées dans la rivière tombait sous le coup de la loi dès lors qu'on invoquait le mot magique, tandis que la vente d'huîtres bretonnes, mais qui ne découvraient le nom du Bélon qu'au moment de passer à table, était licite.

Reste à celui qui en tient pour la béton du Bélon à chercher des paquets où figure le nom de la rivière s'il veut tenter de retrouver ce goût sucré-salé si fragile que, comme le dit Christian Mahé, «quinze jours de pluie suffisent à le compromettre». Il apprendra peut-être alors à reconnaître, d'amont en aval, le lieu d'affinage autant que la technique et la personnalité de chaque ostréiculteur. Ainsi, seulement, pourra-t-il manifester tout le respect dû à cette coquille invitée, qui aura la délicatesse d'amener son assiette avec elle (2), pour peu que vous lui accordiez le couteau et la fourchette qu'elle réclame pour son seul usage.

de notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

(1) Dans *Rieuc à travers les âges*, 206 p., 25 F. En vente au syndicat d'initiative de Rieuc-sur-Bélon.
(2) L'âge de l'huître se lit au nombre de circonvolutions sous la coquille.

Guide

● Discrète, la zone des parcs à huîtres s'étend sur 4 kilomètres environ de la rivière, avec infirmité plus de tact que les navires de plaisance qui ont commencé d'envahir le petit port de Bélon, lui apportant tout le charme d'un garage de caravanes dans un site protégé. Le cours d'eau passe successivement chez Jacques Cadoret (tél. : 98-06-91-22), qui n'entend plus vendre de la béton, mais «la marque Cadoret, son savoir-faire, sa qualité», puis chez Christian Mahé (tél. : 98-71-02-76), le seul à occuper la rive gauche, sur la commune de Moëlan-sur-Mer, et, commerce ses huîtres, en revanche, sous le nom de «rivière du Bélon».

La Bélon aborde ensuite le domaine de Lols Boulic (tél. : 98-06-91-13), qui se flatte de bénéficier des eaux affluentes de Pen-Moer et de continuer à ramasser les huîtres au rîeuc et à les charger à la fourche. Chez Jo Théron (tél. : 98-06-91-14), où l'huître n'est plus qu'un élément d'un plateau de «fruits de mer complet», on étudie, en compagnie de M. Bizien, dans les Côtes d'Armor, un système de mouillage de la coquille, qui la rendrait, après réimplantation, «facile

à ouvrir». Guy Thiéblemont-Colson enfin (tél. : 98-06-91-24), présente une intéressante collection planétaire de l'huître, où ne manquent, à sa connaissance que la Caspienne et la Mésopotamie.

La rive droite du Bélon sort parcourue par des sentiers piétonniers. Une plaquette : *le Pays de l'Aven Bélon* (44 p., 40 F.), donne l'essentiel du tracé ainsi que des indications sur la flore et la faune locales. Elle est disponible aux offices de tourisme de Rieuc-sur-Bélon, place de l'Eglise, 29124 (tél. : 98-06-97-65) et de Moëlan-sur-Mer, B. P. 26, rue des Moulins, 29116 (tél. : 98-39-67-28). Rieuc est situé à cinq kilomètres de Pont-Aven, et «la route des pétrins en Cornouaille» y fait étape. Sous ce titre, on trouvera au même endroit un bel ouvrage largement illustré avec des finés- raires, Broché, 126 p., 150 F.

Une boutique d'huîtres plates n° 4, affinées dans la rivière de Bélon, est vendue chez les ostréiculteurs environ 280 F le cent aux particuliers, soit 2,80 F pièce, taxes comprises, transport en sus. Ce prix est couramment multiplié par six sur les cartes des brasseries parisiennes. ●

En Argentine, des horizons plus lumineux que jamais

Imaginez-vous scrutant les splendides horizons qui s'offrent au peuple argentin... pampas fertiles, Andes neigeuses, déserts enlourés et fleuves puissants. Mais les argentins vivent plus loin que cela, car, maintenant plus que jamais, l'Argentine bouge. Elle est prête à reprendre sa place dans le concert des nations modernes les plus vigoureuses et les plus créatrices.

L'Argentine vit au-delà de ses frontières, elle s'intègre dans la communauté internationale, remplit ses engagements, assume ses nouvelles responsabilités et bâtit des fondations solides pour lui permettre de croître. Le peuple argentin est confiant, plus que jamais, et l'Argentine est de nouveau un partenaire fiable. Elle vous invite à venir voir de vos propres yeux les innombrables possibilités qu'elle offre.

L'Argentine
Un pays riche de découvertes et d'investissements à faire.



ISLANDE
geysers
et volcans
Nordland
Seydl Line

Vichy en eau-forte

Portrait d'une ville qui a gardé dans son architecture eclectique le souvenir d'un passé cosmopolite et où les eaux n'ont pas toujours eu sur la vie locale l'effet apaisant que viennent chercher les curistes. Une ville aussi qui prépare son avenir.

gouvernement, obligé de quitter la capitale, était à la recherche d'une ville dotée de grandes capacités hôtelières.

Bien avant l'arrivée des hommes en noir, en écoutant babiller « les petites Slaves qui ont un accent tout pareil au bruit roulé que fait le ruisseau de chez nous », Valéry Larbaud - « le fils Larbaud », disait-on dans le pays, où la famille possédait la source Saint-Yorre - avait appris l'Europe à Vichy. « C'est une ville qui ne daigne exister que lorsque l'existence est bonne : elle s'éveille au printemps et vit tout un été à l'ombre des platanes. On s'y croirait à l'étranger ; dans les rues, les gens parlent des langues inconnues, et le soir, devant la terrasse illuminée des maisons, des Napolitains chantent la France. La nuit, dans les casinos splendides, on voit passer des femmes aux bras nus enrubannés et dont le corps délicat est couvert d'un amoncellement de fleurs, de bijoux et de soies. Au seuil de ces hôtels et sous les ombrages de ces parcs, on rencontre des êtres dont on voudrait ne jamais oublier les traits et qu'on oimera jusqu'à mourir s'ils n'étaient inaccessibles et comme d'un autre monde. »

L y a des villes martyres qui exhibent leurs plaies, il y a des villes faites pour le travail et les larmes, des villes vertueuses qui s'abritent derrière leur cathédrale et leurs pensionnats religieux, qui vont de l'avant en bombant le torse, leur certificat de respectabilité accroché à la boutonnière.

Autant le dire, Vichy ne fait pas partie de ce catalogue édifiant. Les places en hiver, à Vichy, font la gueule, amarrés comme des paquebots, le long des avenues désertes. Vichy où janvier ne soigne pas son foie mais ses ongles sans sommeil, comme une gosse de riches qui a trop fait la fête. Le quartier thermal, « le quartier de Paris », comme on dit ici, oage dans son décor devenu trop grand, inutile. C'est l'heure où l'on se regarde dans la glace, où l'on guette l'apparition des lézards. C'est l'heure des bilans dans les tiroirs-caisses.

Étrange ville dont le point de ralliement n'est pas un clocher rassurant bordé de bistrotts pénalesques mais un sanctuaire païen coiffé de coupoules et de minarets, où l'on vient implorer le pouvoir mystérieux des eaux.

L'histoire n'est pas facile à feuilleter à Vichy - le visiteur se sent vite irrespectueux et sent bien qu'il déclenche un juste sentiment d'irritabilité - mais on se demande comment le maréchal et ses idéologues, adeptes d'une France frileuse et rétroce, ont pu faire leur ville aussi cosmopolite et aussi exubérante.

Le meilleur de la littérature est sans doute pour beaucoup. Les historiens de la période expliquent tout simplement d'ailleurs que le

L'Hôtel de Paris, où le maréchal avait son bureau, aujourd'hui loti de appartements, ressemble à une sucrerie, avec son crépi et ses fers forgés aux toits douces. Une radio privée squatte le hall d'entrée arts déco. En façade, quelques plaques ruisselantes de médailles et la boutique d'une voyante. Une coupure de journal étalée sur la vitrine précise que la locataire des lieux est « la voyante des pétroliers et des hommes d'affaires ». Si on écoute cette femme, « on ne manquerait pas d'essence ». La boutique est fermée, la voyante absente, sans doute très sollicitée, appelée comme consultant sur quelque plateau de télévision.

Dès sa séance du 20 novembre 1944, le conseil municipal de Vichy s'occupait du « discrédit immodéré » infligé à la « reine des villes d'eaux » et à ses habitants par cette parolothèse désastreuse, et demandait aux nouvelles autorités françaises de l'aider à « effacer définitivement la souillure » qui pourrait affecter gravement « les intérêts du thermalisme français ».

Plutôt que de continuer à occulter le passé de ces mastodontes de l'hôtellerie de luxe, la ville organise depuis une saison, en été - c'est la preuve que le sujet est un peu moins tabou à Vichy - un circuit des lieux où besognaient les excellences de la collaboration. On passe devant le casino transformé un temps en ministère de l'éducation, devant les Ambassadeurs, l'Aletti, le Majestic, aujourd'hui petites villes dans la ville.

Familière défranchi aux couloirs sans fin, d'où s'échappent des cohortes de curistes rhumatisants, l'école Palais des parcs cachera, dit la rumeur, quelque bureau secret du Maréchal muré par ses derniers fidèles. La chasse au trésor reste ouverte.

Le cosmopolitisme a favorisé à Vichy une liberté architecturale exceptionnelle pour une petite ville. Ce fut Napoléon III, surnommé « le baron Haussmann de Vichy », qui donna le signal de cette verve architecturale. Au point que, lorsque l'empereur quitta définitivement la station, on moqua son palais vénitien, on trouva un bon mot : « Si Vichy ne fait pas du bien à l'empereur, on peut dire que l'empereur fait du bien à Vichy. »

Le casio, dû à Charles Badger (1865), donne au centre thermal un caractère ludique. En même temps, dans les nouveaux parcs qu'il a fait tracer le long de l'Allier, Napoléon III, pris d'une hizarre inspiration, ordonne la construction d'une série de ébalets ; on ramasse une bonne bouffée d'air savoyard, mais on n'est pas loin non plus de la Louisiane.

Avec le grand établissement thermal (inauguré en 1903, exécuté par Lecœur et Woog, orné de deux fresques dans le hall d'accueil à la manière de Puvis de Chavannes, œuvres d'Alphonse Osbert), on bascule dans le mauresque. Ce n'est sans doute pas le hasard. « Il fallait une architecture soignée, mais qui évoque ni la maladie ni la mort. L'Orient et ses hammams évoquent le plaisir de se faire soigner », explique Françoise Uzu, conservateur à la direction régionale des affaires culturelles. Deux châteaux d'eau alimentent les installations d'où les camouffle, travaille astucieuse, en les coiffant de deux minarets, et l'on reste ainsi dans la note architecturale.

Lorsqu'ils construisent des villas, les architectes, comme saisis par une fièvre d'exotisme, se livrent à des pastiches effrénés. Une ville d'eau, c'est un pont où l'on jette l'ancrage. Médicins et curistes jettent des ruses coïtées. Celui qui soigne ne se contente pas d'être un magicien des eaux, il entend rivaliser socialement avec son malade. C'est ainsi que l'on peut voir dans la même rue un palais vénitien, une villa flamande ou un pavillon Henri-IV voisinant avec un castel troubadour ou une construction art nouveau.

Tout le monde construit pour faire sa petite démonstration sociale, mêlant un peu ses origines à ses fantasmes. Comment, dans ces conditions, parler de patriotisme ? « Nous avons conscience de son existence, mais nous n'avons pas tellement de discours », admet Michel Grémillon, directeur de la communication de la Compagnie

ferrière. « Une chose est sûre : on peut tout construire, mais on ne peut pas décrier de style Vichy ; s'il y en a un, c'est de les avoir tous... » Vichy refuse peut-être l'aveuglance en matière d'architecture (elle a repoussé Jean Nouvel), mais pas l'éclectisme. Les lignes très pures des nouveaux bains Calou, dus à un cabinet d'architectes clermontois, contrastent avec le baroque ou les arabesques des générations précédentes.

Les rites, eux, sont immuables. On fait sa cure comme on va en pèlerinage. « Les thermes ont l'allure de vieux palais. Au lieu de sa feuille de Sécurité sociale, on tendrait volontier sa cape, sa canne et sa carte armoriale ; les maladies lentes, peut-être à cause de leur caractère héréditaire, sont une des formes de la noblesse », raconte Erik Orsenna et Jean-Marc Terrasse. Le claquet de la piscine, le chœur ambiant rappellent le séjour dans le liquide amniotique. L'homme devenu adulte retrouve la pécotude qu'il avait jadis connue dans le ventre maternel. L'eau devient « une substance compatissante », comme disait Bachelard, « l'hygiène est alors un poème ».

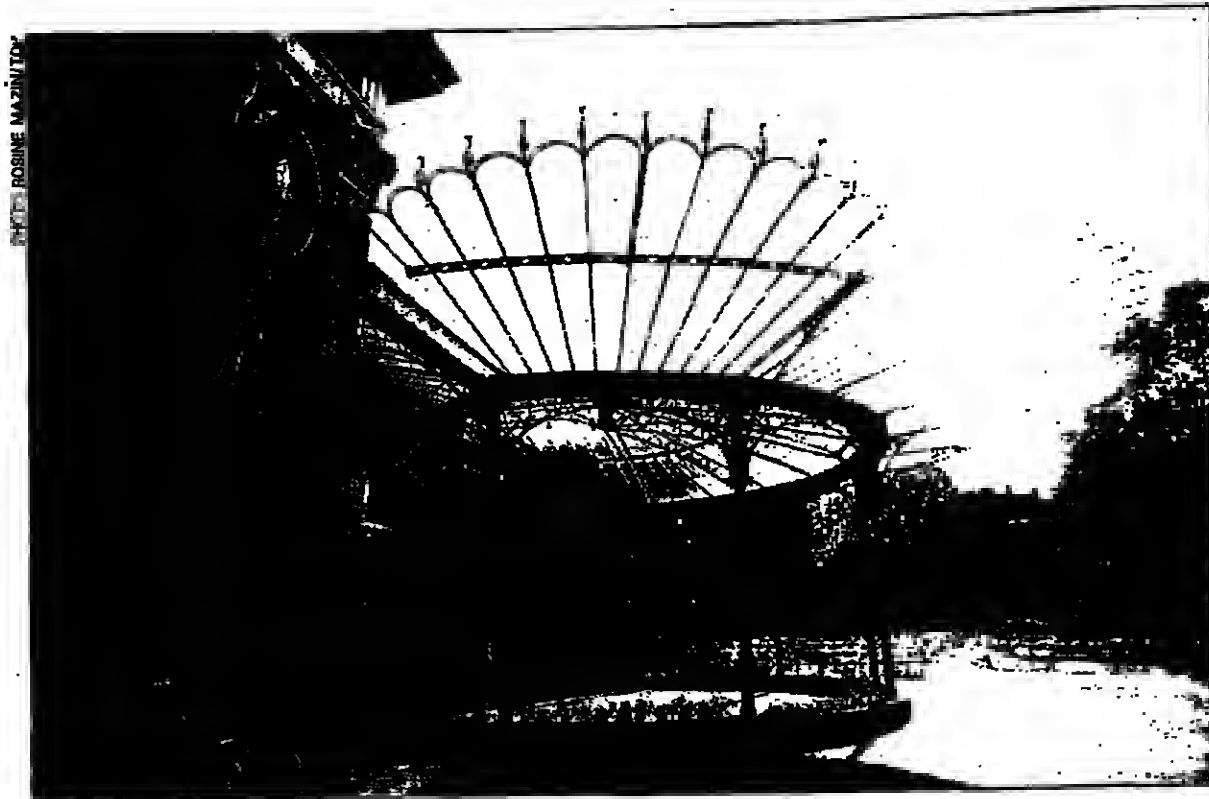
Aventure équivoque aussi. L'établissement thermal, c'est à la fois Jules Verne et Sade. D'innombrables tuyauteries suspendues comme des épées de Damoclès ; un ouage de vapeur ; une impression de « croisière ouest », enfermée « dans un vaste Nautilus de céramique. Une cure ressemble à un voyage de 20 000 lieues vers le centre de la terre, mais un voyage sans visibilité aucune, un voyage tactile, un voyage pour la peau et non pour

les yeux. Et les docteurs Nemo qui encadrent sous-fifres et passagers d'une poigne de fer ont encombré le couloir d'invoissables variations sur un thème unique : comment l'eau peut-elle entrer en contact avec toutes les parties du corps humain ? », observent encore Erik Orsenna et Jean-Marc Terrasse.

Les médecins sont les grands prêtres de ces ablutions, mais en même temps de troubants mécaniciens. Le grand établissement de Vichy collectionne encore ces « dévires instrumentaux », fruits de cogitations donnant libre cours à leur « baroque interne ». Au dix-neuvième siècle, prêtres et religieuses fréquemment assiduellement les villes d'eaux, et une devinette courait dans le parc de Vichy : « Pourquoi y a-t-il tant d'ecclésiastiques ? » Réponse : « C'est une question de foie... » L'Eglise tente ainsi de garder un œil sur ces ébats, recommandant de rester habillé sous la douche, craignant des réactions de ces « saints Sébastien aquatiques » qui se laissent flageller par ces « traits d'eau ». L'eau peut blesser plus fort que le fouet.

Mme de Sévigné, qui fit deux séjours à Vichy, n'était pas dupe : « On est toute nue dans un petit lieu sous terre où l'on trouve un tuyau de cette eau chaude qu'une femme vous fait aller où vous voulez. »

Le corps médical gravite autour de cette procession, de cette manipulation des corps, lance des modes thérapeutiques, rédige de



AIX
73100 SAVOIE
VOIES RESPIRATOIRES-STOMATOLOGIE
ANTI-STRESS ANTI-TABAC
THERMES DE MARLIOZ
73 61 00 31

VALS-LES-BAINS
LE NOUVEAU VISAGE D'UNE STATION THERMALE DYNAMIQUE
Diabète et affections digestives
CURES DE 21 JOURS
VALS ET LA FORME
SÉJOURS DE REMISE EN FORME
Renseignements : S.I. 07600 VALS-LES-BAINS
Tél. : 75-37-42-34

EAU MINÉRALE NATURELLE D'Auvergne HYDROXYDASE SOURCE D'ÉQUILIBRE BIO-MINÉRAL

DES PROPRIÉTÉS PRÉSERVÉES

hydroxydase, eau minérale naturelle exceptionnellement riche en éléments minéraux et légèrement gazeuse, présente la particularité remarquable d'être embouteillée intacte et ainsi de conserver en flacon les propriétés favorables à la santé qu'elle possède à la source.

UNE AIDE EFFICACE

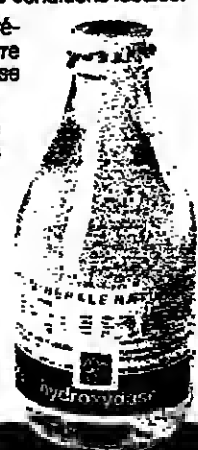
hydroxydase accompagnée d'une bonne hygiène alimentaire aide à :
▷ détoker l'organisme,
▷ lutter contre les excès de poids et inconvénients d'une alimentation trop riche,
▷ acquérir un bon équilibre biominéral (magnésium : 243 mg/l, oligo-éléments...).

UNE UTILISATION SIMPLE

hydroxydase, consommée régulièrement à raison de deux à trois flacons par jour pendant trente jours, permet de réaliser une cure d'eau minérale intacte où que l'on soit (piscine, domicile...) dans des conditions idéales.

hydroxydase est présentée en coffret-cure de 20 flacons-doses de 20 centilitres.

Vente en pharmacie et dans certains magasins de produits diététiques.



Une cure à domicile



hydroxydase

hydroxydase
SOURCE MARIE-CHAPPELLE
63000 LE BREUIL-SUR-COIZE

1991 - VVF ET VOTRE FORME : UNE QUESTION DE PASSION

L'hiver est encore rude, mais ses jours seront bientôt comptés. Il laissera, comme chaque année, votre organisme malmené par le stress et les fatigues accumulées. Alors mieux vaut songer dès maintenant aux premiers beaux jours : laissez faire la nature mais pensez à lui donner un petit coup de pouce, au bon moment. Pour retrouver votre vitalité et réveiller votre corps, VVF vous propose la formule « FORME PASSION » : un séjour, tout compris, d'une semaine dans un Village Vacances, en pension complète, avec programmes de loisirs. VVF, association française de tourisme, développe un partenariat avec de nombreuses stations thermales et des centres de soins : MONTBRUN-LES-BAINS, L'ÎLE DE RÉ, CLAOS (REUNION) et ANGLETER.

A BALARUC-LES-BAINS, entre Sète et Montpellier, non loin de Nîmes, Aigues-Mortes et Pézenas : les merveilleuses couleurs du Languedoc-Roussillon, dans un parc boisé de 4 ha en bordure de l'étang de Thau, le centre de remise en forme est intégré au village de vacances. Il est équipé d'un bassin d'aquagym, de douches massantes et de bains de vapeur, d'un cabinet de soins esthétiques et d'un solarium. Un personnel spécialisé est à votre disposition pour des soins personnalisés. En alternance, pratique possible de nombreux sports (vélo, footing, etc.) en fonction de vos désirs, pour réveiller en douceur vos muscles engourdis par une vie trop sédentaire. Le soir : spectacles et soirées dansantes.

Séjour du 3 mars au 14 décembre 1991. A noter cette année deux nouveautés : un séjour « Mémoire et remise en forme », du 7 au 13 avril 1991 - stages mémoires animés par des intervenants professionnels - et un séjour « YOGA et SANTÉ », du 19 au 25 avril 1991 (pratique de la relaxation et des massages) encadré par des professeurs de yoga diplômés.

SÉJOUR FORME ET SANTÉ

AU VVF D'ÉVIAN-LES-BAINS

du 17 février au 24 novembre 1991

Aquagym au centre EVIAN-EQUILIBRE, hydrothérapie, gymnastique en salle ou en piscine, musculation, relaxation. Soins esthétiques corporels, sports. Menuis équilibrées élaborées par une diététicienne.

UN SÉJOUR DE REMISE

EN FORME D'UNE SEMAINE

POUR LES JEUNES MAMANS

AVEC BÉBÉ DE QUATRE À NEUF

MOIS. TOUJOURS AU VVF

A EVIAN-LES-BAINS

du 17 février 1991 au 24 novembre 1991.

Séjour tout compris d'une semaine en pension complète à la résidence VVF dans des logements équipés « spécial bébé ». Pour maman, entretien physique général, soins esthétiques et hydrothérapie. Pour bébé, séances de bébé nager et techniques d'éveil psychomoteur. Forfait spécial pour papa.

SÉJOUR « AQUAFORME »

AU VILLAGE DE VACANCES VVF

DU PRADET (VAR) PRÈS DE HYÈRES

du 21 avril au 6 juillet.

La première VVF dotée d'un centre d'aquagym pour retrouver tonus et souplesse. En plein cœur d'un immense parc. Gym douce et aquagym en piscine chauffée équipée d'un jet stream, sauna, hammam, douches massantes, menus adaptés.

SÉJOUR DE REMISE EN FORME AU VVF

DE SAINT-JEAN-DE-MONTS (VERDÈS)

Entre l'océan et la forêt de pins, les dunes et le doux climat de la côte de Lumière.

du 30 mars 1991 au 2 novembre 1991.

2 forfaits au choix : Forfait « Bien-être » : 3 x 1 heure en eau de mer à 32° : 2 séances marines + 2 séances sauna et douches hydro jets + 2 séances UV et relaxation + 5 séances gym-musculation. Forfait « Espace Thalasso » : 8 soins aux thermes marins + 2 séances sauna + 2 séances UV + 5 séances gym-musculation.

VACANCES ET THERMALISME

Si vous souhaitez profiter de vos vacances pour effectuer une cure, VVF peut, à votre demande, au moment de l'inscription pour le séjour, se charger de l'inscription aux soins de l'établissement thermal, après accord préalable demandé par vous-même à votre centre de Sécurité sociale.

C'est le cas à PRATS-DE-MOLLO : LA PRESTE (Pyrénées-Orientales), la station la plus méridionale de France alliant le soleil du Sud à l'air pur et vivifiant de la montagne.

Pour toutes informations complémentaires, demandez le catalogue Printemps-Été-Automne 1991 à VVF INFO, 91414 DOURDAN CEDEX.

هذا من الأصل

Les 12 000 sources

Le casino, conçu en 1865 par Charles Badger et les nouveaux thermes Callou

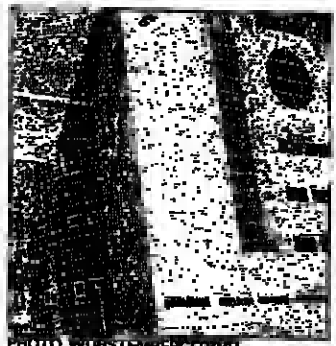


PHOTO WOLFFBERGER/VO

Le thermalisme français est un long fleuve... assez tranquille. Une fois colmatée la petite voie d'eau de 1988 qui avait provoqué une chute de tension de 1,59 %, il a, depuis, repris son cours régulier : +2,45 % en 1989 (632 646 curistes), +1,19 % en 1990 (640 182). Il lui faudra attendre 1991 pour dépasser les 650 000. Sans bruit. Sans à-coups, médiatiques. Un peu comme s'il répugnait à faire parler de lui pendant onze mois de l'année pour ne se réveiller qu'en février, à l'heure de son Salon spécialisé, baptisé Thermalisme.

Sans à-coups économiques non plus : bon an mal an, le flux monétaire du thermalisme se stabilise autour de 5 milliards de chiffre d'affaires et génère près de 60 000 emplois (dont seulement un peu plus de 20 000 permanents). Pour un potentiel tout de même assez considérable de 104 stations agréées par la Sécurité sociale et de 1 200 sources aux vocations thérapeutiques très diversifiées, qui vont de la rhumatologie (74 stations) aux maladies cardio-vasculaires (3), en passant par les voies respiratoires (37), les maladies de l'appareil digestif (17), la gynécologie (14), la dermatologie (13), voire les affections bucco-linguales (12) ou les troubles de la croissance (5).

Un marché depuis dix ans plus stable que dynamique qui se heurte toujours aux mêmes écueils sans les combattre réellement : une corporation profondément divisée qui n'est guère prise en considération par le ministère de la santé ; un code du travail restrictif, obligeant souvent à partir en cure sur le temps des vacances, ce qui explique une fréquentation plus importante des stations par les retraités ; des professionnels manquant parfois d'esprit commercial, dans la mesure où ils ne doivent pas aller chercher une clientèle envoyée par le médecin prescripteur et qui se voit rembourser par la Sécurité sociale dans certaines limites de revenus (91 200 F annuels + 50 % par conjoint et par personne à charge) pour les soins, le transport et l'hébergement en partie (forfait de 933 F en 1991) ; des praticiens généralistes qui répugnent souvent à envoyer leurs patients en cure parce qu'ils connaissent mal le thermalisme, qui ne leur a guère été enseigné, il est vrai, durant leurs études. Le récent aménagement de la TVA sur les soins dispensés dans les établissements thermaux, ramené de 18,60 à 5,5 % pour s'aligner sur les normes européennes, peut-il, à lui seul, inciter à l'investissement ?

Il faut tout de même reconnaître que la plupart des villes d'eaux, pour ne pas dire toutes, ont fait, ces dernières années, de considérables efforts d'aménagement, tant sur le plan des équipements médicaux, de l'hébergement, et même de l'animation. Luxeuil, Evian, Vittel, Avène-les-Bains, Salies-de-Béarn, Luchon, Rennes-les-Bains, Saint-Lary, Améville, La Léchère, etc., ne comptent plus les thermes rénovés ou flamboyants qui n'ont plus rien à voir avec l'image vieillotte que l'on se fait encore trop souvent des stations thermales. Derniers exemples en date : Brides-les-Bains, qui, dans la perspective des Jeux d'Albertville, achève son nouveau centre de cure flanqué d'un centre de recherche diététique ; Uriage, qui ouvre un institut d'hydrothérapie où sont proposés, sous contrôle médical,

des séjours d'amaigrissement ; La Bourboule, qui inaugure une résidence permettant à ses occupants de recevoir des soins classiques et de prévention sur place ; Vichy, dont les très modernes thermes Calou ambitionnent sans complexes de passer de 13 303 curistes à 30 000.

Des aménagements franchement novateurs qui n'hésitent pas à rompre avec l'élégance nostalgique d'un passé suranné et qui, dans la foulée de Cantrexville inventant le Forfait ligne de dix jours en 1979, sont souvent le fait des stations qui se positionnent sur le marché de la remise en forme. Autrement dit, un thermalisme nouveau qui, sans renier la cure, de vingt et un jours de la Sécurité sociale, s'oriente aussi vers des formules plus souples, plus courtes et plus étonnantes, associant les soins hydrothérapeutiques à des activités sportives ou touristiques et qui, pour n'être pas remboursées, correspondent pourtant aux désirs de la clientèle de demain : Equilibre 7 à Evian, forfait Dermo-esthétique à La Roche-Posay, cure Anti-tan à Aix-Mariol, il s'agit aussi de répondre à la concurrence très vive de la thalassothérapie qui, bien que n'étant pas encore reconnue par le ministère de la santé et ne donnant pratiquement pas droit à remboursement, s'est résolument lancée sur ce marché du tourisme de santé que l'on dit très porteur.

Trop résolu ? Le raz de marée d'instituts de cure marine ancrés en quelques années sur les côtes françaises - aujourd'hui 43 sans compter les ouvertures prochaines d'Oléron et de Saint-Cast - commence fortement à faire songer aux déconvenues de certains parcs de loisirs. Après Atlantica à Anglet, Hélanthal à Saint-Jean-de-Luz, Thalga-La Baule ou Thalassa-Les-Sables-d'Olonne, les derniers-nés de la thalassothérapie, comme Cap Chabian et Thalacap en Camargue, Océanthal à Pornichet, les thermes de Saint-Jean-de-Monts, l'Alliance-Phytomer de Pornic, le Port-Croisé de Jean Bobet ou le Thalasse de Dinard, sont-ils capables de drainer une clientèle sérieuse, notamment, à leurs séduisantes espèces-forme, ces parcs hydro-marins nouvelle vague dotés de contre-courants, de bassins de marche, de douches-parapluies, de matelas bouillonnants et de sièges à bulles ?

Quand on fait remarquer à leurs créateurs que le nombre de pratiquants curistes ne doit pas dépasser actuellement les 200 000 et qu'il est peut-être imprudent d'avoir tenté l'aventure de la remise en forme marine sans réelles études préalables, certains ont cette réponse désarmante : « Si moins de 0,5 % des Français sont aujourd'hui des adeptes de la thalassothérapie, cela prouve, finit-ils valoir avec un bel optimisme, qu'il en reste 99,5 % à convertir... »

Guide

Les Thermelles, jusqu'au 10 février, Palais des Congrès de la porte Maillot, à Paris, ouverture de 10 à 19 heures, nocturne jusqu'à 22 heures le 8, 300 exposants et conférences grand public sur les grands thèmes de prévention sanitaire.

Pour vous informer sur les formalités de remboursement des cures thermales : SNET (Syndicat national des établissements thermaux), 10, rue Clément-Merlot, 75008 Paris, tél. : 47-20-45-25 ; UNET (Union nationale des établissements thermaux), 16, rue de l'Estrapade, 75005 Paris, tél. : 43-25-11-85 ; Journal téléphonique du thermalisme, 47-20-14-65.

Thalassothérapie : Fédération Mer et Santé, 80, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris, tél. : 47-05-37-51 ; Mat-

son de la thalassothérapie, 128, avenue de Meisakoff, 75016 Paris, tél. : 45-00-58-00.

Les saisons thermales se suivent et se ressemblent. Au hit-parade de 1990, Dax reste en tête et concède même sa position avec 54 978 curistes contre 52 934 en 1989 précédant toujours Aix-les-Bains (45 527) et Amélie-les-Bains (30 575) qui subissent une patte défectueuse. Luchon (29 418) se fait dépasser par Balaruc (30 144) et précède Gréoux (26 013), Serboten (22 882), La Bourboule (21 814), Royat (21 811) et Bagnols-de-l'Orne (18 888). Champion de la progression, Améville, en Moselle, qui, de 8 502 curistes en 1988, passe le cap des 10 000 en 1989 pour totaliser 11 685 curistes en 1990.

LE PRINTEMPS DE VOTRE SANTÉ

Retrouvez les bienfaits des cures thermales sur votre santé dans les stations Eurothermes : Aix-en-Provence, Bagnères de Bigorre, La Bourboule, Capvern-les-Bains, Cauterets, Châtel-Guyon, Digne-les-Bains, Les Eaux Bonnes, Rochefort-sur-Mer, Cilaos à La Réunion, Caldas da Felgueira au Portugal. Variété des régions géographiques, variété des sources thermales, Eurothermes offre le meilleur à toutes les indications thérapeutiques reconnues. Prenez rendez-vous avec les Printemps toutes saisons.

EUROTHERMES

LE RENDEZ-VOUS SANTÉ

Documentation gratuite à EUROTHERMES - 87, av. du Maine - 75014 PARIS - Tél. 43 27 12 80

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

AIX-EN-PROVENCE ☐ BAGNERES-DE-BIGORRE ☐ LA BOURBOULE ☐
CAPVERN-LES-BAINS ☐ CAUTERETS ☐ CHATEL-GUYON ☐
DIGNE-LES-BAINS ☐ LES EAUX BONNES ☐ ROCHEFORT-SUR-MER ☐
CILAOS ☐ CALDAS DA FELGUEIRA ☐ TOUTES STATIONS ☐

URIAGE

10 km de Grenoble
EAU SULFURÉE ISOTONIQUE
PSORIASIS - ECZEMAS
DERMATITES - BRULURES
RHEUMATISMES-ARTHROSES
NEZ - GORGE - OREILLES
BOUCHE - GENÈVES
Étab. Thermal 38410-URIAGE
76 89.10.17

STATION THERMALE MORSBRONN-LES-BAINS

Rhumatologie
Pathologie post-traumatique
et Orthopédie chirurgicale
Dépense loisirs
Accueil résidence hôtelière
et Maison hospitalière
MORSBRONN-LES-BAINS
68100 MORSBRONN
Tél. 33.83.61.01

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

08400 CANNES
HOTEL LIGURE***NN
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Téléc. : 970275
Fax : 93-39-19-48
A 2 pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

06500 MENTON

HÔTEL-VILLA NEW-YORK***NN
LOGIS DE FRANCE
Chambres grand confort, climatisées, TV
couleur, téléphone direct, vue panorami-
que, jardin, parking clos. La tranquillité à
100 m des plages. Forfait 17/17 N en
1/2 pension à partir de 1 500 F.
DOC. tél. 93-35-78-69. Fax 93-28-55-07.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
59 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restauration de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-87-62-56 - Téléc. 470418.
Télécopie 93-16-79.

HÔTEL VICTORIA***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, clim.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle.
Est-Hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade
Meubles, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.
FAX : 92-45-80-10.

Paris

PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Téléc. : 21 1838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
TV couleur.
Tél. direct.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Provence

LE MAS DE GARRIGON***
Le petit hôtel de charme du Luberon
vous attend pour quelques jours de
détente, au calme et en sécurité.
Cuisine du marché - Bibliothèque
Feu de cheminée - Équitation
ROUSSILLON 84230 GORDES
Tél. : 90-05-63-22

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
Logis de France
Toutes chambres avec w.c. + bains
PISCINE, TENNIS PRIVÉS,
Prairie de golf gratuits.
1/2 pension à partir de 196 F.
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94.

Ile Maurice

HÔTEL BELLE MARE
Plage magnifique.
Chambres superbes.
Cuisine internationale raffinée.
Sports nautiques gratuits.
Golf à proximité. Animations.
Renseignements et réservations :
PARIS, tél. : (33-1) 45-61-92-58.
Fax : (33-1) 42-25-66-40.

Suisse

St-MORITZ (Engadine)
Kuhn - Hôtel
L'hôtel 5 étoiles dans
la zone de tradition.
Centre moderne et sportif.
CH 7500 St-Moritz. Tél. : 1941 822 et 51.
FAX 3 27 38

TOURISME

SKI DE FOND
Haut Jura 3 h Paris TGV
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme franc-com-
toise du XVIII^e, confortable, rénovée,
cibres 2 personnes avec a. de bus, w.c.
Ambiance conviviale, détente, repos.
Accueil 14 pers. max., tables d'hôtes.
Cuisine mijotée (produits maison et
pain cuit au four à bois). Poss.
nud. pédestre, patin à glace, tennis,
VTT. Pension complète + vin
+ matériel de ski + accompagnement
2 300 F à 2 750 F pers/semaine.
Renseignements et réservations
(06) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU
La Longville - 25650 MONTRENOIT.

A 2 h 30 de PARIS...

THALASSA LE TOUQUET

Tous les bienfaits
de la thalassothérapie
le climat vivifiant de la Côte d'Opale
et le charme de
« la station des 4 saisons ! »

Thalassa Le Touquet
sur MINITEL
Composer le 11

Code : Thalamer
Rubrique : Cures
Localité : Le Touquet
Dépt : 62

Tél. : 21-09-86-00

A retourner à Thalassa Le Touquet
Front de mer - BP 214 - 62520 LE TOUQUET

M. : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Souhaite recevoir la brochure
de Thalassa Le Touquet

Bridge

n° 1421

IL Y A QUARANTE ANS
Ce coup de fian a été réussi en Est-Ouest par Goren et Hélène Sobel au championnat d'Amérique de 1951. Il illustre un coup classique, mais qui n'était pas facile à préparer.

♠ A82	♥ A42	♦ 652	♣ 10943
♥ V86	♦ 103	♣ 92	♠ RV1073
♠ ARV873	♥ 1034	♦ 92	♣ RV1073
♠ A9	♥ OV7	♦ 1034	♣ 92
	♥ DV75	♦ 1034	♣ 92
	♥ 1034	♦ 1034	♣ 92
	♥ DV84	♦ 1034	♣ 92

Ann : O. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
10 contre passe...
20 contre passe...

Hélène Sobel en Ouest attaque le Roi et l'As de Carreau, puis elle rejoue le Vale de Carreau sur lequel le déclarant défait le 2 de Trèfle du mort et Est le Vale de Trèfle du mort et Est le Vale de Trèfle. Comment Hélène Sobel a-t-elle ensuite joué pour faire chuter (en réalisant six levées) ce contrat de OEUX CŒURS ?

RÉPONSE

Après avoir fait trois levées à Carreau Hélène Sobel a contre-attaqué le 9 de Trèfle sous son As. Goren a fait le Roi et il a continué Trèfle pour l'As d'Ouest qui a joué une quatrième fois Carreau dans l'espoir que Est aurait le 10 de Cœur. C'était le cas, et la coupe par le 10 de Cœur obligea Sud à s'écarter avec la Dame et à promouvoir un des Cœurs d'Ouest.

Ce coup appelé apperçu permit à Hélène Sobel de faire un atout, la sixième levée de la défense.

Remarque : on notera que si le déclarant avait joué le troisième Carreau avec le 2 de Cœur, Est aurait surcuppé et contre-attaqué Trèfle pour faire encore trois levées.

COURRIER DES LECTEURS

Les Olympiades par paires (n° 1399)

Il est intéressant de voir avec quelle minutie certains lecteurs étudient nos données et apportent des précisions aux solutions. Ainsi Jean Lemaître a trouvé « qu'il n'était pas indispensable de commencer par tirer le Roi de Cœur parce que Ouest avait A 10 de Carreau et que le 9 de Carreau de Sud deviendrait maître (après avoir réalisé As Roi de Carreau). Cette solution est valable même à cartes fermées et quelle que soit l'enlame. »

C'est un intéressant complément à la réponse proposée.

AUTOCRITIQUE

La force d'un expert n'est pas seulement d'appliquer une bonne technique dans la conduite d'un coup, c'est de savoir ensuite analyser la solution adoptée pour savoir si elle était parfaite. La donne suivante jouée par Antoine Roux est un exemple typique. Il a gagné brillamment le contrat demandé, mais, en vérifiant ensuite s'il avait pris la meilleure ligne de jeu, il a découvert qu'il aurait pu mieux jouer !

♠ A43	♥ OV65	♦ 875	♣ R642
♥ OV65	♦ 875	♣ R642	♠ A43
♠ A43	♥ OV65	♦ 875	♣ R642
♥ OV65	♦ 875	♣ R642	♠ A43

Ann : S. don. Tous. vuln.
Sud Ouest Nord Est
10 contre passe...
20 contre passe...

Ouest a entamé le Roi de Cœur pour le 4 d'Est et a contre-attaqué le 6 de Pique sur lequel Est a fourni le 7. Comment Roux, en Sud, a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ? Quelle est la meilleure ligne de jeu ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

La main de Sud est trop belle pour une ouverture du barrage de « 4 Piques » quand le partenaire n'a pas encore passé et, d'autre part, il faut au moins avoir l'As de Carreau au lieu du Roi pour ouvrir le « 4 Piques ». Il était donc normal de dire « 1 Pique ».

COURRIER DES LECTEURS

La championne du monde (n° 1413)

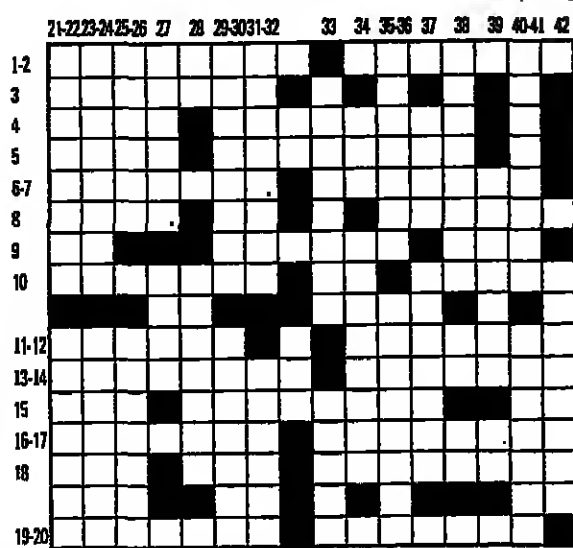
Plusieurs lecteurs (Bismut, Calvet, Grosse, Grosse, Langrenon, Sainfield, Yalcin...) ont trouvé une autre ligne de jeu gagnante. « La méthode utilisée par Kerri Schuman, écrit Ducatet, a le mérite de l'élégance et de la simplicité, mais il existe un autre moyen plus classique et tout aussi efficace. » Il s'agit de couper les Carreaux et les Trèfles et de terminer sur un placement de main qui permet d'éviter l'impasse à Cœur. Robert Latès lui-même « n'est pas certain que la ligne de jeu de la championne du monde soit la meilleure ». Elle lui a tout de même permis de gagner un prix !

Philippe Brugnon



Anacroisés

n° 652



HORIZONTALLEMENT

1. ACEEMNRT (+4). - 2. EGO-PRRS. - 3. BEHOSS (+1). - 4. DELOSTU. - 5. AEGIMOQU. - 6. EELLNT. - 7. BEIMRSU (+1). - 8. EERTT. - 9. EERTT (+3). - 10. ADENRSU (+1). - 11. AAILMP (+2). - 12. AEGRLU (+3). - 13. ACEHSTU. - 14. MOOPSSU. - 15. AACHNOU. - 16. ACHIRTT. - 17. CEHINRS (+1). - 18. AIN-NORS. - 19. AESSUY. - 20. CEEN-PRS.

SOLUTION DU N° 651

1. SURCROIT. - 2. CABANON. - 3. URTICANT. - 4. UNANIME. - 5. LOTAGES (GALOTES...). - 6. CUCUTINE. - 7. UTERINE. - 8. UKASES. - 9. ILLUTAS, enduits de boue. - 10. RIOTENT, écartouement. - 11. ECRIOUES (ECROUES). - 12. CROLLE, bouc (COLLER). - 13. LOUANGE. - 14. INSTILLE. - 15. EMISSIVE. - 16. TUFFEAUX. - 17. ALVEOLEE. - 18. CESSION. - 19. EMULSIF. - 20. NEVROSES. - 21. SOUSCRIT. - 22. CAECAL. - 23. LACRYMAL. - 24. RECITULE. - 25. UKULELES. - 26. RECITAT. (CITRATE, CRETAT, TERCAT, TIERCAT). - 27. CLOSIONS (CLO-

VERTICALEMENT

1. EEMOQTU. - 2. EINOOST. - 3. BEENNRU. - 4. EMORRSU (+1). - 5. CEINT. - 6. EPSTTU. - 7. DEEIRS (+7). - 8. ACEHLR (+2). - 9. AELORSS. - 10. AACHNR. - 11. EEEGNOS. - 12. AEEHST (+2). - 13. ABEIMNST. - 14. AAEENNOT (+1). - 15. AQR-NUU. - 16. OEELOPR. - 17. AGI-NOSU. - 18. EEEGNMT (+2). - 19. AEEGIST (+3). - 20. AEEENSSU. - 21. EIMNRU. - 22. AAEEMST.

SONS). - 28. OVALISA. - 29. RENIFLAI (RENFLAI). - 30. IONONES. - 31. TETTES, bouts de mamelle. - 32. CULIERE (RECUER). - 33. COUGUAR. - 34. EUSTACHE (ASTURIN...). - 35. BRASERO (ROBORA, ARROBES, ROBERAS, ARBORES). - 37. ROTENGLE (GELEONT, RELOENT, LOGE-RENT). - 38. NUISMES. - 39. ELATIFS, cas grammaticaux (FILATES, FILIAS). - 40. MANERANT. - 41. NUBERT. - 42. ALEXINES.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

n° 399

UNE DAME TOURNILLONNANTE

Tournoi de Tilburg, octobre 1988.

Blancs : Wuytenburg.

Noirs : Berkel.

Ouverture : Raphaël.

1. 32-28	16-21	27-42	13-19
2. 31-28	11-16a	28-40-3	23-29b
3. 31-33	1-10b	28-34c	15-28
4. 41-37c	19-23	30-42-37	12-18
5. 28-19	14-23	31-37-32d	28-37
6. 33-28	9-14	32-31-42	3-9
7. 28-19	14-23d	33-39-34e	2-8
8. 46-41	13-19	34-50-44	8-13
9. 36-31	4-9	35-43-39f	13-19m
10. 34-38	9-13	35-40-43	11-17
11. 38-25	18-14	37-34-29n	6-11o
12. 35-38	5-10c	38-29-20	15-24
13. 40-35	21-27	39-36-31	27-36
14. 31-22	18-27	40-26-21	17-26
15. 32-21	16-27p	41-33-29	28-33
16. 39-33	1-7	42-39-36	26-31
17. 44-40	12-18	43-44q	18-22
18. 40-34	7-12	44-41-45r	18-15
19. 45-40	28-24g	45-45-39	36-41s
20. 43-39	17-22	46-25-20u	15-24a
21. 41-36	23-29h	47-42-37	31-33
22. 34-23	19-28	48-43-38	33-42
23. 30-19	13-24	49-35-30	24-35
24. 37-32	28-37	50-44-40	38-44
25. 42-31	15-23	51-50-24v	Alam-
26. 40-34	8-13		don.

NOTES

u) L'enchaînement du centre s'ouvre sur des débuts très rigoureux, dont la variante 2... (18-22) : 3. 37-32 (11-16) : 4. 41-37 (7-11) : 5. 34-29 (1-7) : 6. 37-31 (21-27) les Blancs placent un pion taquin : 7. 32-21 (16-27) : 8. 38-32 (consentants du danger potentiel, les Blancs dérogent le pion taquin) (27-38) : 9. 43-32 (20-25) : 10. 49-43 (14-20) : 11. 42-38 (13-18) : 12. 47-42 (9-13) le jeu égal, l'attaquant (le conducteur des Blancs) et le défenseur (le conducteur des Blancs) se neutralisent, comme dans la partie Dybman (Noirs) - Kouperman au championnat du monde, 1986.

v) L'enchaînement du centre au troisième temps fut placé par Mityajski (U.R.S.S.) contre Guinard (France) lors de ce championnat du monde, 1986 et une dynamique variante de début suivit à l'initiative du maître français : 1. 37-32 (11-16) : 2. 41-37 (7-11) : 3. 34-29 (1-7) : 4. 37-31 (21-27) : 5. 32-21 (16-27) : 6. 38-32 (27-38) : 7. 43-32 (20-25) : 8. 49-43 (14-20) : 9. 42-38 (13-18) : 10. 47-42 (9-13) : 11. 35-34 (14-20) : la partie se terminait par la nulle au cinquantième temps.

w) Un jeu très actif et délicat se déroule dans la variante 2... (19-23) : 3. 37-32 (11-16) : 4. 41-37 (7-11) : 5. 34-29 (1-7) : 6. 37-31 (21-27) : 7. 32-21 (16-27) : 8. 38-32 (27-38) : 9. 43-32 (20-25) : 10. 49-43 (14-20) : 11. 42-38 (13-18) : 12. 47-42 (9-13) : 13. 35-34 (14-20) : la partie se terminait par la nulle au cinquantième temps.

d) Débat très actif pour le contrôle du centre.

e) Cette sortie n'est pas satisfaisante, puisque les Blancs se privent de l'opportunité de l'échange ultérieur par (14-20).

f) Un bon pion taquin qui ne rétablit toutefois pas la qualité.

g) La faiblesse de l'aile gauche des Blancs apparaît en pleine lumière.

h) Une idée intéressante car, brusquement, par cette puissante poussée au centre, qu'ils contrôlent, les Blancs ont résolu avec une remarquable imagination le problème de leur aile gauche.

i) Un joueur dont nous découvrons le style de battant qui finit par placer les Blancs en situation défensive.

j) Ce repli témoigne de cette situation.

k) Mais les Blancs poursuivent aussitôt par ce contre qui ébranle les Blancs à qui sont interdits 33... (9-13), 33... (18-23).

l) Nouvelle formation d'attaque et le danger s'étend sur l'aile droite des Blancs.

m) Sans doute le meilleur.

n) Cote d'alerte.

o) Les Blancs laissent le passage à dame, pensant que le même chemin leur est ouvert.

p) Le passage à dame.

q) Dame.

r) Une dame à suivre... pas à pas.

s) A une case du bonheur.

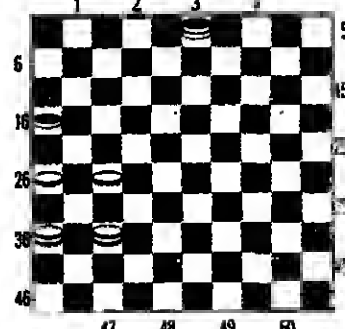
t) Mais voilà l'estocade en forme de final explosif et à variantes.

u) Si 46... (14-25) : 47. 35-30 (25-34) : 48. 42-37 (31-33) : 49. 44-39 (33-44) et la dame, dans un vaste tourbillon jusqu'à la case 47, rafle cinq pions par 50. 50x47 !!.

v) Autre spectaculaire tourbillon de la dame dans cette variante : cinq pions succombent également !

PROBLÈME

L. COUTELAN 1945



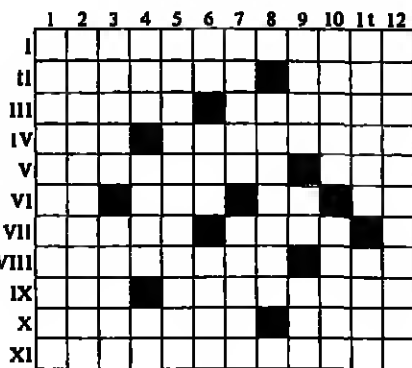
Les Blancs jouent et gagnent en 1 temps. Sur le thème de la position du carré.

● SOLUTION : 37-28 !, les Blancs sont mat car si (3-20) ou (3-25) 28-14, etc. et si (3-20) ou (3-12) 27-21 (16-27) puis 28-17.

Jean Chaze

Mots croisés

n° 650



HORIZONTALLEMENT

1. A la longue, elles vous déstabilisent. - II. Privé d'un du. Liquidité. - III. C'est un droit. Inspira Mozart, Beethoven et Messiaen, entre autres. - IV. Tonique ? Parant le plat. - V. Hydrocarbures. Sous roumaines. - VI. Participe. Si on participe. Conjonction. Direction. - VII. On doit la sortir de sa coquille. Poste important. - VIII. Donnent l'impression d'être aériennes. Pourrait être Ben. - IX. Touche à la mer. Elle n'est pas du tout raisonnable. - X. Chantent à leur façon. Causa la mort d'un héros. - XI. Toujours pour un tiers.

VERTICALEMENT

1. Utilisée par le plus faible. - 2. Précède la liquidation. - 3. Fait le travail. Prêt à consommer. - 4. Se consomme par petites quantités. Prépare le travail, dans le Golfe par exemple. Saint. - 5. Elles vous aident à filer. - 6. Sur le tambour. On lui réserve la fin. Va dans le Danube. - 7. Si c'est la voix, elle ne peut avoir de

séduction. Apprécié s'il est joli. - 8. Cache les épaules. - 9. Rivière. Pronom. C'est non. - 10. Limite l'Europe. En fait-il à Pâques ? - 11. Modèles réduits. Détroit. - 12. Parqués.

SOLUTION DU N° 649

Horizontalement

I. Francophonie. - II. Reboise. Pion. - III. Obier. Raient. - IV. Nom. Absentée. - V. Tueria. Ré. Si. - VI. Atr. CEE. Sec. - VII. L. Faon. Boom. - VIII. Infortunés. - IX. Enonça. Iran. - X. Remoilebreu. - XI. Sédentaires.

Verticalement

1. Frontaliers. - 2. Reboutonnée. - 3. Abîmer. Fond. - 4. Noé. Refonte. - 5. Cirai. Arçon. - 6. Os. Bécotail. - 7. Pars. Enu. La. - 8. Aère. Nier. - 9. Opine. Berri. - 10. Niel. Sosies. - 11. Ionesco. Ane. - 12. Entêtements.

François Dorlet

Echecs

n° 1423

Tournoi international de Reggio-Emilia, 1991.

Blancs : A. Beliavsky.

Noirs : V. Epischin.

Gambit de Budapest.

1. 44	C6	14	C4	F4S	15
2. 44	C6	14	C4	F4S	15
3. 44	C6	14	C4	F4S	15
4. 44	C6	14	C4	F4S	15
5. 44	C6	14	C4	F4S	15
6. 44	C6	14	C4	F4S	15
7. 44	C6	14	C4	F4S	15
8. 44	C6	14	C4	F4S	15
9. 44	C6	14	C4	F4S	15
10. 44	C6	14	C4	F4S	15
11. 44	C6	14	C4	F4S	15
12. 44	C6	14	C4	F4S	15
13. 44	C6	14	C4	F4S	15

NOTES

a) Il faut beaucoup de culot pour jouer ce gambit de Budapest contre un adversaire comme Alexandre Beliavsky, plusieurs fois champion de l'URSS, challenger possible de Garry Kasparov. Longtemps analysé dans les années 20 par les maîtres hongrois Breyer, Vajda et surtout par Abonyi, qui en fit également une arme aux mains des Blancs (I. C13, d5 : 2. e4 et 1. e4, d5 : 2. C13), ce gambit, qui n'a jamais eu très bonne réputation sans avoir été réfuté, passe actuellement pour lasser aux Blancs un léger avantage positionnel.

b) Une acceptation pratiquement forcée. Si 3. d5, Fc5 : 4. Fc5 !, Cc4 ! Après 3... Cc4 (« variante Fejorowicz » à ne pas sous-estimer), les Blancs peuvent répondre simplement par 4. a3 ou par 4. C13, Cc6 : 5. a3.

c) Une réplique surprenante de la part des Blancs qui se laissent dans une variante très rarement jouée, généralement considérée comme douteuse (exception faite de quelques

ordinateurs D. 4... e4 est excellent : par exemple, 4... Cc5 : 5. f4. Cc6 (ou 5... Cc6 : 6. C13, Fc5 : 7. f3, Cc4 : 8. Cc5) comme dans la partie Alekhine-Rabinovitch, Baden-Baden 1923 ou 5... Cc6 : 6. C13, Fc5 : 7. f3, Cc4 : 8. Cc5, d6 : 9. d4, d6 : 10. bxc3, Cc6 : 11. Dc2, b6 : 12. Cc4, Cc5 : 13. Fc3, Dc7 : 14. C13, Fc6 : 15. Fd4, Fc5 : 16. Dc2, Dc7 : 17. Dc3, Dc7 : 18. Dc3, Dc7 : 19. Dc3, Dc7 : 20. Dc3, Dc7 : 21. Fc4, Cc4 : 22. Cc4, g6 (si 22... Rh8 : 23. Dc6, Cc5 : 24. C17, Fc8 : 25. Dc7) : 23. Dc6, Rh8 : 24. Fc8, Rh8 : 25. Dc7, Dc7 : 26. Dc8-D+, Dc8 : 27. O-R, abandon. Tchibrikov-Isaiev, 1948) : 6. Fc3, Fb4 : 7. Cc3, Dc7 : 8. Fc3, Cc3 : 9. Dc4, g6 : 10. Dc3, Fc8 : 11. bxc3, Fc4 : 12. Fc4, d6 : 13. Fc5, Rh8 : 14. Cc3, d6 : 15. d4, Fc3 : 16. Dc3, Dc7 : 17. Dc3, g6 : 18. Ta-b1, f4 : 19. Fc4, Dc3 : 20. Fc5, abandon. Alekhine-Schitz, Hastings 1923-1926. Enfin, on adopte la plus souvent la continuation positionnelle 4. C13, Fc5 : 5. e3, Cc6 : 6. Fc3, Cc5 : 7. Fc3, Cc6 : 8. Fc3, Cc6 : 9. Fc3, Cc6 : 10. Fc3, Cc6 : 11. Fc3, Cc6 : 12. Fc3, Cc6 : 13. Fc3, Cc6 : 14. Fc3, Cc6 : 15. Fc3, Cc6 : 16. Fc3, Cc6 : 17. Fc3, Cc6 : 18. Fc3, Cc6 : 19. Fc3, Cc6 : 20. Fc3, Cc6 : 21. Fc3, Cc6 : 22. Fc3, Cc6 : 23. Fc3, Cc6 : 24. Fc3, Cc6 : 25. Fc3, Cc6 : 26. Fc3, Cc6 : 27. Fc3, Cc6 : 28. Fc3, Cc6 : 29. Fc3, Cc6 : 30. Fc3, Cc6 : 31. Fc3, Cc6 : 32. Fc3, Cc6 : 33. Fc3, Cc6 : 34. Fc3, Cc6 : 35. Fc3, Cc6 : 36. Fc3, Cc6 : 37. Fc3, Cc6 : 38. Fc3, Cc6 : 39. Fc3, Cc6 : 40. Fc3, Cc6 : 41. Fc3, Cc6 : 42. Fc3, Cc6 : 43. Fc3, Cc6 : 44. Fc3, Cc6 : 45. Fc3, Cc6 : 46. Fc3, Cc6 : 47. Fc3, Cc6 : 48. Fc3, Cc6 : 49. Fc3, Cc6 : 50. Fc3, Cc6 : 51. Fc3, Cc6 : 52. Fc3, Cc6 : 53. Fc3, Cc6 : 54. Fc3, Cc6 : 55. Fc3, Cc6 : 56. Fc3, Cc6 : 57. Fc3, Cc6 : 58. Fc3, Cc6 : 59. Fc3, Cc6 : 60. Fc3, Cc6 : 61. Fc3, Cc6 : 62. Fc3, Cc6 : 63. Fc3, Cc6 : 64. Fc3, Cc6 : 65. Fc3, Cc6 : 66. Fc3, Cc6 : 67. Fc3, Cc6 : 68. Fc3, Cc6 : 69. Fc3, Cc6 : 70. Fc3, Cc6 : 71. Fc3, Cc6 : 72. Fc3, Cc6 : 73. Fc3, Cc6 : 74. Fc3, Cc6 : 75. Fc3, Cc6 : 76. Fc3, Cc6 : 77. Fc3, Cc6 : 78. Fc3, Cc6 : 79. Fc3, Cc6 : 80. Fc3, Cc6 : 81. Fc3, Cc6 : 82. Fc3, Cc6 : 83. Fc3, Cc6 : 84. Fc3, Cc6 : 85. Fc3, Cc6 : 86. Fc3, Cc6 : 87. Fc3, Cc6 : 88. Fc3, Cc6 : 89. Fc3, Cc6 : 90. Fc3, Cc6 : 91. Fc3, Cc6 : 92. Fc3, Cc6 : 93. Fc3, Cc6 : 94. Fc3, Cc6 : 95. Fc3, Cc6 : 96. Fc3, Cc6 : 97. Fc3, Cc6 : 98. Fc3, Cc6 : 99. Fc3, Cc6 : 100. Fc3, Cc6 : 101. Fc3, Cc6 : 102. Fc3, Cc6 : 103. Fc3, Cc6 : 104. Fc3, Cc6 : 105. Fc3, Cc6 : 106. Fc3, Cc6 : 107. Fc3, Cc6 : 108.

Arménie 1990

L'itinéraire personnel de Armineh Johannes est à l'image des routes d'exil que l'Histoire a imposées au peuple arménien. De la France, où elle vit depuis dix ans, cette jeune photographe, née en Iran, est partie en reconnaissance vers l'Arménie soviétique en ramenant des images de résistance, des images d'ardeur et de ténacité.

NÉE à Téhéran, elle est une Arménienne d'Iran, d'une de ces familles déportées par le chah Abbas au tout début du dix-septième siècle à Ispahan, où fut fondé le quartier arménien de la Nouvelle-Djouff avant le partage de l'Arménie entre les Perses et les Turcs. Elle a étudié l'anglais à l'École de Wight, la gestion des entreprises à Cambridge, puis le français à Vichy, fait une licence d'histoire à Aix-en-Provence... Arrivée comme touriste en 1980, elle s'est trouvée alors bloquée en France par le déclenchement de la guerre Iran-Irak, et elle a décidé de rester. Il y a trois ans, cette jeune femme d'apparence frêle et timide, mais volontaire, qui s'intéresse aux gens plutôt qu'aux paysages, décide d'être photographe professionnelle. « J'ai commencé avec une exposition au Festival d'Arles sur un sujet réalisé pour l'American Center avec une collection de vêtements anciens. Je voulais faire un reportage sur un collectionneur; j'ai passé une annonce, et une dame qui vend des vêtements anciens dans une galerie du Palais-Royal m'a répondu. Dans ses armoires, il y avait des robes de mariée, des chapeaux; des bijoux qui avaient appartenu à Sarah Bernhardt... Ensuite, pendant deux ans, j'ai fait plusieurs sujets sur l'Angleterre, le Parlement, une école de nonnes, un club de propriétaires de souris, un ensemble sur les traditions anglaises... »

L'an dernier, l'Arménienne est allée en Arménie. En Arménie soviétique, pour un reportage d'où elle a rapporté plusieurs centaines de photos. Des photos d'autant plus saisissantes qu'Armineh Johannes n'a réussi, malgré toutes les difficultés qu'on peut imaginer, à se rendre dans des régions reculées, parfois dangereuses, où les touristes ne vont pas. Des photos avec des visages sortis tout droit de la Bible dans un pays à la civilisation millénaire, dont les premiers pas vers l'autonomie se trouvent confrontés au séisme (50 000 morts, 500 000 sans-abri), au conflit latent avec le voisin musulman (300 000 réfugiés d'Azerbaïdjan), aux pogromes, à la répression, au blocus.

« La première fois que je suis allée en Arménie, c'était en décembre 1989, un an après le tremblement de terre. Je suis arrivée à Spitak, qui était l'épicentre du séisme le 7 décembre, le jour anniversaire et je suis allée au cimetière. Je n'oublierai jamais. C'était très frappant de se trouver tout d'un coup face à ces pierres tombales avec des visages gravés à l'aiguille d'après une photo du



Avec arme, une cantinière dans le village de Dogh, au sud de l'Arménie.

Combattants arméniens dans le sud de la République, à la frontière du Nakhitchevan.

Dans un village du Haut-Karabakh, bébé emmaillotté à la manière traditionnelle.

L'exposition des photographies d'Armineh Johannes, organisée avec la participation du Centre de recherches de la diaspora arménienne, est présentée dans le hall du Monde, 15, rue Falguière, Paris-16, tous les jours sauf le dimanche, de 9 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 mars.



mort sur la pierre noire. Quand vous entrez dans le cimetière, quand vous voyez tous ces visages... On dirait des gens vivants. Il y avait plein d'enfants, les femmes qui pleuraient, qui criaient. Moi aussi, j'ai commencé à pleurer. On m'a demandé qui j'étais; quand j'ai dit mon prénom, une femme qui avait perdu ses trois filles s'est mise à crier à son mari: « Armineh, Armineh. J'ai retrouvé Armineh! » Pour moi, c'était réellement bouleversant.

« J'étais partie avec l'idée de faire un reportage sur le tremblement de terre un an après. Comme c'était la première fois que j'allais en Arménie, j'ai commencé à parcourir le pays. Lennakan, Erivan, Kirovakan... J'étais là-bas quand a commencé le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, en janvier. Je suis allée clandestinement au Haut-Karabakh, avec un passeport appartenant à un Soviétique, en avion jusqu'à Stepanakert, la capitale. Je n'ose pas dire que c'était merveilleux: je n'étais jamais allée dans un endroit où l'air était si pur. Des montagnes verdoyantes, si calmes. Bien sûr, le soir, on tirait de tous les côtés, on ne dormait pas. Je parlais avec les combattants: comme armes, ils avaient quelques kalachnikovs, mais surtout des fusils de chasse. »

Karabakh interdit. Inaccessible. Dans ses Papiers d'Arménie écrits l'an dernier, Jean Kéhayan raconte qu'il est parti dans une jeep russe pour le Karabakh « seulement pour voir. Sans carnet de notes et sans appareil photo »; mais il n'a pu atteindre Stepanakert.

Karabakh assiégé, où la vie continuait pourtant... Il y a même des bébés qui naissent dans le Haut-Karabakh, comme en

témoigne cette photo du nourrisson emmaillotté comme un paquet avec un ruban serré à double nœud.

Pour poursuivre votre reportage, vous êtes retourné une deuxième fois en Arménie...

Où. En août dernier. C'était très différent de la première fois. J'ai eu beaucoup de problèmes: on manquait d'essence, il était très difficile de se déplacer. J'avais fait le projet de couvrir la totalité de l'Arménie, je n'ai pas pu tout faire.

« Je n'ai pas pu aller dans des régions trop éloignées: personne, par exemple, n'avait assez d'essence pour faire l'aller-retour vers la frontière avec la Géorgie. Il y avait aussi beaucoup de groupes armés, parfois rivaux, qui s'étaient formés et créaient parfois un état de panique, par exemple quand un de ces groupes a assassiné un député arménien... »

Un de mes grands souvenirs, c'est mon séjour à Guegharkunik, un village arménien qui se trouve en Azerbaïdjan: quatre mille habitants complètement encerclés, menacés; il y avait des militaires soviétiques partout qui empêchaient de photographier. Tout autour, c'était l'Azerbaïdjan. Des escarmouches, souvent. Des combattants armés. Et même les autres habitants...

Un hélicoptère d'Aeroflot était le seul lien entre le village et l'Arménie. Dans ce village, on se sent très angoissé. Et le fait que le seul lien soit l'hélicoptère est très angoissant, il y a chaque fois des

bagarres pour y monter, parce qu'on ne sait jamais quand sera le prochain. Elle a pris beaucoup de photos de Guegharkunik: des femmes très fortes capables de tenir un fusil ou bien de battre la laine des couettes, d'écousser les haricots, les boulangers, les hommes bardés de décorations, parfois le sabre à la ceinture, le costume traditionnel qui ne se porte plus que chez quelques octogénaires, etc.

« C'est dangereux? Est-ce qu'il est plus facile d'être une femme reporter dans un pays en guerre? »

« Non, je n'ai pas eu vraiment le sentiment du danger. En tant que fille, ce n'est pas dangereux. L'accueil à un homme serait différent. L'Arménie, c'est un pays d'hommes, très machos. Souvent, cela a été un avantage pour moi, ils voulaient m'aider, me prendre en charge. Par exemple, lors de l'assassinat d'un député arménien tué par des membres d'un groupe armé qui refusait d'être intégré dans une armée arménienne, j'ai pu aller des deux côtés. La tension était terrible. On ne savait pas ce qui pouvait arriver. Dans le local des forces armées, chez ceux qui avaient tué le député, j'ai fait une photo bizarre d'un petit faucon couché là comme une carpe; il appartenait au chef. Ils se sont sautés dans les montagnes et ils me disaient: « Prends ma photo, prends ma photo, on va réussir ce soir! »

« Vous avez passé votre enfance à Téhéran. Vous avez été élevée selon les traditions arméniennes? »

« Oui. En Iran, il y avait à peu près 300 000 Arméniens, beaucoup sont partis après la révolution, aux États-Unis, au Canada, en France... J'habitais un quartier à forte population arménienne et je suis allée une année à l'école arménienne. J'ai appris à lire plus tard, en France.

« Et en France, vous avez retrouvé un milieu arménien? »

« Assez difficilement. Le milieu arménien que j'ai trouvé à Paris en 1986, il ne ressemble pas du tout à celui de l'Iran. Ils sont très différents. Moi, je ne les considère plus comme arméniens: il y a les noms arméniens, ils participent à quelques fêtes, mais, en majorité, ils ont voulu s'intégrer; le cœur n'y est plus. Ceux qui sont nés ici ne parlent pas la langue; à part les personnes âgées, ils ne vont pas régulièrement à l'église. À Marseille, un peu plus qu'ici... Il y a une petite minorité qui a conservé la langue, quelques traditions. Mais, en général, c'est perdu. Ensuite, je ne les trouve pas aussi chaleureux que les Arméniens du Moyen-Orient (elle rit). C'est l'hospitalité qui manque ici. »

Propos recueillis par Nicole Zand

Derniers livres

Le Feu sous la glace. Arménie 1989-1990. Photographies d'Antoine Agoudjian, précédées d'un texte d'Alberto Moravia sur Erivan (1959). Éditions Parenthèses, Marseille, Album 24 x 27 cm, 128 p., 240 F (diffusion PUF).

Un reportage-témoignage par un photographe qui a participé à l'aide humanitaire et s'est particulièrement préoccupé du sort des orphelins et de la construction de pharmacies centrales dans le Haut-Karabakh.

Mes papiers d'Arménie, par Jean Kéhayan. Éditions de l'Aube, 118 p., 69 F.

Connaissant bien l'URSS, élevé dans le souvenir du deuil du génocide de 1915, Kéhayan, l'Arménien de Marseille, raconte son voyage à la recherche du pays de ses parents et nous livre ses réflexions et ses interrogations inquiètes: « Où

commence l'amour d'une deuxième patrie, où commence le nationalisme, cette plaie d'intolérance de notre fin de siècle? »

Arménie? J'écris ton nom. Histoires de France et d'Arménie, par Gérard Bedrossian et Nicole Priolaud. Lianna Levi coll. « Écrivains reporters », 188 p., 160 F.

Depuis Grégoire de Tours jusqu'à Max Jacob, à travers les récits de tous ceux qui, acteurs ou spectateurs, écrivains, hommes politiques, voyageurs, ont vécu l'histoire de l'attachement particulier qui unit la France à l'Arménie. Une histoire parallèle éclairante.

La poésie arménienne du V^e siècle à nos jours. Textes choisis, traduits et présentés par Valérie Godé. La Différence, 232 p., 120 F.

Une défense et illustration de l'Arménie à travers 45 poètes.